

LA

NOUVELLE CRITIQUE

30

6 francs *La Nouvelle Critique* numéro 30 (211) janvier 1970

nouvelle série

OU EN EST **ROGER GARAUDY** ?

Syndicat de classe et syndicat de masse
Les classes sociales en U.R.S.S.
Crise du cinéma ? Quelle crise ?

Les communistes et la psychanalyse

LA NOUVELLE CRITIQUE

Directeur : Francis Cohen
Rédacteur en chef : Antoine Casanova
Rédacteur en chef adjoint : Jacques De Bonis

Gestion : Léandre Curzi
Ventes : William Vigé

Rédaction, administration
19, rue Saint-Georges, Paris-9°
Téléphone : 878 09.83 et 878 49.84

Régie publicitaire :
R. P., 44, Chaussée d'Antin, Paris-9°
Téléphone : LAM. 13-68

TARIF ABONNEMENTS.

	France	Etranger
1 an :	50 F	60 F
6 mois :	27 F	
Etudiants		
1 an :	30 F	40 F
6 mois :	15 F	
Vente au n° :	6 F	7 F

NC Supplément Culture
Pour les abonnés : gratuit
Pour les non-abonnés : le n° 3 F

Changement d'adresse
Spécifiez l'ancienne adresse et celle où vous désirez recevoir dorénavant « La NC ». Joignez 1 F (timbres ou virement postal).

Imprimé par Corbière et Jugain, Alençon.

Diffusé par les N. M. P. P.

Gérant responsable : André Vrolant

Maquette : Rémi Deroche

COPYRIGHT © 1969.

« Les Editions de La Nouvelle Critique. » Tous droits de reproduction réservés.

NC

SOMMAIRE

n° 30

janvier 1970

Propositions à nos lecteurs	1-2-83-84
Syndicat de classe et syndicat de masse	4
Henri Krasucki	
Nationalisations et politique révolutionnaire	9
Joë Metzger	
Les communistes et la psychanalyse	16
Bernard Muldworf	
Situation des classes sociales en U. R. S. S.	24
Francis Cohen	
Où en est Roger Garaudy ?	32
La NC	
Je suis candidat du Parti communiste du Chili à la présidence de la République	57
Pablo Neruda	
Crise du cinéma ? Quelle crise ?	67
Jean-André Fieschi, Jean-Patrick Lebel, Bernard Stora	
La « NC » signale	55-56-61
« NC » théâtre	62
La « NC » a lu	64-65
Michel Apel-Muller, Guy Besse, Monique Hincker, Claude Prévost	
La « NC » a vu	66
En direct avec le lecteur	71
Index alphabétique 1969	82



Photos Gerald Bloncourt.

Syndicat de classe Syndicat de masse

Henri Krasucki

Les luttes de la classe ouvrière et des différentes catégories de salariés gagnent sans cesse en ampleur. Dans cette phase d'acuité accrue de la lutte des classes, l'importance du rôle de la C.G.T. est encore mise en relief. L'attention portée aux débats de son récent Congrès en apporte la preuve. Quelles sont dans ces conditions les analyses de la C.G.T. sur les raisons et les perspectives en matière d'orientation des luttes des travailleurs. Comment définit-elle son rôle de syndicat de classe et de syndicat de masse? Antoine Casanova et François Hincker sont allés en débattre avec Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T.

Antoine Casanova.

Le Congrès de la C.G.T. vient de s'achever et toute la presse s'est montrée fort impressionnée de la force, de l'unité, de la liberté des discussions qui s'y sont manifestés. Les attaques contre la C.G.T. qui ont suivi ce Congrès ont témoigné que le pouvoir s'était senti touché et recourait aux diversions les plus écoulées.

Comme pour marquer cette étape dans le développement de la C.G.T., le Congrès a modifié les vieux statuts de l'organisation et en particulier a précisé que la C.G.T. se fixait pour but la socialisation des moyens de production, alors qu'auparavant elle parlait d'abolition du salariat. Peux-tu expliquer le sens de cette modification ?

Henri Krasucki.

D'abord, nous avons tenu à distinguer deux choses : les conditions suffisantes pour être syndiqué à la C. G. T., et, d'autre part, les buts de la C. G. T. Dans les vieux statuts de 1895, l'article premier semblait fixer pour condition de l'appartenance à la C. G. T., la reconnaissance de la nécessité de « l'abolition du salariat ». Mais cela n'a jamais été, heureusement, la pratique de la C. G. T. Nous avons donc dit, conformément à la réalité, que la condition nécessaire et suffisante pour l'adhésion était la reconnaissance de la nécessité de défendre les intérêts de la classe ouvrière. Puis nous définissons, comme but de la C. G. T., l'abolition de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des grands moyens de production. Un syndicat a déclaré que sur cette question les avis étaient partagés dans ses rangs et que pour maintenir son unité, il s'abstiendrait sur cet article. Par contre, il était d'accord avec tout le reste des statuts.

Parce que le problème de la transformation fondamentale de la société se pose d'une façon plus concrète, nous avons considéré que la vieille formulation, qui avait pourtant le mérite de viser la suppression du capitalisme, n'était pas très scientifique, l'aspect formel du salariat continuant à se manifester dans une société socialiste et, inversement le patronat prétendant abolir le salariat en adoptant d'autres formes — la participation — qui évidemment n'abolissent en rien l'exploitation. C'est pourquoi nous disons : abolition de l'exploitation capitaliste.

En troisième lieu nous avons pensé qu'il était nécessaire de définir le trait le plus fondamental de la société socialiste : la socialisation des moyens de production. Le « notamment » qui précède cette formule, signifie que la C. G. T. sait bien que d'autres traits caractériseront la société socialiste, mais qu'il suffit, pour une organisation comme la nôtre, de donner cette indication.

A.C. Ce Congrès fut le premier après les événements de mai-juin et toutes les interventions, comme les rapports, ont tiré la leçon de ces événements et, plus généralement, ont apporté des appréciations sur le niveau et les conditions actuelles de la lutte de classes en France.

H.K. Depuis 1958, et même avant, devant les changements dans les conditions de



la production — ce que l'on commence à avoir coutume d'appeler : « la révolution scientifique et technique » —, devant la concurrence qui s'exacerbe entre les grands pays capitalistes, les monopoles français ont été conduits à pousser la concentration à un degré extrême, dans l'industrie en particulier. Les derniers plans et leur application ont été l'expression de cette politique. Pour réaliser ces objectifs, il faut aux monopoles des moyens considérables et il leur faut bien prendre quelque part ce qui est nécessaire à cette suraccumulation des capitaux. Ainsi en premier lieu, la classe ouvrière, mais aussi l'ensemble des salariés, et un grand nombre de couches non monopolistes ont été frappés. Cette analyse, la C. G. T. la fait depuis 1958, et depuis 1958, la C. G. T. prévoyait que la résistance aux monopoles ne pouvait pas ne pas grandir. Eh bien, pendant plusieurs années cette résistance s'est peu à peu organisée dans la classe ouvrière. Mai-juin 1968 fut la sanc-

tion de cette politique des monopoles, sanction qui, pour la forme qu'elle revêtit, dut quelque chose aux circonstances, mais qui, pour son contenu, tenait à l'évolution profonde de ce rapport de classes.

Comment maintenant, après mai-juin, les choses se présentent-elles ? Sommes-nous dans une simple phase de continuation ? Ou s'agit-il d'une nouvelle évolution des rapports de classes ?

Il s'agit d'une continuation certes, mais avec des aspects nouveaux. Quand Pompidou se livre à un brin d'autocritique à propos des carences de la bourgeoisie française — en s'arrêtant d'ailleurs à la deuxième guerre mondiale —, il dit quelque chose d'exact : il reconnaît avec trente ans de retard le bien-fondé de nos accusations des années du Front Populaire, contre le malthusianisme de la bourgeoisie française. Pompidou se garde d'aller plus avant dans sa critique et de la faire porter aussi sur les vingt ans de guerre coloniale et de course aux armements, mais enfin il reconnaît partiellement la responsabilité de la bourgeoisie, quant aux retards de l'économie française, dans la concurrence avec ses rivaux, en particulier dans le domaine industriel. Et lorsqu'il souligne comme anormal le fait que sur 20 millions de personnes actives, à peine 10 concourent vraiment à la production, il dément les pseudo-analyses de beaucoup d'idéologues bourgeois selon qui l'économie moderne serait une économie « de service » basée sur la multiplication des travailleurs non productifs. Il confirme la tendance au parasitisme qui marque le stade de l'impérialisme. Ainsi, le besoin d'un développement industriel s'impose objectivement aux monopoles. Mais, à cette exigence, les monopoles ne peuvent donner que la réponse des monopoles : c'est-à-dire faire payer l'accumulation nécessaire par d'autres qu'eux-mêmes. Seulement, les payeurs se rebiffent. Mai-juin fut l'expression de la formation d'un autre rapport de forces, plus favorable aux travailleurs. Or, cette évolution ne s'est pas arrêtée à mai-juin. Si bien que les monopoles ont besoin de forcer le pas, mais ce faisant, ils provoquent une opposition grandissante, dont ils doivent tenir compte, ce qui gêne leurs desseins.

François Hincker.

Quelques semaines avant le Congrès de la C.G.T. s'est tenu celui de la F.S.M. où l'analyse des luttes de

classes, dans les pays capitalistes avancés, a tenu une grande place. Quelles furent les conclusions de ces analyses, et que fut-il dit de la situation particulière de la France ?

H. K. L'essentiel de ces conclusions est que tous les pays capitalistes avancés connaissent, quant au fond, les mêmes problèmes, qui apparaissent sous des formes et à des rythmes différents. En Grande-Bretagne, Wilson mène, « à la wilsonienne », la même politique que Pompidou-Chaban : modernisation de l'industrie, concentration sur le dos des travailleurs, et il se heurte aux mêmes réactions sociales. Il en est de même en Allemagne, et les semaines précédant les dernières élections générales ont été marquées par de grandes luttes couronnées de succès, au moment même où l'on nous citait en exemple la sagesse du réformisme allemand. On connaît la grande ampleur des batailles sociales en Italie, elles découlent des mêmes raisons. Le Marché commun devait, paraît-il harmoniser les politiques économiques. Plus personne, même parmi les « Européens », ne le prétend désormais. Il fait au contraire apparaître les contradictions nées d'une concurrence sans merci. S'il y a harmonie, c'est dans la tentative de faire payer aux classes ouvrières les frais de cette concurrence et de la transposer en concurrence entre travailleurs. Chacun chez eux, les capitalistes demandent à leurs ouvriers d'accepter des sacrifices afin que les produits étrangers ne viennent pas éliminer les produits nationaux et créer le chômage.

Seulement la même politique produit partout les mêmes effets : les travailleurs ripostent, ils ne se laissent pas mettre en concurrence. Les mêmes problèmes fondamentaux se retrouvent dans tous les pays. Cela étant, il reste que l'état différent des forces ouvrières et démocratiques, selon que l'orientation réformiste ou l'orientation révolutionnaire y dominent, et les conditions particulières à chaque pays, donnent naissance à des différences encore importantes dans le niveau et les perspectives de lutte.

A. C. Comment se traduisent ces mouvements au plan de l'unité internationale du mouvement ouvrier ? Com-

ment aussi, à l'intérieur de la F.S.M., ont été abordées les divergences entre les centrales nationales, notamment à propos des événements de Tchécoslovaquie ?

H. K. Le Congrès de la F.S.M. a insisté sur le fait qu'il fallait promouvoir l'unité d'action entre les confédérations affiliées à des centrales nationales distinctes, en partant des réalités et des conditions de chaque pays ou de chaque continent. Ainsi en Amérique latine, il y a une très intéressante évolution dans le sens de cette unité d'action. On sait par ailleurs que des confédérations ou des fédérations professionnelles adhérentes à la C.I.S.L. ont noué des rapports avec des syndicats adhérents à la F.S.M. et notamment avec les syndicats des pays socialistes, tant et si bien que les dirigeants ultra-réactionnaires de l'A.F.L.-C.I.O. américaine ont quitté la C.I.S.L. sous prétexte qu'elle n'était plus assez anticommuniste.

En Europe occidentale, les relations entre la C.G.T. et les organisations d'autres pays se sont développées. En de fréquentes occasions au cours de ces derniers mois, des syndicats adhérents aux centrales étrangères ont manifesté leur solidarité avec les travailleurs français, y compris ceux de la C.G.T. C'est ainsi que, pendant la dernière grève des roulants, les cheminots allemands et belges ont refusé de conduire les convois internationaux sur le réseau français ; c'est ainsi que tout récemment un meeting a été tenu à Bruxelles pour les travailleurs de l'usine Citroën de Bruxelles, avec le représentant du syndicat C.G.T. des usines Citroën de la région parisienne. On peut dire qu'un courant unitaire s'est développé au cours des dernières années. Notre travail commun avec nos camarades de la C.G.I.L. d'Italie y a beaucoup contribué. Notre entrée dans les organismes du Marché commun donnera un tour plus concret encore à cette activité unitaire.

Le perfectionnement du fonctionnement de la F.S.M., le caractère des rapports entre les confédérations nationales qui la composent, caractère qui a frappé les journalistes présents au dernier congrès (ceux qui croyaient au « monolithisme » de la F.S.M.) ne manqueront pas d'améliorer encore les possibilités de développement de l'unité d'action. En effet, la F.S.M. est composée de confédérations na-

tionales pleinement responsables, indépendantes, et se trouvant dans des conditions extrêmement diverses. C'est pourquoi la C.G.T. pense que les rapports à l'intérieur de la F.S.M. doivent avoir pour but de mettre en évidence ce qui est commun, tout en tenant compte de cette diversité. En ce qui concerne l'appréciation sur l'intervention en Tchécoslovaquie, on sait qu'il y a une divergence sérieuse. Dans l'état actuel des choses, cette divergence ne pouvait être surmontée au Congrès. C'est pourquoi, celui-ci a eu la sagesse de ne pas en faire un objet de polémique sans issue et de se consacrer aux grandes tâches qui rassemblent l'ensemble du mouvement syndical international et pour lesquels nous avons, en commun, de si grandes responsabilités.

F. H. La C.G.T., organisation syndicale, a consacré une partie importante de ses documents de Congrès à souligner la nécessité de mener une lutte idéologique contre les idées de collaboration de classes. Que penser de l'influence réelle de ces idées, qu'elles soient droitières ou gauchistes ?

H. K. De tout temps, la C.G.T. a attaché de l'importance à la lutte des idées, car la lutte de classes se déroule aussi sur ce terrain-là. Ce qui est nouveau, c'est que cette lutte devient extrêmement aiguë en raison du niveau atteint par la lutte de classes. Pendant longtemps, seule une partie avancée de la classe ouvrière était consciente de la nécessité d'un changement radical du régime économique et social. Aujourd'hui cette conscience s'empare d'un nombre beaucoup plus important d'ouvriers et aussi d'autres travailleurs. La bourgeoisie est acculée à la défensive sur ce terrain. On ne parle que de « nouvelle société », preuve que l'actuelle n'a pas bonne presse. Les masses commencent à se poser la question : pourquoi le capitalisme serait-il plus éternel que les régimes qui l'ont précédé ? Aussi la bourgeoisie a-t-elle intérêt à dévoyer les perspectives. De n'importe quelle façon, de droite, de gauche, peu lui importe, pourvu que ses adversaires versent dans le fossé. En deuxième lieu, le développement de la lutte de masse rend plus difficile l'emploi des moyens répressifs, alors les

armes idéologiques prennent plus d'importance. En troisième lieu, cette même ampleur signifie que des forces sont entrées nouvellement dans la lutte : ouvriers longtemps surexploités et moins conscients engagés dans l'action sociale en mai-juin et qui, depuis, n'en sont pas sortis ; masse d'employés, de travailleurs des « nouvelles couches », en particulier intellectuelles. Par leur inexpérience, ces catégories sont évidemment plus sensibles, dans les premiers temps, aux impatiences irréalistes, comme aux illusions sur la collaboration de classes.

Pour toutes ces raisons, la lutte des idées est vraiment essentielle. La bourgeoisie le sait bien et la mène avec acharnement. En dépit des apparences, il y a une logique profonde quand le même jour, le même idéologue attaque la C. G. T. comme insuffisamment révolutionnaire et comme adepte du « grand soir ». La logique n'est pas dans le contenu de l'article, qui n'a au fond aucune importance pour son auteur, mais dans l'intention d'égarer par n'importe quel moyen une partie des adversaires de la bourgeoisie. Je dois dire que le trait essentiel de la période est le peu de succès de cette offensive idéologique de la bourgeoisie, et l'extraordinaire rapidité avec laquelle ces travailleurs, inexpérimentés au départ, ont fait leur expérience. En dix-huit mois, depuis mai-juin, ils ont parcouru un chemin qui aurait nécessité des années et même des décennies auparavant. Ils arrivaient, il est vrai, à la conscience et à la lutte, alors qu'existait déjà un noyau aguerri hautement conscient et solidement organisé, représentant plusieurs millions de travailleurs, capable d'intégrer des forces nouvelles, de leur transmettre l'expérience acquise, et d'y associer leur élan tout neuf.

A. C. Est-ce que la campagne sur le thème de la « participation » n'est pas justement faite à l'intention de ces couches nouvelles ?

H. K. Sans doute les espéret-on plus vulnérables. Le patronat ne nourrit tout de même pas trop d'illusions sur la possibilité de faire abandonner à la classe ouvrière ses conceptions révolutionnaires. Il concentre surtout ses efforts vers les cadres et les catégories analogues.

F. H. En passant, tu as parlé de plus grandes difficultés pour la bourgeoisie et son pouvoir politique d'utiliser les moyens répressifs. Cependant au vu du déploiement policier qui a entouré la journée de manifestation pour le Vietnam, l'intervention de la police contre les grévistes de l'E.D.F., certains sont inquiets et pensent que le pouvoir mène au contraire une offensive répressive.

H. K. Il va de soi que la bourgeoisie est par nature tentée d'employer la répression et que plus ses difficultés sont grandes, plus elle sonde ses possibilités en ce domaine. Mais actuellement ces possibilités connaissent des limites, en raison de la vigueur du mouvement de masse et du mécontentement qui s'étend à diverses catégories sociales victimes de



la même politique. On voit bien que la réaction s'évertue à créer un rapport de forces qui lui soit plus favorable.

La formidable attaque contre la C. G. T. et les communistes à laquelle le pouvoir se livre actuellement démontre que, pour pouvoir utiliser la répression, la bourgeoisie a d'abord besoin de diviser les travailleurs et d'en isoler une partie : c'est une tactique défensive. Elle n'en est pas moins dangereuse.

A. C. Comment la C. G. T. entend-elle répondre à la campagne sur le thème de « la politisation des syndicats » ?

H. K. C'est un fait que les contradictions du capitalisme et le niveau atteint par

la lutte des classes font que les revendications ont des implications politiques et que leur solution durable nécessite des changements fondamentaux. Cela ne vient pas de la décision volontariste de la C. G. T., c'est la réalité simplement. Cependant on ne peut identifier grossièrement la dimension revendicative et la dimension politique. L'action pour les revendications sociales a son existence et son but en elle-même : elle résulte des conditions économiques et sociales, des empiètements constants du capital, de la politique du patronat et du gouvernement. Elle a pour but de défendre et d'améliorer la situation des travailleurs, en tout état de cause. Nous ne laissons pas jeter un rideau de fumée et pratiquer la diversion. Oui ou non, patrons et gouvernement tiennent-ils les engagements passés en mai et juin 68, en ce qui concerne les salaires, l'amélioration des conditions de travail, les libertés syndicales ? Ils portent la responsabilité des mouvements revendicatifs. Les travailleurs luttent souvent avec succès ; dans certaines branches et dans certaines entreprises, ils réussissent à sauvegarder le niveau de vie atteint en 68, voire à l'améliorer. Dans d'autres et en particulier dans les secteurs qui dépendent de l'Etat, ils se heurtent à une résistance opiniâtre : il n'est donc pas étonnant que les luttes y soient plus fortes qu'ailleurs. Il a fallu la paralysie des chemins de fer en septembre pour qu'on trouve une solution aux revendications des roulants de la S. N. C. F. après un an de vaines discussions. Et 70 jours de lutte aux dockers... A qui la faute ? Et qu'est-ce qui empêchait d'aboutir avant d'en arriver là ?

F. H. Cependant, comme tu le dis, seul un changement radical de politique peut apporter une amélioration irréversible à la situation de la classe ouvrière. Et l'unité, politique et syndicale, est la condition nécessaire pour parvenir à ces changements. Où en est-on en ce domaine ?

H. K. Oui, le combat revendicatif est un combat incessant, qui connaît des avancées et des reculs, où les victoires sont sans cesse remises en cause. Mais tout problème doit finir par recevoir une solution, et des

masses importantes commencent à se rendre compte de la nécessité de cette solution : il n'y a point d'issue dans un quelconque rafistolage du capitalisme. Ce rafistolage, on l'a tenté en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France. Il a échoué et la lutte de classes ne cesse de se développer. Ce n'est point faute d'imagination de la part de la bourgeoisie, Dieu sait si elle déploie au contraire des trésors en ce domaine, mais encore une fois, la réalité finit par s'imposer. Il n'y a pas d'autre solution qu'une démocratie économique et politique qui débouchera sur le socialisme. Que faut-il entendre par-là ? Deux choses fondamentales et indissociables : la détention par la nation des leviers de commande de l'économie et l'existence d'un pouvoir politique qui représente la volonté populaire et où la classe ouvrière ait la place qui lui revient. Les modalités et les formes sont certes un objet de débat, à partir de cet essentiel. Nous ne pouvons nous porter garant de ce que fera ou de ce que ne fera pas la bourgeoisie menacée, mais nous savons que finalement rien ne peut s'opposer à un changement quand il correspond à une volonté populaire suffisamment forte et affirmée. D'ailleurs nous voyons se dessiner ce qui peut devenir le vaste rassemblement populaire anti-monopoliste que nous préconisons. Le mécontentement s'étend aux diverses catégories victimes des monopoles et il se manifeste par des mouvements qui ont déjà une certaine force. La classe ouvrière, force principale, et un grand nombre des autres salariés, mènent des luttes importantes, non sans succès.

Ce qui se passe chez les commerçants, les agriculteurs, divers milieux intellectuels et parmi les étudiants ne manque pas non plus de signification. Dans le moment présent, ils n'ont pas forcément conscience de la communauté de leurs intérêts avec ceux de la classe ouvrière, mais ils ont tous le même adversaire : les féodalités économiques et financières. Celles-ci, et leur gouvernement ont d'ores et déjà beaucoup de monde sur les bras. Cette alliance de toutes les forces sociales, objectivement intéressées aux solutions que nous préconisons, n'est pas encore réalisée, mais elle est possible et à coup sûr indispensable aux unes et aux autres, car il s'agit d'un intérêt mutuel. Il est nécessaire qu'elle ait aussi son expression politique. On sait qu'en ce domaine, par deux fois, les possibilités qui s'offraient n'ont pu être concrétisées, en raison du refus, opposé par une partie de la gauche et des

organisations syndicales, à nos propositions unitaires. Mais il n'y a pas d'autres voies. Dans le mouvement syndical, c'est le sort de la C. G. T., chaque fois que des problèmes nouveaux et d'envergure sont posés, de devoir se trouver seule en tant que centrale pour préconiser des solutions justes. Puis, quand le mouvement des masses est suffisamment fort, elle est rejointe par d'autres : ça s'est passé ainsi, par exemple, lors de la guerre que les colonialistes français menaient au Vietnam, puis, contre la guerre d'Algérie. Il en fut de même lors de l'instauration du pouvoir gaulliste, et pendant plusieurs années... Il n'est pas étonnant que lorsqu'il s'agit maintenant d'ouvrir une perspective qui peut être décisive, il y ait de telles hésitations et de telles résistances. C'est l'évolution de la conscience et de l'action des masses qui permettra de surmonter les difficultés placées devant l'unité.



Nous constatons que depuis plusieurs années, pour l'essentiel, les luttes, au niveau des entreprises et des branches de l'industrie et du commerce, se déroulent dans l'unité la plus large. Il faut un courant de masse encore plus fort pour que cela se traduise au niveau confédéral. Cela dit, l'unité d'action est notre ligne immédiate, compte tenu de l'état de division du mouvement syndical, mais notre ligne plus fondamentale est la fin de cette division que les jeunes travailleurs, qui n'ont pas connu les déchirements de l'après-guerre, ne comprennent absolument pas. Comment se fait-il, pensent-ils, que les patrons, qui se dévouent dans le cadre de la concurrence, présentent un front uni en face des travailleurs et que ceux-ci, qui n'ont aucune divergence d'intérêts entre eux, ne parviennent pas à se trouver dans une seule organisation ?

A. C. Est-ce que l'expérience de la C. G. T., organisation de masse extrêmement large, ne peut pas être utile pour dégager le visage possible de la future centrale unique des travailleurs français ?

H. K. La création d'une organisation unique suppose évidemment que les buts, les méthodes d'organisation, toutes les règles de la vie commune, soient débattus par toutes les parties constituantes. C'est pourquoi nous ne prétendons pas que cette future centrale unique sera la C. G. T. d'aujourd'hui. Mais celle-ci représente effectivement une expérience quasiment unique. Elle provient d'un mouvement ouvrier français dont une large partie est profondément révolutionnaire, mais aussi traversé par des divisions tenaces et des courants de pensée opposés. Au cours des vingt dernières années, la C. G. T. dans son ensemble a beaucoup évolué. Elle a acquis une grande maturité et une unité sans précédent. Dans les combats menés si longtemps ensemble s'est constitué un fonds commun d'idées entre des militants pourtant fort différents. Ce fonds commun ne provient pas seulement de telle ou telle composante de la C. G. T. mais de toutes, et il appartient en propre à la C. G. T. Il porte sur une conception du syndicalisme, de ses buts, de son rôle dans la lutte de classe, de son caractère de masse, du fonctionnement de l'organisation, de ses méthodes et de son indépendance.

Si la communauté d'intérêts constitue évidemment la base de la vie en commun dans un syndicat, et si tous les courants politiques, philosophiques, confessionnels, qui traversent le mouvement ouvrier français, existent au sein de la C. G. T., parmi ses militants et ses dirigeants, nous sommes parvenus à un stade où il ne s'agit pas seulement de cohabiter en s'accommodant les uns des autres. Sur les questions essentielles de l'activité syndicale, s'est formé une profonde communauté de pensée.

On a peine à se rendre compte de l'extérieur ce que représentent ces vingt ans de développement de la C. G. T. Il nous est permis de penser qu'il y a là un acquis irréversible pour l'ensemble du mouvement ouvrier français, bien au-delà de la C. G. T. elle-même, et que, dans la corbeille de la réunification syndicale, la C. G. T. apportera une expérience précieuse.

NATIONALISATIONS ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

Joë Metzger

Les mesures gouvernementales — la dévaluation du franc et le « plan de redressement » qui l'accompagne — posent à nouveau avec beaucoup d'ampleur la question de la politique économique et sociale de la France. Sans revenir sur les différents aspects exposés par ailleurs¹, nous retiendrons seulement ce qui nous semble être la question centrale : comment assurer une politique économique et sociale cohérente, conforme à l'intérêt national, cette politique qui concilierait et ferait correspondre le développement scientifique et technique, l'augmentation de la production et la satisfaction progressive des besoins des travailleurs manuels et intellectuels ?

Il est évident que malgré les affirmations de ses dirigeants, malgré la promesse d'une « nouvelle société », le régime actuel, qui est caractérisé par l'emprise croissante des monopoles capitalistes sur la vie nationale, ne peut satisfaire simultanément ces trois exigences.

Le progrès technique est indéniabie. Cependant, il est infléchi selon les exigences du profit monopoliste, ce qui conduit à de sérieuses limitations qui s'expriment, par exemple, dans les gaspillages dûs à la militarisation de l'économie², dans les déséquilibres entre secteurs et régions, dans les freinages opposés au développement de toute une série de branches, quand elles ne sont pas purement et simplement liquidées (ainsi, par exemple, les dangers qui pèsent sur l'aérospatiale, l'énergie nucléaire, etc.). Toute une campagne qui trouve une expression quasi-officielle dans le rapport Montjoie-Ortoli et dans des discours d'Albin Chalandon, vise à ce que l'innovation ne soit encouragée et financée que lorsqu'elle répond à un *besoin solvable*. Pour le reste, la France ferait appel à des licences étrangères et surtout américaines. Le capitalisme reste donc un frein au développement technique, en même temps qu'il brade l'intérêt national.

Quant à la production et à la productivité du travail, elles ont augmenté dans des proportions non négligeables depuis douze ans. Cependant, les travailleurs sont frustrés de ces résultats, à moins qu'ils ne mènent, comme ce fut le cas en mai-juin 1968, un combat pour la satisfaction de leurs revendications. En effet, avec le progrès technique, des besoins nouveaux apparaissent, en même temps que des possibilités

matérielles de les satisfaire. L'obstacle qui s'y oppose, c'est le maintien du système capitaliste.

Les hommes de la grande bourgeoisie insistent souvent sur la nécessité d'une politique industrielle pour le pays. Certes, une politique industrielle cohérente est indispensable. Non que la France soit un pays en passe de devenir sous-développé, comme certains l'affirment d'une manière fort intéressée ; mais du fait que l'industrie constitue de plus en plus la base solide de l'ensemble de l'économie et que notre temps exige une coordination du développement, une utilisation rationnelle des ressources et du potentiel du pays, la définition d'objectifs à terme. Il est évident que le maintien de la prédominance du « privé » est un obstacle fondamental à la définition et à la mise en œuvre d'une telle politique industrielle.

Les communistes proposent une extension importante des nationalisations dans le cadre d'une politique entièrement nouvelle. La nationalisation démocratique des secteurs-clés de l'économie peut être considérée comme la réforme centrale du programme du Parti communiste pour une démocratie avancée, programme qui propose un ensemble de mesures politiques et économiques, sociales et culturelles, destinées à débarrasser la France de la domination des grands monopoles et à créer des conditions favorables à son passage ultérieur au socialisme.

De plus, cette question des nationalisations constitue une sorte de « pierre de touche », qui permet de mieux distinguer la conception révolutionnaire des conceptions réformistes de l'avenir de la France. Nulle idée contenue dans le programme du

Parti communiste ne subit à ce point le feu convergent de tous ceux qui refusent, pour une raison ou une autre, de véritables et décisives transformations de la vie nationale.

En outre, il n'est pas étonnant que, dans les campagnes anticommunistes menées de divers horizons, tous s'en prennent à ce qui fait l'originalité, l'efficacité et la force du programme du Parti communiste. D'où ces attaques de tous bords contre l'idée même de nationalisation.

Ces critiques déforment en général les positions communistes. Elles présentent la nationalisation comme une sorte d'*a priori* ne s'appuyant sur aucune réalité économique, comme une solution passe-partout, une panacée miraculeuse qu'on retrouverait traditionnellement dans les programmes du Parti communiste, étant sous-entendu que celui-ci serait incapable de faire preuve d'imagination. Certes, la nationalisation est depuis longtemps une préoccupation constante du mouvement ouvrier français, et constitue une proposition permanente du Parti communiste. Mais cette permanence ne saurait faire oublier qu'au fil des périodes historiques le *contenu* des propositions a évolué. Dans le contexte actuel, celles-ci sont liées à l'analyse du capitalisme monopoliste d'Etat et à l'élaboration d'une stra-

1. Citons en particulier les éditoriaux de Henri Jourdain aux numéros 180 (juillet), 181 (août) et 182-183 (septembre-octobre 1969) de *Economie et Politique*, ainsi que l'article de Serge Laurent dans *La Nouvelle Critique* d'octobre 1969.

2. Voir à ce sujet l'article de Jean Kanapa dans *L'Humanité* du 15 septembre 1969.

tégie révolutionnaire tendant au passage au socialisme dans un pays capitaliste développé tel que la France. Un important travail de recherche, de réflexion et d'élaboration scientifique a été effectué ces dernières années en vue de développer et de préciser ces propositions. Cet effort a trouvé une expression rigoureuse et développée dans de nombreuses études publiées par la revue *Economie et Politique*³.

Il n'est pas question, au fil de ces quelques pages, de reprendre l'argumentation intégrale développée dans ces études. Nous ne pouvons qu'encourager le lecteur à s'y reporter. Notre propos ne vise qu'à insister sur quelques aspects politiques et idéologiques sur lesquels, nous semble-t-il, l'accent doit être porté dans la situation actuelle.

Au sujet du système social actuel, il est devenu insuffisant de parler abstraitement de capitalisme. Certes, et il est indispensable d'écarter toute ambiguïté à ce sujet, la France connaît toujours le régime capitaliste, déterminé par le caractère privé du système de propriété des principaux moyens de production et d'échange ainsi que par la contradiction irréductible entre les propriétaires des moyens de production et la classe ouvrière, dépourvue de cette propriété et exploitée par les capitalistes.

Mais, pour être toujours capitaliste dans son essence, le système n'en a pas moins évolué par suite de ses propres contradictions et sous la pression de toute une série de réalités. D'abord le capitalisme est devenu capitalisme monopoliste, impérialisme, avec la constitution des monopoles, ces ensembles tentaculaires qui tendent à dominer des secteurs entiers de l'économie nationale et internationale (n'oublions pas que l'une des caractéristiques principales de l'impérialisme est l'exportation des capitaux), fruits de la fusion du capital industriel et du capital bancaire.

Plusieurs facteurs ont joué dans un sens convergent et dialectique sur l'évolution structurelle du capitalisme et sa transformation en capitalisme monopoliste d'Etat : la Révolution d'Octobre, puis la création d'un système socialiste mondial, avec la compétition entre le capitalisme et le socialisme à l'échelle mondiale ; le début de la crise générale du capitalisme, son évolution ultérieure et le développement de la lutte de classe à l'intérieur des différents pays capitalistes eux-mêmes ; la désagrégation du système colonial (qui, avec la victoire du socialisme dans toute une série de pays, a rétréci considérablement le marché et la

sphère d'influence de l'impérialisme, posant en des termes nouveaux la question de la lutte pour les marchés et entraînant pour les plus grandes puissances coloniales, comme la France, la nécessité d'une certaine reconversion de leurs objectifs et de leurs méthodes) ; l'aiguïsement sur cette base des contradictions interimpérialistes ; les progrès scientifiques et techniques et, plus particulièrement, les débuts de la révolution scientifique et technique qui accroît la socialisation des forces productives et accélère le processus de modification de la composition organique du capital.

Le capitalisme monopoliste d'Etat se caractérise essentiellement par l'utilisation directe et permanente de l'appareil d'Etat par les principaux monopoles à des fins économiques. Ceci 1°) en vue d'aboutir à une certaine régulation de l'économie, à la prise en charge par la collectivité de toute une série d'investissements qui ne produisent pas de plus-value et qui, par conséquent, pèsent directement sur la baisse tendancielle du taux de profit ; 2°) afin d'éviter des secousses d'une amplitude trop prononcée qui pourraient être fatales au régime et de trouver des moyens nouveaux d'augmenter les profits par l'exploitation accrue de la classe ouvrière et des autres travailleurs, par le pillage généralisé du potentiel national. Le budget de l'Etat, les différents transferts, la militarisation de l'économie, la « planification » monopoliste, l'utilisation d'un secteur public ou semi-public, sont les principaux moyens de cette intervention de l'Etat.

Peu à peu s'est constitué tout un mécanisme unissant l'Etat et les monopoles, mécanisme dans lequel celui-là et ceux-ci conservent leur « personnalité » (il n'y a pas de fusion entre l'Etat et les monopoles, et l'Etat n'est pas devenu une sorte de super-conseil d'administration de l'ensemble des monopoles, il conserve et développe toutes ses caractéristiques antérieures d'instrument politique et répressif au service de la couche dominante, avec en outre un rôle économique grandissant). Cependant, il existe à l'heure actuelle une interférence, une action réciproque, une dialectique subtile entre l'Etat et les principaux monopoles.

C'est dans ce contexte d'une *totalité à la fois politique et économique que se posent la question du changement et celle du passage au socialisme*. Cette réalité de l'heure actuelle, les réformistes de « gauche » et de « droite » l'oublient volontiers ; les premiers pour nier les transformations dans le rôle de l'Etat et

proposer au mouvement ouvrier la même stratégie qu'il y a 50 ans ou... plus encore ; les seconds pour exagérer le rôle économique de l'Etat et en déduire que sa fonction serait radicalement modifiée, d'où une stratégie de forme « participationniste ». En fait, il convient de tenir compte des modifications, mais en les appréciant correctement et en n'oubliant pas certains traits permanents du régime capitaliste ou de l'Etat.

C'est justement en tenant compte de cette réalité complexe que le Parti communiste préconise de remplacer le régime actuel par une démocratie avancée, à la fois *politique et économique* ; il propose un programme constitué par un ensemble de réformes à la fois politique et économique et tenant compte de la réalité du capitalisme monopoliste d'Etat, pour aller vers le socialisme dans les conditions de la France actuelle.

Les nationalisations démocratiques constituent l'axe d'une politique réellement démocratique. En effet :

1°) Ce qui caractérise fondamentalement la démocratie avancée, ce n'est pas une conception abstraite de la démocratie, mais son contenu social anti-monopoliste. Sans que l'on puisse encore parler de socialisme, il s'agira cependant d'une rupture avec l'état de fait actuel.

Or, les expériences du passé (Front Populaire, Libération) confirment que la grande bourgeoisie n'est pas disposée à laisser se poursuivre des réformes qui sont contraires à ses intérêts. Il sera donc indispensable d'assurer la défense du nouveau régime démocratique, et d'abord en retirant à la domination monopoliste ce qui est à la racine de leur puissance : leur base économique et, surtout, industrielle.

2°) Le but d'un régime démocratique est la satisfaction progressive des revendications les plus urgentes des travailleurs manuels et intellectuels. Parallèlement, une politique de progrès social sera le moteur, l'impulsion, de la démocratie avancée. A la fois parce que le soutien des masses populaires sera indispensable à la survie du nouveau régime et à son développement, et parce que la nécessité de satisfaire les besoins des travailleurs obligera à augmenter la production et à mettre en œuvre le progrès économique et technique.

Cependant, pour satisfaire des revendications aussi diverses que

3. Le lecteur pourra se reporter tout particulièrement aux numéros 159 (octobre 1967) et 182-183 (septembre-octobre 1969) ce dernier comprenant outre de nombreuses études, une bibliographie.

nombreuses et urgentes, il faut dès le départ dégager des ressources nouvelles, car de simples transferts à l'intérieur du budget (diminution des dépenses militaires par exemple) seraient à cet égard insuffisants. Un des objectifs de la nationalisation démocratique des principaux monopoles est de procurer les moyens d'une politique de progrès social en supprimant, dans ces entreprises, le profit *capitaliste* (ne pas confondre avec : rentabilité, bénéfice de l'entreprise).

3°) A notre époque, il est indispensable de coordonner le développement économique, de respecter certains équilibres, de faire coïncider les possibilités et les nécessités. Ce rôle, l'Etat ne peut réellement le remplir dans le régime actuel. Pour cela, il faudrait porter atteinte à la propriété privée, capitaliste, des moyens de production : ce qu'évidemment l'Etat monopoliste n'a pas la vocation de réaliser ! La nationalisation démocratique de secteurs importants de l'économie donnerait à l'Etat démocratique des leviers réels lui permettant d'agir en vue de fixer avec cohérence une politique économique et sociale d'ensemble, dans l'intérêt de la majorité du peuple.

Efficacité des nationalisations

La nationalisation d'une entreprise ou d'un secteur réside dans le transfert de la propriété de cette entreprise ou de ce secteur à la collectivité.

On voit immédiatement qu'il n'est pas possible de juger des nationalisations en elles-mêmes, *ab abstracto*, mais en fonction du contenu de classe de l'Etat. Cette remarque nous permet d'éclairer rapidement la situation des entreprises déjà nationalisées.

En effet, il est fréquent que l'on oppose aux propositions communistes de nouvelles nationalisations, la situation des entreprises nationalisées actuelles, en particulier le « déficit » de certaines d'entre elles. Il n'est donc pas inutile de revenir



Gerald Bloncourt

brièvement sur l'historique des nationalisations.

L'existence d'un secteur nationalisé, déjà relativement important, est un des traits originaux du capitalisme monopoliste d'Etat en France. Cependant, cette particularité n'est pas la conséquence de la volonté des monopoles : jamais ceux-ci n'ont consenti de bon gré à la nationalisation d'un secteur ou d'une entreprise, *même quand il y allait de leur intérêt économique immédiat* (par exemple pour les entreprises privées déficitaires). S'il existe un large secteur nationalisé, cela résulte de l'action et de la puissance du mouvement ouvrier et démocratique en France. Ce n'est donc pas un hasard si les deux trains de nationalisation qu'a connus notre pays, ont été lancés sous le Front populaire (armements, chemin de fer) et surtout après la Libération (gaz, électricité, charbonnages, aéronautique, Renault, banques, etc.). Depuis, lorsque le problème s'est posé, ou bien le pouvoir s'est orienté vers des formules mixtes, ou bien il a préféré livrer des entreprises au capital étranger (cf. Bull, Citroën). Cela pour des raisons politiques : les monopoles craignent la valeur d'exemple des nationalisations, même dans le régime actuel. Ils craignent que soit faite ainsi la démonstration de leur incapacité à gérer des secteurs décisifs de l'économie dans l'intérêt national.

Cependant l'Etat monopoliste et les monopoles ont très vite compris le parti qu'ils pouvaient tirer de l'utilisation des entreprises nationales en transférant aux monopoles la plus-value réalisée par celles-ci. Notamment grâce à la politique des tarifs

qui consiste à acheter cher aux monopoles les produits nécessaires à l'entreprise nationale, qui, par contre, leur vend ses produits ou ses services au-dessous de leur valeur. En outre le jeu de la tarification n'est qu'un des moyens par lesquels se réalisent les transferts de plus-value du secteur nationalisé vers le privé. Depuis 1947, on a établi toute une gamme de moyens permettant une utilisation systématique des secteurs industrialisés par les trusts privés.

C'est pourquoi la responsabilité des déficits existant à l'heure actuelle, ne saurait être attribuée aux nationalisations, mais à leur utilisation, à leur mode de gestion dans le régime actuel. En fait, les nationalisations sont utilisées, en fonction des critères spécifiques au système, par un Etat qui est caractérisé par un contenu de classe. Aussi ne peut-on juger des nationalisations en elles-mêmes et faut-il tenir compte de tous les aspects. Ceci doit conduire à un jugement nuancé de leur utilisation. Il n'est pas moins remarquable que, malgré toutes les contraintes que le profit monopoliste fait peser sur elles, les nationalisations aient à leur actif de nombreux succès techniques et économiques, tant à l'échelle nationale que du point de vue de la coopération internationale, les entreprises nationales étant, dans ce dernier cas, particulièrement aptes à faire face à la concurrence et aux nécessités de la coopération (exemples : Renault, « Concorde », etc.).

A l'heure actuelle le pouvoir veut accentuer l'utilisation des nationalisations par les monopoles et cherche à mettre au point de nouvelles formes permettant au capital

public de constituer une masse de manœuvre au service du « privé ». La poursuite de cette politique tend à la soumission totale des entreprises nationales aux monopoles capitalistes, ce qui limite forcément et dans une très large mesure, le développement des branches nationalisées et leur apport à l'économie nationale. Il en serait tout autrement dans une France démocratique.

En effet, nous assistons en ce moment à un processus objectif de socialisation accéléré des forces productives et de la production, ce qui tend à approfondir sans cesse les antagonismes inhérents au régime capitaliste. Le capitalisme monopoliste d'Etat ne favorise pas le développement des forces productives, il ne peut que le prendre en compte, l'utiliser au mieux de ses intérêts, dans la limite du profit monopoliste et sous la pression de nombreuses contraintes, en particulier de la lutte de classe des travailleurs. Dans un régime démocratique, les rapports entre secteurs privé et public étant modifiés du fait de l'extension du secteur public et de la démocratisation de l'Etat, les forces productives seraient en grande partie libérées et leur développement assuré sur des bases plus larges qu'actuellement. C'est-à-dire que toute une série de distorsions, qu'on constate à l'heure actuelle et qui sont dues exclusivement au rôle du profit capitaliste, seraient supprimées.

Il s'ensuit que la nation aurait les moyens de mettre en œuvre, dans une très large mesure, une politique coordonnée où les progrès scientifiques et techniques, l'augmentation de la productivité et de la production, la satisfaction progressive des besoins des masses s'épauleraient mutuellement. Une planification démocratique serait donc rendue possible grâce à l'existence d'un vaste secteur nationalisé, donnant à l'Etat démocratique les moyens d'intervenir directement sur le développement de l'économie. Un plan de développement économique, social et culturel, établi sur cette base, élaboré démocratiquement, permettrait une politique d'investissements dirigée vers les secteurs les plus indispensables, du point de vue national, et la satisfaction progressive des principales revendications. La marche du secteur privé s'en trouvera elle-même modifiée en raison du poids qu'aura à ce moment le secteur national et de la concurrence qui s'établira entre eux. De nombreux problèmes, liés au progrès des forces productives et dont la solution dans un sens national et démocratique est impossible actuellement, trouveront des réponses, car des conditions nou-

velles existeront pour leur solution. Prenons un exemple : la liaison entre l'enseignement et l'économie est devenue une nécessité de notre temps, mais sous le capitalisme monopoliste d'Etat elle aboutit à la soumission de l'école et de l'université aux intérêts des monopoles capitalistes et au dévoiement du contenu de l'enseignement vers un utilitarisme étroit et à court terme ; il est évident que dans un régime démocratique, avec l'extension des nationalisations, la question des rapports entre l'enseignement et l'économie se posera différemment et pourra trouver une réponse plus satisfaisante.

Pour terminer sur ce point, précisons que le programme de nationalisations du Parti communiste est réaliste. Il ne prévoit pas de tout nationaliser, mais, dans une première étape, *les secteurs-clés de l'économie, c'est-à-dire des secteurs qui occupent une place décisive dans la vie économique, qui permettent de l'orienter et d'assurer son développement.* (Essentiellement : construction aéronautique et transports aériens, électronique et informatique, industries d'armement, chimie, pétrole, sidérurgie, automobile, ainsi que le crédit — dont la nationalisation est indispensable, bien qu'insuffisante pour régler par elle-même les problèmes financiers et monétaires). Rappelons enfin que les nationalisations se feront progressivement, l'action des masses jouant un rôle décisif d'impulsion, y compris en ce domaine.

La gestion démocratique des entreprises nationales

Nous avons vu que la gestion des entreprises nationalisées dépendait étroitement du caractère et du contenu de l'Etat. De là découlent les méthodes et les moyens de cette gestion. C'est ainsi qu'il faut attribuer au capitalisme monopoliste d'Etat les déformations bureaucratiques ou technocratiques, les raideurs de gestion que certains attribuent à tort

à la nationalisation elle-même. L'existence, au sein du régime caractérisé par la propriété privée, d'un vaste secteur nationalisé, détermine une contradiction aboutissant à la soumission du secteur nationalisé au capital monopoliste et à la limitation de ses capacités d'initiative. Cela dit, la bureaucratisation n'est pas une particularité du secteur public et l'on retrouve ce phénomène dans nombre d'entreprises privées !

L'on voit par conséquent les limites de l'« autonomie » des entreprises nationalisées dans le régime actuel. Ce mot d'ordre d'« autonomie », apparu dans certains milieux gauchistes et réformistes en mai-juin 1968 comme la panacée résolvant par enchantement les contradictions du capitalisme, est aujourd'hui repris par les hommes du pouvoir. Cela ne saurait nous étonner : en l'absence de transformations au niveau de l'Etat, l'« autonomie » ne saurait gêner les monopoles. Au contraire, elle intensifierait la dépendance du secteur nationalisé à leur égard. Car la question de l'« autonomie » ne se pose pas abstraitement, mais en fonction des « règles du jeu » d'un système, règles qui, à l'heure actuelle, sont déterminées par les monopoles et leur pouvoir.

Comment se traduirait schématiquement l'« autonomie » de gestion des entreprises nationalisées dans le régime actuel ?

L'entreprise devrait par ses propres moyens équilibrer son budget, mais comme il n'est pas question de toucher aux transferts vers le capital privé, on aboutirait à une rapide augmentation des tarifs « grand public », et comme il existe des limites à ce que les consommateurs peuvent supporter, tôt ou tard les investissements seraient freinés — ce qui irait évidemment à l'encontre du développement économique national.

Il en irait évidemment tout autrement dans un régime, où le contexte politique et économique permettrait une gestion démocratique des entreprises nationalisées, allant dans le même sens que la démocratisation générale de la vie politique, économique et sociale de la nation. Dans ce cadre, la gestion démocratique des entreprises nationales sera non seulement possible, mais elle sera nécessaire pour le fonctionnement et le développement du régime.

A notre époque, la démocratisation de la vie politique et économique est une exigence dictée par les nécessités de l'efficacité elle-même. Les problèmes qui se posent à l'heure actuelle sont extrêmement complexes. La socialisation des forces productives entraîne un si grand nombre de

connexions qu'un homme ou un groupe d'hommes ne peut espérer pouvoir diriger seul une entreprise. Il faut définir des priorités et concilier l'intérêt particulier avec l'intérêt général. Il ne s'agit pas d'un problème technique, mais d'abord et essentiellement d'un *problème politique* nécessitant la participation du plus grand nombre possible de travailleurs.

Cela dit, il nous faut voir les limites de l'autonomie de gestion, même conçue dans ce cadre, au niveau de l'entreprise. Il serait démagogique et utopique de penser qu'il suffit que, dans chaque entreprise, les travailleurs décident des orientations, pour que les problèmes soient réglés. Au fond, c'est à l'échelle nationale que les principales questions se posent, c'est à ce niveau qu'elles doivent démocratiquement trouver leur solution. C'est-à-dire que l'élément décisif est, avec l'apport du plus grand nombre et sous la responsabilité des organismes élus, en premier lieu du parlement, l'élaboration du plan économique et social, déterminant les principales orientations et les choix du pouvoir démocratique en cette matière.

A un niveau plus partiel, et dans le cadre de cette politique d'ensemble, s'effectuera la gestion des entreprises nationalisées. La gestion démocratique est donc radicalement différente de l'« autogestion ». Celle-ci aboutirait, non pas à l'utilisation rationnelle des ressources en vue de l'intérêt national, mais au développement de l'anarchie et, à la limite, à la soumission totale de chaque unité de production aux lois d'un marché qui ne pourrait plus être contrôlé, c'est-à-dire au résultat inverse de celui recherché.

Les critères de la gestion démocratique seront donc essentiellement l'adéquation à la politique démocratique d'ensemble ; la satisfaction des intérêts des usagers (aussi bien collectifs qu'individuels) et la satisfaction des revendications des travailleurs des entreprises nationalisées. Les moyens et les méthodes reposeront donc à la fois sur l'existence d'assemblées ou de commissions, où les représentants élus des travailleurs des entreprises nationales et des usagers seront majoritaires, sur une complète information et une large participation de l'ensemble du personnel. Il sera donc indispensable d'étendre et de développer les statuts du personnel de chaque entreprise — et non de les réduire comme le fait le régime actuel.

Il n'est pas question d'envisager ici toutes les modalités et les conséquences de cette gestion démocratique



Gerald Bloncourt

cratique des entreprises nationales⁴. Il s'agit bien là d'une question essentielle, encore qu'il serait peu réaliste aujourd'hui d'aller trop loin dans l'élaboration de propositions de gestion dans un futur régime démocratique. Ou alors, on aurait de la démocratie une conception très pré-déterminée ! Il n'est possible aujourd'hui que de proposer un cadre général et des méthodes de gestion démocratique qu'il sera nécessaire de développer au fur et à mesure de la progression des réalités.

Il est en tout cas indispensable de rappeler que l'extension de la démocratie et de la participation de tous, au niveau de l'élaboration et du contrôle, ne s'oppose pas au respect de la hiérarchie technique dans le processus même de la production et du travail. Là encore, démocratie ne veut pas dire anarchie, et non seulement la situation de l'encadrement technique de la production sera respectée, mais des possibilités nouvelles existeront pour le développement de l'initiative et la mise en œuvre des innovations. En particulier, la participation des ingénieurs, des techniciens et des cadres à la gestion sera d'autant plus irremplaçable qu'ils y apporteront leur savoir et leur compétence technique. La gestion démocratique, c'est également la conciliation et les rapports dialectiques entre l'expression des besoins et des idées, et celle des possibilités techniques et économiques d'y répondre et de les satisfaire.

Ainsi de nombreux problèmes, aujourd'hui insolubles, trouveront les conditions de leur solution. Tel celui de la *mobilité*, déterminé par la révolution scientifique et technique et

qui, dans le cadre des nationalisations démocratiques, ne s'opposera plus à la nécessité de la sécurité de l'emploi. Tel celui du perfectionnement continu. Tel, également, celui de l'extension des échanges économiques et scientifiques internationaux avec tous les pays sans discrimination, pour laquelle des conditions favorables seraient aussi créées.

Nationalisation et révolution

La nationalisation, quoi que prétendent les réformistes, n'est pas le socialisme. Ce serait un retour à des utopies séculaires que de penser qu'il soit possible de créer progressivement des « îlots de socialisme » dans le régime capitaliste. Le socialisme suppose la collectivisation des principaux moyens de production et d'échange, alors que pendant une période non négligeable, il subsistera

4. Ce point est largement développé par Jacques Brière dans *Economie et Politique*, n° 182-183, p. 16-83.



un vaste secteur privé, qui dominera encore dans des branches importantes de l'économie.

Les nationalisations ne sont pas le socialisme, certes, leur extension en est une condition nécessaire, mais non suffisante ; par contre l'établissement d'une démocratie avancée, et particulièrement la politique des nationalisations, permettra de faire un pas important en direction du socialisme. Il faut souligner, à l'intention de certains « donneurs de leçons », que Lénine avait déjà entrevu l'évolution de l'impérialisme vers le capitalisme monopoliste d'Etat et la possibilité d'utiliser des conditions nouvelles, plus favorables, qui en découlaient pour le passage au socialisme⁵.

En effet, si l'on examine l'influence d'un vaste programme de nationalisation d'un point de vue stratégique, c'est-à-dire en fonction des forces sociales en présence, de leur renforcement ou de leur affaiblissement, quelques idées s'imposent :

1) Ces mesures tendent à l'affaiblissement et à l'isolement de l'oligarchie financière, car elle sera frappée dans ce qui fait l'essentiel de sa force : la mainmise sur certains des principaux moyens de production et leur contrôle. Ses possibilités seront donc sérieusement amoindries par de telles mesures.

De plus, la nationalisation démocratique et les mesures qui l'accompagneront auront des conséquences sur le développement même de ce qui restera privé et accroîtront en particulier, par un effet d'entraînement et par les possibilités accrues du marché à la suite de l'élévation du niveau de

vie des masses, l'efficacité de la petite entreprise, de l'artisanat et du commerce. Une césure plus grande apparaîtra au sein même de la bourgeoisie, avec des possibilités de neutralisation d'une partie d'entre elle.

2) Le poids de la classe ouvrière dans la nation s'en trouvera accru et ses positions renforcées, à la fois par la démocratisation générale du pays (exemple : parlement élu à la proportionnelle, libertés syndicales et politiques accrues) et par les possibilités d'interventions développées à tous les niveaux, depuis l'entreprise jusqu'au plan national. La gestion démocratique des entreprises nationalisées contribuera à donner à la classe ouvrière une conscience plus grande de ses possibilités et de sa force et lui permettra d'intervenir plus directement dans le fonctionnement même de la vie économique.

En outre, la limitation de la puissance économique des monopoles amoindrira une des causes objectives de la division et de l'opportunisme, et cela influera sur le renforcement de l'unité de la classe ouvrière. Les réussites la pousseront à aller plus loin, c'est-à-dire vers la liquidation complète de la puissance des monopoles.

Toutes ces réalités joueront dans le sens d'un développement de la lutte indépendante de la classe ouvrière et de ses organisations.

3) Les possibilités d'alliance de la classe ouvrière se trouveront renforcées par les nationalisations démocratiques. Pour nous en tenir aux couches intermédiaires salariées, en particulier la majorité des travailleurs intellectuels, là encore une des causes

de division sera ébréchée ; la participation commune à la gestion de l'entreprise développera les liaisons entre couches sociales salariées travaillant dans l'entreprise, en même temps que les préjugés à l'égard de la classe ouvrière tendront à être battus en brèche et que la conscience de son rôle décisif s'étendra.

4) Les nationalisations progressives créeront les conditions d'un développement inédit des forces productives, de leur libération relative. Il s'agit à la fois des forces productives matérielles (progrès techniques, concentration technique de la production, rationalisation, etc.) et surtout humaines (satisfaction des besoins, développement de l'enseignement et de la culture, participation à la gestion, etc.). Le capitalisme apparaîtra donc de plus en plus dépassé historiquement par cette contradiction renforcée entre les forces productives et les rapports de production, ainsi que celle entre la nouvelle forme de propriété en plein essor et la vieille forme capitaliste. La nécessité du socialisme apparaîtra de plus en plus comme question brûlante, d'actualité.

5) Par conséquent, les nationalisations démocratiques auront valeur d'exemple et contribueront au développement de la conscience socialiste. En effet, les conditions matérielles du socialisme se trouvent, en France, largement réalisées : ce qui est en retard, c'est la conscience dans les plus larges masses de la nécessité du socialisme (les « conditions subjectives »). Les nationalisations et l'ensemble des mesures de démocratisation joueront un rôle déterminant, avec les explications du Parti révolutionnaire, dans l'éclosion de cette conscience.

Ainsi, les nationalisations démocratiques proposées par le Parti communiste français constituent à la fois, la réponse actuelle et réaliste au développement des forces productives et à leur socialisation, un élément décisif d'une politique réellement démocratique et novatrice et une réforme de portée révolutionnaire créant des conditions favorables au passage ultérieur de la France au Socialisme. Pour toutes ces raisons, elles méritent d'être largement exposées, et d'une manière offensive, comme un aspect important du combat contre le régime actuel et les idéologies qui visent à le maintenir et pour de véritables changements dans la vie nationale.

5. Voir notamment « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », Œuvres, tome 25, Ed. Sociales.

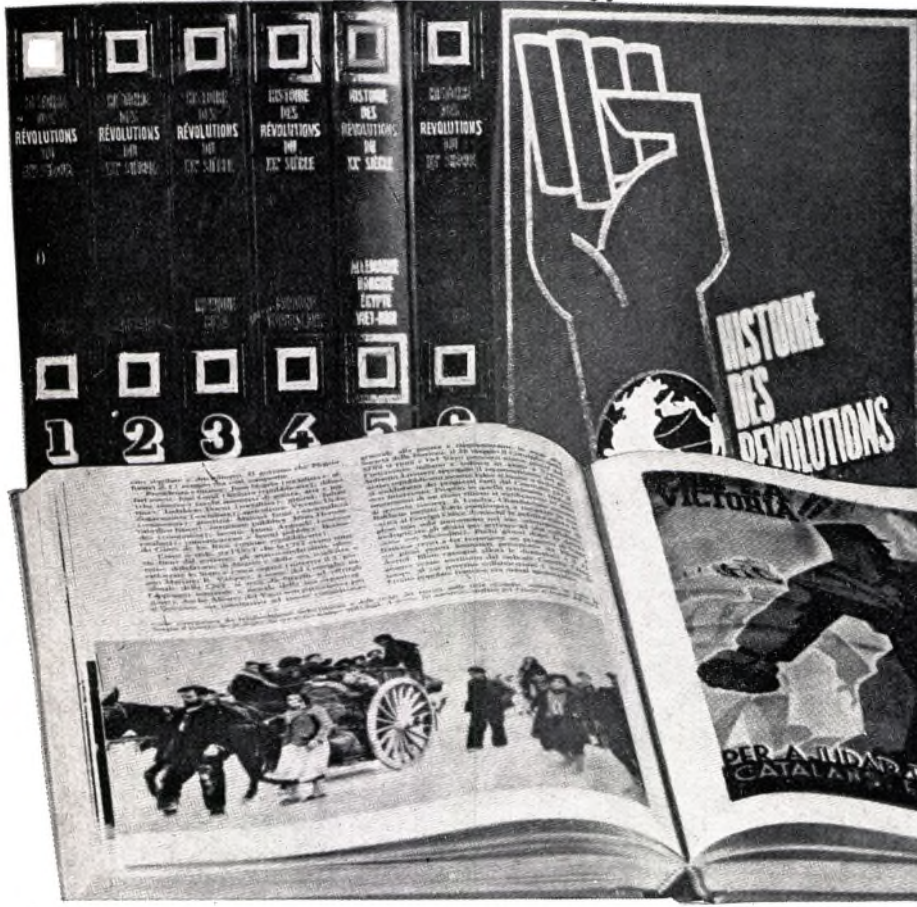
HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS

DU XX^e SIÈCLE



Six grands volumes reliés
Format 24x34 cm.

- TOME I** Révolution Russe (1ère partie)
- TOME II** Révolution Russe (2e partie)
- TOME III** Révolution Mexicaine
Révolution Cubaine
- TOME IV** Révolution Espagnole
Révolution Yougoslave
- TOME V** Révolution Allemande
Révolution Hongroise
Révolution Egyptienne
Révolution Vietnamienne
- TOME VI** Révolution Chinoise



INFORMEZ-VOUS EN
RETOURNANT CE BON

A

LA
NOUVELLE
CRITIQUE

19, rue Saint-Georges

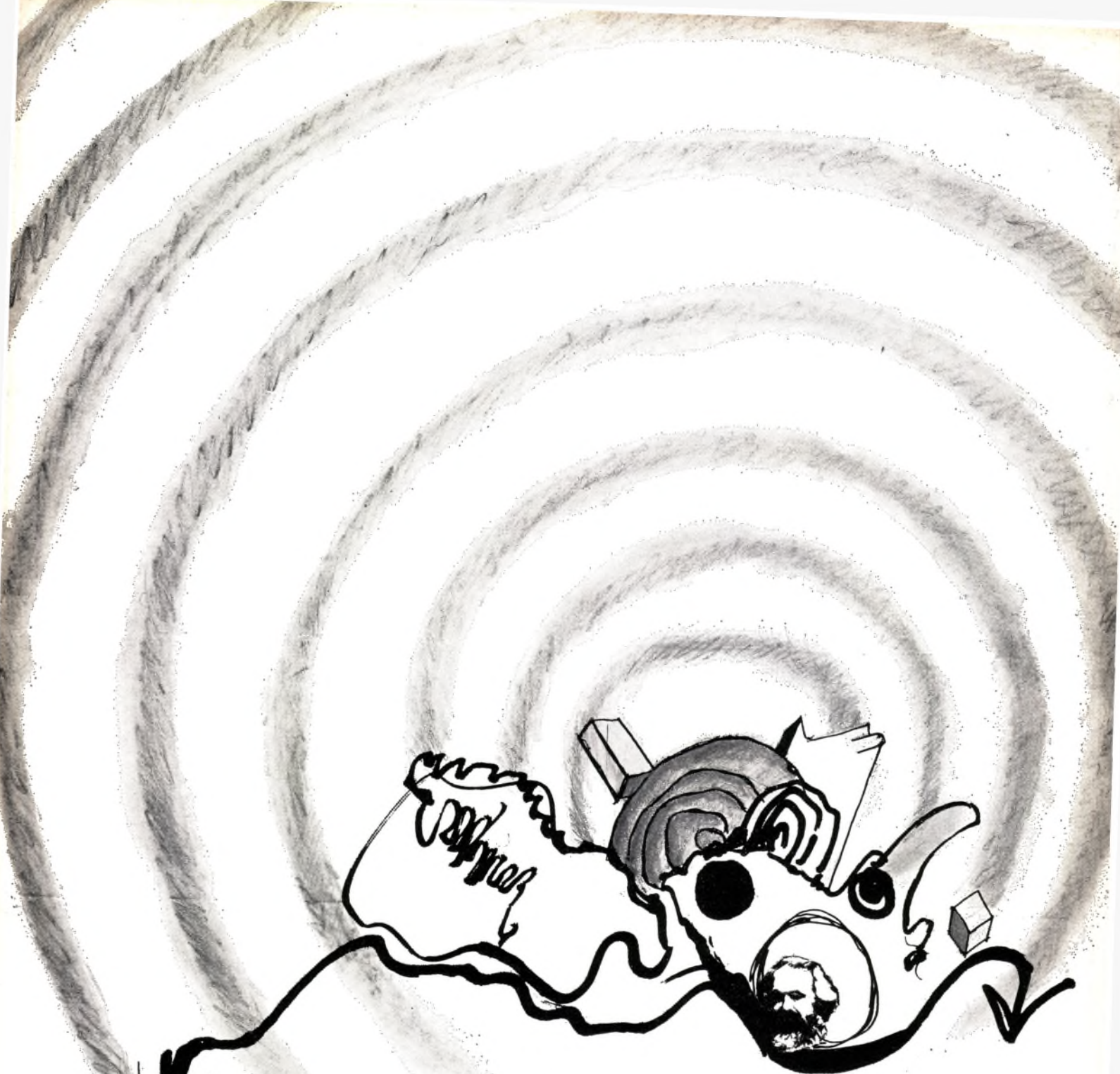
PARIS 9^{ème}



Je désire, sans engagement de ma part, recevoir le plus rapidement possible, une information complémentaire concernant cette exceptionnelle collection.

nom
adresse

prénom



PSYCHANALYSE



dessin Rémi Deroche



Psychanalyse et communistes

Bernard Muldwort

Il est inutile de souligner l'importance de la psychanalyse dans l'univers culturel contemporain. En France, il faut précisément évoquer les développements menés dans ce secteur, notamment autour du docteur J. Lacan. Recherches inséparables d'autres travaux récents, en linguistique par exemple. Il y a là des élaborations que l'on ne saurait refuser de prendre en compte sans dogmatisme dommageable pour l'enrichissement théorique du marxisme-léninisme, mais que l'on ne saurait assimiler sans interrogations critiques sur l'ampleur exacte de leur apport scientifique ou sur la nature des idéologies (inconscientes de leurs origines sociales réelles) qu'elles peuvent, en même temps, éventuellement comporter. Difficile mais nécessaire, ce travail suppose aussi bien la confrontation sérieuse (courtoise mais rigoureuses) avec les auteurs de ces importants développements scientifiques que la réflexion collective des communistes. La Nouvelle Critique y a déjà apporté sa contribution. Nous publierons bientôt sur ces problèmes un débat suivi ultérieurement d'autres études.

Mais ce type de confrontations ne peut être fructueux si l'on ne fait en même temps effort pour dissiper les confusions qui ont pu s'instaurer dans le passé. C'est à un travail d'éclaircissement de ce type que vise l'article que nous présentons ici au lecteur. Sans prétendre à une étude exhaustive des questions théoriques liées à ces problèmes, notre collaborateur, le docteur Bernard Muldwort (dont on a déjà pu lire une étude sur la morale sexuelle dans le numéro d'avril 1969 de La Nouvelle Critique) se propose essentiellement de situer les raisons (les bonnes et les mauvaises) des positions exprimées il y a vingt ans sur la psychanalyse par des psychiatres et psychanalystes communistes dans un numéro de La Nouvelle Critique. Travail d'éclaircissement qui constitue en même temps un utile préliminaire aux débats ultérieurs.

Dans le numéro 7 de *La Nouvelle Critique*, daté de juin 1949, des psychiatres et des psychanalystes communistes avaient, comme on disait, « fait leur autocritique ».

Il s'agissait de « prendre position » sur la psychanalyse, non pas sous l'effet d'un regard courroucé (et géorgien) de l'œil de Moscou, mais en vertu d'un principe d'analyse marxiste des idéologies, selon lequel une science en formation se dégage difficilement de son idéologie d'origine et, comme le papillon de la chrysalide, une science ne peut accéder à son statut de scientificité qu'une fois rompus tous ses liens avec son idéologie passée.

De plus, l'idéologie dominante, étant, comme chacun le sait, l'idéologie de la classe dominante, toute « science humaine » en formation ne peut être que parasitée par les scories de l'idéologie bourgeoise.

C'est ce que voulait dire cet article, intitulé « La psychanalyse, idéo-

logie réactionnaire », dont certains des soussignés ont depuis lors retourné leur veste, préférant le confort intellectuel du fauteuil des Galeries viennoises aux incertitudes douloureuses de la réflexion militante.

Depuis, beaucoup d'eau a passé sous les ponts : l'eau du temps qui s'enfuit et celle des larmes des illusions perdues. En relisant cet article, laissé, non pas à la « critique rongeuse des souris », mais aux ingratitude de la mémoire, on se prend à penser (tout de go) : « Il n'y avait pas tellement de sottises que ça !... »

En effet, de quoi était-il question ?

Il s'agissait d'aborder le problème (difficile et non encore résolu) de l'accès à la scientificité de la psychanalyse, à partir des utilisations idéologiques qui en étaient faites, en recherchant les éventuelles (sinon certaines) corrélations entre les structures théoriques de la psychanalyse et ses implications idéologiques.

Cela n'avait rien de « stalinien » et relevait d'un légitime souci épistémologique. (Nous reviendrons plus loin sur le climat idéologique et politique de l'époque).

● Empirisme et idéologie

La psychanalyse, dans la mesure où elle est une science encore très *proche de l'empirisme*, étant donné que sa seule *pratique* est *thérapeutique*, c'est-à-dire *technique*, est nécessairement vulnérable aux fascinations de l'idéologie, quels que soient les efforts importants de certains théoriciens actuels pour la hisser au niveau de la scientificité.

Ce texte ancien disait donc ceci (que nous pouvons reprendre encore à notre compte actuellement) : « L'esprit qui se dit scientifique se qualifie comme non scientifique dans la mesure où il prétend ignorer sa dépendance vis-à-vis de tout le monde réel,

de ses croyances et de ses illusions (p. 59). »

En d'autres termes, il s'agissait de s'interroger sur ce paradoxe surprenant, selon lequel, la psychanalyse, instrument et doctrine de démythification, restait elle-même emprisonnée dans la méconnaissance idéologique.

Cette démarche n'avait donc rien de théoriquement scandaleux. Cependant, l'histoire a des raisons que la raison ne connaît pas. Par un étrange gauchissement des choses, par un raidissement accéléré des événements, l'examen de la « fonction idéologique » de la psychanalyse devient « condamnation » de la psychanalyse dans son entier, tous les aspects positifs dégagés dans cet article furent balancés avec l'eau de la baignoire (selon la formule consacrée !), et alors commença une ère de sombres règlements de comptes (intellectuels) entre la « psychanalyse » et le « marxisme », chacun accusant l'autre d'être victime de sa propre fausse conscience.

De l'examen critique à la « condamnation » politique !..

Il faudra s'interroger (plus loin) sur cette attitude des communistes face à la psychanalyse.

Par un processus complexe, qui montre les interférences de la psychologie dans l'élaboration idéologique, la psychanalyse fut « interdit de séjour » dans l'univers intellectuel des communistes.

Rétrospectivement, on pourrait avoir tendance à prendre ces choses à la légère, sur le mode ironique, en se demandant (sérieusement) si nos raisons d'alors n'étaient pas du domaine de la déraison.

En fait, (et comme toujours), les choses ne sont pas aussi simples. Le « contentieux » avec la psychanalyse est une longue histoire ; en témoignent les différents amalgames freudo-marxistes qui sont venus en jaloner les péripéties.

Idéologie et fausse conscience

Cependant, la conception marxiste des idéologies non scientifiques¹, qui est en quelque sorte *spécifique* au matérialisme historique, nous fait obligation de ne pas croire un penseur (s'agit-il de Freud) sur parole. Cette conception tient dans la définition d'Engels selon laquelle « le processus idéologique est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute consciemment ; mais avec une *conscience fautive*. Les forces motrices véritables qui le mettent en mouvement lui restent *inconnues*, sinon ce ne serait point un processus

idéologique. Aussi, s'imagine-t-il des forces motrices fausses ou apparentes. » (Lettre d'Engels à F. Mehring, 14 juillet 1893.)

Cette définition de l'idéologie, comme fausse conscience, comme méconnaissance des « forces motrices » réelles qui informent la pensée de l'idéologue ou du théoricien, en tant que ces forces motrices réelles sont ainsi *excentrées*, « en dehors », « en deçà » de la pensée elle-même, cette conception particulière du processus idéologique aura une double conséquence : d'une part, nous mettre en garde contre les séductions de la cohérence interne d'une théorie, cette cohérence n'étant pas suffisante pour en assurer la validation, d'autre part rechercher les éventuelles « forces motrices » dans la réalité matérielle, celle des luttes de classes et des luttes d'idées qui nécessairement les expriment. (Une telle conception du processus idéologique, quand elle reste trop mécanique, côtoie constamment le risque d'un « sociologisme vulgaire ». C'est un risque qui ne nous a pas été épargné : nous reprendrons ce problème plus loin).

Ainsi, Freud, quel que soit le prestige de sa découverte et la stature de sa personnalité (et même la rigueur de sa démarche de pensée) ne peut pas, on ne sait par quel miracle échapper aux vicissitudes du processus idéologique. Non seulement il a pensé sa découverte dans les concepts et notions scientifiques de son temps, mais il l'a pensée aussi avec *l'idéologie de son milieu* et de son époque. (Cela fait banal, voire rabaché, de redire ces choses, mais, même une théorie de la méconnaissance peut être pensée *dans* la méconnaissance des origines réelles qui ont promu la possibilité d'une telle théorie).

Ainsi le marxisme, comme « exercice de soupçon » (entre autres), se donne le droit d'exercer sa vigilance théorique au sujet de la psychanalyse, autre forme du même exercice du regard soupçonneux. Mais tout se passe comme si une sorte de dispute de priorité s'était instaurée : qui soupçonnera qui, le premier, avant l'autre.

En réalité, tout tient dans un malentendu fondamental : la « psychanalyse » et le « marxisme » s'occupent tous les deux de « l'Homme » (on se demande bien d'ailleurs quelle « science humaine » ne s'en occupe pas !), et c'est la majuscule, dans son abstraction confusionniste qui est responsable de cette illusion d'optique : c'est-à-dire faire se superposer deux champs de recherches ayant un objet différent, à partir d'une pseudo-articulation des éléments d'un champ par rapport à l'autre. Je m'explique.

Si la psychanalyse a un objet

spécifique qui peut être validé scientifiquement, et c'est une hypothèse minimum, sinon notre travail n'a plus aucun sens (à moins de mettre la psychanalyse au rang de la chiromancie), il s'agit de définir quel est son niveau d'impact sur la réalité, et quel est le niveau d'impact sur la réalité du marxisme (c'est-à-dire le matérialisme historique et dialectique).

Quelques définitions

Ainsi, pour comprendre les malentendus idéologiques qui ont présidé à l'existence de ce paradoxal antagonisme, c'est-à-dire deux sciences se disputant un même objet (c'est-à-dire deux objets faussement identiques), commençons par examiner quelques définitions.

Le marxisme se veut matérialisme historique et dialectique : c'est-à-dire, d'une part, science des formations sociales, de leur développement, et de leurs transformations et, d'autre part, théorie générale, philosophie, qui cherche à généraliser et à conceptualiser les résultats des diverses pratiques sociales, scientifiques, politiques, révolutionnaires. On le dit aussi « conception du monde et de l'homme », c'est-à-dire qu'il contient — implicitement — une anthropologie. Il se donne droit, également, à un regard méthodologique et épistémologique.

C'est du haut de ce point de vue « anthropologico-épistémologique » que le marxisme se pense autorisé à discourir sur la psychanalyse. (Nous verrons plus loin les aspects légitimes, mais aussi dangereux, d'une telle démarche).

La psychanalyse se définit comme la « science de l'inconscient ». Elle traite de l'homme comme « sujet-du-désir » ; c'est-à-dire se constituant par une visée vers le plaisir, laquelle visée se trouve barrée ou différée dans le cadre des « contraintes » de la structure œdipienne, contraintes et structure nécessaires à sa constitution comme sujet humain.

1. « On sait que dans le langage marxiste, l'idéologie est comprise comme l'ensemble des idées et des opinions qui reflètent, sous une forme théorique plus ou moins systématisée, les rapports des hommes avec leur milieu et entre eux. On sait aussi qu'il ne s'agit pas d'assimiler toute idéologie à la science, car il y a des idéologies scientifiques et des idéologies non scientifiques, de même qu'il y a des sciences et des pseudo sciences. Par exemple, il est vrai qu'avant le marxisme, à parler rigoureusement, il n'y avait pas d'idéologie scientifique... » Waldeck Rochet, *Intervention au Comité central d'Argenteuil*, 13 mars 1966.

Ce sont là des définitions provisoires, que nous serons appelés à réviser ou à préciser ultérieurement. Mais elles nous permettent de mieux cerner l'origine des malentendus. En effet, tout se passe comme si on avait affaire à deux « conceptions de l'homme », apparemment contradictoires et hétérogènes. L'une, issue du matérialisme historique, selon laquelle « l'essence de l'homme n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé. Dans sa réalité, elle est l'ensemble des rapports sociaux » (6^e thèse sur Feuerbach), c'est-à-dire l'excentration du sujet du fait de l'existence du travail humain et de son organisation nécessaire dans les rapports de production. L'autre, issue de la psychanalyse, selon laquelle l'essence de l'homme est dans le triangle œdipien, c'est-à-dire une autre forme d'excentration au sujet par rapport à la permanence d'une structure relative à l'existence nécessaire du couple parental comme géniteurs.

Ainsi, deux anthropologies sont face à face, et de leur rencontre ne peut surgir que tumulte et confusion.

Posé en termes d'anthropologies antagonistes, le problème est en effet sans solution. Nous sommes dans l'impasse. Il doit bien y avoir une erreur quelque part. Cependant, on ne peut pas échapper à cette problématique apparemment sans issue. Où est l'erreur ?

L'objet de ce travail, c'est d'essayer de dégager quelques éléments propres à éclairer les mystères de cette « devinette » d'un genre particulier. Nous organiserons notre réflexion autour de trois séries de considérations.

1) *Critique d'une « auto-critique »* : c'est-à-dire examen des conditions politiques et idéologiques qui ont présidé à l'occultation de la psychanalyse du champ intellectuel marxiste.

2) *Les bases actuelles d'une discussion de la psychanalyse* : c'est-à-dire examen des concepts, notions, et de la problématique psychanalytiques qui peuvent être intégrés dans le champ de la réflexion épistémologique du marxisme.

3) *Les questions posées à la psychanalyse (ou aux psychanalyses)* : c'est-à-dire examen de quelques questions en suspens, ce qui apparaîtra plus comme une mise en cause de certains aspects des théorisations actuelles de la psychanalyse, voire même comme une sorte de projet de théorisation personnelle.

● Critique d'une « auto-critique »

Je ne crois pas qu'on puisse remettre en question le « droit » des marxistes à s'interroger (à leur façon)

sur tel ou tel courant scientifique ou idéologique, sur tel ou tel mouvement culturel : ce serait en quelque sorte renoncer à nos responsabilités de communistes et en même temps nous tenir une rigueur toute masochiste de nos erreurs passées.

Au surplus, la conception marxiste de l'idéologie implique une double rigueur : échapper à « l'idéologie » en tant que savoir pré-scientifique, c'est-à-dire théorisation superficielle encore proche d'un empirisme de la technique ; échapper à « l'idéologie » en tant qu'elle véhicule les idées de la classe dominante et qu'une certaine forme d'empirisme peut servir ses intérêts de classe.

C'est ce double mouvement « d'épuration » qui doit ouvrir l'accès à la scientificité pour les « sciences humaines ».

● Critique idéologique et épistémologie

C'est donc l'utilisation *idéologique* de la psychanalyse qui a mis en alerte les communistes : que les luttes des classes, que l'affrontement de millions d'hommes aux positions antagonistes au sein des rapports de production fut mis au compte d'une « agressivité » intemporelle (et désincarnée, si l'on peut dire) ; que l'activité révolutionnaire fut traduite en termes de névrose individuelle (ou collective) et le militant syndicaliste couché sur le divan ; en bref, que l'ordre social soit disculpé de ses responsabilités fondamentales pour préserver le sommeil (innocent ?) des classes dominantes, il y avait de quoi s'émouvoir.

On retrouve d'ailleurs encore de nos jours, dans une socio-psychanalyse à la *France-Dimanche*, cette même confusion naïve des niveaux : celle qui consiste à penser la collectivité comme une somme de volontés individuelles. On reste pantois devant de telles élucubrations : les événements de mai-juin 1968, qui ont fait la démonstration expérimentale de la force des masses en mouvement, de l'existence *objective* des luttes de classes, ne peuvent pas être ramenés au cliché — tarte à la crème — de la « révolte contre le Père ». Cependant — et c'est ce qui montre la complexité des choses —, si les dynamismes internes de la collectivité ne peuvent se comprendre qu'en termes d'antagonismes de classes, les caractéristiques psychologiques de telle ou telle couche sociale — par exemple, la jeunesse —, impriment à ces luttes une *forme* et une *signification* que la seule détermination de classe ne suffit pas à élucider.

C'est le problème complexe des

médiations entre l'intentionnalité des volontés individuelles et son *effet* au niveau des mouvements collectifs. Nous essayerons de le reprendre plus loin.

● « Fonction idéologique » et structure conceptuelle

Ainsi, pour revenir à notre objet, le problème était de savoir si cette utilisation frauduleuse (et intéressée) de la psychanalyse tenait à sa « fonction idéologique », issue elle-même de ses structures théoriques, ou bien si c'était la « malignité » de la classe dominante qui la détournait du droit chemin (comme la science atomique est dévoyée dans ses utilisations destructrices guerrières, au lieu d'être développée au bénéfice de l'épanouissement de l'humanité).

Il s'agissait ainsi de découvrir les corrélations entre la « fonction idéologique » de la psychanalyse (comme instrument de mystification de la classe dominante) et les structures théoriques de sa conceptualisation. Voyons quelles sont les bases théoriques possibles d'une telle discussion.

Dans une perspective schématique, qui n'est pas seulement l'effet d'une myopie intellectuelle, mais d'une certaine forme d'interprétation (assez courante) de la psychanalyse, on peut voir les choses de la manière ci-dessous.

Il apparaît alors deux données fondamentales : en concentrant son regard sur « l'individu », comme entité autonome, détaché de ses déterminations socio-culturelles d'une part, et le considérant comme essentiellement mobilisé et constitué par le dynamisme interne de ses forces pulsionnelles d'autre part, la psychanalyse distingue en quelque sorte deux entités métaphysiques, opposées dans un antagonisme irréductible : l'Individu, la Société, tous deux enfermés et protégés par la barrière insurmontable de leur majuscule.

De plus, comme la Société, malgré tout, existe, elle apparaît comme l'organisation de la contrainte individuelle, comme l'effet du processus de *sublimation* qui, par une dérivation de l'énergie pulsionnelle institue l'ordre de la *socialité*. L'homme s'impose la société contre ses pulsions, comme le seul moyen de les équilibrer. Nous verrons plus loin la part de vérité qu'on peut déceler dans ces mécanismes originaires de l'émergence de la « socialité » : il n'en demeure pas moins que la Société représente une entité majuscule, amorphe, non différenciée, et que la référence aux classes sociales et à leurs luttes est nécessairement absente.

Ainsi, par sa méconnaissance de la *spécificité des niveaux*, par sa méconnaissance de la *rupture dialectique* entre le niveau des individus et celui de la société, la psychanalyse n'est en mesure de rendre compte des mouvements sociaux ou de ceux de l'histoire qu'en termes de psychologie individuelle (c'est ce qui faisait dire à G. Politzer que « la psychanalyse explique l'histoire par la psychologie et non pas la psychologie par l'histoire »); la notion de rapports de production est absente de son horizon, les rapports de classes et les antagonismes de classes sont ignorés; ainsi sont rendues inintelligibles toutes les transformations sociales et leurs virtualités révolutionnaires.

A la limite, ces virtualités révolutionnaires sont niées dans un pessimisme (faussement) douloureux qui rejoint le scepticisme médiocre du pêcheur à la ligne: à ce titre, la psychanalyse contient bien une idéologie réactionnaire.

Telles sont, schématiquement résumées, les grandes lignes de notre critique passée. Il y avait aussi des critiques analogues à celles de Malinowski (et donc dépassées) du Complexe d'Edipe. Il y avait également une prise en considération des « conduites du transfert », dont malheureusement, les conséquences n'avaient pas été tirées jusqu'au bout.

● Spécificité de l'individu

Une critique, après tout, n'est qu'une critique. Qu'est-ce qui fait que celle-ci ait été aussi radicale, qu'emportée dans son élan de démythification idéologique, elle ait tout balayé sur son passage? L'erreur tient, à mon sens, dans une conception étriquée, mécanique, du marxisme d'alors. Contrairement à la psychanalyse — du moins telle que nous la percevions en ce temps — ce marxisme-là, mettant trop l'accent sur le « conditionnement social », négligeait la *spécificité de l'individu*. C'était en quelque sorte l'erreur symétrique de celle imputée à la psychanalyse.

La 3^e thèse sur Feuerbach était interprétée de façon unilatérale. Rappelons-la. Marx dit: « La doctrine matérialiste qui veut que les hommes soient des produits des circonstances et de l'éducation, que, par conséquent, des hommes transformés soient des produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée, oublie que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances et que l'éducateur a lui-même besoin d'être éduqué ».

Cette interprétation unilatérale consistait justement à mettre l'accent sur les hommes en tant « qu'ils sont les produits des circonstances », en

oubliant que l'homme est à lui-même son propre éducateur, et qu'il existe dans sa singularité spécifique, et non pas comme un point abstrait à l'intersection d'une série de « circonstances » ou de « conditionnements ». (Le manque d'une théorie de la personnalité a pesé lourdement dans beaucoup de domaines de la pratique et de la théorie marxistes. C'est le mérite du travail de L. Sève d'en proposer une direction de recherche).

Cette négligence de la spécificité de l'individu avait une double conséquence: d'une part, l'occultation de tout un champ d'activité humaine qui est essentielle au domaine qui nous occupe, à savoir la *sexualité*; d'autre part une étude objectiviste du psychisme par l'intermédiaire d'une théorie pseudo-physiologique appelée le *pavlovisme*. Commençons par le deuxième point.

● Pavlov et « pavlovisme »

Les travaux de Pavlov et de son école ont donné naissance à deux courants scientifiques modernes très importants: la neurophysiologie du conditionnement et les théories de l'apprentissage. Ce sont des formes d'approche globale de l'activité nerveuse supérieure dont l'intérêt heuristique est indiscuté. La médecine psycho-somatique trouve dans la théorie cortico-viscérale pavlovienne les bases physiologiques et expérimentales de l'étude de phénomènes très complexes. (L'accouchement sans douleur par la méthode psycho-prophylactique en est une de ses conséquences). Certaines techniques de psychothérapie (la *behaviour therapy*) s'inspirent des théories de l'apprentissage, avec des résultats thérapeutiques qui n'ont rien à envier aux autres méthodes.

Laissons donc en paix Pavlov et ses expériences qui ont ouvert à la science la voie d'une recherche expérimentale et objective des processus psychologiques.

C'est le « pavlovisme » qui est en cause, ou plus exactement la transformation en doctrine fermée des résultats issus de l'expérimentation ou de l'observation empirique. Par une série d'analogies superficielles, entre certaines lois de la dialectique et certains processus nerveux postulés par Pavlov (par exemple: l'antagonisme « dialectique »: excitation-inhibition) la théorie de l'activité nerveuse supérieure apparut comme un décalque « physiologique » du matérialisme dialectique, grâce à cette facilité méthodologique bien connue alors qui consistait à déduire les lois spécifiques et particulières d'une science à partir des données générales du matérialisme dialectique et, par un effet

en miroir (une récurrence en quelque sorte élaborée à l'avance) à en faire une justification « scientifique » pour ce dernier.

Ainsi, le « pavlovisme » en systématisant les données d'une approche expérimentale possible des phénomènes psychiques, opérant une *réduction* redoutable, qui desséchait la complexité des processus psychologiques pour les transformer en quelques propositions simples, confondant le « modèle » expérimental avec une objectivation de la totalité des manifestations de l'individu.

Par un curieux paradoxe, une pensée qui se voulait dialectique ignorait elle aussi la spécificité des niveaux: réduisant le « psychologique » au « physiologique », malgré des précautions oratoires (c'est le cas de le dire) concernant le langage, dont la notion de 2^e système de signalisation cherchait à exprimer la spécificité.

En effet, quels que soient les mérites de l'approche pavlovienne, dans ses formes traditionnelles ou modernes, il y a deux éléments dont elle ne peut pas rendre compte, et dont l'expérimentation est nécessairement impossible: c'est la *dimension historique* et la *dimension relationnelle de l'individu*. Ces deux dimensions, historique et relationnelle, qui sont constitutives de l'individu, demandent évidemment une approche spécifique. (Nous verrons plus loin que la psychanalyse offre un certain nombre d'éléments pour assurer une telle démarche).

● Sexualité et désir

Quant au *problème de la sexualité*, c'est encore une autre histoire. Le fait que le genre humain soit partagé en deux sexes, masculin et féminin, n'a pas échappé au marxisme. Engels a été un des premiers auteurs modernes, dans son *Origine de la famille*, à tenter une conception matérialiste de ces problèmes. Mais la sexualité est ici examinée dans ses conséquences sociales, le fait de la famille est accepté comme une donnée en quelque sorte irréductible, comme une espèce de totalité appelée à évoluer nécessairement, mais non pas dans ses implications individuelles, *par rapport à l'enfant qui se trouve encadré par ses géniteurs*. C'est ce qui explique que la structure œdipienne ait échappé à la pensée marxiste, parce qu'elle ne se lit pas directement dans les faits observés, il faut la *déduire* par une série de démarches théoriques.

De plus la sexualité ne se réduit pas à son expression objective, sociale et juridique, appelée « famille », ou « couple ». Elle ne se réduit pas non

plus à son étude physiologique relative par exemple, à l'innervation des processus de l'érection. La sexualité, ce n'est pas non plus l'étude de « l'affectivité » ou de « l'émotion », à la manière de W. James. La sexualité, c'est avant tout le *désir*, c'est-à-dire sa *dimension subjective*, dont la lecture est difficile (mais non pas impossible) au niveau des structures objectives du fait sexuel.

C'est la *recherche du plaisir* qui caractérise la sexualité humaine, et cette problématique libidinale ne peut pas se dégager par une démarche objectiviste classique. Elle ne peut pas non plus s'édifier à partir de l'examen et de la systématisation d'une série de « témoignages » individuels. (On débouche sur le rapport Kinsey, mais non pas sur l'essence du fait sexuel).

La dimension du désir est *d'essence relationnelle*, et c'est dans le cadre de la *situation psychanalytique* qu'il est possible d'en saisir les coordonnées. La situation psychanalytique permet « d'objectiver » (à sa manière) la dimension subjective impliquée dans toute structure relationnelle.

Le fait que l'enfant naisse nécessairement d'une mère et d'un père, le fait qu'il perçoive nécessairement la différenciation sexuelle de « l'image » mère et de « l'image » père, le fait qu'il se constitue comme sujet par l'intériorisation de ces « images », c'est la problématique de la sexualité telle qu'elle est abordée par la psychanalyse.

Une dernière objection s'impose alors : cette notion « d'intériorisation », ces concepts « d'images », la notion même de « sujet », ne s'agit-il pas ici de tout le bric-à-brac vieillot de l'idéalisme ?

Subjectivité et hypothèses structurales

C'est alors le *problème de la subjectivité* qui est mis en question. A notre sens, l'itinéraire douloureux de Politzer illustre bien l'échec d'une conception objectiviste du sujet. Que ce soit en termes de « comportement », « d'attitude », « d'acte » ou de « drame », toute conception du sujet qui veut s'épargner des hypothèses opérationnelles relatives à la « vie intérieure » (ou à un « appareil psychique ») passe à côté des dimensions de la subjectivité. Une conception « objectiviste » de la vie psychique peut avoir sa part de vérité, mais elle reste *unilatérale* : la *dimension historique et relationnelle de la personne* lui échappe, car celle-ci ne peut se dégager que par des constructions indirectes, des *hypothèses structurales*, ce que Freud appelle la « *métapsychologie* ».

La psychanalyse, quelles que soient par ailleurs les lacunes ou les contradictions de sa conceptualisation — nous verrons ce problème plus loin — permet, par la situation expérimentale particulière qu'est la relation psychanalytique, de dégager un certain nombre de concepts et de notions spécifiques de la dimension subjective de l'être humain.

Raidissement critique et critique du raidissement

Ainsi, occultation de la sexualité, réduction « pavlovienne » du psychisme, appréhension craintive de tout contact avec l'idéalisme, tel est le climat idéologique qui a présidé à cet examen critique de la psychanalyse.

Dans le contexte politique d'alors (celui de la « guerre froide », ne l'oublions pas), tout poussait à un raidissement des positions idéologiques. La conception erronée des deux sciences, « la science prolétarienne et la science bourgeoise », théorisait avec esprit de conséquence cet extrémisme idéologique, qui reflétait lui-même l'extrême tension politique de l'époque. La « lutte idéologique » était vécue subjectivement, par les communistes comme une adhésion sans concession, à « un point de vue de classe » conçu mécaniquement comme une sorte de protection contre la contamination de « l'idéologie bourgeoise ».

Ne nous gaussons pas trop de ce manichéisme sommaire : la paix était suspendue à un fil et, comme dans les rêves, ce cauchemar éveillé faisait se condenser de multiples surdéterminations : les différents niveaux, scientifique, idéologique, politique s'aplatissaient au seul niveau politique, et la psychanalyse se trouvait chassée par cette tourmente. Rétrospectivement, on croit, effectivement, avoir rêvé. Mais ceux qui ont vécu cette période n'ont pas besoin de se pincer pour savoir qu'ils ne dormaient pas.

La psychanalyse (pour nous) aujourd'hui

Dans le cadre de cet article, il ne peut s'agir que d'un examen schématique qui se place, au demeurant, à l'ouverture d'une discussion elle-même appelée à avoir des prolongements.

La psychanalyse prend pour point de départ un fait « naturel » indiscutable : le fait de la naissance de l'enfant du ventre d'une *femme* par suite de ses rapports sexuels avec un homme. Ce qui peut apparaître

comme un lieu commun ou une lapalissade aura des conséquences irréversibles : la dépendance prolongée du petit de l'homme à l'endroit de ses parents, étant donné qu'il naît dans un « état de détresse originelle » (comme l'écrit Freud) et qu'il dépend pour sa survie des soins attentifs et de l'amour vigilant de ses nourriciers.

C'est ce qu'écrit, d'une autre façon, fort significative, H. Wallon : « Une assistance de tous les instants lui est indispensable. C'est un être dont toutes les réactions ont besoin d'être complétées, compensées, interprétées. Incapable de rien effectuer par lui-même, il est manipulé par autrui, et c'est dans les mouvements d'autrui que ses premières attitudes prendront forme. » Et Wallon en conclut : « L'individu, s'il se saisit comme tel, est essentiellement social. Il l'est, non par suite de contingences extérieures, mais par suite d'une nécessité intime. Il l'est génétiquement. »

C'est ce qui nous fait dire que l'être humain est génétiquement, constitutivement, *relationnel*.

Spécificité de la psychanalyse

La psychologie génétique, traite des manifestations extérieures, objectives du développement de l'enfant humain (par exemple : les travaux d'H. Wallon et de son Ecole). *La psychanalyse rend compte des « effets » de l'intériorisation de ces expériences relationnelles primordiales*, par une série de constructions théoriques issues de l'expérience particulière de la cure psychanalytique.

Une objection essentielle qu'on fait, à ce propos, à la démarche psychanalytique, c'est d'user d'hypothèses opérationnelles, de notions qui ont seule valeur opératoire, de concepts élaborés à partir de constructions théoriques, qui sont comme une espèce de « reconstitution » de processus psychiques postulés pour la cohérence interne de la théorie. Mais toute démarche scientifique procède de la sorte : aucune des « lois » « découvertes » par la science n'est visible à l'œil nu. « L'objet » de la démarche scientifique n'est pas celui de l'observation empirique : l'observation empirique donne les éléments avec lesquels le chercheur va construire son « objet » et penser le réel en « travaillant » cet « objet » spécifique. La psychanalyse part donc de la cure. Quelle que soit sa singularité, elle s'apparente à une situation expérimentale. Elle instaure un contexte relationnel dont les divers mouvements affectifs vont s'ordonner autour d'un phénomène central : le *transfert*. Le transfert a valeur de

concept, qui généralise et spécifie la singularité et la diversité des mouvements affectifs internes à la situation. Le transfert fait nécessairement émerger les figures *paternelle* et *maternelle*, et conduit ainsi à la *structure œdipienne*. Par ailleurs, les notions de « résistance », de « défense » (et de « mécanismes de défense ») sont incluses dans les mouvements de la cure et conduisent à des conséquences conceptuelles importantes. Les phénomènes et manifestations observés dans (produits par) la cure conduisent à une organisation conceptuelle du psychisme indissolublement *topique, dynamique, et économique*.

La notion de « systèmes » (inconscient, préconscient, conscient), la notion « d'instances » (Çà, Moi, Surmoi), sont nécessaires pour rendre compte au maximum des manifestations apparues dans le déroulement de la cure : le sens vécu des expériences n'est pas accepté dans la vérité immédiate de leur apparition, il ne peut se déchiffrer que comme *l'action à distance de significations intériorisées sous forme de structures* par l'histoire du sujet.

● Réalités structurales

Les différents concepts et notions sont donc des *réalités d'ordre structural*, construites à partir du donné pour rendre compte des phénomènes observés. G. Politzer savait déjà que le « Complexe d'Œdipe » ne se lit pas sur le visage du sujet, qu'il n'est pas enfoui dans un « lieu » du psychisme : c'est un concept forgé pour rendre compte d'un certain nombre de phénomènes dont il permet de généraliser et de spécifier la signification. (Nous verrons par ailleurs plus loin les dangers constants de la manipulation de notions opérationnelles : la tentation de constructions spéculatives détachées de leur réalité, la « chosification » des instances ou leur personnalisation comme des personnages de théâtre).

La cure psychanalytique fait donc apparaître un champ nouveau : *les modalités et processus relatifs à l'intériorisation des expériences relationnelles primitives*. Ce champ nouveau spécifique de l'approche psychanalytique, c'est *l'inconscient*. L'inconscient est constitué par la *sédimentation* et la *structuration* (par le langage ?) de ces expériences relationnelles privilégiées, dont les effets se font sentir sur le comportement de l'homme, sur ses œuvres et sur ses pensées. Ces expériences relationnelles, ce sont celles qui font passer le nourrisson « pré-humain » à l'état « d'enfant humain », c'est le processus « d'humanisation » que le petit de l'homme subit dès qu'il est sorti

du ventre de sa mère. Ce processus « d'humanisation » se fait par toute une série « d'apprentissages » de la régulation et de l'organisation de la satisfaction de ses différents « besoins » : c'est l'apprentissage de la « *satisfaction différée* ». Cet assujettissement à la « satisfaction différée » donne émergence au *désir* qui est « l'expérience de satisfaction imaginaire », qui est la satisfaction anticipée dans l'imaginaire.

L'homme est donc bien, de ce fait, constitutivement, un *être-désir*. L'être humain accède au statut de *sujet*, par le fait du désir : le « lieu » où se fait le passage du « biologique » au « psychique » par l'intermédiaire de ces *expériences relationnelles primordiales constitutives*, c'est bien *l'inconscient*.

A ce titre, la Psychanalyse est bien la « *science de l'inconscient* » et c'est là son *objet spécifique*. La psychanalyse traite de « l'archéologie » du sujet, c'est-à-dire d'un espace particulier qui n'appartient plus à la biologie, mais qui n'est pas encore la psychologie. Elle traite des fondements (ou fondations) de la subjectivité, c'est-à-dire des *conditions constitutives génétiquement* de la subjectivité.

● En introduction à une discussion actuelle

La psychanalyse est donc un *fait scientifique, culturel et idéologique* complexe. Quelle que soit l'interprétation que l'on donne de son statut de scientificité, ce n'est pas au niveau de son droit à l'existence scientifique que se situe la discussion.

L'antinomie « psychanalyse-marxisme », l'alternative « psychanalyse ou marxisme », cette problématique que nous avons trop longtemps traînée comme un boulet est en fait un faux problème.

● Psychanalyse et matérialisme historique

Le marxisme (l'anthropologie marxiste) traite des conditions socio-historiques de l'individualité. (G. Politzer écrit justement : « La psychologie ne détient nullement le « secret » des faits humains, simplement parce que ce « secret » n'est pas d'ordre psychologique »).

La psychanalyse traite des « effets à distance » de la structure œdipienne. (En quelque sorte le « pré-individu », qui va s'individualiser à travers toute une série d'autres expériences ; c'est-à-dire la « pré-histoire » — infantile — de l'individu que d'autres expériences — socia-

les — vont transformer en « histoire ».)

Raisonnons schématiquement, très schématiquement même, autour d'un exemple : la « mentalité petite-bourgeoise » de l'épicier s'explique par ses conditions sociales spécifiques, qui vont déterminer le caractère de révolte anarchique de sa « contestation » politique. Seulement, le fait que tel épicier soit « timide » et persécuté par sa femme, relève d'une part de la problématique de ses images parentales, et d'autre part va participer en partie à ses « motivations » individuelles pour la contestation politique. L'oppression économique du capitalisme monopoliste d'Etat n'est pas perçue comme telle par cet individu — sinon, on n'aurait pas besoin d'action politique —, mais elle « actualise » un double mouvement de « révolte » : contre l'épouse persécutrice, et contre le contrôleur fiscal, qui personnalise le pouvoir d'Etat, identifié à une image paternelle oppressive. De plus, la « vocation » pour l'épicerie peut également poser des problèmes au niveau des motivations inconscientes. Cependant, disons, pour terminer notre apologue, que c'est finalement l'existence *objective* de telle ou telle forme *nécessaire* de distribution qui va « actualiser » cette « vocation ».

● La fausse antinomie

Ainsi, il faut (selon moi) substituer à cette fausse alternative, à cette pseudo-antinomie, le problème de la légitime interrogation épistémologique du marxisme, à *propos* de la psychanalyse dans le cadre d'une recherche spécifique.

Les chercheurs marxistes n'ont pas la « grâce », et le marxisme ne confère aucun privilège méthodologique : cependant, dans une science encore trop proche de l'empirisme, à la théorisation incertaine et confuse, le chercheur marxiste a le droit, lui aussi, de participer à un effort de clarification théorique.

Il n'y aura donc pas une « conception marxiste » de la psychanalyse, mais un effort épistémologique des chercheurs marxistes pour donner à la psychanalyse son accès à la scientificité.

Au point de vue épistémologique, en opérant la distinction « objet réel », « objet de connaissance », on pourrait se poser les questions suivantes :

— Quel est « l'objet réel » de la psychanalyse : la « personnalité », le « psychisme », etc.

— Quel est « l'objet de connaissance » de la psychanalyse :

la genèse des relations objectales, l'inconscient, etc.

Ce qui permet de penser en termes plus spécifiques le problème de la cohérence interne de la théorie psychanalytique et de l'agencement conceptuel de ses différents « modèles » théoriques.

Ce qui permet de distinguer les *concepts* : transfert, complexe d'Œpide, identification, etc. ; les *hypothèses opérationnelles* : l'appareil psychique, les systèmes intra-psychiques, etc.

C'est donc le *statut épistémologique* d'un certain nombre de notions qui se trouve posé.

Ainsi, un certain nombre de problèmes se posent à nous, que nous allons résumer très schématiquement.

Il y a d'abord le statut de la « pulsion », notion indispensable à l'appareil conceptuel freudien, nécessaire pour rendre compte du caractère *dynamique* et des effets *économiques* au sein du psychisme, mais dont la formulation reste entachée d'une métaphysique vitaliste difficile à accepter pour un matérialiste.

C'est la problématique du « passage » du biologique au psychique qui est ici mise en question. Cela rejoint la problématique du *statut de l'inconscient*, qui reste au centre des recherches psychanalytiques actuelles, et que nous n'avons donc pas la prétention de résoudre d'un coup de plume.

Cela rejoint la *problématique de la structure œdipienne*. Est-elle une structure permanente inhérente à la « nature » humaine : la nécessité « naturelle » pour l'enfant de naître du fait des « œuvres » (sexuelles) de ses parents. Est-ce une structure *historique*, relative, non pas à un état de la famille, mais à un contexte socio-historique d'*oppression*, où le père représente une figure *répressive*, et où la femme se trouve en statut d'infériorité ? Faut-il appeler « structure œdipienne » la nécessaire « hominisation » de l'enfant humain qui devient sujet humain par une organisation et une structuration de ses « pulsions » (c'est-à-dire sous l'effet de « contraintes » et « d'interdits » nécessaires aux conditions de sa survie ?).

A ce niveau se pose un problème plus général, qui rejoint nos préoccupations idéologiques. La permanence d'une structure — la structure œdipienne en l'occurrence —, c'est-à-dire le fait pour tout être humain d'avoir été un enfant dans une dépendance plus ou moins prolongée de ses parents, doit-elle conduire à une vision *statique*, *a-historique* de l'individu (et des sociétés) ?

Prenons un exemple, pour faire une analogie un peu simplette. D'au-

tres « permanences » sont inscrites dans notre « nature » : les « besoins » alimentaires, le ciel sur notre tête et la terre sous nos pieds, etc. est-ce à ce niveau que se constitue notre « histoire » (individuelle ou collective) ? Sûrement pas. L'être humain n'est en aucune façon assujéti à sa « nature » : il se libère de la pesanteur par toutes sortes de moyens particuliers, l'organisation de la production des biens matériels relatifs à la satisfaction de ses « besoins » alimentaires se situent au niveau de structures sociales appelées « rapports de production ».

Fausse querelle et vrais problèmes

Nous ne reprochons pas à la psychanalyse (à certains psychanalystes) de se désintéresser des forces productives et des rapports de production. Ce n'est pas son objet propre. Ce qui nous indispose, c'est quand elle prétend « expliquer » les faits de culture ou les mouvements sociaux uniquement sur la base des mouvements de l'énergie pulsionnelle ou en termes libidinaux, ce qui, immanquablement lui fait rater les *innombrables et complexes médiations* nécessaires à l'élucidation de problèmes situés à un *niveau spécifique* de l'existence humaine.

Cependant — et c'est ce qui nous montre la complexité des choses —, l'homme n'est pas assujéti à sa « nature », puisque toute son histoire est celle de son effort pour s'en libérer. *Mais il ne peut pas se libérer de sa « nature » en la niant* : le fait pour l'être humain d'avoir été l'enfant que nous savons, ne doit pas être inutile pour la compréhension — comme *médiation*, entre de multiples autres, du *phénomène religieux* et de la *foi* en particulier, par exemple (ou de l'émergence du « besoin » éthique, ou de l'existence du fait esthétique, etc).

Ainsi, *la psychanalyse n'est pas une anthropologie* : elle est *spécifique*, non exhaustive. Le problème, c'est d'étudier le niveau de sa spécificité. Grâce à quoi il sera possible d'en intégrer les éléments au sein d'une anthropologie marxiste améliorée.

Enfin, un dernier problème. La psychanalyse, par son effort de démythification, en dévoilant « l'inconscient individuel » qui informe à distance nos actions, en montrant l'impact de la sexualité sur l'existence humaine se veut doctrine de « libération », voire même « révolutionnaire ». C'est là une singulière naïveté : « dévoiler » la structure de l'atome n'est pas plus — ni moins —, bouleversant, et la révolution copernicienne avait autrement plus d'au-

thenticité. C'est donc au niveau de la sexualité que se situe l'impact « révolutionnaire » : mais c'est là encore l'illusion « petite-bourgeoise » (fort à la mode de nos jours, et ce n'est pas par hasard) selon laquelle la « révolution sexuelle » doit précéder, promouvoir, ou « aider » la révolution politique.

Malheureusement, l'expérience montre tous les jours que les classes dirigeantes, en tant que *classes* s'accroissent fort bien des exhibitions (pseudo) érotiques issues des confusions actuelles entre snobisme et culture : au contraire, la « fesse », si elle fait (soi-disant) peur au « bourgeois », remplit par ailleurs son coffre-fort.

Et « le » psychanalyste ?

Ainsi, la psychanalyse, en tant que telle, n'est ni « révolutionnaire », ni « réactionnaire ». Le psychanalyste, par son statut social, est conservateur ou réformiste. (Il peut, l'espace d'un printemps perturbé, être éventuellement « gauchiste »). Aussi, son « idéologie » (parce que, si en tant que psychanalyste, il est le sujet d'une « démythification » ; en tant qu'individu social, il est victime, comme tout le monde, de « l'idéologie » qui résulte de son statut socio-économique), son « idéologie » le porte à interpréter ou à théoriser les résultats de sa pratique en termes pessimistes ou réactionnaires. Il dira (comme tous les Pascal attablés à de multiples comptoirs) « l'homme sera toujours... l'homme » : son vocabulaire prestigieux lui donnera l'illusion du vertige métaphysique.

Voici donc quelques réflexions rapides et superficielles sur un problème complexe, difficile, et — nécessairement — toujours ouvert.

On pourra (à juste titre), nous reprocher notre manque de rigueur. On pourra dire que nos « problèmes » sont l'effet d'une psychanalyse insuffisante (quantitativement ou qualitativement). Mais comme on est toujours le « mal psychanalysé » de quelqu'un, cela ne nous fait ni chaud ni froid. Notre souci est avant tout celui de nos responsabilités idéologiques. On pourra « psychanalyser » ce « souci de la responsabilité » : mais comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, nous y avons déjà pensé.

Cependant, ces quelques (fausses) objections ne sont pas que des boutades : si la psychanalyse (à travers certains de ses adeptes) est tellement sourcilleuse quand on l'interroge, quels sont les « bénéfiques secondaires » de ce refus, sur soi-même, de « l'exercice du soupçon » ?

La connaissance des phénomènes économiques, sociaux et culturels qui se produisent dans les pays socialistes est indispensable à la culture politique d'aujourd'hui. Des transformations profondes y affectent le développement des forces productives, de même que les rapports de production, ainsi qu'en témoignent les réformes de la gestion économique en cours dans plusieurs pays. Au niveau des superstructures, les formes d'organisation de l'Etat, la vie politique, la vie culturelle, le mode de vie enfin, y subissent des évolutions, voire à l'occasion, des tensions. Il s'agit en premier lieu, pour les nations socialistes d'Europe, d'une situation que les partis communistes et ouvriers réunis en juin dernier à Moscou, se sont accordés pour caractériser comme « l'élaboration et l'application de formes économiques et politiques, plus perfectionnées, correspondant aux exigences de la société socialiste développée qui repose désormais sur une nouvelle structure sociale. »

L'étude entreprise ci-après concerne précisément la structure sociale du premier et du plus puissant des pays socialistes, l'Union Soviétique. Elle prend place dans une série d'articles et de dossiers sur « la marche du socialisme », que La Nouvelle Critique publie systématiquement. Le dossier du cinquantenaire d'Octobre, celui sur la Hongrie dans notre numéro de novembre (dont le grand retentissement nous est un précieux encouragement), la traduction de travaux de théoriciens et de dirigeants de plusieurs pays, les études de spécialistes français que nous avons publiés sont connus de nos lecteurs. D'autres sont en préparation et paraîtront en cours d'année.

On trouvera ci-dessous un aperçu des conséquences sociales du développement rapide des forces productives en U. R. S. S. au cours des deux dernières décennies. Une analyse plus poussée de cette structure sociale et des catégories qu'on peut y reconnaître sera proposée ultérieurement. Elle portera en particulier sur l'apparition de nouvelles couches, l'évolution des anciennes, les critères de leur définition, les rapports qu'elles entretiennent et leur rôle respectif.

Situation des classes sociales en U. R. S. S.

Francis Cohen

Pour tenter de comprendre l'évolution de l'Union Soviétique, il est essentiel de connaître l'évolution de sa structure sociale.

Le développement rapide des forces productives qui caractérise les sociétés socialistes créées jusqu'à maintenant entraîne des modifications des rapports de production. Du moins, il les appelle, et la façon dont progresse ou non l'interaction des deux facteurs du mode de production détermine les traits principaux de la vie économique, sociale, politique et culturelle. De la structure de classes et des rapports entre classes découle le rôle et la fonction de l'Etat, lequel, en retour, agit sur cette structure et ces rapports.

Nous venons de rappeler le schéma classique de l'analyse marxiste. Mais nous pouvons nous demander s'il est légitime de l'appliquer en régime socialiste. Que sont les classes en U. R. S. S. par exemple ? Si elles existent encore, quels sont leurs rapports mutuels ? De nouvelles classes

se créent-elles, ou de nouveaux climats sociaux ? Quelles contradictions se manifestent, quelles lois se dégagent ? Que signifie « l'Etat du peuple entier » succédant à la dictature du prolétariat et, plus largement, qu'est la démocratie socialiste ?

La réponse à ces questions ne permet pas seulement de confirmer ou d'infirmer d'anciens schémas. Elle conduit à la compréhension des problèmes réels.

Au cours de ces dernières années, les économistes, sociologues, historiens et philosophes soviétiques se sont fortement préoccupés de ces questions. De nombreuses discussions ont eu lieu sur la base d'études statistiques et sociologiques. Une assemblée de plusieurs centaines de chercheurs s'est tenue en 1966 à Minsk, et cet échange d'opinions a conduit à la publication, fin 1968, de deux ouvrages collectifs sur « les problèmes de la transformation de la structure sociale de la société soviétique (problèmes de méthode) » et sur

« les classes, les couches et les groupes sociaux en U. R. S. S. ». Plusieurs livres et de multiples articles traitent des mêmes thèmes.

Le prolétariat, classe antagonique de la bourgeoisie dans la société capitaliste, devient classe dominante dans une société sans exploités. Cette transformation fondamentale entraîne-t-elle la disparition progressive de son rôle en tant que classe sociale ? Cette notion même de classe sociale change de contenu ; peut-être même perd-elle son importance, voire sa réalité ?

Dans les débats récents, certains sociologues ont proposé de considérer qu'il n'y avait plus de classes en U. R. S. S., mais seulement des « couches sociales » ; d'autres ont suggéré que les frontières des classes se déplacent. Mais l'opinion a prévalu que rien ne permettait d'anticiper ainsi sur le développement social et de confondre le socialisme, même développé, avec le communisme. Il y a toujours des types différents de rap-



Eve Arnold — Magnum

ports aux moyens de production ; la division sociale du travail subsiste.

Mais, en même temps, deux phénomènes fondamentaux ont été soulignés :

1. On constate une tendance très forte à l'homogénéisation de la société. Les différences entre les classes se réduisent, les frontières entre catégories s'estompent, des chevauchements se produisent.

2. A côté des distinctions de classe, il convient de donner une grande importance à la division de la société en *groupes sociaux* qui, selon les uns, se situent à l'intérieur des classes, et selon d'autres sont indépendants d'elles. Cette division tient aux différences de position dans le système de production, aux divers niveaux de qualification de travail effectué. Les différenciations peuvent être verticales (par exemple : travail de direction et organisation, travail d'exécution) ou horizontales (par exemple différence entre la ville et la campagne).

En un premier temps, cette étude cherchera à produire des éléments de description de la structure sociale soviétique, telle qu'elle est et telle qu'elle a évolué dans les deux dernières décennies. A partir de ces données de fait, on se proposera ultérieurement d'examiner les rapports entre classes et groupes sociaux et leur traduction dans la vie sociale et politique de l'Union Soviétique.

Première classification

En 1918, Lénine dénombrait cinq « types économiques et sociaux » : l'économie patriarcale (naturelle), la petite production marchande (surtout paysanne), le capitalisme privé, le capitalisme d'Etat, le socialisme (un sixième type, correspondant à la grande propriété foncière, avait été éliminé d'entrée de jeu par la nationalisation de la terre et sa distribution aux paysans). Moins de vingt ans plus tard, le socialisme était devenu pratiquement exclusif. Actuellement, l'Etat est propriétaire de tous les moyens de production industrielle et de la quasi-totalité des moyens d'échange. Les moyens de production agricole sont partagés entre l'Etat (sovkhozes) et les coopé-

tives de paysans producteurs (kolkhozes).

En sorte que, si l'on s'en tient au critère des rapports aux moyens de production, la classification sociale est extrêmement simplifiée. La littérature politique ou spécialisée et la statistique distinguent deux grandes catégories :

- a) les *ouvriers et employés*, qui travaillent dans les entreprises, administrations ou services appartenant à l'Etat et qui sont « liés à la propriété d'Etat » ;
- b) les *paysans coopérateurs* des kolkhozes qui sont « liés à la propriété de groupe ».

Des hésitations persistantes se manifestent quand il s'agit de délimiter du point de vue de classe la première catégorie. Pour les ouvriers, les choses sont simples ; le langage courant et la plupart des théoriciens leur réservent le terme de « classe ouvrière ». Les « employés » représentent les fonctionnaires de toutes catégories et les employés proprement dit ; les intellectuels font donc presque toute partie de cette catégorie. Le mot « intellectuel » n'est pas d'usage courant en russe ; on classe dans les « travailleurs intellectuels » tous ceux dont le travail n'est pas manuel ; et on appelle « spécialistes » ceux qui ont fait des études techniques ou supérieures ou qui occupent des fonctions correspondant à ce niveau d'instruction et à cette place dans la division sociale du travail ; l'« intelligentsia » regroupe ces spécialistes, les « créateurs » du domaine artistique et les gens de culture. Ces chevauchements méthodologiques laissent assez flous les limites de la catégorie intellectuelle, qui est considérée comme formant une « couche sociale » distincte n'appartenant pas aux deux classes fondamentales, les ouvriers et les kolkhoziens. On abou-

tit donc à la répartition classique (qui, on le remarquera, laisse les employés proprement dit dans une sorte de *no man's land*) :

- classe ouvrière
- classe kolkhozienne
- couche sociale intellectuelle.

Ceci dit, quelques chiffres. D'abord, la répartition de la population totale entre les deux grands secteurs (voir ci-dessous tableau 1).

Ainsi, en trente ans, le rapport entre le secteur salarié (de l'Etat) et le secteur coopératif de production passe, en gros, de l'égalité au quart. Première constatation.

Pour compléter le tableau par un bref rappel d'une période antérieure que nous laissons ici de côté, il faudrait tenir compte de quelques données complémentaires :

- a) les « ouvriers et employés » étaient en 1928, au début des plans quinquennaux d'industrialisation, 17,6 % de la population ;
- b) au même moment, les paysans et artisans individuels étaient 74,9 % ;
- c) les paysans et artisans individuels sont passés de 2,6 % en 1939 à 0,3 % en 1959 et 0,03 % en 1968 ;

d) les artisans se sont peu à peu groupés en coopératives ; ces artisans coopérés formaient 2,3 % en 1939 (les coopératives ont été progressivement rattachées à l'industrie d'Etat et figurent donc maintenant dans le secteur d'Etat).

Passons maintenant à la classe ouvrière proprement dite.

La classe ouvrière

Cette catégorie comprend les ouvriers d'industrie, ceux du bâtiment, ceux des transports et télécommunications, ceux des services publics et les ouvriers agricoles des sovkhozes. Leur nombre total a doublé depuis 1950 et ils forment actuellement à

Répartition de la population totale

Tableau 1

	1939	1959	1968
ouvriers et employés	50,2	68,3	77,7
kolkhoziens	47,2	31,4	22,3

eux seuls plus de la moitié de la population active (37,7 % en France) (voir tableau 2).

est naturellement la paysannerie. Et ceci de trois façons différentes :

a) le recrutement de jeunes

ouvriers (ouvriers des sovkhozes non compris) à 300 000 de 1959 à 1965, date à partir de laquelle l'exode rural se trouve progressivement freiné par de nets progrès de la campagne soviétique.

Enfin, parmi les sources collectives de modification dans la répartition sociale, il faut mentionner dans un sens le passage des artisans coopérateurs à la situation d'« ouvriers et employés » (un demi-million en 1956, un million et demi en 1960) et dans l'autre le passage dans les kolkhozes de plus d'un million d'ouvriers des stations de machines et tracteurs supprimées à partir de 1954.

Deuxième question : comment se répartissent ces contingents massifs ? En première analyse, de façon assez homogène, si on met à part le problème des sovkhozes. De 1950 à 1967, le coefficient d'augmentation est de 2,1 pour l'industrie, qui garde et accentue sa prééminence, de 2,0 pour le bâtiment, de 1,9 pour les autres secteurs pris en bloc (tableau 3).

Les jeunes vont plus volontiers à l'industrie (qui compte 54 % de moins de trente-cinq ans pour une moyenne globale de 49 %) et à la construction (61 %). Les sovkhozes, quant à eux, n'ont que 44 % de moins de trente-cinq ans.

Les statistiques permettent de serrer de plus près le problème en suivant la croissance des grandes branches industrielles. On ne s'étonnera pas de voir progresser plus vite les industries de base. Pour une progression totale de la production industrielle de 5,9 fois de 1950 à 1968, la production d'électricité a augmenté de 8,5 fois, celle du secteur des constructions mécaniques-transmutations des métaux de 10,6 fois, celle de la chimie et de la pétrochimie de 11 fois. En même temps, pour une progression moyenne dans l'industrie de 30 %, la main-d'œuvre occupée dans les branches industrielles citées a augmenté respectivement de 48 %, 50 % et 81 %. Les moins de trente-cinq ans y sont 54,57 % et 58 % (moyenne générale : 54 %).

Bien entendu, ces chiffres recouvrent des réalités autrement plus complexes. La croissance rapide d'un

Nombre d'ouvriers occupés en U.R.S.S. (en millions)

Tableau 2

1928	1940	1945	1950	1960	1968
8,5	22,8	19,7	27,7	44,4	59,2

Ouvriers occupés par grands secteurs (millions)

Tableau 3

	1950	1960	1968
industrie	12	18,5	24,7
agriculture	2	6	8
construction	3,5	5,5	6,9
transports, services et divers	10,5	14	19,6

Première question : d'où viennent ces nouveaux ouvriers ?

D'abord de l'accroissement naturel de la population qui a été de 34 % de 1950 à 1969.

Ensuite d'un afflux de femmes dans la production. Cet afflux s'est produit surtout dans la période d'industrialisation initiale : le pourcentage des femmes dans la catégorie « ouvriers et employés » passe de 24 % en 1928 à 39 % en 1940. Pendant la guerre, les femmes remplacent les hommes : le pourcentage est de 56 % en 1945. Puis, les femmes restent à l'usine, mais la population masculine se reconstituant, le pourcentage retombe à 47 % pour s'élever ensuite lentement jusqu'à 50 %. Ces chiffres concernent le pourcentage global. Si on regarde la situation dans les grands secteurs, en 1968, nous trouvons 47 % de femmes dans l'industrie, 27 % dans le bâtiment, 24 % dans les transports, 43 % dans les sovkhozes. Elles sont par contre en forte majorité dans le commerce, les télécommunications, l'enseignement, la santé publique.

Mais la source principale de l'accroissement de la classe ouvrière

par les écoles professionnelles et techniques ;

b) le passage en bloc des kolkhoziens dont les kolkhozes deviennent sovkhozes dans les rangs des ouvriers agricoles ;

c) le recrutement direct à la campagne par les entreprises. C'est la forme numériquement la plus importante.

Il a été fait principalement appel à cette source dans la période des premiers plans quinquennaux, de 1926 à 1940, et dans la période de reconstruction d'après-guerre (ce qui n'a pas favorisé dans un premier temps le relèvement des campagnes dévastées et décimées). De 1945 à 1950, 140 000 kolkhoziens par an devenaient ouvriers des villes. Les difficultés de la campagne, jointes aux besoins de la ville, firent monter ce nombre à 660 000 de 1951 à 1953 : les premières améliorations dans les kolkhozes le firent retomber à 140 000 de 1954 à 1958, une nouvelle accentuation des disparités dans les conditions de vie se traduit par l'élévation de la moyenne annuelle du nombre des kolkhoziens devenant



Eve Arnold — Magnum

secteur de pointe ne signifie pas que cette croissance soit *assez* rapide. La progression des effectifs d'une branche nouvelle n'a de sens que rapportée à la productivité atteinte, et l'économie soviétique est loin d'être satisfaite d'elle-même à ce sujet. Mais il s'agit pour le moment d'autres problèmes.

Toutes les données précédentes concernent des moyennes, prenant l'Union soviétique comme un bloc. Or, la diversité et l'étendue sont des facteurs essentiels de la réalité soviétique. L'industrialisation a eu parmi ses premiers buts d'équiper des régions entières. Il s'agissait :

a) de mettre en valeur d'immenses territoires aux énormes ressources naturelles (Sibérie, Extrême-Orient) ;

b) de faire pénétrer l'industrie et son cortège de transports, constructions, écoles et services dans les régions les moins développées ;

c) de transformer le mode de vie des Républiques d'Asie centrale et de Transcaucasie encore semi-féodales il y a un demi-siècle, et celui de pays capitalistes agraires rentrés au sein de l'U.R.S.S. en 1940, essentiellement les Républiques baltes.

C'est pourquoi les effectifs de la classe ouvrière se sont accrus se-

lon des rythmes très différents selon les régions. Ainsi, de 1940 à 1967, ces effectifs (ouvriers et employés) ont augmenté de deux fois et demie en moyenne pour toute l'U.R.S.S., mais de plus de trois fois en Asie centrale, de trois à six fois dans les pays baltes, de près de huit fois en Moldavie (qui, en 1940, n'avait pratiquement pas d'industrie), de trois fois enfin en Sibérie et en Extrême-Orient. Le *tableau 4* donne à ce sujet quelques données plus précises.

Ces choses ne vont pas sans difficultés. Les migrations de main-d'œuvre ne suivent pas toujours les proportions désirées, et vont parfois jusqu'à les inverser. Par exemple, malgré les besoins de main-d'œuvre liés à la construction de géants industriels en Sibérie orientale, besoins qui sont grands malgré le haut niveau technique de ces entreprises modernes, le taux d'accroissement du nombre des ouvriers y a été ces dernières années au-dessous de la moyenne soviétique. Pour l'ensemble de la population, la Sibérie a connu plus de départs que d'arrivées, alors que des régions plus riches et au climat plus hospitalier, comme le Kouban ou le Sud-ukrainien, connaissaient un afflux qu'elles étaient loin de pouvoir occuper. Les solutions en cours con-

sistent à améliorer fortement les conditions de vie matérielles et culturelles des nouvelles zones sibériennes en voie d'industrialisation.

Autre aspect : dans les républiques nationales, à population mélangée, la classe ouvrière a été d'abord formée en grande majorité par les ouvriers russes. Mais les populations autochtones se sont rapidement familiarisées avec le travail industriel et, là encore, l'homogénéisation a fortement progressé. Par exemple : les deux derniers recensements fournissent les données suivantes : en Ouzbékistan, il y avait 36,5 % d'Ouzbeks dans la classe ouvrière en 1939 et 43 % en 1959 (pour une proportion d'Ouzbeks dans la population totale de 62,2 %) ; en Azerbaïdjan, la progression est de 29 à 47,7 % (67,5 % d'Azerbaïdjanais dans la population) ; en Géorgie de 35,7 à 48,9 % (64,3 % de Géorgiens). Des renseignements concordants donnent à penser que, dans ces régions, la proportion des autochtones est particulièrement grande parmi les cadres dirigeants et dans les professions peu qualifiées, alors qu'il reste beaucoup à faire pour les catégories de moyenne qualification et de cadres moyens.

Troisième question. La qualifi-

Répartition des ouvriers par régions

Tableau 4

	% des ouvriers dans la totalité des ouvriers soviétiques			% des ouvriers et employés dans le total soviétique		% d'augmentation du nombre total d'ouvriers et d'employés	
	1940	1966	1967	1940	1966	1940-1967	1940-1966
Toute l'U.R.S.S.	100	100	100	100	100	235	243
Kazakhstan	2,8		5,3				476
Ouzbekistan	2,1		2,7				304
Kirghizie	0,5		0,8				320
Tadjikistan	0,4		0,6				332
Lituanie	0,6		1,2				581
Lettonie	0,8		1,1				358
Estonie	0,6		0,7				330
Moldavie	0,3		0,9				765
Sibérie occident.				4,1	5,9		
Sibérie orientale				3	3,4		
Extrême Orient				2,3	2,9		
Ukraine	19,4		17,6			361	286
Centre	19,7		14,7			316	

Travailleurs ayant étudié 7 classes et plus (% de la catégorie)

Tableau 5

	1939	1959	1964	1967
Spécialistes et employés	51,9	89,3	92	92,8
Ouvriers	8,2	38,6	44	50
Kolkhoziens	1,8	22,6	26	33
Total production active	12,3	43,3	50	56,4

cation des ouvriers augmente très rapidement. Dans l'industrie, et plus encore dans le bâtiment, la proportion des ouvriers des catégories professionnelles inférieures diminue avec la mécanisation et l'élévation du degré d'instruction générale. Certes, plus de 45 % des ouvriers exécutent encore des travaux purement manuels, à cause de l'insuffisante mécanisation des travaux de manutention et du nombre excessif de pièces à exécuter en petite série dans des usines trop peu spécialisées. Mais les professions de ce type cèdent le pas à celles qui font appel à une part croissante d'activité intellectuelle.

Le niveau d'instruction de la population active est donné par le tableau 5.

Une décomposition par tranches d'âge ferait apparaître une augmentation du niveau et une réduction des inégalités encore bien plus grandes dans les tranches les plus jeunes. La scolarité a été prolongée jusqu'à quinze-seize, puis jusqu'à dix-huit ans (cet âge doit être effectivement atteint l'année prochaine). L'origine principale des nouveaux ouvriers devient donc l'école. En 1966, sur 2 600 000 jeunes gens et jeunes filles qui ont terminé leurs dix ans d'études, un peu plus de 400 000 sont entrés dans l'enseignement supérieur à plein temps, 500 000 sont allés dans des écoles professionnelles et 1 400 000 sont entrés directement dans la production.

On estime actuellement que les jeunes ne doivent plus être manœuvres, mais monter l'échelle des qualifications et continuer par la suite à se recycler, ce qui correspondra à une modernisation beaucoup plus généralisée et rapide que par le passé.

Au stade actuel, on entend souvent dire en U. R. S. S. que le niveau d'instruction générale est en moyenne plus élevé que ne le nécessite l'état de la technologie. Mais il n'en est pas de même, au départ du moins, pour la formation professionnelle, parfois insuffisante, parfois inadaptée aux besoins. Cela pose un nombre considérable de problèmes concernant le contenu de l'enseignement général, la place de l'enseignement professionnel, la création d'un système d'orientation. Quant à l'« excès » d'instruction, il ne constitue pas seulement une réserve pour la requalification exigée par le progrès scientifique et technique ; il tient à ce que le travailleur soviétique ne se sert pas de son instruction seulement dans l'exécution de sa tâche parcelaire : il doit « penser » son travail, participer à l'organisation de la production, se préparer aux tâches que la promotion sociale permanente lui permet, prendre part à la vie sociale et politique, et avoir une vie culturelle propre. Il y a là une incitation au développement de la démocratie aux divers niveaux qui est de la plus grande importance. Nous reviendrons plus en détail sur ces problèmes dans une seconde partie de cette étude.

La paysannerie

Pays rural avant la Révolution, l'U. R. S. S. a amorcé avec retard, mais d'autant plus rapidement, le processus d'urbanisation déjà fort avancé dans les pays industriels comme la Grande-Bretagne. De grandes villes se sont créées, des bourgs sont devenus des villes, des millions de paysans ont quitté la terre. La population urbaine était de 18 % en

1913, 39 % en 1950, elle atteint 56 %.

Pourtant, l'accroissement naturel de la population compensant ces mouvements, la population rurale n'a pas sensiblement varié en chiffres absolus de la veille de la première guerre mondiale à la veille de la seconde : 130 millions d'âmes environ. Décimée par la guerre, elle connaît depuis vingt ans un nouveau palier, légèrement descendant (109 millions en 1950, 105 en 1969).

Mais ce palier dissimule des changements considérables. Le secteur d'Etat a progressivement gagné au village même.

1. Des ouvriers, employés et intellectuels travaillant à la ville continuent cependant à vivre dans les villages environnants.

Mais l'extrême dispersion des villages, leur éloignement difficile à imaginer, leur isolement par les intempéries donnent toute leur importance à l'implantation d'industries, d'organismes du bâtiment ou des transports, et au développement de divers services, phénomènes qui en sont à leur début.

2. L'équipement culturel des campagnes y occupe un grand nombre d'intellectuels : 23 % du personnel de santé, 38 % des enseignants, un demi-million de spécialistes, agronomes, zootechniciens et autres.

3. Le secteur agricole d'Etat (sovkhozes et exploitations vivrières auxiliaires des entreprises et administrations) s'est beaucoup développé. Il y avait 5 000 sovkhozes en 1950, 13 000 en 1967 ; ils occupaient 2,4 millions de travailleurs (dont 2,2 millions d'ouvriers) en 1950 ; 6,3 en 1960 ; 8,7 en 1967 (dont 8 millions d'ouvriers). Il y a eu création de nouveaux sovkhozes (notamment sur les terres vierges, où se trouvent la moitié de la superficie occupée par les sovkhozes), avec parfois l'arrivée en nombre important de volontaires venus des villes (croisant l'exode rural classique). Il y a eu aussi transformation de certains kolkhozes en sovkhozes : de 1960 à 1967 plus de 4 millions de kolkhoziens sont ainsi devenus ouvriers agricoles. Mais ce processus n'est pas destiné à s'accélérer, bien au contraire, et nous



Marc Reboud — Magnum

verrons ultérieurement que le récent Congrès des kolkhoziens (novembre 1969) a au contraire signifié que la forme coopérative d'exploitation du sol a encore un long avenir devant elle.

Comme résultante de ces mouvements, on comptait en 1966 dans la population rurale autant de travailleurs du secteur d'Etat (18 300 000) que de kolkhoziens (18 600 000).

On s'aperçoit tout de suite qu'on ne retrouve dans ce chiffre que le tiers de la population rurale, alors que pour l'ensemble de la population, la partie active représente environ 47 %. Il y a à cela deux raisons principales.

a) Les facteurs de population. La natalité est plus forte à la campagne et les moins de vingt ans y sont relativement plus nombreux, mais par contre, l'exode rural concerne surtout les jeunes de vingt à trente ou trente-cinq ans. Il en résulte que les campagnards entre vingt et cinquante ans étaient (en 1959) 36,1 %, alors que les citadins du même âge étaient 42,6 %. Enfin la proportion de femmes est légèrement plus grande à la campagne qu'à la ville. En bref, les personnes en âge de figurer dans la « population active » sont relativement moins nombreuses.

Nous touchons là une des contradictions de la société soviétique actuelle : la production moderne, les professions techniques et scientifiques ont besoin de jeunes dynamiques et cultivés ; c'est vrai aussi pour l'agriculture, sans quoi l'effort actuel de mécanisation, d'électrification, de « chimisation » et en général de modernisation ne pourra pas aller au rythme nécessaire : il faut donc retenir aux champs des jeunes qui risquent de manquer à l'usine. Comme un effort considérable est fait actuellement dans ce sens, on peut prévoir que dans les prochaines années, il y aura quelques modifications dans la répartition par âge des travailleurs ruraux. Les jeunes restent davantage à la campagne sans que les moins jeunes la quittent pour autant. De ce fait, la population rurale restera relativement nombreuse.

b) Environ dix millions de personnes ne travaillent que sur l'enclos

individuel des ruraux. Nous disons bien ruraux, et non kolkhoziens, car les travailleurs des sovkhoses, les ouvriers, employés ou intellectuels des villages possèdent aussi leur lopin (ces catégories cultivaient ensemble en 1968 plus de 3,7 millions d'hectares d'enclos individuels, pour 4,9 millions cultivés par les kolkhoziens). Pour les neuf dixièmes, il s'agit de femmes, soit âgées, soit mères d'enfants en bas âge.

Pour compléter le tableau de la structure sociale de la campagne soviétique, il faut tenir compte de quelques éléments supplémentaires.

1. La population occupée dans les exploitations agricoles était évaluée en 1968 à 33,5 millions de personnes dont 30 millions occupées directement à des travaux agricoles : 18 100 000 kolkhoziens et 9 400 000 travailleurs des sovkhoses et exploitations assimilées, auxquels il fallait ajouter :

a) les personnes ne travaillant que dans l'enclos, dont la statistique estimait que le temps passé équivalait à celui de 5 500 000 travailleurs à plein temps ;

b) les travailleurs venant d'autres secteurs en renfort dans les périodes de gros travaux (élèves des écoles, étudiants, ouvriers, etc.), et dont la statistique estime le nombre à l'équivalent de 500 000 travailleurs annuels sans doute en divisant le nombre de journées travaillées par cette main-d'œuvre d'appoint par le nombre égal de journées de travail par an. Il peut paraître étonnant à première vue que l'agriculture soviétique qui, on vient de le voir ne manque pas de bras, ait ainsi besoin du renfort de millions de personnes

pour les semailles et surtout pour les diverses récoltes. Mais il faut songer à l'extrême brièveté de la période de végétation qui vient aggraver les manques de matériel et les défauts d'organisation dont peut encore souffrir la jeune agriculture socialiste. Les délais draconiens imposés par le climat obligent à faire marcher les machines 24 heures sur 24 pendant les jours comptés dont on dispose, par exemple, entre la maturité du blé et les pluies qui transformeront les champs en océans de boue. D'ailleurs, l'agriculture américaine n'agit pas autrement, quand elle emploie des centaines de milliers de misérables cueilleurs de fruits et autres manœuvres agricoles que Steinbeck, entre autres, a rendus familiers. Et nos vendanges elles-mêmes ne mobilisent-elles pas des masses de travailleurs qui, le reste de l'année, ne sont pas dans l'agriculture ? Le problème posé est celui de l'agriculture dans son ensemble et de la quantité de machines qui peut lui être fournie ; ce problème n'est certes pas encore pleinement résolu.

2. Le nombre de kolkhozes a diminué par concentration et fusion de 121 400 en 1950 à 44 000 en 1960 et 35 600 en 1968. Ils deviennent donc de très grandes exploitations, dont l'équipement se modernise. En moyenne, les kolkhozes ont 6 000 hectares de terres cultivables. Ils disposent d'une puissance de 6,7 CV par travailleur (environ 1,5 en 1950, 4,3 en 1960) dont, en gros 10 % sont fournies par l'électricité, 1 % par le bétail de trait et le reste par les moteurs de leurs tracteurs, camions et autres machines agricoles.

3. Sur les 18 millions de membres des kolkhozes, 2 millions sont

Population active agricole (en millions)

Tableau 6

	1950	1960	1968
Kolkhoziens	27,6	22,3	18
Travailleurs des sovkhoses	2,4	6,3	8,5
Membres des familles occupés dans l'enclos individuel (1959)		9,8	
Total		38,4	

des chauffeurs, mécaniciens conducteurs de tracteurs et machines agricoles. Plusieurs centaines de milliers sont des chefs d'équipe et autres cadres.

Le tableau 6 reprend quelques-unes des données moyennes (insistons sur ce terme) dont nous disposons pour servir de base à une appréciation de la structure sociale de l'agriculture soviétique.

Ici aussi, il serait intéressant de suivre les changements par régions. On s'apercevrait que, dans la majorité des républiques nationales, la population agricole augmente encore en chiffres absolus, bien qu'elle

baisse relativement, que les conditions climatiques et les inégalités de l'équipement et du niveau de vie entraînent encore des migrations.

Les intellectuels

Commençons par situer l'évolution numérique du groupe social des intellectuels dans l'évolution générale de la population active. Pour cela, adressons-nous une fois de plus à la statistique soviétique. Avec le pourcentage de la catégorie dans le total, nous ferons figurer la part du produit social brut (P. S. B.) provenant du travail de la catégorie. (Tableau 7.)

Si le plus fort accroissement de main-d'œuvre revient à l'industrie en chiffres absolus, c'est le secteur culturel qui, relativement, a augmenté le plus. Ceci est précisé par le détail de ce qui se passe dans les divers secteurs, c'est-à-dire par l'augmentation du nombre des intellectuels entraînés par le progrès technique, scientifique et culturel.

Dans l'industrie, par exemple, la proportion des ouvriers dans l'ensemble du personnel, qui était apprentis compris de 79 % en 1940 et de 82,4 % en 1950, continue à augmenter jusque vers 1960 (84,5 %), puis commence à baisser (83,5 % en 1965, 82,7 % en 1968), cependant que la proportion des ingénieurs et techniciens augmente : 8,3 % en 1950, 9 % en 1960, mais 10,5 % en 1965 et 11,6 % en 1968. Depuis 1960, le nombre des techniciens et ingénieurs augmente plus vite que celui des ouvriers (celui des employés augmentant plus lentement et leur proportion stagnante à 4 %).

Le phénomène est plus marqué encore dans la construction, où la proportion des ingénieurs et techniciens passe de 7 % en 1940 et 7,5 % en 1960 à 9,2 % dès 1965, et à 13 % en 1968.

En chiffres absolus, maintenant, les spécialistes (définis comme il a été indiqué plus haut) sont actuellement plus de vingt millions. Ceux d'entre eux qui exercent leur activité (c'est-à-dire sans compter les retraités) était 3 millions en 1950, 9 millions en 1960, 15 millions en 1968 et doivent approcher 20 millions à la fin de l'année qui commence. L'enseignement supérieur en forme environ un demi-million par an, l'enseignement technique et pédagogique environ huit cent mille. La progression est, de 1950 à 1968, de 5,4 fois pour les ingénieurs, 5,1 fois pour les travailleurs scientifiques, 2,3 fois pour les enseignants (primaire et secondaire (tableau 8)).

Une autre statistique, qui nous donnera en même temps un aperçu de l'évolution de la catégorie des employés, porte sur l'ensemble des travailleurs « dont le travail n'est pas essentiellement manuel ». Elle concerne la répartition de la popu-

Pourcentage de la population active et du produit social brut par secteur

Tableau 7

	1950		1960		1968	
	Pop. act.	PSB	Pop. act.	PSB	Pop. act.	PSB
Industrie	23	62	26	62	28,5	65
Construction	4	11	6	11	7,5	10
Agriculture	48	16	39	16	29	15
Transports et télécommunications	5	4	7	4	8	4
Commerce	5		6		7	
Enseignement, santé, culture, science	8	7	11	7	15	6
Administration	3		2		2	
Divers	4		3		3	

Nombres de spécialistes

Tableau 8

	1950	1960	1967
Ingénieurs	400 000	1 135 000	2 170 000
Techniciens		1 956 000	3 803 000
Médecins	265 000	431 700	618 000
Enseignants (Enseignement général)	1 475 000	2 043 000	2 595 000
Travailleurs scientifiques	162 500	354 200	823 000
Etudiants (Enseignement supérieur)		2 400 000	4 470 000
Elèves de l'enseignement technique et pédagogique		2 060 000	4 260 000



Eve Arnold — Magnum

Intellectuels dans la population active

Tableau 9

	1926	1939	1959	1967
Cadres des entreprises de l'Etat	266 000	1 214 000	1 372 000	1 085 000
Ingénieurs et techniciens	249 000	1 951 000	4 683 000	7 070 000
Services de santé	182 000	680 000	1 702 000	2 590 000
Enseignants, scientifiques, artistes	463 000	2 039 000	3 593 000	5 050 000
Juristes	26 000	62 000	79 000	83 000
Télécommunications	64 000	265 000	476 000	565 000
Commerce	313 000	1 626 000	2 268 000	2 715 000
Finances et planification	577 000	3 102 000	3 502 000	3 715 000
Total	2 888 000	13 821 000	20 495 000	27 360 000

lation active, et rapproche les résultats de 1967 de ceux des recensements de 1926, 1939 et 1959 (tableau 9).

Nous sommes donc en présence d'une structure sociale en évolution très rapide sous l'influence de l'évolution des forces productives et d'une

politique orientée en permanence vers l'industrialisation et le développement technique et culturel. Elle est marquée dans les dernières années par un fléchissement relatif de l'occupation dans les secteurs de la production matérielle (de 83,4 % en 1950 à 78,7 % en 1968).

Si nous nous posons, ici comme plus haut, la question de la répartition géographique et nationale, nous constaterons encore, avec des inégalités, une tendance générale à l'homogénéisation.

Mais il faut maintenant nous demander quels sont les rapports entre les différentes catégories que nous avons dénombrées, comment sont définies leurs limites, comment celles-ci évoluent. Avec le sort des classes, nous devons explorer celui des individus, nous poser par exemple le problème de la mobilité sociale, de l'origine des diverses catégories, bien d'autres encore. Ce sera l'objet d'un prochain article. (N. B. *Nous indiquerons à ce moment nos principales sources, nous n'avons pas voulu encombrer le lecteur de références continues.*)



Constantine, Manos — Magnum

Où en est Roger Garaudy ?

Depuis l'ouverture de la discussion préparatoire au dix-neuvième congrès du Parti communiste français, des faits nouveaux sont venus confirmer l'analyse générale de la situation contenue dans le « projet de thèses » soumis par le Comité central aux membres du Parti.

Chaque jour, ou presque, apporte des informations sur la crise du système capitaliste. Les péripéties de la crise monétaire permanente en sont un signe. Dans une concurrence effrénée, les grands monopoles accélèrent la concentration des moyens de production et d'échange. La « transnationalité » est vantée et proclamée. Il faut renforcer l'exploitation, ce qui renforce d'autant le grand mouvement des travailleurs contre cette exploitation et appelle des mesures politiques.

Tout ceci s'est manifesté au cours des dernières semaines dans l'activité du gouvernement français. Le bloc des gaullistes et des centristes a mis les bouchées doubles ; au point que le Bureau politique du Parti a pu parler d'une nouvelle étape dans la politique des monopoles : pressions pour les concentrations ; premiers jalons pour la dénationalisation

des secteurs rentables ; inflexion dans la politique internationale qui souligne la rentrée dans le jeu atlantique ; tentatives pour endiguer le mouvement des travailleurs par des mesures « sociales » du type actionnariat ou « contrats de progrès », anticommunisme orchestré pour essayer d'isoler l'avant-garde ouvrière, etc.

La configuration des forces à l'échelle internationale est en évolution : la France a fait à La Haye sa soumission à la politique « européenne » des Etats-Unis. Mais, en même temps, quelque chose a bougé en R. F. A. avec la venue au pouvoir du bloc social-démocrate libéral intéressé par les marchés de l'Est, ce qui donne quelques moyens d'action supplémentaires aux forces de paix, cependant que l'idée d'un accord de sécurité européenne fait son chemin.

Cette politique de l'impérialisme mondial est déterminée par les nécessités de la recherche du profit par les géants financiers et industriels. Alors que sa logique interne la pousse à accélérer le mouvement, elle subit de graves échecs : échecs au Vietnam, échecs en Amérique latine, déséquilibres

créés par la poussée japonaise, montée du mouvement de revendication ouvrier et du mouvement démocratique. A tout cela la contre-offensive réactionnaire tente d'apporter une réponse : coups d'Etat, campagnes anticommunistes, menées pro-fascistes, par exemple en Italie.

La France a sa part dans cette tension complexe de forces antagonistes. Le gouvernement brandit ses maigres carottes et ses gros bâtons. Mais le mouvement ouvrier marque des points. Et le communiqué commun des socialistes et des communistes rouvre l'espoir d'un rassemblement majoritaire des forces démocratiques.

Il y a en tout cela de quoi débattre et discuter.

La Nouvelle Critique a versé au débat des études et discussions sur le fond : la Conférence de Moscou (Georges Marchais, n° 28), la stratégie de la lutte des classes (Gustave Ansart, Henri Jourdain, Laurent Salini, n° 29). Nous avons appelé nos lecteurs à nous écrire ; nous avons reçu un grand nombre de lettres concernant les sujets en débat. Nous avons préparé des réponses que nous voulions publier à cette place. Nous devons remettre cette publication au numéro du 1^{er} février. Voici pourquoi : Roger Garaudy, ce n'est un secret pour personne, a depuis longtemps de sérieux désaccords avec la ligne de son parti. Il s'est d'ailleurs plaint que la presse du parti ne lui donnait pas la possibilité de s'en expliquer (sans pouvoir ici parler pour les autres, nous déclarons formellement que La Nouvelle Critique n'a jamais refusé un article de Roger Garaudy). Or, s'il n'est pas dans les principes des partis communistes de publier dans leurs organes centraux des articles contraires à la ligne définie par les congrès et les sessions du Comité central, il est par contre d'usage d'ouvrir une tribune de discussion à la veille des congrès qui ont à définir la ligne pour une longue période. C'est ce qui a été fait, et l'on pouvait s'attendre à ce que notre camarade saisisse sans tarder cette occasion de s'adresser aux communistes dans l'organe central du Parti.

Ceci d'autant plus que Waldeck Rochet l'y avait publiquement invité.

Mais c'est à une autre tribune que Roger Garaudy a d'abord eu recours : la collection « Idées » de la N. R. F., où il vient de publier un livre, *Le grand tournant du socialisme*, que l'O. R. T. F. et la radio périphérique l'invitèrent aussitôt à commenter longuement.

La lecture de ce livre laisse un sentiment extrêmement pénible. Il s'agit effectivement d'un tournant. Celui de l'auteur essentiellement. Un homme qui

a joué un rôle non négligeable dans le mouvement communiste quitte le socialisme scientifique. Il franchit une étape décisive dans une longue évolution, jalonnée par ses nombreux ouvrages de ces dernières années.

C'est pourquoi nous consacrons les pages qui suivent à des éléments d'analyse critique du livre de Roger Garaudy. Le délai qui a séparé la sortie de ce livre et la mise en pages de la N. C. a été très bref, alors que les questions soulevées nécessitent une étude sérieuse et documentée. On voudra bien en excuser le caractère disparate dû à ce que nous n'avons pu parfois que juxtaposer des contributions qu'un délai plus long nous aurait permis de fondre harmonieusement. Le travail collectif que nous présentons n'est donc qu'une première réaction, qui ne prétend pas être une réponse totale et point par point. Au surplus, il ne dispense personne de lire le livre et de se convaincre ainsi sur pièces.

Dans une première partie, nous présenterons quelques remarques sur la méthode de recherche et d'exposition, sur le style même de l'ouvrage, parce que la démarche d'ensemble s'en trouve éclairée. Il n'est pas indifférent que le style soit celui de l'affirmation péremptoire, que les citations soient le plus souvent sollicitées, que les concepts de référence quittent le terrain des réalités et du marxisme pour celui de l'utopie et des modes pseudo-scientifiques.

Dans une deuxième partie, nous analyserons et discuterons ce qui nous a paru être le contenu essentiel de l'ouvrage. D'une conception (d'ailleurs plus que discutable) de la révolution scientifique et technique comme déjà réalisée et se réduisant en fait à la « cybernétisation » universelle, il découle que la prééminence est passée du travail de production matériel au travail d'élaboration intellectuel ; la nature et les rapports des classes s'en trouvent transformés et le rôle dirigeant passe de la « vieille » classe ouvrière aux chercheurs et savants ; dans ces conditions, il n'y a pas besoin d'un parti de classe de type léniniste et la lutte politique se transforme en une circulation universelle de l'information. Dans cette optique sont passés en revue l'histoire de l'U. R. S. S., celle des Etats-Unis, le mouvement ouvrier international et la stratégie du mouvement révolutionnaire en France et dans le monde.

Dans une troisième partie, nous tenterons de mettre au jour quelques-unes des catégories réellement utilisées par l'auteur, des implications théoriques et philosophiques de la conception ainsi proposées.

Antoine Casanova,
Francis Cohen.

Un langage et un style

Ce qui frappe à la lecture du *Grand tournant du socialisme*, c'est peut-être d'abord le ton péremptoire. On y voit des thèses, mais jamais s'y profiler l'ombre d'une hypothèse. Des affirmations, certes ; de démonstrations, point. On ne reprochera pas à Garaudy de soulever des questions nombreuses, souvent intéressantes encore qu'on puisse se demander si, depuis un certain temps, il a posé vraiment, au sens scientifique du terme, un seul problème.

Il est significatif de constater l'absence, tout au long du livre, de la moindre interrogation sur la validité des concepts dont il est fait un usage si massif : « modèle cybernétique », « modèle » tout court, l'esthétique-qui-remplacera-l'éthique (formule « spontanée » due à Gorki), « société hautement développée » etc.

L'étude serrée du vocabulaire de Roger Garaudy n'offre pas moins d'intérêt. Pour nous en tenir à une distinction linguistique sommaire, nous pouvons dire qu'il délaisse constamment le niveau de la dénotation (marque du discours scientifique) pour le langage connotatif, celui, grosso modo, de la « création poétique ». Les adjectifs jouent ici un rôle de *percussion*. Voici un premier relevé très rapide : printemps *avortés* (Prague et Paris 68) *formidable* mutation, *merveilleuse* épopée, *formidable* mutation (bis), *crise totale*, mutation de l'homme la *plus radicale*, *extraordinaire* crise de croissance, *inversion saisissante*, *grande* inversion, dualismes *maléfiques*, décisions *majeures*, illusion *mortelle*, conséquence *inéluctable*, terrible erreur d'aiguillage, film *monumental*, campagne *bornée* et *haineuse*, etc. Substantifs et verbes recherchent visiblement le même effet : les dirigeants soviétiques actuels ne peuvent se livrer qu'à des *déclamations* (p. 144) ; quant aux « mass-media » du même pays, ils ne *distillent* que les idées ou les faits propres à justifier la ligne du Parti (p. 132). *Agonie d'un monde*, *résurrection*, *paroxysmes*, *vertige*, *épopée*, *convulsions*, *explosion de la subjectivité humaine*, *l'homme nouveau poète de la création contre l'entropie*, *déchaînement de l'initiative des masses*, *explosion de subjectivité*

(bis), *séisme technologique*, *séisme destiné à faire s'effondrer la mentalité médiévale* (la révolution culturelle maoïste) etc. Il est rare que la tension du vocabulaire s'atténue : c'est afin d'user de la litote pour désigner des phénomènes qu'on ne semble pas désapprouver tellement : si l'entrée des troupes des Cinq en Tchécoslovaquie est qualifiée de *crime*, l'entrée de l'armée chinoise en territoire indien n'est qu'une *faute* (p. 158), les violences de la politique extérieure chinoise sont « le plus souvent verbales » et la révolution culturelle maoïste « une tentative, dont on peut contester les moyens (souligné par nous), pour combattre la cristallisation bureaucratique de l'appareil du Parti... » (P. 162.)

Du bon usage des citations

Un autre aspect de la méthode est l'usage des citations : elles sont très nombreuses et parfois hétéroclites, de Galbraith à Mac Luhan, de Jean-Jacques Rousseau à... Roger Garaudy. Mais qu'importe ? Ce besoin de références ne part-il pas d'un scrupule scientifique ? Sans doute. Constatons toutefois des éclipses. Par exemple, page 117, en un lieu stratégique de la démonstration touchant l'U.R.S.S., l'auteur rapproche terme à terme l'industrialisation rapide (et brutale) de l'U.R.S.S. dans les années 30 et « l'accumulation primitive » du capitalisme décrite par Marx, au moyen de l'exemple anglais, dans de célèbres pages du *Capital*. Idée originale, citations du *Capital* judicieusement choisies. Le malheur c'est qu'il ne s'agit même pas là d'une découverte mais d'un démarquage serré, citations comprises, d'un passage du *Staline* d'Isaac Deutscher : fin du chapitre VIII, *Le grand tournant*, pages 271 et 272 de l'édition Gallimard de 1953. Le second malheur c'est que « l'emprunt » reste clandestin.

Ces convulsions, plus profondes infiniment que celles qui marquèrent la fin du monde antique, sont-elles le prélude de l'Apocalypse et de la destruction nucléaire de l'espèce ? Ce n'est pas impossible. Mais cette fin du XX^e siècle, pour qui ne s'en tient pas au spectacle, à la surface, pour qui en cherche l'unité et le sens, n'est pas seulement le creuset d'obscures espérances millénaristes ou d'utopies d'un autre âge. Cette crise totale ne serait-elle pas de signe positif, annonciatrice de la mutation de l'homme la plus radicale depuis la découverte de l'outil et du feu ? Peut-être n'est-ce pas même une Renaissance, celle du XVI^e siècle n'étant auprès d'elle que provinciale et dérisoire, mais une véritable naissance de l'homme humain.

Tournant du socialisme, p. 19.

Lénine est cité lui aussi. Très souvent et un peu « dans le désordre » sans non plus que le passage invoqué soit la plupart du temps replacé dans le contexte politique et historique où il a été produit. Du coup la citation intervient moins comme illustration que comme argument d'autorité.

Examinons une de ces citations :

Elle est prise au Tome 26 des *Œuvres*, page 489, *Discours au troisième congrès des Soviétiques*. Elle se présente page 102 sous la forme suivante :

En introduisant le contrôle ouvrier ... (1) nous voulions montrer que nous ne reconnaissons qu'une seule voie, celle des transformations venues d'en bas, où les ouvriers eux-mêmes élaborent à la base les nouveaux principes du système économique ... (2). Nous savons très bien que notre tâche est difficile, mais nous affirmons que celui-là seul est socialiste dans la pratique, qui s'y attaque en s'en remettant à l'expérience et à l'instinct des masses laborieuses.

La coupure (1) a fait sauter la proposition suivante : *Nous savions qu'il ne pourrait être de sitôt étendu à toute la Russie.* La coupure (2) élimine tout d'abord une phrase qui clôt le paragraphe : *Ce qui demandera beaucoup de temps.* — et ensuite deux phrases ouvrant le paragraphe suivant : *Partant du contrôle ouvrier nous allions vers la création du Conseil supérieur de l'économie nationale. Seule une telle mesure, jointe à la nationalisation des banques et des chemins de fer, mesure qui sera réalisée ces jours prochains, nous permettra de nous attaquer à l'édification de la nouvelle économie socialiste.*

Certes, il n'est nullement sacrilège de repenser historiquement certaines analyses de Lénine et de montrer, si besoin est, dans quelle mesure elles ne s'adaptent plus à la situation présente : ainsi se définit, à mon sens, une démarche authentiquement léniniste. Mais vouloir recourir à Lénine dans le détail et à tout bout de champ, dans un but apologétique, c'est s'obliger soi-même aux pratiques qu'on a pu constater ci-dessus.

L'affirmation péremptoire

Une caractéristique de la méthode de Roger Garaudy, disions-nous, c'est l'affirmation péremptoire.

Les exemples fourmillent ; nous en fournirons trois, en reproduisant à chaque fois un paragraphe entier.

1. « *Que deviendra le loisir lorsque les fins de l'homme ne seront plus destinées en pointillé, ou préfigurées en creux par la nécessité de vaincre la pénurie ? Que deviendra le loisir lorsque le travail ne sera plus la rançon de la satisfaction des besoins ? Que deviendra le loisir lorsque la morale ne sera plus, comme dans le monde de la pénurie et de l'abnégation, observance de règles mais création de règles, lorsque l'esthétique prendra la relève de l'éthique, lorsque passera à l'ordre du jour immédiatement l'interrogation de Jean Rostand : « A l'image de quoi l'homme voudrait-il se recréer ? Où apprend-on le métier de Dieu ? » (p. 36.)*

2. « *Les « conflits de génération », qui atteignent un degré de violence sans précédent, sont la conséquence inéluctable de la mobilité croissante des fondements mêmes de nos sociétés » (p. 47.)*

3. « *Le centralisme démocratique, selon l'inspiration dialectique de ses fondateurs, Marx et Lénine, doit aujourd'hui plus que jamais, dans nos sociétés hautement développées, être conçu, non selon le modèle mécanique, mais selon le modèle cybernétique » (p. 278.)*

On retrouvera, dans cent autres passages, le martèlement obsédant des formules, les affirmations ou les injonctions sans réplique, les thèses qui ne souffrent pas l'objection adverse, les généralisations planétaires (« nos » sociétés, « nos » sociétés hautement développées), les correspondances terme à terme, les inductions vertigineuses. Que penser d'un raisonnement pour lequel, à une société industrielle de type mécanique correspond un parti communiste « vertical » et à une société cybernétique un « modèle » de parti « horizontal » ? Quoi de moins « dialectique » qu'une telle « correspondance » ?

Le dogmatisme non-liquidé

On aura reconnu ici le langage du dogmatisme. Ces mots-sentiments, ces citations condensées, ces affirmations impérieuses ne sont pas échappés aux hasards malheureux d'une plume difficile à maîtriser : il y a cet

aspect-là, bien sûr, mais il est mineur. Et du reste les mécanismes inconscients révèlent aussi bien le sens d'une démarche et le contenu réel d'une méthode.

Beaucoup de lecteurs seront peut-être surpris de voir l'auteur user du vieux procédé de l'amalgame, de l'analogie forcée, des parallélismes : entre taylorisme et stalinisme (p. 277), U.R.S.S. et U.S.A. (pp. 107, 169), Eglise catholique et U.R.S.S. (p. 156) ; beaucoup d'inexactitudes les rendront encore plus sceptiques ; des ignorances les stupéfieront ; ainsi quand on apprend (p. 162) que la révolution culturelle chinoise était destinée « à faire sortir 700 millions d'individus d'une ornière de 2 000 ans ». Roger Garaudy a pourtant écrit un livre sur *Le Problème chinois*, il y a peu, il a au moins lu Granet, feuilleté quelques pages de Needham.

Il n'y a sans doute qu'une façon de quitter le dogmatisme, c'est de chercher à gagner peu à peu, patiemment, sans bruit, le terrain de la science, sans oublier que les rechutes sont une menace toujours présente et qui pèse sur chacun de nous.

Mettre moins là où l'on mettait plus, adorer ce que jadis on souhaita brûler, ce n'est pas changer fondamentalement de terrain. Il faut émigrer, c'est-à-dire en l'occurrence pratiquer le « doute méthodique », l'auto-critique, la désacralisation. On a dit que Roger Garaudy posait beaucoup de questions : ce n'est pas si sûr. Disons plutôt qu'il assène des réponses. Il évoque des problèmes variés, réels, passionnants, vitaux mais les pose-t-il jamais ? A quoi bon : il a les solutions toutes prêtes.

Il serait tragique qu'on se laisse prendre au dilemme « garaudysme » ou « dogmatisme » : la démarche de Roger Garaudy, sentimentale, passionnée, en fin de compte lourdement lestée de religiosité (pseudo- « humaniste ») risquerait (par un nouvel effet de « feed-back », décidément !) de revaloriser des méthodes et des pratiques qu'il croit pourtant avoir frappées à mort mais qu'il n'a détruites que symboliquement. Il ne pouvait pas, du reste, « détruire » cette conception du monde car il ne s'en est pas défait. On en retrouve chez lui, en dépit d'efforts qu'il qualifierait lui-même de « prométhéens », les manifestations philosophiques les plus profondes : le volontarisme impénitent, la substitution constante de l'utopie à l'analyse scientifique et cette croyance naïve qu'en tant que tel « un communiste doit avoir réponse à tout », tout de suite et sans appel.

La révolution scientifique et technique et les classes sociales

Le grand tournant du socialisme s'ouvre et s'achève avec la « nouvelle révolution scientifique et technique ». Bien que Roger Garaudy s'en défende, c'est bien l'alpha et l'oméga de son livre.

Non point qu'on puisse lui reprocher, bien entendu, de prendre en grande considération ce phénomène.

Encore faudrait-il donner de cette « révolution » une définition qui ne la réduise pas d'entrée de jeu à l'un de ses aspects, celui que Garaudy appelle le plus souvent la « cybernétisation », à savoir : la transformation de la science elle-même (« la cybernétique a supplanté la mécanique comme science pilote ») ; le rôle de la science dans la production (conçu à peu près uniquement comme l'automatisation, bien que ce mot — qui suggère sans doute des processus trop concrètement matériels — se rencontre rarement chez Garaudy) ; la transformation du travailleur d'objet soumis à « la machine » en sujet placé « en marge de la production directe » et la pensant. La révolution scientifique et technique devient alors une « explosion de subjectivité » et le problème auquel se trouvent confrontés le capitalisme et le socialisme est de donner le meilleur cours à cette subjectivité libérée.

C'est oublier les autres composantes de la révolution en question, à savoir notamment (pour s'en tenir au niveau « scientifique et technique ») : l'apparition de formes et de quantités d'énergie infiniment plus puissantes ; l'apparition de matières de synthèse en nombre et quantités illimités et l'extension des procédés de fabrication continus ; grâce à l'électronique et aux deux éléments cités, l'automatisation de la production ; l'automatisation de la gestion. Toutes ces composantes concernent la production matérielle elle-même, qui reste le facteur déterminant sans lequel aucune subjectivité ne peut exploser.

Encore ne faudrait-il, pas non plus, laisser entendre que ces problèmes n'ont pas, ou guère, préoccupé jusqu'à présent les communistes.

En ce qui concerne les communistes français, il n'est que d'ou-

vrir une collection d'*Economie et Politique* ou de parcourir le « projet de thèses » soumis aux militants du Parti communiste à la veille de leur congrès pour constater la place faite au bouleversement des forces productives et à un de ses aspects essentiels : l'importance croissante de la connaissance scientifique dans le processus de production, la nouveauté des liens qui les unissent, leur imbrication étroite, les changements qui en résultent quant aux rythmes de transformation, aux dimensions de l'accumulation, aux impératifs en matière d'échelle et de programmation, à la structure et à la stratégie de la firme, à ses relations avec le marché et l'Etat. Tout ceci est important, et de mieux en mieux connu.

Le mode de production disparaît

Les questions véritables concernent la nature, le rythme et les conséquences de ces changements. Comme on le sait, les idées technocratiques, sous leurs formes diverses, mettent l'accent, de manière unilatérale, sur le seul progrès des forces productives, en faisant abstraction des rapports sociaux, tels qu'ils découlent nécessairement du régime de production. Quoiqu'il en ait, les thèses de Roger Garaudy s'inscrivent dans cette ligne générale.

A le suivre, la révolution scientifique et technique, qu'il faudrait considérer comme achevée, aurait dès maintenant abouti à des modifications fondamentales, indépendantes des rapports de production. Nous serions entrés dans la « société post-industrielle » (p. 59). (Tel est aussi le titre d'un récent ouvrage d'Alain Touraine qui développe, sur un certain nombre de points, des idées analogues à celles de Roger Garaudy.)

Des notions aussi capitales que celles de capitalisme et de socialisme, ou encore de classes sociales, disparaissent ainsi. Ces « oublis » ren-

voient à un glissement théorique plus important : contrairement à Marx, qui montre dans *Le Capital* l'impossibilité de penser les forces productives indépendamment des rapports sociaux de production. Garaudy fait de la nouvelle révolution scientifique et technique la « base réelle » des événements historiques, le principe de leur interprétation, la clef des solutions. En général, tout ce qui va mal est lié à la survivance du « modèle mécaniste » de l'« âge industriel ». Bref, l'unité des forces productives et des rapports de production, donc la notion cardinale de *mode de production*, disparaît.

A partir de là, tout moyen d'analyse sérieux s'évanouit. Et toute logique du développement historique. Nous sommes alors renvoyés à un troisième niveau, le niveau théorique ultime, autrement dit philosophique.

La méthode ne peut être matérialiste. Comme il n'y a pas de passage possible du niveau des forces productives à celui de l'idéologie, ce vide est comblé par l'idéalisme : du prêche de « l'initiative » historique au regret de l'incompréhension des méchants.

Cette méthode ne peut être davantage dialectique. A la notion de contradictions, fondamentale chez Marx et Lénine, Roger Garaudy substitue celle, plus lénifiante, de « tensions » qu'il conviendrait de « réduire » (p. 294).

La réalité, son futur, ses niveaux

Le terrain est d'autant mieux dégagé pour rêver librement par rapport à la réalité objective que cette dernière elle-même a disparu : « On ne peut définir un monde objectif sans l'homme qui va au-devant de la réalité objective avec ses hypothèses et ses modèles », en sorte que « un fait scientifique est toujours une réponse à une question et la réponse

est toujours, dans une large mesure, fonction de la question posée (pp. 24 et 25), ce qui est oublier que la question posée n'est pas une question quelconque, mais procède d'une théorie elle-même liée à une pratique historique qui, dans le cas qui nous intéresse, possède de plus ses déterminations de classe. Et l'on sait comment Lénine, à propos duquel la citation garaudienne se fait particulièrement sélective, a su réveiller les « rêveurs » de son espèce, des empiriocriticistes aux belles âmes kantomarxiennes de la II^e Internationale.

Il est vrai qu'aujourd'hui capitalisme et socialisme doivent affronter les besoins objectifs que suscitent les débuts de la révolution scientifique et techniques. Mais les questions posées comme les moyens et, plus encore, les possibilités d'y répondre, ne sont pas identiques. Toute étude scientifique de la révolution scientifique et technique doit donc porter à la fois sur l'évolution des forces productives et sur celle des rapports de production et de la disposition des forcés de classes qui leur sont liées.

Répetons-le : le concept de révolution scientifique et technique » traduit une étape de l'évolution des forces productives qui ne fait que se dessiner, même aux Etats-Unis et davantage encore en France. Cette étape constituera bien un bond qualitatif, au niveau des forces productives. De ce point de vue les marxistes sont fondés à produire un concept théorique pour traduire des phénomènes dont les prémices sont discernables et dont les caractéristiques sont suffisamment analysées.

Mais à condition de ne pas oublier que la *réalité* n'offre que les prémices d'une réalité future (Garaudy le dit bien, mais il conduit cependant toute sa démonstration, comme si nous n'en étions pas aux prémices, mais à la réalisation elle-même) et surtout de ne pas confondre les niveaux de la réalité. Le problème est de prévoir, en partant d'une analyse concrète des prémices présentes, quelles seront les répercussions sur tous les autres niveaux de la réalité.

Techniciens ingénieurs et ouvriers

Or Roger Garaudy confond ces niveaux qui ont une relative autonomie de fonctionnement, des principes de fonctionnement spécifiques et des rythmes de développement spécifiques.

Ces prémices de la révolution scientifique et technique conduisent à une augmentation du nombre des ouvriers d'un niveau et d'un type de qualification spécifiques de ce niveau de l'évolution des forces productives. On a donc une constatation sociologique : les travailleurs de la qualification « techniciens et ingénieurs » sont beaucoup plus nombreux qu'auparavant sans être encore en très grande proportion dans la masse des travailleurs. Les techniciens de fabrication pour leur part, ne tendent-ils pas d'ailleurs à être des ouvriers exactement comme à la fin du XIX^e siècle, les ouvriers sont devenus dans leur masse des ouvriers alphabétisés, après avoir été dans leur masse des ouvriers illettrés.

Mais comme ces transformations de caractère sociologique se font dans le cadre du capitalisme, ces ouvriers nouveaux — quant à la qualité de leur travail du point de vue technique — sont des *prolétaires* — quant à leur position de classe. La première révolution industrielle (qui s'est produite dans le cadre du capitalisme et de l'augmentation de la productivité du travail — caractéristique de toutes les révolutions industrielles) aboutissait au profit capitaliste. L'augmentation des ouvriers d'industrie — caractéristique encore de toutes les révolutions industrielles classiques — était une augmentation du nombre des prolétaires. Les révolutions industrielles classiques qui se produisent encore en Bulgarie, en Chine, etc., sont, elles aussi, caractérisées par cette augmentation de la productivité et du nombre des ouvriers, mais non point par le profit ni par le prolétariat. Les conséquences politiques effectivement considérables découlant de l'élévation de la qualité de la force de travail ne proviennent pas de la révolution scientifique et technique en tant que telle, mais dépendent de ce que cette révolution scientifique et technique se fait par la voie capitaliste ou socialiste.

C'est voir les choses, de vraiment très haut, du point de vue de l'historien de l'avenir et non de l'homme politique d'aujourd'hui, que de dire que le mouvement de mai-juin 68 en France (un pays où la révolution scientifique et technique est à l'état embryonnaire et où il est difficile de dire qu'elle ait eu quelque influence sur neuf dixième des étudiants qui sont pourtant entrés en lutte), les manifestations paysannes d'Italie du Sud, les manifestations étudiantes d'Amérique Latine ou celles de Varsovie, soient le produit de la révolution scientifique et technique. On peut aussi bien dire que le développement du parlementarisme an-

A une certaine étape du développement des forces productives (celle de l'actuelle révolution scientifique et technique), le plein développement de l'homme devient, sous peine de freinage, la condition nécessaire du développement historique.

Tournant du socialisme, p. 22.

Le dialogue des civilisations ne fait que commencer. C'est seulement s'il s'agit d'un vrai dialogue, c'est-à-dire d'une confrontation où chacun est convaincu au départ qu'il a quelque chose à apprendre de l'autre, que pourront être réduites les tensions, en comblant les écarts, et en allant vers une intégration du monde dont dépend, à l'étape actuelle du développement technique, sa survie.

Tournant du socialisme, p. 294.

glais, la Révolution française, Napoléon, la Sainte Alliance les révolutions de 48, la révolte des Cipayes, etc. sont en dernière analyse, des produits de la révolution industrielle, parce qu'ils intervenaient au moment où les forces productives connaissaient des bouleversements qui ne pouvaient pas manquer d'avoir des conséquences sur tous les niveaux de la réalité.

L'essai philosophique à la Hegel ou à la Bachelard est parfaitement fondé à faire ce type de synthèse, mais Hegel et Bachelard n'en tiraient pas de conclusion quant à la façon de mener les luttes politiques...

L'analyse concrète montre que la révolution scientifique et technique contribue à l'approfondissement des contradictions classiques du capitalisme et à l'apparition de contradictions nouvelles. Celles-ci s'organisent autour de la contradiction qui demeure fondamentale, celle qui oppose le capital et le travail. Plus les besoins s'accroissent, plus grandissent les possibilités de les satisfaire, plus se manifestent les limites et l'inhumanité d'un système fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et sur la division de la société en classes antagonistes.

La force principale des luttes révolutionnaires

Le caractère de plus en plus social des forces productives conduit à une concentration monopoliste des moyens de production et d'échange. Sous peine de se nier, le capitalisme n'y peut apporter d'autre réponse. Il est donc conduit à étendre le salariat à des couches sociales nouvelles, dont les intellectuels représentent une partie de plus en plus importante.

Les mêmes raisons qui conduisent à l'augmentation du nombre des intellectuels et à la transformation de leur rôle et de leur situation, renforcent les conditions objectives et subjectives qui font de la classe ouvrière la force principale des luttes révolutionnaires dès qu'elle prend conscience de la situation historique et des possibilités qui sont les siennes de se libérer en affranchissant la société tout entière. Loin de se contredire, les deux phénomènes sont l'expression d'une même réalité qui justifie l'idée selon laquelle, aujourd'hui, l'alliance de la classe ouvrière et des

intellectuels est devenue une question décisive.

On ne voit rien là qui autorise à parler d'un grand tournant du socialisme ni à modifier le fonctionnement des partis communistes. Si, par hypothèse, tous les travailleurs de l'industrie devenaient du point de vue de la qualité du travail des techniciens et ingénieurs, par l'effet de la révolution scientifique et technique, ils n'en seraient pas moins la classe ouvrière ayant besoin d'un parti de type léniniste, et les questions d'alliance avec d'autres couches non prolétariennes ne s'en poseraient pas moins, la lutte de classes à l'échelle internationale ne se manifesterait pas moins.

Par ailleurs, du fait que les techniciens de fabrication tendent à s'intégrer progressivement dans la classe ouvrière, il ne s'ensuit nullement que tous les intellectuels et étudiants soient dans la même situation, ni même qu'ils subissent l'effet de la modification des forces productives. Or, il y a incontestablement, dans l'analyse que Roger Garaudy fait des événements de 1968 et dans les prévisions qu'il porte sur la période future, ce glissement absolument non fondé.

Il est exact que les enseignants connaissent une aggravation de leur situation matérielle et intellectuelle ; il est exact que les médecins, juristes, architectes, artistes, passent de la situation de travailleurs indépendants à celle de salariés. Il s'agit d'un fait social et politique considérable dont la reconnaissance est une des bases de la stratégie politique du parti. Mais cette situation provient de façon immédiate, non de la révolution scientifique et technique, mais du passage rapide du capitalisme libéral au capitalisme monopoliste d'Etat : le capitalisme, pour réaliser la suraccumulation du capital et maintenir le taux de profit, tend à mettre tous les secteurs, où la plus-value est produite ou redistribuée, sous son contrôle.

Que, actuellement aux Etats-Unis et dans quelques pays avancés, cette suraccumulation soit absolument indispensable, du fait de l'élévation de la composition organique du capital, et par conséquent du fait de la révolution scientifique et technique, ou qu'elle soit indispensable pour les capitalismes en retard dans cette révolution, mais en concurrence avec les capitalismes avancés, c'est vrai. Mais dans cette analyse, on ne saurait faire l'économie de la médiation par les rapports de production entre un fait qui se situe au niveau technique et un fait qui se situe au niveau politique, sous peine de verser dans l'idée d'un automatisme de passage du techni-

que au politique, ce qui conduit à « manquer » les différences fondamentales entre la révolution scientifique et technique dans le capitalisme et dans le socialisme.

Ajoutons que si cette suraccumulation est absolument indispensable pour le capitalisme actuel, elle est une tendance permanente du capitalisme, à quelque niveau des forces productives qu'il se trouve quand les conditions de la lutte de classes le rendent possible.

Certes, personne aujourd'hui ne saurait nier l'existence et la combativité de la classe ouvrière. Les luttes de mai-juin 1968 ont démenti les prophètes qui annonçaient sa disparition ou son intégration. L'argumentation s'est faite plus subtile. Ainsi, Alain Touraine écrit-il désormais : « La question n'est pas de savoir si les ouvriers et les syndicats disparaissent, mais si le mouvement de la classe ouvrière est, aujourd'hui comme hier, au cœur de la dynamique et donc des combats de la société... La classe ouvrière n'est plus, dans la société programmée, un acteur historique privilégié. » (p. 45.)

Le travailleur collectif

Roger Garaudy offre la version « cybernétique » de cette vision programmée du développement social qui ne reconnaît l'existence de la classe ouvrière que pour mieux lui retirer le rôle qui est le sien, compte tenu de sa place dans la production et de la conscience qu'elle en prend.

Les pages qu'il consacre à la classe ouvrière « à l'étape actuelle des forces productives » (p. 77), mise « en harmonie avec la nouvelle réalité historique des classes et de leurs rapports », incompatible avec « sa définition traditionnelle » (p. 247) démontrent, s'il en était besoin, qu'il combat « les sophismes du néo-capitalisme » en lui abandonnant le terrain. Il suffit de considérer les définitions successives qu'il en donne.

P. 77, elle est composée « par la jonction entre les « cols blancs » et les « cols bleus » et les ouvriers agricoles en sont exclus. P. 41, c'est l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels. P. 242, les intellectuels cessent d'en faire partie, encore que les enseignants et les enseignés deviennent producteurs de plus-value. Enfin, p. 244, la classe ouvrière et

ses intellectuels forment les deux éléments d'un « bloc historique » entre lesquels « il existe une charnière... constituée par les couches hautement qualifiées d'ouvriers qui constituent à l'étape actuelle le niveau stratégique décisif pour cimenter le bloc historique nouveau » (p. 247).

Ces variations confirment, s'il en était besoin, que l'analyse cesse de se placer sur le terrain du socialisme scientifique. Elles visent à substituer à la classe ouvrière un « bloc historique nouveau » dont les « deux éléments constitutifs » seraient « la classe ouvrière dans sa définition traditionnelle » et « les intellectuels dans leur diversité » (p. 247).

Au fond, le raisonnement de Roger Garaudy repose sur l'idée que, la révolution scientifique et technique étant achevée, la fusion du travail manuel et du travail intellectuel serait accomplie. Dès lors, il n'y aurait plus de classe ouvrière telle que le marxisme la définit en s'appuyant sur l'analyse du mode de production capitaliste. Elle s'effacerait au profit d'un « travailleur collectif » au sein duquel les intellectuels joueraient le rôle stratégique décisif. « Sans aucun doute, dans ce rassemblement, les ingénieurs, les cadres, les techniciens, un grand nombre d'intellectuels joueront un rôle primordial. Cela tient à des raisons objectives : à la nouvelle structure des forces productives et au rôle de premier plan qu'y joue l'intelligence organisée. » (p. 81) De là découle l'exigence que le Parti communiste français modifie sa stratégie, sa tactique, ses principes : la ligne est cohérente, mais elle est une ligne de révision.

La réalité dément l'idée selon laquelle le travail intellectuel serait devenu l'élément décisif, sinon unique, de la production. La richesse économique et le potentiel militaire ne sont pas devenus, comme l'écrit Roger Garaudy, les « sous-produits » des connaissances scientifiques et techniques.

L'existence et le rôle de la classe ouvrière, loin d'être infirmés par le développement historique, prennent aujourd'hui plus de relief. Non seulement le poids de la classe ouvrière augmente dans la population active, mais la part des ouvriers de la grande industrie est plus forte qu'elle n'a jamais été au sein même de la classe ouvrière. Cette dernière est donc plus exploitée que jamais à l'étape actuelle du capitalisme monopoliste d'Etat ; elle est plus que jamais concentrée dans les grandes unités de production. Elle dispose d'une organisation révolutionnaire, un parti communiste, dont

l'influence et le rôle illustrent les progrès de la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme scientifique. Son rôle dirigeant, comme l'attestent les luttes actuelles, est donc plus réel qu'il n'a jamais été. La classe ouvrière est bien la composante décisive des forces capables d'imposer les changements profonds qu'appelle notre temps.

Les conditions objectives d'une alliance

Loin de faciliter la participation des intellectuels à la transformation de la société, les thèses de Roger Garaudy la rendent plus difficile. Elles obscurcissent les mécanismes actuels de l'exploitation capitaliste et de son extension. Elles éclipsent les contradictions fondamentales du système telles qu'elles s'approfondissent à notre époque. Par là, elles alimentent les préjugés et les illusions. Elles retardent la prise de conscience de leur situation et de leurs intérêts réels par les couches sociales qu'il est possible et nécessaire de gagner aux nécessités de la lutte révolutionnaire. Elles conduisent enfin à une conception mutilante et appauvrie du rôle des intellectuels des diverses disciplines en passant sous silence la complexité et l'originalité des diverses composantes de la culture et des liens qu'elles entretiennent avec l'ensemble de la vie sociale.

Les débuts de la révolution scientifique et technique provoquent des changements profonds. Ils renforcent en particulier l'exigence d'une politique culturelle globale et cohérente. Le nombre et le rôle des intellectuels grandissent dans la société. Les problèmes de l'Education nationale, de la recherche scientifique, de la formation permanente, de la diffusion de la culture prennent une dimension nouvelle. Ces mutations, aujourd'hui soumises aux exigences du profit monopoliste, renforcent les conditions objectives de l'alliance de la classe ouvrière et des intellectuels. Mais l'alliance ne signifie pas identité. Et ce n'est pas sous-estimer le rôle des intellectuels dans le développement historique qu'en souligner et qu'en étudier la spécificité. C'est au contraire le fonder sur ses bases réelles et, par là, contribuer efficacement à leur alliance avec la classe ouvrière.

L'URSS et les réalités du socialisme

Un long chapitre est consacré à l'Union Soviétique. Il rejette avec une surprenante violence dans les termes, un système qui, acceptable en un premier temps parce qu'imposé par les conditions objectives d'une période initiale, aurait été « perversi » en 1929 par une « terrible erreur d'aiguillage et aurait conduit à de tels échecs que la seule solution est que « l'équipe dirigeante actuelle soit un jour balayée et que commence un renouveau qui rendrait à la révolution d'Octobre son vrai visage et sa force de rayonnement ».

S'il s'agit de montrer, en analysant les conditions de sa réalisation, qu'il serait absurde (et d'ailleurs impossible) de transposer telle quelle l'expérience de l'U. R. S. S. à d'autres pays, l'idée est importante, bien qu'assez courante ! S'il s'agit d'étudier lucidement les difficultés énormes, les zigzags imposés par l'histoire, comme disait Lénine, la part de succès et d'erreurs, c'est en effet instructif. Mais mettre en accusation le Parti Communiste de l'Union Soviétique est tout autre chose.

Il faut d'ailleurs, pour le faire, réécrire l'histoire :

« Le fait que la première révolution socialiste ait triomphé dans un pays sous-développé, a marqué de son empreinte l'histoire ultérieure » (p. 103). C'est indiscutable, à condition toutefois de remplacer par le terme « agraire » celui de « sous-développé » : celui-ci s'applique aux pays et régions dont le développement a été enrayé, voire arrêté ou inversé par les contre-coups du développement brutal, en d'autres pays et régions, du capitalisme et du colonialisme. La Russie tsariste était un pays capitaliste semi-colonial par certains traits (grosse part « d'investissements » étrangers dans les industries extractives et les transports), mais ayant sa propre bourgeoisie, se livrant elle-même à l'exploitation coloniale de certaines de ses parties (Asie centrale, etc.), La classe ouvrière, jeune et relativement peu nom-

breuse, était cependant, à l'époque, la plus concentrée d'Europe.

On ne peut suivre Roger Garaudy quand il voit dans cette prépondérance paysanne, le « drame de cette révolution » (p. 108), et surtout quand il attribue cette conception à Lénine. Celui-ci a fréquemment insisté sur le fait que le prolétariat était très minoritaire par rapport à la paysannerie (1/6 de la population pour le premier, 2/3 pour la seconde, disent les statistiques, ce qui est loin de constituer « de petits îlots dans l'océan de la population paysanne » (p. 101). Mais cette situation n'est pas pour Lénine un drame : elle faisait obligation à la classe ouvrière de s'allier à la masse paysanne, et le fait que cette alliance s'était réalisée démontrait l'efficacité de la politique du Parti prolétarien.

De cette analyse approximative découle la conclusion que « la tâche gigantesque à accomplir était de réaliser une accumulation primitive qui atteignit parfois plus du tiers du revenu national » (p. 101).

Le terme, là encore, est impropre. Il y eut bien, en U. R. S. S. comme dans la plupart des pays socialistes qui se sont trouvés aussi dans la nécessité de s'industrialiser, à étape forcée, une longue période d'accumulation. Mais on ne peut l'assimiler à ce que Marx a appelé l'accumulation primitive du capital, à savoir « l'expropriation du producteur immédiat ».

Après avoir, p. 101, qualifié cette soit-disant accumulation primitive « d'exploit », il considère (p. 117) qu'elle a été « humaine-ment très coûteuse » et « rappelle trop par certains de ces traits » celle qu'a réalisée le capitalisme. C'est là que se place la reproduction du célèbre passage où Marx (*Capital* livre I, tome III, p. 193) décrit l'abomination de ces méthodes. Or, Marx a en vue la période de trois siècles de pillage et massacre coloniaux, de traites de noir, d'expropriation de petits cultivateurs, de travail exténuant des enfants dans les fabriques. Garaudy

transpose la formule horrifiée de Marx sur le capital « qui arrive au monde suant le sang et la boue par tous les pores » à la venue au monde du socialisme !

Si l'accumulation est une nécessité, elle s'est faite et continue à se faire dans l'édification du socialisme en U. R. S. S. par la répartition du revenu national issu du travail des soviétiques eux-mêmes. Dans une première phase, par un prélèvement à la fois sur le produit du travail agricole et celui des industries de consommation. Dans une deuxième phase, l'industrialisation de base étant avancée, par un prélèvement plus réparti sur l'ensemble des activités collectives. Rien de comparable à l'accumulation primitive capitaliste ; et rien non plus avec l'accumulation primitive capitaliste ; et rien non plus avec l'accumulation de type impérialiste des U. S. A., qui est encore aujourd'hui financée, par le rapport des capitaux exportés, c'est-à-dire, par la plus value produite par les travailleurs des pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine vassalisés par les monopoles américains.

Lénine et la bureaucratie

Roger Garaudy articule sa répudiation, de ce qu'il appelle le « modèle soviétique » de socialisme, sur deux grandes idées : 1°) la propriété collective des moyens de production y est « propriété d'Etat, et d'un Etat centralisé, disposant de la plus-value de tout le travail social » (p. 143) ; 2°) « le Parti se substitue à la classe et décide seul en son nom. Le Parti, à son tour, est réduit à son appareil, et cet appareil à ses dirigeants. A la limite, un seul

pense et dirige pour tous » (p. 105).

Comme il ne conteste pas la théorie marxiste-léniniste de l'Etat comme instrument de domination de classes, on ne voit pas très bien comment Garaudy peut opposer propriété sociale et propriété de l'Etat, à moins de considérer l'Etat soviétique, non comme l'instrument de la classe ouvrière (et de son alliée la paysannerie kolkhozienne qui, soit dit en passant, dispose de la « plus value de son travail »), mais comme l'instrument de quelque autre formation sociale. L'Etat s'identifiant au Parti, nous sommes ramenés à l'idée de la substitution de « l'appareil » (ce mot épouvantail si cher aux anti-soviétiques) au Parti et à la classe.

Ici encore, s'il s'agissait de souligner les dangers bureaucratiques que recèle une économie d'Etat et que les communistes des pays socialistes doivent combattre en permanence, rien que de légitime et de banal. Mais, sous la plume de Garaudy, cela devient « dégénérescence », c'est tourner le dos à Marx et à Lénine. Pour le démontrer, Lénine est longuement invoqué, de façon à lui attribuer cette idée que l'appareil se substitue en fin de compte à la classe. Il est bien connu que Lénine était fortement préoccupé par le danger bureaucratique et qu'il comptait sur le Parti et le peuple pour évincer le bureaucratisme de la gestion du socialisme, de la production et de l'Etat; il faudra peut-être des dizaines d'années pour cela, répétait-il. Cela n'a rien de commun avec le Lénine en appelant au peuple contre le Parti, que nous suggère Garaudy.

Passons sur les références fausses (p. 101 note 1 etc.), les mots soulignés, sans qu'il soit indiqué que c'est par Garaudy et non par Lénine (« défendre les ouvriers contre leur Etat » (p. 99), pour nous arrêter sur une citation (p. 101) : en mars 1922, il (Lénine), écrit encore: « notre pire ennemi intérieur, c'est le bureaucrate, le communiste qui occupe dans les institutions soviétiques un poste responsable ». C'est nef. Reportons-nous à l'ouvrage cité. « La situation internationale et intérieure », *Œuvres*, tome 33, page 214. Il s'agit de la page 228, non de la page 214, mais ce n'est qu'un détail (qui prouve tout au plus que l'auteur travaille sur fiches, sans se reporter au contexte des citations qu'il promène ainsi d'un ouvrage à l'autre). Lénine parle là des « profiteurs et (des) flous qui se sont infiltrés dans le Parti »

et du travail nécessaire pour rendre les communistes à qui on a confié l'administration de l'Etat aptes à ces fonctions. C'est à propos de ce travail qu'il dit (rétablisons la phrase dans son entier) : « Notre pire ennemi intérieur, c'est le bureaucrate, le communiste qui occupe dans les institutions soviétiques un poste responsable (à moins que cela ne soit un poste sans responsabilité), entouré du respect de tous, comme un homme consciencieux. Un peu brutal, peut-être, mais sobre. Il n'a pas appris à lutter contre la paperasserie, il ne sait pas lutter contre elle, il la couvre. Nous devons nous débarrasser de cet ennemi et avec le concours de tous les ouvriers et paysans conscients nous parviendrons jusqu'à lui. Contre cet ennemi, contre cette pagaille et cet « oblomovisme », toute la masse ouvrière et paysanne sans parti suivra comme un seul homme le détachement d'avant-garde du Parti communiste ». Lénine en appelle au peuple pour suivre le Parti, et non contre lui. Ce parti-pris de Garaudy occulte pour lui la réalisation de l'édification du socialisme, qu'il soulignait et défendait encore dans ses précédents ouvrages, et qu'il réduit maintenant à une collection « d'erreurs ». Conduisant à une « faille ». Il sait d'ailleurs ce qu'il « aurait fallu » faire, et décrit ce qui « aurait pu » se passer si on avait fait ce qu'« il convient ». Des réformes économiques en cours, pour passer à une nouvelle étape, correspondant à un nouvel état de développement économique et culturel, il ne retient que les difficultés d'application, les hésitations ou les erreurs partielles qui font l'objet dans les pays intéressés d'expériences, débats, corrections et changement auxquels les masses travailleuses prennent justement la plus grande part.

Deux exemples de parti pris

Jusqu'où va ce parti-pris, deux exemples le montreront. Parlant du modèle « chinois », dans lequel il reconnaît avec plaisir une subjectivité plus encouragée, Garaudy écrit (p. 161) : « quant à

Jean-Marie Domenach : On parle de crise du capitalisme. N'y a-t-il pas aussi à votre avis une crise du socialisme qui nous semble, par certains aspects, plus grave ? Je veux dire que le néo-capitalisme a démontré sa capacité de réaction et d'innovation, alors que le socialisme dans les pays industriels tout au moins — j'entends le socialisme d'origine marxiste — ne semble pas capable d'un tel pouvoir de régénération, sauf peut-être en Yougoslavie et en Tchécoslovaquie. Alors, ma question, ou plutôt mes questions sont les suivantes : d'abord quelles leçons tirez-vous de cette crise du socialisme et deuxièmement, plus largement, ne croyez-vous pas qu'au-delà du capitalisme et du socialisme, ce n'est pas le socialisme sans autre précision qu'il faut proposer comme modèle, un socialisme qui semble, pour reprendre le jargon actuel, presque moins crédible aujourd'hui que le capitalisme, mais un autre modèle à la recherche duquel, je crois, sont partis tous ceux que l'on appelle les contestataires, et qui protestent, et qui rêvent, au nom d'un modèle dont l'exemple, en fait, n'existe nulle part. (Question à Michel Rocard, in *Le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France*, p. 61. *Le Seuil*.)

Il faut bien voir que le modèle de socialisme expérimenté à l'Est et que le Parti communiste tente d'importer dans un pays comme le nôtre, doit beaucoup plus à la situation de pauvreté extrême de la Russie en 1917, à l'attaque des puissances occidentales, à la présence sur place d'une armée blanche, au durcissement nécessaire du parti bolchevik pour survivre dans ces conditions, qu'au marxisme lui-même

Michel Rocard. *Le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France* (p. 62).

Les incontestables excès des actuels dirigeants chinois sont invoqués comme prétexte pour proclamer que la Chine n'est plus un pays socialiste.

Le Tournant du socialisme, (p. 157).

La Révolution socialiste d'Octobre, la construction du socialisme en Union soviétique, la défaite du fascisme allemand et du militarisme japonais, dans la Seconde Guerre mondiale, la victoire de la Révolution en Chine (souligné par nous) et dans plusieurs autres pays en Europe et en Asie, la formation du premier Etat socialiste d'Amérique — la République de Cuba — l'apparition et le développement du système socialiste mondial constitué de quatorze pays (souligné par nous), le rayonnement du socialisme dans le monde, ont ouvert de nouvelles perspectives au progrès et à la victoire du socialisme dans le monde entier.

Document principal de la Conférence de Moscou (p. 25).

l'industrialisation, alors que le point de départ était beaucoup plus bas que celui de la Russie de 1917, et en dépit de grandes erreurs qui conduisirent à des gaspillages (comme les hauts-fourneaux ruraux du « grand bond en avant ») elle se développa à un rythme extrêmement rapide : son taux de croissance se situe entre 9 et 14 % ? » Autrement dit, compte tenu du contexte, les Chinois ont fait mieux que les Soviétiques. Or, d'une part, c'est justement quand le point de départ est bas que les rythmes peuvent être plus rapides. D'autre part, dans la période d'industrialisation de l'U. R. S. S., de 1928 à 1936, le taux de croissance se situait (sauf pour une année) entre 15 et 29 % avec une moyenne de 19 %.

Page 126 dans une note, Garaudy voit dans « l'existence réelle d'un « parti paysan » comme force autonome en dehors du Parti communiste », la raison des bons résultats de la Bulgarie, qui, à son avis, font exception. Cette analyse outrageusement sommaire fait abstraction des raisons réelles et complexes de la Bulgarie : existence d'un Parti communiste implanté dans les masses, tradition d'amitié avec la Russie ; existence dans la masse des paysans (petits et moyen, en l'absence de grandes propriétés foncières dominantes) de l'idée de la pratique et de la coopération, avec comme corollaire la collaboration fréquente entre Parti Communiste et Parti agrarien (comparable à celle que Lénine aurait voulu instaurer avec les socialistes révolutionnaires de gauche) ; appui intelligemment pris sur la puissance industrielle soviétique pour réaliser la transformation socialiste et la modernisation de l'agriculture, ce qui a permis ensuite d'entreprendre une industrialisation particulièrement rapide, etc.

Le socialisme et la révolution scientifique et technique

Mais le lecteur sera particulièrement intrigué par un fait : l'idée centrale de Garaudy est que le socialisme doit se transformer

en fonction de la révolution scientifique et technique. Or, à son avis, les mieux préparés à cette transformation sont les pays les moins développés industriellement. La Yougoslavie, à laquelle il consacre un chapitre, mais aussi la Chine (que son état arriéré et sa révolution culturelle prédisposent, paraît-il, à une heureuse cybernétisation par la télévision). Impressionné par l'explosion de quelques bombes atomiques, ou par l'explosion de subjectivité que représente selon lui l'autogestion, il ne nous explique pas comment on va, dans ces pays, sauter la phase de la grande industrie généralisée pour passer directement à la production de masse de matériel électronique et de produits de synthèse.

Pourtant, il existe un pays où la révolution scientifique et technique a été mise à l'ordre du jour depuis plus de 10 ans. Des milliers de débats ont eu lieu, des centaines de livres ont paru, des congrès ont placé cette question au centre des perspectives du Parti et ont axé là-dessus sa ligne et sa politique. L'enseignement a été modernisé de fond en comble ; l'industrie la plus moderne s'est développée, l'agriculture s'est collectivisée sans heurts. Bien des problèmes se sont posés, bien des difficultés subsistent, mais le monde entier reconnaît les résultats. Un seul homme ne les a pas vus, n'a pas cru nécessaire de les étudier, croit pouvoir consacrer un livre au rapport de la révolution scientifique et technique et du socialisme, sans en dire un seul mot, en l'ignorant superbement.

On a reconnu le pays socialiste industriellement le plus développé : la République démocratique allemande. Nous ne prétendons pas ici qu'il s'agisse d'un « modèle » à imiter : il n'y a pas de tel modèle. Ni que tout soit parfait. Nous disons seulement que lorsque l'on voudra étudier les problèmes, que Roger Garaudy a voulu poser, jusque et y compris ceux des rapports entre le Parti, la classe et l'état, il y a en R.D.A. une expérience et un ensemble de recherches théoriques de la connaissance desquelles il n'est pas possible de se passer.

La nouvelle frontière américaine et le capitalisme finalisé

En 1862, le Homestead Act accordait 160 acres de terre à tout immigrant. La vague déferlait de l'Atlantique au Pacifique, et tout homme actif et aventureux pouvait se tailler un royaume. La frontière, cet horizon qui paraissait sans fin, c'était la possibilité donnée à chacun, quels que soient son passé ou ses origines sociales, de s'arracher aux servitudes de vieilles civilisations, de s'avancer librement dans des espaces vides. De cette forme d'égalité, tout américain conserve la nostalgie.

En 1890, le front marchant de la vague atteignit la côte du Pacifique, et le directeur du « Censur » (recensement) proclama « la fin de la frontière ». Désormais les pionniers n'avaient plus leur chance. Ce fut le grand tournant de l'histoire américaine. Alors commença l'aiguillage fatal : certains crurent trouver dans l'impérialisme et la conquête une deuxième frontière.

Le Tournant du socialisme, p. 85.

Pessimiste, amer, lorsqu'il s'agit de l'U. R. S. S., Roger Garaudy semble retrouver espoir dans « la résurrection » du monde (p. 7) lorsqu'il envisage « les possibles » de la première puissance capitaliste mondiale et se demande : « Que pourrait être le socialisme aux Etats-Unis ? »

Reprenant la formule même de Kennedy, il trace (dans un chapitre consacré aux Etats-Unis et aux « conséquences de la nouvelle révolution scientifique et technique »), de la page 58 à la page 93 de son ouvrage, le tracé — pas les limites — et les grandeurs de la Nouvelle Frontière. Singulière notion. On en trouve l'origine, en deçà des discours électoraux des politiciens démocrates d'outre-atlantique, dans une interprétation de l'histoire des Etats-Unis que les historiens américains eux-mêmes — nous parlons des historiens sérieux — ont abandonné depuis vingt ou vingt-cinq années. « Depuis 1815, écrit Garaudy, ceux qui fuyaient l'Europe des restaurations monarchiques et féodales, et qui, émigrant en Amérique, rêvaient d'un

monde où chacun pourrait se développer selon ses capacités et non selon sa naissance, trouvaient là le terrain idéal pour l'égalité des chances » (p. 85).

On trouvera infiniment plus de données sur la lutte des classes dans la deuxième partie du XIX^e siècle, aux Etats-Unis, et particulièrement au Far-West, dans les westerns de John Ford ou d'Anthony Mann, sans parler de *Mes folles années* de Mark Twain, que dans la synthèse historique dont nous donnons (à gauche) un large aperçu.

« En quelques années, dit alors Garaudy, les Etats-Unis sous des prétextes divers, annexèrent Hawaï, occupèrent Cuba, obtinrent de l'Espagne la cession de Puerto-Rico, de Guam, des Philippines. Ce fut ensuite la mise en coupe réglée de toute l'Amérique latine devenant en fait sinon en droit explicite, colonie américaine. »

Le schéma est exact. Mais les causes de cette entreprise expansionniste ? La logique interne du capitalisme parvenant au stade impérialiste avec la fusion du capital industriel et du capital financier ou une perversion de « l'esprit pionnier », une regrettable manifestation de « l'élan vital » américain, un instant interrompu sur les rives du Pacifique ? Roger Garaudy incline pour le second terme de l'alternative... « La fin de la frontière... les pionniers n'avaient plus leur chance... l'aiguillage fatal... une deuxième frontière ».

La Nouvelle Frontière est donc la troisième.

Le balisage en sera effectué, en un temps et un lieu où « l'intelligence organisée est en train de devenir la principale force productive » (p. 75), par un rassemblement majoritaire formé de « cols blancs » et de « cols bleus » au sein duquel « les ingénieurs, les techniciens, les cadres, un grand nombre d'intellectuels joueront un rôle primordial » (p. 81).

A un tel rassemblement, Garaudy ne fixe pas l'objectif de supprimer la propriété privée des grands moyens de production ou, du moins, dans une première étape, d'affaiblir les monopoles capitalistes. Il lui in-

combe au contraire de concilier les intérêts des classes antagonistes et d'œuvrer dans trois directions.

1^o) « industrialisation du Sud, afin non seulement de créer des emplois mais d'instituer d'autres rapports de classe que ceux du maître et de l'esclave qui se perpétuent sous des formes diverses, en tout régime de société agraire » (p. 89.)

2^o) « Orienter les investissements vers la satisfaction des besoins collectifs » (p. 90.)

3^o) « Aide véritable au tiers monde » (p. 91.)

Un tel « programme », envisagé sans tenir compte de la lutte des classes, évoque irrésistiblement un discours papal.

Il s'agit de faire « du bien » : du bien aux noirs du Sud, aux pauvres des Etats-Unis, au Tiers Monde (pp. 88 à 91). Ce qui susciterait « un boom sans précédent de l'économie américaine, une ère de plein emploi et une utilisation à 100 % du potentiel économique ». Et ceci sans que la classe dominante s'en trouve le moins du monde affectée. En effet « ce programme est réalisable sans mettre en cause les principes et les lois fondamentales du régime, mais au contraire en leur donnant leur pleine efficacité » (p. 93), donc sans qu'il soit porté atteinte aux profits des monopoles, sans que soit modifié le pouvoir d'Etat, sans luttes de classes à l'échelle nationale et internationale, sans que puisse véritablement en prendre ombrage la puissante oligarchie du premier pays impérialiste du monde.

Certes, reconnaît Garaudy, des difficultés subsistent pour la solution de quelques problèmes épineux, celui notamment de la reconversion des industries d'armement. Mais, compte tenue du bloc historique et de la force de persuasion, tout peut être réglé (en mettant hors de jeu les lois économiques et les luttes sociales) : « Il est possible de démontrer, sans renoncer aux critères de la rentabilité, qu'avec les capitaux investis dans la fabrication des bombardiers abattus ou immobilisés au Vietnam, les constructeurs américains pourraient créer le plus formidable des réseaux aériens commerciaux » (pp. 92-93).

Démontrer à qui ? Apparemment, Garaudy, plutôt que de chercher l'origine des guerres dans la nature même du capitalisme, songe encore à une « erreur d'aiguillage » des « pionniers » de l'impérialisme américain.

Revenons cependant à la Nouvelle Frontière. Garaudy précise : (p. 93) « ce n'est pas encore le socialisme, c'est le capitalisme finalisé... le chemin d'une humanisation du système ». Est-ce le fin mot, sa maîtresse-pensée en matière de lutte contre le système impérialiste ? Lui donner « un visage humain » ! On comprend dans ces conditions que Garaudy puisse reprocher au mouvement communiste international de n'avoir posé à Moscou, du 5 au 17 juin 1967, aucun problème décisif parce que son « analyse des contradictions du monde actuel était trop pauvre pour le permettre ».

Le « triomphalisme » de la Conférence de Moscou

En fait, selon lui, la conférence n'a fait que révéler « la profondeur de la crise du mouvement communiste international » que n'ont pu masquer « des textes d'esprit triomphaliste ».

Il aurait été intéressant de savoir s'il fallait compter parmi ces textes « triomphalistes » l'appréciation suivant laquelle « l'impérialisme est impuissant à reprendre l'initiative historique qu'il a perdue, à renverser le sens de l'évolution du monde moderne. Ce qui détermine le sens général de l'évolution de l'humanité, c'est le système socialiste mondial, c'est la classe ouvrière, ce sont toutes les forces révolutionnaires » (Documents de la Conférence internationale, p. 12).

La question n'est pas négligeable : intervention armée des Américains au Vietnam, agression israélienne contre la R.A.U., la Syrie et la Jordanie, axe Washington-Bonn et présence militaire des U.S.A. en Europe, coup d'état fasciste en Grèce, massacres en Indonésie, néo-colonialisme en Afrique, répressions en Amérique latine. On peut la poser. Ce qu'on fait les représentants des partis à la Conférence de Moscou. Le

terrain est concret. Il s'agit, pour le couvrir, d'analyser chacun des aspects du combat de classe en chacun des pays et sur le plan mondial. Roger Garaudy n'en fait rien, ne disant mot, du même coup, du rôle essentiel joué par l'U.R.S.S. dans cette lutte planétaire.

Délaissant la contradiction principale, l'affrontement socialisme-capitalisme, il s'attache aux « contradictions internes dans le camp socialiste », que « l'on nie tout simplement... au moment même où, comme par hasard, les incidents de frontière et les contestations territoriales se multiplient en Extrême-Orient, prenant le relais du débat « idéologique », entre l'U.R.S.S. et la Chine, au moment aussi où l'occupation soviétique de la Tchécoslovaquie exigeait non seulement l'abandon de la ligne de janvier 1968, mais l'épuration du parti, les autocritiques forcées et la perspective de procès pour ceux qui cherchaient un modèle autochtone du socialisme » (p. 154). On notera que Garaudy, bien au-dessus de la mêlée, s'abstient d'analyser l'origine des incidents de frontière et des contestations territoriales. Ainsi peut-il, sans arguments, ni gêne, renvoyer dos à dos l'U.R.S.S. et la Chine, sans autre forme de procès.

On notera également qu'il a dédaigné, ou oublié, le rapport présenté le 25 septembre dernier par Gustav Husak au comité central du Parti communiste tchécoslovaque, rapport où janvier 1968 était apprécié comme « une grande chance historique » (voir l'éditorial du n° 28 de la N.C.), et à l'issue duquel le P.C.T. s'est donné précisément pour objectif de réaliser « les tâches positives qui n'ont pu être accomplies après janvier 1968 et dont la solution est historiquement nécessaire ».

Où est-il, là-dedans, question d'« abandon de la ligne de janvier 1968 » ?

Plus d'un an après l'intervention, la réalité tchécoslovaque, quotidiennement pétrie par les luttes que, dans des conditions difficiles, mènent les communistes de ce pays, contre l'opposition droitière et aussi le dogmatisme toujours vivace, reste complexe, contradictoire. Roger Garaudy n'en veut voir qu'un aspect, celui qui coïncide avec sa vision manichéenne ; l'hiver est tombé sur Prague.

Cela lui permet, entre autres, de valoriser la notion de « contradictions internes dans le camp socialiste », notion dont il se garde de présenter les titres théoriques, comme il se garde — compte tenu de « la faiblesse idéologique des documents » — d'indiquer que, pour leur part,

les Partis communistes et ouvriers estiment : « Il n'existe pas dans la nature du socialisme de contradictions telles que celles qui sont inhérentes à la nature du capitalisme. Lorsque surgissent entre des pays socialistes certaines divergences — divergences engendrées par les différences de niveau de leur développement économique, de leur structure sociale, de leur situation internationale, ou liées à leurs particularités nationales — ces divergences peuvent et doivent être surmontées avec succès sur la base de l'internationalisme prolétarien, par la discussion et la coopération fraternelles et volontaires. Elles ne doivent pas pouvoir rompre le front uni des Etats socialistes contre l'impérialisme. Les communistes ont conscience des difficultés que connaît le développement du système socialiste mondial. Cependant, le système socialiste a pour base une communauté de régime économique et social, la coïncidence des intérêts et des objectifs fondamentaux des pays qui le composent. » (Documents, p. 28.)

Le système du *Tournant du socialisme* est, à sa manière, rigoureux. Exemple : Roger Garaudy affirme (p. 155) : « l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie implique une condamnation radicale des tentatives des Partis communistes de France et d'Italie pour rechercher une voie démocratique vers le socialisme, avec une pluralité de partis, une liberté de presse et d'opinion, un dialogue et une coopération avec des hommes qui, sans partager notre philosophie, veulent, comme nous, le socialisme ».

Cette « implication » ressort de la logique interne de Roger Garaudy. Pas de la réalité de la Conférence de Moscou dont le document principal, rédigé collectivement dix mois après l'intervention, indique clairement (p. 30) : « Les communistes, qui attachent une importance capitale à l'unité de la classe ouvrière, s'affirment en faveur d'une collaboration avec les socialistes pour instaurer aujourd'hui un régime démocratique avancé et pour construire demain la société socialiste. Ils mettront tout en œuvre pour obtenir et organiser cette collaboration. Ils se prononcent également pour la coopération avec les autres partis et organisations démocratiques intéressées à la rénovation de la société. Naturellement, pour avancer sur cette voie, il est nécessaire que les partis socialistes et les autres formations qui se déclarent favorables au socialisme, se détournent décidément de la politique de collaboration de classe avec la bour-

geoisie pour pratiquer une politique de lutte efficace pour la paix, la démocratie et le socialisme. »

Le Tournant du socialisme aurait pu, aurait dû, en tout état de cause, essayer de rendre compte de la compatibilité entre l'intervention des Cinq en Tchécoslovaquie et la reconnaissance par l'ensemble des Partis communistes de la validité des voies révolutionnaires différentes de celles que durent emprunter nos camarades soviétiques. C'est-à-dire essayer (notamment) de comprendre à partir de quelle interprétation des faits et de quel raisonnement (jugions-nous celui-ci erroné et préjudiciable au mouvement communiste) les Cinq ont été amenés à intervenir en Tchécoslovaquie. Mais la cohérence du « système » de Garaudy s'en serait trouvée singulièrement ébranlée, et moins évident serait apparu le « choix décisif », « le grand tournant » proposé par l'auteur : « ou bien une grande politique de masse, seule capable de rassembler toutes les forces qui veulent le socialisme pour l'instaurer dans notre pays, ou bien l'alignement sur les conceptions des actuels dirigeants soviétiques qui tournent le dos aux exigences démocratiques fondamentales de la victoire et de la construction du socialisme dans les pays hautement développés » (p. 149).

A ce jeu, Garaudy peut remporter de faciles victoires. En écrivant par exemple (p. 152) : « Pour chaque parti communiste, le devoir internationaliste ne consiste pas à se transformer en propagandiste ou en apologiste d'un modèle de socialisme étranger, mais à faire pénétrer dans son propre pays, profondément, l'exigence du socialisme et à découvrir le modèle de socialisme correspondant aux aspirations propres de son peuple. » C'est juste, au terme de « modèle » près. Non moins juste, et plus précis, est le document principal de la Conférence (que ne cite pas Garaudy) qui indique page 50 : « *La plus grande contribution à la cause du socialisme et de l'internationalisme prolétarien des partis communistes luttant dans les pays du capitalisme sera la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés. Les partis communistes et ouvriers agissent dans des conditions spécifiques très diverses, qui exigent des approches diverses pour l'accomplissement de leurs tâches concrètes.* Chaque parti, partant des principes du marxisme-léninisme, et tenant compte des conditions nationales concrètes, élabore en toute indépendance sa politique, définit la direction, les formes

et les méthodes de sa lutte, détermine sa voie pacifique ou non pacifique, selon les circonstances, de passage au socialisme, ainsi que les formes et les méthodes de construction du socialisme dans son pays. »

La classe ouvrière et l'aliénation

La Conférence de Moscou n'a pas montré que la classe ouvrière est « de plus en plus aliénée », victime des aliénations du système capitaliste. Dans cette absence, Roger Garaudy voit le signe éclatant de « la faiblesse idéologique » des Partis. Il faut donc y revenir.

Car, même en tenant pour scientifique ce concept d'aliénation, on doit remarquer que tout l'apport du marxisme en la matière est justement de spécifier à quelle aliénation on a affaire : exploitation du prolétaire, obstacle à la création scientifique ou technique du chercheur ou de l'ingénieur, exploitation coloniale, etc. Dans tous les cas, il s'agit d'aliénations dont la destruction réclame des analyses de classe, des formes de lutte, des organisations absolument spécifiques. Garaudy propose, lui, une espèce d'option générale qui met tout sur le même plan.

Dans la mesure où les Partis communistes correspondent à la résolution d'un type d'aliénation, l'exploitation prolétarienne, on comprend alors que Garaudy puisse reprocher à certains d'entre eux, dans certains pays d'Amérique latine, d'Asie ou d'Afrique, où il n'y a pas ou peu de classe ouvrière, d'être passé à côté (en admettant que cette appréciation soit juste) des luttes nationales ou anti-féodales.

Le Parti communiste ne peut être le parti de toutes les victimes des aliénations que s'il est de façon privilégiée le parti des victimes d'une aliénation spécifique. C'est parce que le parti bolchevik ou le parti des travailleurs du Vietnam n'étaient pas le parti de tous les aliénés quels qu'ils soient qu'ils ont pu faire l'alliance de tous. Si le parti est « un peu » le parti de la classe ouvrière, il ne sera pas l'instrument de la libération de toutes les « aliénations », s'il l'est beaucoup il sera cet instrument.

Mais Roger Garaudy subsume toutes les aliénations sous une seule, l'aliénation de la responsabilité, de la gestion, et de la participation de l'individu, aliénation qui serait contradictoire avec les exigences de la

révolution scientifique et technique : « Alors que le mode de production industrielle tendait à évincer la subjectivité du travailleur, l'homme se bornant à servir un mécanisme et devenant ainsi un objet soumis à l'objet (la machine) dont il était un appendice, la cybernétisation de la production comme de la gestion tend à placer l'homme en marge de la production directe et à situer son rôle — en amont de la machine pour analyser et programmer — en aval de la machine pour décider et orienter — au niveau de la machine pour contrôler. »

Passons sur le « concept » de mode de production « industriel », emploi cependant significatif. Mais ce qui faisait de l'homme un objet, ce n'était nullement la machine (idéologie bien vulgaire de tous les passésismes qu'ils soient chrétiens ou laïques à la Guehenno), c'était le mode de production capitaliste. D'ailleurs Garaudy considère que le modèle yougoslave du socialisme est capable de lutter contre l'objectivation de l'individu, alors que le pays est en plein dans le machinisme classique.

Garaudy continue en disant, à bon droit : « Il ne faut pas croire que cette mutation sera un reflet passif des changements de l'infrastructure. En réalité, nous avons à faire face à une série d'alternatives, à l'ouverture d'un champ de possibles. » Fort bien, mais s'agit-il d'un choix, s'agit-il d'alternative, s'agit-il d'un champ de possibles ? Il est d'abord fort optimiste de penser que le capitalisme — avec toutes ses aliénations et ses hommes-objets — est incapable d'assumer la révolution scientifique et technique : il peut le faire mais en renforçant au contraire « l'aliénation », la parcellisation, l'élimination de la participation des individus à la décision. La contradiction fondamentale entre le capitalisme et le développement des forces productives ne se situe nullement à ce niveau de la conscience ou de l'intolérabilité des individus ou même des classes, elle se situe dans le freinage que constituent (à l'échelle du monde capitaliste, et non à l'échelle d'un pays capitaliste donné) les rapports de production. C'est la conjonction de cette contradiction objective (le capitalisme s'avérant incapable d'assumer le progrès des forces productives en maintenant son taux de profit sans lequel il n'est plus le capitalisme) et de la lutte subjective contre l'exploitation capitaliste (qu'elle soit matérielle ou morale) qui permet le passage au socialisme. Cette lutte subjective est, accordons-le, un

choix, en ce sens qu'elle résulte à un moment ou à un autre d'une prise de conscience. Mais l'autre contradiction, fondamentale, n'est point résolue par un choix quelconque, mais par la lutte révolutionnaire.

Unité et divergence

Cette lutte révolutionnaire, elle réclame dans la situation actuelle « l'unité d'action des communistes, de toutes les forces anti-impérialistes pour utiliser au maximum toutes les possibilités nouvelles qui s'offrent de déployer une offensive plus vaste contre l'impérialisme, contre les forces de la réaction et de la guerre » (*Documents de la Conférence internationale*, p. 8).

C'est apparemment l'avis, aussi, de Garaudy puisqu'il écrit page 152 : « Il est temps de constituer une unité véritable du mouvement, unité symphonique de partis recherchant des modèles spécifiques du socialisme, correspondant à leur structure sociale et à leur tradition nationale, échangeant en toute autonomie de jugement et sur un plan d'égalité leurs expériences, et s'unissant pour des objectifs communs, en particulier la lutte contre l'impérialisme. »

On ne donne cependant pas une « symphonie » avec des solistes fascinés par leur seule partition. Au-delà des effets de style, le problème posé est donc, soit celui des divergences par-dessus l'unité, soit celui de l'unité compte tenu de divergences dont il reste à analyser les racines.

Harmonieuse synthèse, dit Garaudy. C'est séduisant et (mais) abstrait.

Autrement utile pour la réflexion des communistes et des hommes (politiques) de sciences nous paraît être la réponse (cf. *N.C.* n° 24 mai 1969) de Georges Marchais à une question soulevant ce même problème : « nous nous appuyons sur trois idées essentielles. Il y a des divergences et nous ne pouvons pas le nier, elles existent. Mais ceci étant dit, on ne peut pas oublier non plus qu'au fond, ce qui unit les communistes du monde entier est infiniment plus fort que ces divergences elles-mêmes. En second lieu, nous avons toujours défendu l'idée — dès le lendemain de l'intervention en Tchécoslovaquie, alors que notre parti avait pris position contre cette intervention — que les divergences sur une question donnée ne devaient pas empêcher l'action commune dans la lutte contre

l'impérialisme. Dès le 22 août, nous l'avons dit. En troisième lieu, nous avons toujours dit que c'est dans l'action commune que nous parviendrons le mieux à résoudre ces divergences. »

La lutte contre l'impérialisme pour des objectifs communs est nécessaire, reconnaît Garaudy, soit ! Mais si une certaine attitude à l'égard des partis qui ne partagent pas notre point de vue sur un épisode ou un acte donnés, nuit gravement à l'unité d'action du mouvement ouvrier international, c'est-à-dire à l'efficacité, à la portée de la lutte contre l'impérialisme ?

En la matière, son choix resterait mystérieux si, page 152 de son ouvrage, il n'estimait « comme l'un des aspects les plus positifs de cette Conférence « la manifestation de certains désaccords par quelques partis » (on serait porté à écrire : l'existence de désaccords entre les partis). Roger Garaudy, cette fois, est clair : « Résultat positif car cela ne signifie pas une dislocation du mouvement : cela signifie que le mythe du « monolithisme » est détruit et qu'il est temps de constituer une unité véritable du mouvement » (p. 152).

A ce point, l'on risque de tomber dans les lieux communs de « l'unité dans la variété », voire de penser qu'en matière de lutte des classes aussi, « la musique est l'exercice mathématique d'un esprit qui ne sait pas qu'il compte ». Aussi faut-il quitter Leibnitz pour se demander si, dans le mouvement communiste, les divergences sont un phénomène normal, obligatoire et tonique ; ou si, pour compréhensibles et explicables qu'elles soient (compte tenu des différences de pratique de partis révolutionnaires agissant dans des réalités nationales spécifiques), ces divergences — dont « l'existence est un phénomène historiquement temporaire, provisoire » (Jean Kanapa, *N.C.* n° 24, article cité) — peuvent être éliminées, une des deux positions s'étant, à l'épreuve des réalités révolutionnaires, révélée fausse ou insuffisante.

Sanctifier le désaccord serait parodier Rocard et, en bon petit-bourgeois content de l'être, affirmer de tout son cœur : « Je serais très malheureux d'une unanimité qui deviendrait répétitive. Ce serait très malsain. » (*Le P. S. U. et l'Avenir socialiste de la France*, p. 78.) Aussi nous sentons-nous plus proche de Waldeck Rochet, déclarant à la Conférence de Moscou : « Nos partis communistes se trouvent confrontés à des conditions de lutte et à des problèmes d'une grande diversité. Mais cette diversité ne doit pas signi-

fier division, pas plus que la nécessaire indépendance de chaque parti ne doit conduire à l'isolement ou au nationalisme. »

De la représentativité des partis communistes

Les partis communistes, il est vrai, Roger Garaudy (si respectueux par ailleurs de « l'autonomie de jugement » et de l'échange d'ex-

périences « sur un pied d'égalité »), en a une bien piètre opinion. —

« Au total, dit-il, il y avait là (à Moscou) plus de trente partis dont la représentativité était pour le moins limitée. » Celui d'Israël, par exemple, jugé non représentatif (de quoi ?) en raison d'une scission provoquée par un groupe gagné par le nationalisme, ceux de l'Inde et du Japon, quelques-uns d'Amérique latine à cause de « l'incapacité de plusieurs partis à se déprendre d'un modèle d'importation » (p. 151), celui des Etats-Unis évidemment, puisque « le Parti communiste américain, formé dans l'esprit du Parti bolchevique, ne parvint pas à mettre en œuvre les méthodes de Marx et de Lénine dans les conditions spécifiques des Etats-Unis, si bien qu'il devint comme — hélas — d'autres partis communistes, beaucoup plus

un organe de propagande de la révolution d'Octobre qu'une force de rénovation de la société américaine » ; celui de l'Union soviétique, cela va sans dire dans la mesure où ses dirigeants ne sont par reconnus comme tels par Garaudy, ni ceux de la Hongrie, de la R. D. A., de la Bulgarie, de la Mongolie, de la Tchécoslovaquie (après neuf années dans les prisons « novotnyennes », Gustav Husak peut lire, comme nous, dans *Le Tournant du socialisme* : « Donnant à Husak mission d'écartier la question tchécoslovaque, Brejnev a donné le ton » — ce qu'il aurait pu admettre de la part du *Figaro*), etc.

Passons. En remarquant seulement que personne, dans le mouvement ouvrier, ne se permet de faire ainsi « la leçon » aux divers partis communistes.

La voie française au socialisme et l'utopie réformiste

Comment ne pas être frappé, en lisant Roger Garaudy, par l'importation et le décalque d'idées, présentées comme de pure et évidente origine communiste, qu'on est davantage habitué à trouver sous la plume de Gilles Martinet, André Gorz (la « nouvelle classe ouvrière ») ou Michel Rocard. Ainsi la méfiance envers les partis, qui ne représenteraient plus certaines couches, et les plus « avancées » ; envers l'alliance entre partis, et envers les *programmes communs* de gouvernement. (*Pas un mot*, dans l'ouvrage, ni sur le Manifeste de Champigny, ni sur la *question* du programme commun à débattre entre organisations démocratiques). L'unité de la gauche ne passe pas, ne passe pas surtout par l'alliance entre formations politiques. Ainsi du goût prononcé pour la « prospective », qui permet de sauter à pieds joints par-dessus les problèmes immédiats ; voire pour la « civilisation des loisirs », en des termes qui sont ceux de Fourastié (cf. p. 35) ou de Dumazedier, qui furent ceux du Lafargue du *Droit à la Paresse* ou ...

de Schiller dans ses *Lettres sur l'Education esthétique de l'homme* (qu'est-ce en effet — p. 36 — que ce monde kanto-freudo-marcusien « de la pénurie et de l'abnégation » ?) ; visions qui en tout état de cause font abstraction et des obstacles de classe et des différences entre régimes sociaux. Ainsi, en troisième lieu, de la trinité « démocratie ouvrière — contrôle ouvrier — autogestion » ; certes, on est rassuré d'apprendre que l'autogestion ne peut commencer (à la différence de la « participation ») qu'après l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange ; mais il reste que cette théorie des « pouvoirs » parcelaires et des « centres de décision » (le terme ne figure pas, mais la pensée) est celle du P. S. U. non celle du Parti communiste.

Roger Garaudy emploie d'ailleurs sans guillemets, à plusieurs reprises (par ex. pp. 254, 271), le terme de « monarchie patronale » ou de « société monarchique » (pour désigner l'usine en régime capitaliste) ; ce vocabulaire, qui

met l'accent sur la hiérarchie et le commandement plus que sur le phénomène économique de l'exploitation, est propre, on le sait, à la C. F. D. T. Ainsi, enfin (mais ici Garaudy laisse loin derrière lui les anticipations les plus audacieuses des penseurs de la gauche technocratique-gauchiste !), de l'étonnante vision de la « démocratie directe » (pp. 273-274), à peine assortie d'une prudente restriction (« extrapolation et passage à la limite »), superbe échantillon de candeur politique. Car enfin, est-ce que les *intérêts* de certaines couches ne *s'opposent* pas au meilleur système de diffusion de l'information ? Ne retrouve-t-on pas là, grossie, l'une des faiblesses des partisans d'un certain socialisme « libéral » : croire qu'on a tout « débloqué », qu'on a réalisé la démocratie politique quand on a libéré l'information des citoyens ? Mais dans cette utopie (la micro-république de Rousseau à l'échelle planétaire), la candeur n'exclut pas la revendication flatteuse du « pouvoir aux savants » ; car enfin, ce « dia-

logue permanent » (Pugwash + Paulus-Gesellschaft comme moyen, sur le plan international, de « réduire les tensions » sociales !), sera grevé d'inégalité entre ceux qui savent et savent parler (quelques « ténors » du monde des sciences, surtout humaines), et les autres, les premiers trouvant dans les seconds un public et un matériau inespérés. De cette « Assemblée plénière permanente de tout un peuple », les universitaires n'ont-ils pas eu (et ont encore actuellement) un avant-goût en réduction avec les assemblées générales d'étudiants à répétitions, chères au groupuscule intitulé U. N. E. F. (sans « renouveau ») dirigé par le P. S. U., modèle de « manipulation » à des fins très minoritaires et ... autoritaires ? Disons aussi que Garaudy « inverse » ici, en la peignant en rose, l'idéologie des mass-media, qui prend plus souvent, chez d'autres, les couleurs sombres de l'Apocalypse (Morin, Marcuse, etc.). Roger Garaudy est si conscient de l'aboutissement réel de son utopie qu'il prévient, bien en vain (p. 311), contre l'objection de ceux qui seraient tentés d'ironiser sur « l'internationale des intellectuels technocrates » ... Nous ironisons, bien sûr, et nous ne serons pas les seuls.

Le bloc historique et l'unité de la gauche

Mais qu'en est-il du futur plus immédiat ? Gêné par la contradiction que lui ont apportée précédemment des spécialistes communistes de Gramsci, qui ont récuse la paternité gramscienne de sa conception du « bloc historique », Roger Garaudy tente de faire que l'autre soit néanmoins le même, et que la soudure entre une classe visant à l'hégémonie et les superstructures idéologiques qui la consolident (Gramsci) soit synonyme de « l'union des forces du travail et de la culture » (p. 311), formule creuse qui appellerait une réfutation aussi dirimante que celle qu'infligea Marx aux formules lassaliennes du Programme de Gotha. De même pour la conception économique marxiste de la distinction entre travail productif et travail improductif (termes jamais employés par Garaudy) que supposent les développements (pp. 241-242) sur la plus-value que

créeraient les enseignants et les enseignés (du Supérieur)...

Passons sur l'« extrapolation » opérée à partir du terme de « travailleurs collectifs » employé par Marx, qui a déjà été critiquée ailleurs dans notre presse. Nous apprenons cette fois que « les intellectuels » (ou « de larges couches », mais Garaudy glisse constamment du second au premier) n'étant pas représenté dans un ou des partis, le « bloc historique » ne peut pas « passer par l'alliance entre formations politiques ». Nous apprenons que les intellectuels ne sauraient être en aucune façon rangés parmi les classes moyennes (si Garaudy note justement l'augmentation croissante de leur nombre, a-t-il lu les analyses de son propre parti sur la *salarisation* croissante de ces couches ?). Que les classes moyennes « traditionnelles » (au passage, p. 247, on fait une croix sur les professions libérales : ne sont-ce pas là des « mandarins » ?) sont justiciables d'une alliance « tactique » avec la classe ouvrière, alors que l'alliance (voire la « fusion progressive » !) avec les intellectuels plus ou moins liés à la production matérielle (mais cela s'étend aux « étudiants ») est une alliance « stratégique » (p. 244). Garaudy est si entiché de ces nouveaux alliés qu'il attribue à « l'aliénation » de la classe ouvrière les caractéristiques qui sont plus spécifiquement celles du malaise *étudiant* : être voué à un système « dont on ne discute ni les fins, ni la valeur, ni le sens ».

Le « bloc historique », donc, ne sera pas axé autour des partis ; ni non plus, apparemment du moins, des syndicats les plus représentatifs. Des partis, Garaudy dit des choses que seuls onze ans de gaullisme peuvent expliquer ; par exemple, qu'ils ne sont plus des écoles (parmi d'autres) de formation politique, car ils sont évincés complètement par les moyens de communication de masse (p. 268). Il devrait bien plutôt s'étonner (l'étonnement étant le début de la sagesse) qu'après ces onze ans, il y ait encore en France des partis, au premier rang desquels le nôtre ! Mais précisément, s'il ne peut faire moins que lui accorder les caractéristiques et la dignité d'un parti (p. 267), il les dénie au Parti socialiste ; de façon générale, à l'exception du nôtre, aucun parti n'est nommé : c'est plus commode. De plus, l'unité de la gauche est dépassée, selon Garaudy, pour trois raisons : 1° Ce serait une conception *défensive* ; 2° Elle serait liée à une conjonc-

ture historique de lutte contre le fascisme ou le danger fasciste (Front Populaire, sans doute) ; 3° Elle serait « née dans l'optique parlementaire » (et non susceptible d'en sortir. P. 266). Il serait trop long de démontrer ici que ces trois propositions sont fausses ; à défaut, trois remarques s'imposent. D'abord, Roger Garaudy sous-estime gravement et volontairement le *moment politique* dans la transformation socialiste (cf. pp. 261-262). Le « blocage » de la machine d'Etat capitaliste devrait, parce que celui-ci est devenu un facteur direct de développement *économique*, s'opérer *d'abord* au niveau économique, et non du pouvoir d'Etat : fausse déduction, parfaitement mécaniste ! (Observons en passant, à ce propos, que l'Etat capitaliste du XIX^e siècle a quand même assuré d'autres fonctions que celle de « veilleur de nuit » — p. 259 — que lui assignaient Humboldt, Bentham et autres théoriciens du libre-échange...). Ensuite, Garaudy tend fortement à assimiler, comme le gauchisme, démocratie politique à démocratie bourgeoise, et démocratie économique à démocratie socialiste ; donc à dédaigner la défense (et pas seulement l'élargissement) de la première ; qui n'était pas une nécessité seulement contre le fascisme ; à ce propos, Garaudy est-il bien sûr, dans son optimisme technologique, que la France soit à l'abri de toute tentative de « solution autoritaire » ? Enfin, Garaudy feint constamment, sans le dire explicitement, de penser que son parti confond voie pacifique et voie parlementaire (p. 261, 266) ; en l'absence de toute citation de texte officiel de notre Parti ou du Mouvement communiste international, on doit bien conclure au procès d'intention caractérisé.

Deux absents : le C.M.E., la démocratie avancée

Ce procès d'intention, il est d'ailleurs partout. Ainsi, nous ignorerions les « contradictions nouvelles » du capitalisme qui sont venues s'ajouter à celles découvertes par Marx (p. 237). Et Garaudy se propose, en toute modestie, de faire pour la France ce que Lénine a fait avec le « Dé-

veloppement du capitalisme en Russie ». A croire — mais qui le croirait ? — qu'il ne lit pas, pour ne citer qu'elle, la revue *Economie et Politique* ; curieux d'ailleurs de constater à quel point le terme, sinon la notion, de capitalisme monopoliste d'Etat est absente de ses développements ... Ainsi également, nous voudrions, ou nous serions amenés sans le dire, faute d'adhérer publiquement, comme il le fait, au « modèle yougoslave » ou à celui du « socialisme à visage humain », instaurer en France un système socialiste copié sur le système soviétique (p. 281). Ainsi enfin, nous n'aurions pas de pro-

positions pour renouveler la démocratie *politique*, telles que mandat impératif des élus et contrats de législation (Garaudy écrit : « de législation », p. 272). Si bien qu'à la lecture du livre, surtout de sa dernière partie, on est périodiquement tenté de dire : mais tout cela figure dans le Programme de notre Parti, la chose va peut-être sans dire, mais va mieux en le disant ! Or, on cherchera en vain une référence sur la démocratie *avancée*, forme de transition vers le socialisme ; Garaudy ne parle, rétrospectivement, qui de la démocratie « renouée », valable seulement hier, encore une fois, et

contre une menace fasciste. Le lecteur, lui, n'est certes pas indifférent aux moyens de rendre aux citoyens leur pouvoir « d'initiative et de décision » ; il est sans doute pour le socialisme, pour la garantie de la démocratie politique par la démocratie économique, peut-être pas pour la « démocratie directe » qui est la caricature de la démocratie ; mais il voudrait savoir quel *programme* nous proposons pour *demain*, quelles mesures concrètes peuvent y mener. Faute de quoi il aurait troqué son droit d'aînesse révolutionnaire contre le plat de lentilles de l'utopie réformiste.

Le parti et ses principes d'organisation sont-ils dépassés ?

Il est un point de départ incontestable à l'ouvrage de Roger Garaudy : « la double certitude qui a fini par s'imposer à moi comme une évidence ». Remarquons au passage combien Garaudy tient à souligner dans le choix des termes qu'il s'agit d'autre chose que d'une conviction personnelle, mais d'une vérité objective à laquelle il lui a fallu rendre les armes. Contenu de cette certitude double :

— on ne peut rien faire de valable en France sans le Parti communiste :

— on ne peut rien faire si ce parti ne se transforme pas lui-même profondément (p. 9).

En apparence la symétrie est parfaite et la certitude binaire. Regardons-y cependant de plus près. Les deux propositions se ramènent à une seule : on ne peut rien faire de valable en France si le parti communiste ne se transforme pas lui-même profondément. Proposition intemporelle : elle porte sur le passé, le présent et l'avenir. On peut ici poser une question : n'y a-t-il pas là un « dérapage » vers les positions de l'anti communisme le plus rationnel ?

Roger Garaudy opère un transfert des responsabilités : il escamote les *conditions réelles de la lutte des classes* en France pour attribuer au mode d'organisation du parti communiste français le blocage de la situation politique.

Aussi définit-il ainsi les transformations que doit connaître le Parti

communiste : « *Sortir de l'impasse, pour ce parti, ce n'est pas changer de programme, moins encore changer d'objectif, mais transformer sa méthode et son style de travail pour n'être pas seulement cette force compacte que l'adversaire craint et contoune, mais pour devenir le centre vivant et rayonnant de la vie française dans son mouvement vers l'avenir* » (p. 326).

L'impasse dont il est question ici, ce sont les difficultés rencontrées pour unir la gauche contre le régime politique des monopoles, le contraire de l'impasse, c'est le fait pour le parti de devenir « le centre vivant et rayonnant de la vie française dans son mouvement vers l'avenir », mais qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? On est tenté ici par de mauvais jeux de mots : et si nous, communistes, n'avions aucun désir d'être le centre, pas plus que de nous engager à faire quelque chose de valable avec n'importe qui, n'importe comment ? La fuite devant les concepts marxistes ou même tout simplement devant les mots précis ne nous paraîtra pas innocente.

Changer sa méthode et son style de travail, cela signifie pour le P. C. F., nous dit-on, prendre cinq initiatives. Nous n'examinerons que la cinquième « celle qui conditionne d'ailleurs toutes les autres ». « *C'est une transformation profonde de la conception même du parti et de son organisation* » (p. 274). « *Le centralisme démocratique... doit, aujourd'hui plus que jamais, dans nos sociétés hautement développées, être conçu, non selon le modèle mécanique, mais selon le modèle cybernétique* » (p. 278). Cela implique un système d'interactions « du sommet à la base et de la base au sommet ». Certes, mais aussi « dans un sens horizontal ». Et cela conduit à ce que « les opinions d'une minorité » soient diffusées et discutées à travers tout le parti (p. 280). Or telle est bien la visée essentielle de cette construction cybernético-humaniste. Il s'agit que le parti tout entier ait à connaître à tout propos et en toutes circonstances des divergences qui peuvent apparaître sur l'application et l'interprétation de la ligne politique, en quelque point que ce soit de l'organisation, sur un plan vertical ou horizontal. Autant dire que c'est là instaurer un forum permanent et multidimensionnel où le caractère même du Parti communiste comme parti d'action s'effacerait. Avec comme conséquences inéluctables l'éloignement des masses et le rétrécissement de la base du parti en secte.

Pour Garaudy, « l'initiative » à prendre pour dégeler une situation si désespérément contraire à ce qui devait être, conformément à l'essence des choses, revient donc en fait, à liquider le Parti communiste en tant que tel. On le liquidera matériellement. En reconnaissant le droit de tendance, en organisant la discussion sans fin (donc la remise

en question permanente des décisions de Congrès), en multipliant à l'infini les liaisons « horizontales » (dont on semble croire qu'il n'en existe pas !). Mais Garaudy va plus loin. Il propose, rejoignant ainsi les adversaires de Lénine et ceux de notre Parti, que les directions à tous les échelons soient constituées, non de permanents (qu'il appelle « fonctionnaires de l'appareil » : n'est-il pas « fonctionnaire » de l'Université ?), mais de camarades travaillant, si on comprend bien, toute leur journée à la chaîne, à la mine, etc., et trouvant sur leur temps libre le temps 1^o) de lire, 2^o) de diriger de grosses fédérations, des sections importantes, de se déplacer en province ou à l'étranger, d'écrire, etc. Disons le : dans les conditions actuelles de complexité des problèmes et de dimensions de l'organisation, le rôle dirigeant de tels cadres serait purement formel ; ce rôle serait assumé par des « fonctionnaires » recrutés, pourquoi pas, parmi des « spécialistes universitaires » ?, et nous aurions un parti dont les éléments prolétariens seraient mécaniquement exclus des directions au moins « exécutives ». Bref, le contraire de ces « intellectuels organiques » que la classe suscite et pousse en avant, comme le note Gramsci. Nous déplorons tous la division du travail manuel et intellectuel, division que le communisme a pour tâche d'abolir. Mais, au lieu de comprendre la nécessité de « recruter » les « théoriciens » de la classe ouvrière à la fois parmi les ouvriers et les paysans, formés par le Parti à la théorie révolutionnaire, et parmi les intellectuels de formation traditionnelle, passés sur les positions de la classe ouvrière, avec prépondérance des premiers sur les seconds, Garaudy entend réserver le privilège de la « libération » pour la production intellectuelle et la direction politique aux seuls universitaires ou assimilés. Il oublie que tout le monde n'a pas, professionnellement, de temps libre pour s'instruire. Le suivre reviendrait à interdire à la classe ouvrière de se donner des dirigeants issus d'elle et dispensés, par elle, des tâches de production dont elle sait bien que, eu égard à l'état actuel des rapports de production et des forces productives, elles ne sont pas compatibles avec une activité politique et théorique au niveau le plus élevé. Il ne voit pas que, par ses cotisations syndicales ou politiques, la classe ouvrière s'attaque à un monopole essentiel de toutes les classes dominantes de l'histoire : celui du temps libre et du savoir, et qu'elle le fait pour les siens.

Liquidé, le Parti le sera aussi théoriquement. On lui interdira

d'avoir une « philosophie officielle », il ne sera « en son principe, ni idéaliste, ni matérialiste, ni religieux, ni athée » (p. 284). On comprend que Garaudy dirige ses coups contre le *Que faire* de Lénine, d'un Lénine qui aurait dû « dépasser » son « kautskisme » initial. Passons sur sur le fait, bien connu et évident, que tout abandon du matérialisme dialectique s'accompagne du même abandon du matérialisme historique (transformé, ici, en « méthodologie de l'initiative historique ») ; en d'autres termes, de l'abandon du point de vue scientifique dans l'étude de la nature et de l'histoire des sociétés. Mais soulignons que de ce fait, la classe ouvrière se trouve ligotée à la bourgeoisie sur un terrain en dernière analyse décisif : celui de l'idéologie. « Le problème se pose uniquement ainsi : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu... C'est pourquoi tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement à l'égard de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise. » (*Que faire*, E. S. p. 42.)

Dans ce cadre, un autre texte de Roger Garaudy prête à réflexion : « ... accepter toutes les implications du pluralisme... en donnant par le fonctionnement même du parti, une préfiguration de la démocratie socialiste » (p. 287). A peine est-il besoin de commenter cet appel à un parti pluraliste. Il tourne le dos aux exigences de la lutte pour le socialisme à toutes les étapes, puisque l'acceptation du pluralisme implique de toute nécessité le contraire de ce que propose Garaudy, c'est-à-dire un parti cohérent avec rigueur, tendu vers l'unité et non pas vers la pluralité interne. Si le parti devait préfigurer la démocratie socialiste, cela signifierait qu'il devrait la réaliser dans son propre sein. Cela nous ramène au parti unique fonctionnant comme une sorte de parlement. Rien là-dedans qui nous préserve contre une orientation autoritaire contre laquelle on a vu que le socialisme n'est pas vacciné, non plus que contre une confusion entre le parti et les institutions représentatives dont le socialisme accroîtra les pouvoirs. Pourquoi faire le pluralisme des partis si les partis associés et concurrents reproduisent de leurs côtés, chacun dans leur sein, les lignes de clivage qui existent déjà entre eux ? L'affirmation selon laquelle le parti doit préfigurer la démocratie socialiste à caractère pluraliste que nous voulons instaurer, montre assez ce qu'il faut penser du refus des fractions et des tendances de la part de Roger Garaudy. De fait, *Le grand*

tournant du socialisme nous offre, en fait de principes d'organisation, non pas un modèle nouveau, mais une version revue et corrigée du social-démocratisme. Conception qui n'a cours dans aucun parti communiste. Pour aucun parti, le refus résolu du dogmatisme bureaucratique n'implique le retour aux tendances « anarcho-libérales » (Tito). Une rigoureuse critique du révisionnisme (sous ses formes dogmatiques comme sous ses formes anarcho-libérales) a même, justement, été menée sur ces points par la Ligue des Communistes yougoslaves et notamment par nos camarades Tito et Kardelj, auteurs dont les analyses sur le « modèle yougoslave » et les rapports entre gestion centralisée et autogestion diffèrent d'ailleurs passablement de celle de Roger Garaudy. (Cf. notamment J.-B. Tito « Pour que le pouvoir demeure dans les mains de la classe ouvrière », in *Questions actuelles du socialisme*, avril-juin 1967, notamment pp. 20, 24, 27, 28, 29 et E. Kardelj « La bureaucratie est-elle une classe ? », in *La Nouvelle Critique*, avril 1969.)

Si le Parti ne veut pas être une secte de doctrinaires, mais le levain de toutes les forces qui, en France, veulent construire le socialisme, il ne peut y avoir une « philosophie officielle », il ne peut être, en son principe, ni idéaliste, ni matérialiste, ni religieux, ni athée.

Le Tournant du socialisme, p. 284.

A quiconque critique le P.S.U. en invoquant son hétérogénéité, je répondrai toujours : « décidément, vous défendez le modèle stalinien de parti ». Je défends au contraire le droit du P.S.U. d'être un parti hétérogène et content de l'être. Je serais malheureux d'une unanimité qui deviendrait répétitive. Ce serait très malsain. Parce que si nous nous mettions à avoir des votes unanimes, nous y prendrions goût et finirions par incriminer tout comportement de rupture. Ce serait très mauvais.

Il nous suffit pour faire fonctionner un parti politique d'un accord explicite sur la stratégie des luttes à moyen terme. Pour le reste on s'explique sur les fondements et les raisons de ces tactiques et on se garde bien de s'aventurer sur le terrain philosophique.

Michel Rocard. Le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France, p. 78.

Lutte révolutionnaire ou réduction des « tensions » ?

Les démarches théoriques de R. Garaudy sont curieuses. Pour un léniniste, même moyennement informé, ce qui domine la conjoncture historique mondiale, et ceci depuis 1917 au moins, c'est la *lutte de classe* qui mène l'impérialisme, dans son unité contradictoire, contre le socialisme (le « bolchévisme » des années 20 et 30). Bien évidemment, cette constance dans le dessein ne doit pas s'interpréter dans les termes magiques d'un « état-major » occulte : mais c'est un fait que les équipes dirigeantes des milieux monopolistes et des Etats se concertent, et que cette concertation, l'alignement, depuis la dernière guerre mondiale, sur la puissance majeure du camp impérialiste, les Etats-Unis d'Amérique, constituent la ligne principale des relations entre puissances capitalistes. Cette concertation a pour base matérielle le système économique (et monétaire) de l'impérialisme, et nous voyons sous nos yeux se renforcer l'interpénétration des capitaux qui le caractérise. Elle a pour ciment la lutte commune contre le péril commun : le mouvement révolutionnaire mondial, dont la base d'appui essentielle est constituée par le système des Etats socialistes — dont l'Union soviétique représente de ce côté, la puissance majeure. Cela, tout le monde le sait, — et M. Pompidou tout le premier, comme M. Mixon.

Il en résulte que, pour un léniniste, mais aussi pour nombre de socialistes et, fait très important, de chrétiens, le premier danger qui menace la planète est celui qui pèse, du fait de l'impérialisme, sur la paix et la liberté des peuples, et que la responsabilité de l'impérialisme dans la division en blocs n'appartient pas seulement au passé. Et que l'exemple du Vietnam, mais aussi de la Grèce, sans parler des autres cas, montre que la paix maintenue, comme la liberté préservée, exigent la *lutte* unie des forces anti-impérialistes, en premier lieu de leurs avant-gardes révolutionnaires. Qu'enfin le « sous-développement n'est pas un phénomène contingent, explicable dans les termes technocratiques d'un Rostow, mais, en dernière instance, l'expression de la logique immanente d'exploitation du système de l'impéria-

lisme (loi du développement inégal). En bref, la révolution scientifique et technique, si elle pose en effet des problèmes inédits aux pays socialistes (et accentue le handicap des pays « en voie de développement »), exaspère toutes les contradictions de l'impérialisme, qui, en retour, lui oppose des limites de plus en plus perceptibles. Mais la *contradiction fondamentale* demeure celle qui oppose l'impérialisme au reste de l'humanité, c'est-à-dire qu'elle reste celle qui oppose le caractère de plus en plus social des forces productives à l'appropriation monopoliste privée des moyens de production.

L'orientation plus « réaliste » de l'impérialisme, quand elle se dessine, résulte d'un rapport des forces donné. Elle s'accompagne de la recherche de nouveaux moyens et de nouveaux terrains de lutte. Par exemple, les succès de toute nature de la R. D. A. (dont Garaudy ne touche mot) sont évidemment à l'origine de la « prise en considération » de son existence en R. F. A.

Tel n'est pas le point de vue de Roger Garaudy. Pour lui (et pour quelques autres, car il faut bien dire que c'est un des thèmes essentiels de la pensée bourgeoise actuelle), la « première tension fondamentale du monde actuel » c'est l'écart grandissant qui sépare les *peuples riches* des *peuples pauvres* (voir p. 290), leur inégale capacité à « accueillir » la « nouvelle révolution scientifique et technique ». Il faut être aveugle pour ne pas voir ce qui crève les yeux, et en sous-estimer l'importance. Mais quantifier les effets (par exemple en nombre d'ordinateurs, le nouveau fétiche) sans saisir le système, le mode de production capitaliste ; se rendre aveugle à l'extraordinaire appareil répressif de l'impérialisme qui travaille au maintien de ce système ! Il est vrai que l'unique texte de référence cité par Garaudy, pour étayer son « analyse » du monde contemporain, est *Populorum Progressio*, sans un mot de critique.

Donc, il ne s'agit pas de mener la lutte contre l'impérialisme, lutte révolutionnaire en son essence, quelle forme qu'elle puisse emprunter, lutte révolutionnaire, même quand

elle se fixe pour objectif, dans un moment donné, de le contenir, de le contraindre au recul, voire aux aménagements internes que lui impose le combat. Non. Il s'agit de « réduire les écarts » pour « diminuer ces tensions » (p. 292).

Mieux vaut ici citer Roger Garaudy, parlant des Etats-Unis. Pas-

Leur vocation est mondiale. Non pour imposer leur hégémonie militaire comme le concevait Burnham. Non pour restaurer un colonialisme économique qui a fait faillite dans le monde entier. Non pour prétendre à la direction d'une croisade idéologique alors qu'ils sont les plus démunis d'idéologie et incapables de s'assigner à eux-mêmes des fins humaines.

La solution, pour eux, n'est pas dans le « désengagement » mais dans une forme radicalement nouvelle d'engagement, fondée sur la diffusion, sans contrepartie politique, des connaissances scientifiques et techniques dont la richesse économique et le potentiel militaire ne sont que les sous-produits.

Ainsi seulement les Etats-Unis peuvent faire fonctionner à 100 % leur gigantesque appareil productif et créer les conditions d'un « boom » économique sans précédent dans leur histoire.

(p. 296-297)

sons sur les termes (« vocation », « engagement », « fins humaines »). Mais de *quelles* Amérique nous parle-t-on ? Le *capitalisme* américain a disparu ; disparue, la toute-puissante oligarchie, avec son cortège de politiciens et de tueurs à gage (ô Dallas !).

Comme si la politique actuelle de cette oligarchie (Westinghouse !) résultait seulement d'une erreur « absurde », et comme si l'absurdité en l'occurrence n'était pas tendanciellement nécessaire. Comme si par exemple la lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit n'obéissait à aucune loi, ni le mouvement des capitaux, et comme si ces données objectives n'entretenaient nul rapport avec la politique intérieure et extérieure de l'impérialisme (notamment américain), ni avec son idéologie.

De ce fait, il n'est nul besoin de la lutte de toutes les forces anti-

impérialistes, appuyant la lutte courageuse des progressistes américains (au fait : entre les victoires de nos camarades vietnamiens, remportées pour une grande part avec des armes soviétiques, et l'essor du mouvement contre la guerre aux U.S.A., il n'y a aucun rapport ?). Non « la grande initiative, à ce niveau international, est celle qui permettra l'information réciproque et la concertation » (302). Il s'agit, « en chaque pays, d'aider à la prise de conscience des problèmes nouveaux posés par la nouvelle révolution scientifique de technique ». Garaudy parle bien de « mobiliser

l'opinion, en premier lieu le « bloc historique » des intellectuels et de la classe ouvrière. Il suffit de le lire pour voir qu'il pense avant tout aux premiers, à « ceux qui, comme savants, jouent un rôle éminent dans la création du potentiel technique de leur patrie » (301). Et c'est à des rencontres type de celles de Pugwash (dont nul d'entre nous ne sous-estime l'importance) qu'il songe, quand il écrit que la lutte des classes, à l'échelle internationale, prend des formes nouvelles.

Donc, pour « réduire les tensions », des « colloques informels »

ouvrant la voie à un « véritable dialogue des civilisations ». Et pesant dans le sens d'un « capitalisme finalisé » aux Etats-Unis, d'un « socialisme démocratisé » en Union Soviétique, de nouveaux critères et méthodes de développement pour le Tiers Monde, le tout par l'effet miraculeux des préventions et malentendus dissipés. Au demeurant, qu'on se rassure : il y a de quoi nourrir tout le monde, grâce à la synthèse des protéines et de la chlorophylle, comme il est possible d'informer tout le monde, grâce à la cybernétique, au feed back et à la rétroaction.

Des catégories idéologiques étrangères au marxisme

En définitive, ce livre use donc de thèmes et de catégories explicatives contradictoires et qui ne détiennent d'ailleurs pas toutes une importance de même niveau.

La lecture de l'ouvrage permet d'abord de repérer de multiples passages où Roger Garaudy use d'explications et de catégories familières au marxisme-léninisme. Telles les phrases qui reviennent parfois sur la nécessité de ne pas négliger les rapports de production (notamment p. 38) ; telles encore, ici ou là, l'opposition capitalisme-socialisme et les affirmations sur la nocivité du capitalisme de monopole, l'agression impérialiste au Vietnam, les propos sur la recherche d'un « modèle » socialiste comme solution ; telle encore, par exemple, l'insistance notoire (p. 285) à se proclamer matérialiste.

Il apparaît cependant vite que ce ne sont pas ces catégories théoriques et ces explications qui détiennent la place décisive pour analyser et comprendre le monde contemporain. Une longue étude des raisonnements de l'auteur en administrerait minutieusement la preuve. Bornons-nous ici à en relever quelques signes. Le lecteur (au fil même d'un rapide parcours de l'ouvrage) pourra d'ailleurs en trouver aisément confirmation par lui-même.

Première donnée importante

parmi d'autres : en dépit des phrases évoquées plus haut, capitalisme et socialisme ne sont pas en fait dans l'ouvrage, ne renvoient pas à l'opposition irréductible et fondamentale (pour comprendre le monde actuel) entre bourgeoisie internationale et mouvement ouvrier mondial. Cette opposition est secondaire. Garaudy découvre en effet dans chacun des systèmes des vices symétriques et inverses. Aux illusions de l'un répondent les mythes de l'autre (p. 38) : à l'impérialisme mystificateur du bloc américain répond (en moins nocif tout de même, note Garaudy p. 295) le système répressif soviétique (pp. 294 295, 296), en U.R.S.S. « le complexe bureaucratique-militaire » a pris « une importance comparable au complexe militaire-industriel aux Etats-Unis » (p. 169). Ces deux systèmes ont également une histoire comparable. L'un (les Etats-Unis avant 1890) et l'autre (l'U.R.S.S. avant 1930) ont connu leur époque « ouverte », respectueuse des dynamismes créateurs de l'individualité humaine ; tous deux se sont trouvés dévoyés par des « erreurs d'aiguillage » (cf. p. 86 pour les U.S.A. et p. 107 pour l'U.R.S.S.). Péchés originels différents mais analogues qui ont conduit à l'existence de deux systèmes inverses mais homologues et symétriques. En chacun d'eux, la libre expression créatrice de la subjectivité humaine (à laquelle pourtant

la « mutation cybernétique » assure « une floraison sans précédent » p. 51) se trouve entravée, comprimée, aliénée par des engrenages bureaucratiques, centralisés et mécanistes dont « la méthode de Taylor d'une part et le stalinisme de l'autre ont fourni des modèles achevés » (p. 277).

Ainsi, traversés de tensions analogues (sinon identiques) entre le jaillissement de la vie et l'inertie bureaucratique, entre une société mécanique et la transcendance subjective (désormais alliée aux complexités libératrices de la cybernétique), capitalisme et socialisme (à quelques exceptions près), U.S.A. et U.R.S.S., sont renvoyés dos à dos. Il faut parcourir le passage (p. 117) où l'U.R.S.S. se voit même imputer les mêmes crimes et les mêmes processus (intrinsèquement et globalement négatifs !) que le capitalisme de l'ère de « l'accumulation primitive », ère de la traite des nègres par millions, des meurtres massifs d'Indiens aux Amériques, de l'expropriation de millions de ruraux et d'artisans, de répressions culminant en massacres de croquants ou de prolétaires.

Une démarche analogue se retrouve au plan des considérations philosophiques. Leur place propre est d'ailleurs ici réduite ; elles apparaissent surtout dans les quelques pages (pp. 51 à 54 et 284 à 286) où il est question des chrétiens et du

christianisme. On y trouve répétées diverses thèses produites en d'autres ouvrages : notamment l'opposition entre la « foi » et la « religion » considérée comme « une aliénation de la foi ». Opposition assez fréquentes chez certains théologiens contemporains et qui rend assez bien compte de leur incapacité (intimement vécue comme une évidence dont on ne saisit pas les raisons objectives) à se retrouver dans les conceptions de Dieu, du Sens des Ecritures, qui sont celles des théologiens du passé ou de théologiens du présent inconsciemment habités (à la racine de leur lecture du sens des Evangiles) de catégories idéologiquement et socialement différentes. Nombre de théologiens modernes désignent ainsi du nom de « religion » les types de croyance (avec leurs expressions liturgiques et institutionnelles) profondément intériorisés et vécus (comme foi intime) par d'autres, mais dans lesquels ils ne se reconnaissent pas (sans en percevoir les raisons objectives) ou ne se reconnaissent plus. Attitudes qui méritent examen, écoute, analyse, mais qui ne sauraient être prises en compte comme concepts théoriques historiquement, scientifiquement valides ! L'exemple donné par Roger Garaudy n'est pas ici à suivre.

L'originalité philosophique du *Grand tournant du socialisme*, encore une fois, ne réside cependant pas là. Elle n'est même pas le fait de l'accusation qui consiste à laisser entendre que les chrétiens membres du Parti communiste français seraient l'objet de discrimination (pp. 285-286). Accusation en contradiction avec les principes et la pratique léninistes (souvent proclamés) du Parti selon lesquels tout travailleur (chrétiens ou non), d'accord avec nos statuts et notre programme, se trouve, s'il adhère, communiste avec une part entière de *devoirs* et de *droits* ; accusation si peu opératoire qu'elle n'a jamais été formulée sous d'autres plumes, qu'elle est inédite sous celle de l'auteur où elle introduit d'ailleurs une autre innovation plus essentielle ! à savoir la mise en cause du matérialisme dialectique comme théorie (p. 284) de l'avant-garde communiste. Cela au nom de la thèse du pluralisme des partis populaires dans la marche française au socialisme (p. 284) et du dépassement des positions et opinions en présence !

Il n'est pas difficile de déceler ici une série de glissements illégitimes entre plans différents. La thèse de la pluralité des partis dans l'édification du socialisme implique la libre et sérieuse compétition d'idées entre courants populaires, et non l'importation

dans la théorie marxiste-léniniste des philosophies des forces politiques alliées du Parti. Pour le marxisme même, l'évolution objective et subjective des hommes s'explique fondamentalement par l'évolution de leurs rapports sociaux. « L'oublier » serait pour le mouvement communiste revenir, sous des formes nouvelles, aux socialismes utopistes, préscientifiques, ériger en théorie les impatiences et les élaborations de la conscience vécue avec les énormes risques que cela implique dans la conduite des luttes de classes. C'est au nom même du matérialisme dialectique, au nom de ce primat des rapports sociaux et de la lutte des classes que le Parti s'ouvre au chrétien qui en accepte les statuts et le programme. Il sera assuré de voir sa foi à l'abri de toute dérision. Mais c'est à lui qu'il reviendra, pour reprendre les termes de Lénine, de résoudre personnellement les contradictions qui peuvent éventuellement naître du conflit entre ses catégories idéologiques antérieures et les éléments nouveaux acquis de son expérience du travail pratique et théorique dans le Parti.

Tout cela est connu et l'on comprendrait mal les développements de Garaudy sur ces thèmes s'il ne fallait y voir l'expression d'un glissement personnel vers une position de « dépassement » du conflit entre matérialisme dialectique et idéalisme (cf. p. 286), tous deux renvoyés dos à dos (comme plus haut capitalisme et socialisme) au nom du refus des liaisons mécaniques, des intégrismes et des sectarismes empesés.

« Le problème doit être posé dans toute sa généralité », écrit Garaudy p. 11. Il s'agit du problème auquel le livre est destiné à répondre et qui consiste à savoir comment faire face à « la mutation fondamentale de notre époque. » Il faut alors définir cette mutation « dans toute sa généralité ». Garaudy expose donc sa théorie des trois infinis — notre époque étant pour lui caractérisée par le fait qu'aux deux infinis de Pascal s'ajoute celui de Teilhard de Chardin.

Même si nous adoptions cette vue synthétique, il faudrait remarquer que les trois nouveautés : « il n'y a plus de limites à la richesse et au pouvoir des hommes », « les limites planétaires de l'espèce ont été franchies », « le cerveau de l'homme est libéré pour sa fonction créatrice » ne sont que des anticipations se rapportant à un avenir prévisible, mais lointain. Le problème des voies à prendre pour le réaliser demeure entier.

Nous avons donc affaire à une utopie. Et qu'y a-t-il de plus « meur-

trier » (pour reprendre une formule que Garaudy affectionne) que de fonder une politique sur une utopie ?

En définitive, aux divers niveaux des réalités examinées par le livre, on voit les contradictions entre exploités et exploités, capitalisme et socialisme, matérialisme et idéalisme se trouver traversées, expliquées, dépassées par une série d'oppositions qui fonctionnent par elles-mêmes et rendent compte (à leur manière) du monde contemporain. Oppositions entre Cybernétique et Mécanique (pp. 276-278), entre Initiative et Bureaucratie (apparentée au monde du mécanique) ; entre Mutations révoltées de la vie et « Sociétés figées » (capitalistes ou socialistes). Entre Imagination et Logique (cf. p. 51 « la vertu majeure à cultiver n'est pas la logique mais l'imagination ») ; entre Subjectivité individuelle transcendante (mais disposant grâce à la « mutation cybernétique » d'une chance inouïe de floraison temporelle) et Données historiques objectives (cf. pp. 53-54). Un travail plus approfondi permettrait de mieux montrer comment dans tout l'ouvrage sont ainsi à l'œuvre (et pour la première fois, avec une telle ampleur) des catégories idéologiques qui ne doivent plus rien au marxisme-léninisme. Catégories qui n'ont au demeurant par elles-mêmes rien d'inédit : ni dans leurs contenus « théoriques » ni dans les conséquences politiques qu'elles impliquent.

La conquête des trois infinis vient de franchir une étape décisive :

— au niveau de l'infiniment petit, la maîtrise de l'énergie atomique ouvre l'ère d'une désintégration contrôlée de la matière, mettant en nos mains des possibilités telles qu'il n'y a plus de limites à la richesse et au pouvoir des hommes ;

— au niveau de l'infiniment grand, les premières explorations cosmiques ouvrent un horizon sans fin aux transformations et peut-être aux migrations de l'humanité dans le cosmos ; les limites planétaires de l'espèce ont été franchies ;

— au niveau de l'infiniment complexe, la révolution cybernétique, celle des ordinateurs, l'automatisation de la production et l'informatique ont, en quelques années, apporté une telle suppléance aux calculs humains que le cerveau de l'homme, libéré pour sa fonction créatrice, s'est brusquement agrandi, au point que ses pouvoirs réels excèdent pour un temps son imagination prise de vertige devant les perspectives ouvertes.

L'on éprouve à la fois le sentiment que tout est possible et qu'il existe un douloureux décalage entre la vie déjà réalisable et la vie réelle.

Le Tournant du socialisme, p. 11.

Une variante technocratique du réformisme traditionnel

Il resterait à s'interroger sur les causes profondes de l'évolution de Roger Garaudy, sur l'itinéraire idéologique qui le conduit hors du marxisme à coups de citations de Marx, et sur ce qui constitue son dernier tournant.

On peut se demander si ses initiatives politiques ne sont pas nées de ce qu'il suppose être l'impasse des forces révolutionnaires : « le mouvement communiste international est en crise » (p. 7), l'Union soviétique risque de « subir de nouveaux revers après ceux des ordinateurs et de la conquête de la lune », et le « triomphalisme inspire maints passages du Document issu de la conférence de Moscou » (p. 10). Quant au « problème français de la révolution dans l'impasse », ce « n'est qu'un cas particulier d'un problème plus général » (p. 9). L'opposition est « à la fois majoritaire (*le problème, comme chacun sait, est que, précieusement, elle n'est pas encore majoritaire.* N. D. L. R.) et impuissante. Elle ne peut remporter que des victoires négatives sans parvenir à construire l'avenir nouveau » (p. 8). Le Parti communiste « se retrouve comme un donjon dans la plaine, sans aucune force organisée en dehors de lui, à côté de lui » (p. 8).

Obnubilé par les difficultés et les revers subis ici et là dans la dure et complexe bataille du mouvement révolutionnaire mondial, Roger Garaudy abandonne l'optique historique dans laquelle il a voulu placer sa réflexion. Il ne voit pas que l'impérialisme est sur la défensive et que la lutte des masses est en mesure de maintenir le rapport des forces dans le monde en faveur des trois grandes forces qui s'épaulent dans la lutte contre l'impérialisme : le système socialiste mondial, la classe ouvrière internationale, le mouvement de libération nationale. Il se met fébrilement à la recherche de « nouvelles voies », de solutions miracles. C'est le même pessimisme, la même absence de confiance dans la lutte révolution-

naire, la même surestimation des forces réactionnaires (par contre sérieusement sous-estimées, lorsqu'il s'agit de leur influence sur les difficultés rencontrées par le mouvement ouvrier et démocratique) qui l'amènent à proclamer la nécessité pour le Parti communiste français d'une « révision déchirante » ; révision de sa conception des alliances et de l'unité, de son analyse du Capitalisme Monopoliste d'Etat, du rôle de la classe ouvrière, de la conception léniniste du Parti.

De quoi s'agit-il ? Certes, Roger Garaudy prend d'élémentaires précautions (page 12) : « Notre hypothèse de travail n'est donc nullement une variante technocratique du réformisme traditionnel. »

Donnons acte pour l'hypothèse. Mais au stade des conclusions ?

Pour qui n'aurait pas eu le temps de s'attarder sur l'ensemble de l'ouvrage, les dernières pages du *Tournant du socialisme* sont propres à ne laisser aucune équivoque, les catégories idéologiques laissant la place à une amorce de propositions pratiques.

Création d'une organisation internationale au commencement de laquelle serait le verbe (une espèce de colloque de Grenoble, « non formel et non périodique », comme les affectionne le P. S. U.), et du haut de laquelle les sages et les bavards distribueraient aux masses du monde entier des réflexions révolutionnaires (après « vulgarisation », p. 310).

Ceci dans un premier temps.

Par la suite « si les états-majors des partis ouvriers ne prenaient eux-mêmes conscience » (p. 314)... les moyens seraient trouvés et les états-majors renouvelés.

Est-ce forcer la vérité que prétendre qu'il s'agit là d'un rêve : celui d'une Internationale du révisionnisme technocratique dont la pointe ne pourrait qu'être dirigée contre les Partis communistes et ouvriers ?

L'organisation internationale du dialogue et de la concertation ne peut avoir pour objectif de formuler des thèses à prétention directive ou impérative, mais de dégager les thèmes de recherche et de réflexion.

Dans sa composition, elle ne doit pas être constituée par des « délégués » officiels des Etats, des partis, des organisations professionnelles ou culturelles. Elle doit exclure aucun membre qui appartiendrait à telle ou telle de ces institutions ou même y occuperait une fonction éminente, mais il ne saurait y intervenir à qualité.

Le Tournant du socialisme, p. 309.

Des colloques non formels et non périodiques, mais réunis sur un problème particulier, donneraient corps à cette concertation, facilitant la libre circulation des idées et l'élaboration de synthèses provisoires dont la diffusion et la vulgarisation activeraient la prise de conscience de millions d'hommes et de femmes.

Le Tournant du socialisme, p. 310.

Si les états-majors des partis ouvriers ne prenaient eux-mêmes conscience de la nécessité d'inventer un nouveau style de relations permettant la réflexion théorique commune, les travailleurs manuels et intellectuels qui sont l'élément moteur du bloc historique nouveau, et qui vivent l'exigence de cette réflexion théorique nouvelle, trouveraient les moyens qui rendraient cette réflexion possible et redonneraient au mouvement sa vitalité en préparant le renouvellement de ces états-majors.

Le Tournant du socialisme, p. 314.

La NC signale

Contribution à l'étude des formes contemporaines de l'impérialisme

3 F. Etude collective, soumise à la discussion des groupes de travail du CERM, qui constitue un intéressant effort de réflexion et une contribution à la recherche en cours sur les formes contemporaines de l'impérialisme dans sa sphère de dépendance.

De notre camarade Léo Figuières

un ouvrage précis et documenté, *Le trotskisme, cet antiléninisme*. Où il est question (aussi, et naturellement) du léninisme (*Editions Sociales, Collection Notre Temps*).

Un « classique populaire »

vient d'être porté à l'écran (par Edouard Molinaro) : il s'agit du roman de Claude Tillier, *Mon oncle Benjamin* (toujours disponible aux E.F.R.).

Dispersées chez plusieurs éditeurs,

les œuvres complètes de Georges Bataille sont annoncées chez Gallimard, en six volumes.

Un recueil d'essais de Julia Kristeva,

sous le titre *Recherches pour une sémanalyse*. (*Seuil, Collection Tel Quel*).

Naissance d'une revue

Nous saluons la parution du premier numéro d'*I. T. C. actualités*, nouvelle revue du Parti communiste à l'intention des ingénieurs, techniciens et cadres. *I. T. C. actualités*, qui est animé par une équipe d'ingénieurs, de techniciens et de cadres communistes et dont le directeur est

Joë Metzger (auteur d'un article sur les nationalisations dans le présent numéro de *La N. C.*), a pour tâche de mener la lutte politique et idéologique parmi ces catégories dont l'importance ne cesse de grandir.

Au sommaire du n° 1, nous relevons notamment une interview de Jacques Duclos, un dossier sur « L'Etat et le privé », des articles sur les problèmes monétaires (Jacques Kahn), la recherche en U.R.S.S. (Francis Cohen), les radioéléments artificiels, etc.

La direction et la rédaction de *La Nouvelle Critique* souhaitent bonne chance à leur revue sœur.

Lutte de classes ou conflit de générations ?

Ce fut le thème général de quatre débats lors de la Semaine de la Pensée marxiste à Bruxelles (en octobre 1968). Les *Editions du Pavillon* publient ces intéressantes discussions auxquelles participèrent des marxistes et des chrétiens, universitaires, médecins, militants ouvriers et, entre autres, nos amis Pierre Juquin et Jean Suret-Canale.

Brecht aujourd'hui

Le n° 60 de *Recherches Internationales* présente un choix d'exposés et de discours parmi ceux prononcés à l'occasion d'un colloque international sur Brecht qui s'est tenu à Berlin (R. D. A.) du 9 au 16 février 1968.

Les textes choisis, un exposé de Werner Mittenzwei sur la méthode brechtienne, un de Manfred Wewerth sur « l'influence de Brecht » ainsi que les deux colloques, des spécialistes de la littérature et de l'art théâtral et des metteurs en scène et comédiens, tentent de répondre aux questions qui se posent sur la validité de l'œuvre et de la méthode de Brecht à notre époque.

Une lacune enfin comblée !

LE DICTIONNAIRE D'HISTOIRE UNIVERSELLE

en 2 volumes



(Éditions Universitaires - Sélection Librairie Pilote)

Tous les événements, tous les personnages, de l'histoire de tous les peuples dans tous les pays, de la plus haute Antiquité, jusqu'à la guerre du Vietnam, rassemblés pour la première fois en 2 volumes, par MICHEL MOURRE.

Une présentation digne des amateurs les plus exigeants. 2 tomes
Format pratique : 16 x 24 ■ Reliure pleine toile ■ couleur bleu nuit
■ 2 200 pages ■ Papier Montévrain Afnor VII - 72 g ■ Typographie soignée, lisibilité parfaite ■ Plus de 29 000 définitions ■ Illustration originale

Réclamé par les spécialistes, attendu par tous les lecteurs cultivés, voici le premier Dictionnaire d'Histoire Universelle, paru depuis 1867.

Les clés pour mieux comprendre le monde qui se fait, si toutes les époques y sont traitées, une part importante n'en est pas moins réservée aux Etats du Tiers Monde, aux doctrines économiques, à l'évolution sociale et culturelle, à la genèse des grands conflits contemporains (Indochine, Corée, Algérie, Vietnam, Moyen-Orient, etc...).

Toutes les histoires qui ont fait l'Histoire - truffé de faits, de dates, d'informations, le **DICTIONNAIRE D'HISTOIRE UNIVERSELLE** l'est aussi d'anecdotes amusantes ou tragiques : on y lit aussi bien la description des "fourches patibulaires", ce que fut la "cabale des Importants", que l'histoire de Jeanne 1^{re}, Reine de Naples, qui eut quatre maris et, pour se faire absoudre du meurtre présumé de l'un d'eux, vendit Avignon au Pape Clément VI.

Un informateur infailible - plus de 1.000 grands articles de synthèse sur les sujets majeurs, 29.000 définitions claires et précises, 4.000 articles divers, 18.000 personnages, 6.000 villes ou lieux historiques cités, concernent les personnalités qui ont marqué leur époque qu'il s'agisse d'Alexandre Le Grand, de Juliette Gréco, d'Einstein ou de Hemingway...

Maniable, facile à consulter, l'ensemble des deux tomes (format 16x24) est vendu par la Librairie Pilote au prix exceptionnel de 199 F, soit au comptant, ou 3 mensualités de 66,35 F sans augmentation de prix, ou 6 mensualités de 36,20 F. Profitez de votre droit d'examen sans engagement pendant 5 jours, en adressant le bon ci-dessous.

BON à adresser à la "N.C." 19, r. St Georges-Paris 9^e

Veillez m'expédier pour examen gratuit le **DICTIONNAIRE D'HISTOIRE UNIVERSELLE** en 2 volumes. Si dans les 5 jours, je ne le renvoie pas intact dans son emballage d'origine, je réglerai 199 F comptant 3 mensualités de 66,35 F 6 mensualités de 36,20 F, par mandat chèque bancaire chèque postal à v/C.C.P. N° 13.905.31 Paris.

Nom..... Profession.....

Adresse.....

N° C.C.P. ou bancaire..... Signature:

Adresse bancaire.....

Résidence sur la terre, poème de Pablo Neruda. Trois « volets » : *Résidence sur la terre I* (1925-1931), *Résidence sur la terre II* (1931-1935), *Troisième Résidence* (1935-1945), où l'on trouvera *L'Espagne au cœur* et le *Chant à Stalingrad*. Texte français de Guy Suarès (Gallimard, Collection du monde entier).

Hommage à une traductrice.

Lily Denis a reçu le Prix Halpérine-Kaminsky pour sa traduction du roman de Tynianov *La Mort du Vazir Moukhtar*. Cette distinction honore une traductrice qui réussit constamment cette gageure : unir la précision scientifique à une véritable réécriture littéraire, qu'il s'agisse de ce roman ou de Bek, Axionov, Tendriakov, Kazakov, Pasternak, Tchekhov...

Peter Weiss et le Vietnam.

Notes sur la vie culturelle en République Démocratique du Vietnam. Peter Weiss montre comment, en s'appuyant sur son passé, un peuple peut sauvegarder et développer sa révolution, y compris sa révolution culturelle. (Seuil)

La fondation, au début de 1969, d'une Association internationale de Sémiotique

présidée par Emile Benveniste, avec quatre vice-présidents, J. Lotman (U.R.S.S.), A. Ludskanov (Bulgarie), R. Jakobson (U.S.A.) et D. Pignatari (Brésil), et un secré-

tariat général assuré par Julia Kristeva, assistée de L. Lindkens et L. Marin. Outre les précédents, le Comité directeur comprend entre autres N. Ruwet (Belgique), I. Fonagy (Hongrie), S. Zolkiewski (Pologne), Manfred Bierwisch (R.D.A.), S.K. Saumjan (U.R.S.S.) U. Eco (Italie), etc. L'Association publie une revue internationale trimestrielle, *Sémiotica* (Mouton, La Haye) dont les numéros 1 et 2 ont paru. Ils contiennent en particulier des études de Benveniste, Sémiologie de la langue, de Margaret Mead, Hans-Heinrich Lieb, un aperçu du Colloque de Tartu de mai 68 (J. Kristeva, Lotman et Piatigorski, Ivanov).

Les almanachs populaires du XVII^e et XVIII^e siècle

Geneviève Bolleme a suivi les traces de Robert Mandrou en étudiant cette littérature des masses françaises de l'Ancien Régime, littérature où l'idée de bonheur et de vertu a pénétré peu à peu, au siècle des Lumières, en se voilant sous les thèmes et les formes passés. (Mouton)

L'individu dans sa société

de Kardiner. Réédition de l'ouvrage de l'ethnologue américain qui étudie l'intériorisation et le processus d'individualisation des interdits du groupe. (Gallimard)

Histoire de la presse française.

Le deuxième tome d'une entreprise déjà signalée ici. Confiée à quelques auteurs

seulement, plus uniforme de ton par conséquent, ce volume tient, et mieux encore, toutes les promesses du premier. (Presses Universitaires de France).

Histoire de l'Espagne franquiste

Max Gallo comble un vide et c'est déjà beaucoup. Mais est-il sûr que la survie du régime provienne de sa « modernisation technocratique » ? Ne serait-ce point plutôt de l'archaïsme quasi féodal qui survit largement ?

(Robert Laffont)

Un poète allemand de R.D.A.,

de la nouvelle génération, qui a beaucoup à dire : Volker Braun dont paraissent des poèmes pris dans plusieurs recueils sous le titre *Provocation pour moi et d'autres*. Traduction Alain Lance (P.-J. Oswald, éditeur).

En 1970 deux centième anniversaire de Hegel.

Actualité qui demeure ! Un cahier spécial de la revue *L'Arc* (N° 38) présente un ensemble sur le géant philosophique. Introduction de notre collaboratrice Catherine Backès. Etudes de Dominique Janicaud, Jacques D'Hondt (*Le Dieu miroir*), Denis Hollier (*Le dispositif Nietzsche Hegel*), Xavier Audouart, Marie-F. Cassiau, Jeanne Delhomme, Henri Wetzel, Pierre Trotignon (*Lire Hegel*) Frédéric Escaffarel. Plus un texte politique de Hegel, *Sur le Bill de Réforme anglais*.

Ce que l'on « donne à lire »

aux amateurs de littérature étrangère en R.D.A. Voici un échantillonnage assez caractéristique — celui d'une collection à bon marché, *Spektrum*, des éditions Volk und Welt : 1) Des nouvelles de science-fiction américaines (notamment de Clifford A. Simak) ; 2) *Le roman théâtral* du Soviétique Boulgakov (1937) ; 3) Alejo Carpentier (Cuba) *Le royaume de ce monde* ; 4) Un roman italien de Giuseppe Dessi, intitulé *La rançon* ; 5) un roman « policier » de Brenda Behan ; 6) deux nouvelles de Katajev ; 7) *Courrier Sud*, de Saint-Exupéry ; 8) *La solitude du coureur de fond*, d'Alan Siltoe.

Un poète cubain, Roberto Fernandez Retamar,

dont le recueil *Avec les mêmes mains* a été traduit et présenté par le poète haïtien René Depestre, avec une postface du grand romancier cubain Alejo Carpentier. Editeur P.-J. Oswald dans la collection *La poésie des pays ibéro-américains*.

Les commandos de la guerre froide

d'Alain Guérin (Juliard). Ceux qui ont lu *Camarade Sorge*, *Le Général gris* (même éditeur), *Qu'est-ce que la C.I.A. ?* (Editions Sociales) et qui apprécient, dans *L'Humanité*, les enquêtes de notre camarade suivront avec intérêt l'histoire de ces commandos antisocialistes, en U.R.S.S., en Albanie, en Yougoslavie, en Hongrie, en R.D.A., en Pologne...

Tous les livres et « La Nouvelle Critique » sont en vente à
LA LIBRAIRIE NOUVELLE

8, boulevard Poissonnière - Paris 9^e C. C. P. 10.922.60 TEL. : 824.77.63 expédition sous 48 heures

A MON PARTI

*Tu m'appris à voir l'unité et la différence des hommes,
Tu me montras comment la douleur d'un être meurt dans la victoire de tous.
Tu m'enseignas à dormir dans la dure couche de mes frères
Tu me fis construire sur la réalité comme sur un roc.*

*Tu me fis adversaire du méchant et rempart contre le frénétique
Tu m'as fait voir la clarté du monde et la possibilité de la joie
Tu m'as fait indestructible parce qu'avec toi je ne finis pas en moi-même.*

*Tu m'as donné la fraternité pour celui que je ne connais pas
Tu m'as ajouté la force de tous ceux qui vivent
Tu m'as redonné la patrie comme en une naissance
Tu m'as donné la liberté que n'a pas le solitaire
Tu m'as appris à allumer la bonté comme le feu
Tu m'as donné la droiture dont l'arbre a besoin.*



Inge Morath — Magnum.

PABLO NERUDA :

je suis candidat du Parti communiste du Chili à la Présidence de la République

Le 30 septembre dernier, le Chili a appris la désignation du grand poète Pablo Neruda comme candidat du Parti communiste du Chili à la présidence de la République.

Dans l'instant, du balcon du siège du Parti à Santiago du Chili, devant une grande foule enthousiaste, Pablo Neruda a prononcé le discours que nous publions ci-dessous.

L'élection présidentielle est fixée au 4 septembre 1970. Pour le moment cinq candidats des Forces de gauche sont désignés, en face de la démocratie chrétienne qui est au pouvoir et du très réactionnaire Parti National qui souhaite assurer sa relève. Même un parti nazi, d'existence dérisoire d'ailleurs, serait sur les rangs (*).

Mais déjà les entretiens ont commencé entre les forces de gauche, comme le réclament depuis très longtemps les communistes, et la décision est prise de mettre en forme un programme commun de gouvernement d'unité populaire « pour une démocratie plus réelle, vers le socialisme ».

La campagne électorale des communistes, commencée avec ardeur par leur candidat dans tout le pays dès le lendemain de sa désignation, est tout entière orientée vers la réalisation de cette unité populaire.

* Les quatre candidats des partis de gauche non communistes sont : Salvador Allende (socialiste), Rafael Tarud (indépendant), Alberto Baltra (radical) et Jacques Chonchol (du Mouvement d'Action Populaire Unifié, aile gauche dissidente de la démocratie chrétienne).



Sergio Larrain — | — Magnum.

Le port de Iquique d'où est exporté le nitrate.

On sait donc, que le Parti communiste a fait connaître son candidat à la présidence de la République. Je suis un de ses militants, et c'est à moi qu'il a confié cette mission. Je l'accepte avec le désintéressement le plus absolu comme communiste, comme Chilien, comme homme.

Merci pour cet honneur, camarade Parti. J'essaierai de m'en acquitter dans la mesure de mes forces. Mais que tous comprennent. Ce sera avec la force puissante du Parti et celle de beaucoup d'autres que nous forgerons l'unité nécessaire pour qu'un communiste puisse accéder à la présidence de la République du Chili.

Jamais je n'ai conçu ma vie comme divisée entre la poésie et la politique. Ma pensée et mon action sont déterminées par ce que je suis, qui est essentiellement ce qu'est le peuple de notre patrie.

Je suis un Chilien qui, tout au long du siècle, a connu les infortunes et les difficultés de notre vie nationale et participé à chacune des douleurs et des joies du peuple. Je

ne suis pas étranger à ce peuple, je viens de lui, je suis partie de lui. Je suis d'une famille de travailleurs qui a trimé ses longues journées entre le centre et le sud du territoire. Jamais je ne fus avec les puissants ; j'ai toujours su que ma vocation et ma tâche étaient de servir le peuple du Chili par mon action et ma poésie. J'ai vécu chantant ce peuple et le défendant.

Dès ma jeunesse, j'ai été avec les étudiants rebelles et avec les ouvriers qui commençaient à s'organiser, suivant la route et les enseignements du grand Luis Emilio Recabarren¹.

Tous les combats du peuple chilien ont été les miens, même ceux qu'il a livrés avant ma naissance, et c'est pourquoi j'ai dit au long de mon œuvre mon admiration pour les premiers pères de la patrie Caupolican, Lautaro, O'Higgins, Carrera, Manuel Rodriguez,² et aussi pour les obscurs héros silencieux tombés dans la lutte de nos jours.

Je n'ai qu'une passion dans ma

vie, c'est ma patrie. Vous savez qu'en de lointains pays on m'a honoré et fêté. Mais je suis revenu de partout. Je suis revenu parce que je suis Chilien, non seulement de naissance mais d'amour et de devoir.

Je porte au cœur la terrible dualité de notre patrie. J'ai la fierté de sa beauté incomparable et j'endure le malheur des mineurs maltraités et des enfants sans lait et sans chaussures.

J'ai la fierté de la lutte volcanique et héroïque de l'Araucanie³ défendant son territoire et je ressens l'humiliation de ce que Chuquica-

1. *Fondateur du Parti communiste chilien.*

2. *José Miguel Carrera, un des « pères de la Patrie », combattant de l'Indépendance (1810-1814) ; et Manuel Rodriguez, guérillero de l'Indépendance (1810-1818).*

3. *L'Araucanie : allusion à la longue et héroïque résistance des tribus araucanes, dirigées par Caupolican, puis le jeune Lautaro, à la conquête espagnole.*

mata, Sewell ou la Exotica⁴ contiennent à fournir des dollars aux flibustiers nord-américains.

Oui, j'ai aimé et chanté le Chili dans sa naturelle grandeur et dans ses destins ; dans l'épopée de l'armée que créa Bernardo O'Higgins, dans notre escadre libératrice, dans nos aviateurs militaires et civils, les premiers à survoler la Cordillère et à gagner l'Antarctique, dans ses neiges andines et dans les chansons de Violetta Parra⁵. J'ai célébré notre littoral infini, notre océan impitoyable et splendide, et en même temps nos beignets frits, sans pareils parmi les beignets. J'ai chanté les arbres, les fleurs, les oiseaux, les coquillages et les poissons argentés de l'océan chilien, et aussi les si fameux crochets d'Arturo Godoy⁶ et de notre colosse Stevens. Rien du Chili ne m'est étranger, mais mon amour désire élever ce qu'il aime, c'est pourquoi je veux respect et dignité pour le meilleur du Chili : nos gens qui travaillent, souffrent et endurent. Je veux, avec l'aide de tous les patriotes, laver la République, ligoter ceux qui la souillent et la vendent ; je veux être fier d'une patrie aussi belle qu'elle l'a toujours été et le sera toujours, mais d'une patrie, le Chili, sans guenilles, sans exploitation, sans abandons et sans injustice.

C'est pourquoi j'accepte cette candidature. Et je veux que mon amour passionné soit renforcé de l'unité du peuple.

En même temps que par dévouement au pays, j'ai compris notre histoire non comme une île séparée et écartée, mais comme un fragment de l'histoire des peuples du monde. C'est pourquoi j'ai aussi exprimé l'épopée et la pénurie indivisible et commune des pauvres d'Amérique, de ceux d'hier et de ceux d'aujourd'hui, dans leur permanente lutte pour la liberté, pour l'émancipation, pour le livre, le pain et la beauté. Pour cette raison ma poésie a décrit aussi les lumières et les ombres des autres continents, la majestueuse et difficile aventure des peuples fils de Lénine qui se sont pour toujours libérés du capitalisme et ont commencé à construire dans la plus vaste partie du monde une nouvelle société sans exploitation et sans exploités. Et de même qu'hier l'admirable lutte des Espagnols contre le fascisme a pris une place d'honneur dans ma poésie et fait frémir le cœur de tous les hommes, aujourd'hui le Vietnam et Cuba brillent en elle comme l'éclat d'un héroïsme nouveau.

Aujourd'hui le Parti communiste place en mes mains son drapeau. Ce drapeau n'est pas seule-

ment celui de ses militants ; il cherche l'unité de tout le peuple pour assurer une victoire dont le pays a besoin sans retard. Nous devons empêcher que continuent l'injustice et le chemin de croix que serait le retour au pouvoir de la droite. Et nous avons l'obligation d'éviter la *continuité* du pouvoir actuel qui a trahi les espoirs éveillés il y a cinq ans.

Avec tous mes camarades, avec tous ceux qui, au-delà de nos rangs, veulent la victoire du peuple, nous travaillerons pour la gagner par l'union et l'addition des forces populaires.

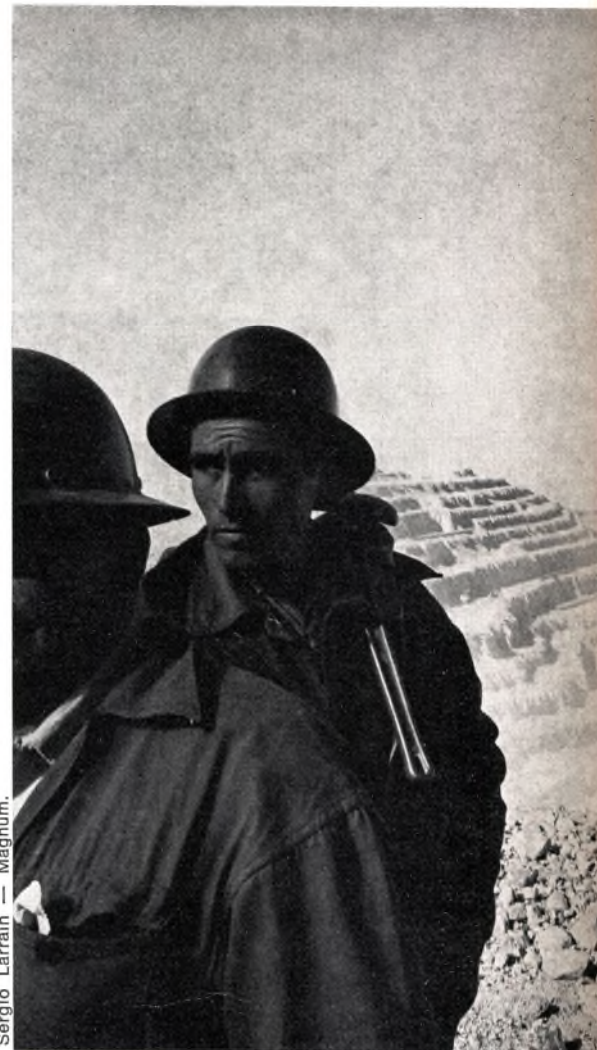
Le peuple du Chili est majorité définitive de la nation ; il sera invincible s'il agit comme un seul être. Le peuple a grandi. L'histoire a changé.

Il y a des années, beaucoup pensaient qu'un communiste ne pouvait être candidat à la présidence de la République. Aujourd'hui mon Parti est le plus fort de la gauche, parce que le peuple s'est fait plus vaste et sa conscience plus claire. La classe ouvrière chilienne offre un exemple au monde, celui d'une unité de fer qui rassemble les travailleurs d'opinions les plus diverses. Dans peu de pays les femmes ont pris une part aussi décisive et aussi ardente que les Chiliennes dans la voie de la libération. Au Chili a commencé d'agir comme protagoniste de l'histoire un personnage qui, naguère encore, n'existait que comme victime opprimée et silencieuse de quatre siècles de colonialisme et de *latifundium* : le paysan a mis fin à une longue nuit d'ignominie, et s'est dressé pour un rôle annonciateur dans le cours de la révolution chilienne.

La jeunesse travailleuse connaît de nouvelles privations, mais elle assume aussi de nouvelles responsabilités combattantes toujours plus vastes et plus puissantes.

Comme si je parlais de ma propre adolescence, j'aborde ce soir le thème de la vigoureuse rébellion des étudiants.

Avec cette jeunesse, dans la génération des années vingt, j'ai fait mes premières armes et élevé mes premiers chants, qui se sont incorporés à la lutte de ce temps. Aujourd'hui, la jeunesse ne veut plus accepter le vieux monde caduc et médiocre du capitalisme. Elle ne veut non plus tolérer ni l'acceptation servile du diktat impérialiste, ni l'obscur politique qui favorise les grands monopoles. En somme, elle n'accepte pas cette vie qui tourne le dos au xx^e siècle et à la grandiose ouverture du siècle qui s'annonce avec les vols les plus auda-



Mineurs de cuivre.

cieux de l'homme. Ces jeunes gens veulent une vie nouvelle. Ils la trouveront sans doute s'ils conjuguent leur ardeur combative avec la force révolutionnaire organisée de la classe ouvrière, de tout le peuple, du Parti communiste, du mouvement populaire.

Car le plus haut devoir révolutionnaire est de réunir, d'organiser et de combattre jusqu'à ce que les peuples défassent pour toujours leurs ennemis et instaurent une société nouvelle.

Mon programme sera celui de l'unité populaire. Ma conception de gouvernement n'accepte pas un président comme un monarque sans couronne, irresponsable devant ceux

4. Chuquicamata (Anaconda Copper Co.) Sewell (Braden Copper Co.), La Exótica (Anaconda Copper Co.) : mines de cuivre.

5. Violetta Parra : célèbre folkloriste, décédée.

6. Arturo Godoy et Stevens : boxeurs. Le premier disputa contre Joë Louis le championnat du monde. Le second aspire au titre mondial.

qui l'ont élu. L'action du président, c'est le peuple qui doit l'inspirer en toutes ses instances. C'est ainsi seulement que pourra se faire la révolution véritable.

Ils se trompent, ceux qui nous croient ennemis de l'industrie parce que nous soutenons tous les mouvements revendicatifs des travailleurs et parce que nous sommes ennemis des monopoles, de l'exploitation, des mauvais traitements et des mauvais salaires de nos prolétaires.

Mais nous concevons le Chili avec toujours plus de puissance industrielle, avec une économie pleinement développée, libre de toutes les amarres imposées du dehors et du dedans qui étouffent sa croissance.

Au contraire, nous avons en notre pays tant de force créatrice, tant de techniciens et d'excellente main-d'œuvre, que nous désirons ardemment l'expansion de notre industrie au-delà de nos frontières.

Le jeu des puissants a été aussi d'effrayer l'immense multitude des travailleurs du petit commerce, des petites industries, des petits propriétaires, des corporations hôtelières, des garagistes, électriciens, chauffeurs, en leur faisant croire que les communistes vont tout leur prendre. Bien que l'on continue de les conter, ces histoires appartiennent au passé. Mon Parti le prouve par la défense constante et courageuse de leurs droits et de leur travail. Comme aussi de ceux qui ont travaillé leur vie durant et ne perçoivent rien ou presque, je veux dire les pensionnés et les retraités.

Nous avons été, nous communistes, les premiers à soutenir, avec la défense acharnée des droits des travailleurs, les plus hauts mots d'ordre de la réforme agraire, de la nationalisation du cuivre et de toutes nos richesses minières. Pour notre action constante sur la voie de la dignité du Chili, pour notre dénonciation permanente de tous les abus et privilèges, nous avons été accusés et poursuivis, nos presses démantelées, nos camarades emprisonnés, exilés ou assassinés. Tout a été vain. La réaction a reculé et les communistes progressent ! Mais plus encore. En donnant à notre peuple conscience de notre lutte, nous sommes parvenus à ce que de toujours nouveaux milieux progressistes adoptent beaucoup de nos idées, et même à ce que certains réactionnaires veuillent se colorer et se vêtir de fragments de notre idéologie.

Même le mot « révolution » qu'avancent et incarnent dans tous les pays les communistes a été mani-

pulé et utilisé à leur profit par de faux révolutionnaires. Il n'y a pas de mouvement vers la révolution sans la classe ouvrière, ni de gouvernement révolutionnaire si les travailleurs ne le dirigent pas. Nous sommes plus que rassasiés au Chili et en Amérique Latine de subterfuges et de mensonges : la révolution, le peuple organisé la fera, et non ceux qui se rincent la bouche chaque jour du mot « révolution ».

Nous ne nions à personne le droit de mener une action qui converge avec la nôtre dans la défense des intérêts du peuple. Mais celui-ci doit distinguer entre ceux qui ont donné leur vie pour le défendre et les opportunistes qui ont érigé la duperie en système afin que rien ne change ni dans notre patrie ni ailleurs.

Les positions théoriques des communistes ne reposent en aucune façon sur les idées et les principes forgés ou découverts par quelque rédempteur de l'humanité. Elles sont toutes l'expression généralisée des conditions matérielles d'une lutte de classes réelle et vécue, d'un mouvement historique qui se déroule à la vue de tous. C'est ce qu'écrivait Karl Marx dans le *Manifeste communiste*, il y a cent vingt et un

ans. Cela reste notre réflexion et notre position.

C'est pourquoi cette candidature ne va pas être gardée comme un joyau dans un écrin de cristal. Elle sera éminemment active, se déplacera dans tout le pays et deviendra un mandat quand tout le peuple la prendra en main pour imposer l'unité populaire dans chaque province, dans chaque hameau, chaque mine ou chaque champ de labour. Elle appartient à tout homme et à toute femme las de la vie chère, du chômage, des bas salaires, et pour qui subsister est un miracle de chaque jour.

C'est aussi un drapeau aux mains du peuple, de la classe moyenne, du créateur, du maître d'école, de l'artiste, de l'universitaire, du membre des professions libérales.

Que personne ne s'y trompe. Cette candidature n'est pas un simple salut au drapeau d'un parti, même s'il s'agit d'un parti aussi glorieux et lumineux que le mien. Elle représente une cause que nous conduirons à la victoire par l'unité populaire ; cette victoire sera alors la véritable, la grandiose salut au drapeau du Chili et de la révolution.

Traduit par Georges Fournial.

32 lignes sur le Chili

Un grand pays : 741 767 km², plus étendu que tous ceux d'Europe, sauf l'U. R. S. S.

Du nord au sud : 4 235 km (de Stockholm à Dakar) ; 6 300 km de frontières avec le Pérou, la Bolivie et l'Argentine ; 4 600 km de Cordillère des Andes avec des sommets parmi les plus hauts du monde (Llullaillaco, 6 750 m ; Aconcagua, 6 959 m).

D'ouest en est : variable de 100 à 350 km.

Population : env. 10 millions d'habitants, dont plus de 45 % de moins de 18 ans.

Taux de natalité : 3,8 % ; de mortalité : 1,2 %.

30 % de la population vivent dans la région de Santiago.

Le cuivre, premier produit d'exportation, est l'alpha et l'oméga de l'économie et de la politique chiliennes. Sera-t-il nationalisé, sinon par un gouvernement populaire ? En outre, le Chili extrait nitrate, iode, fer ; et son sous-sol renferme aussi manganèse, soufre, plomb, bauxite, mica, bismuth, cobalt, zinc, bore, sel, or, charbon et pétrole.

Produit national per capita en 1965 : 515 dollars (U. S. A. : 2 893 ; France : 1 436).

La Constitution est celle de 1925 : les pouvoirs exécutifs, législatif et judiciaire sont séparés. Le Président de la République, élu pour six ans et non rééligible, a un pouvoir très étendu. Le Parlement comprend Sénat et Chambre des députés. Vingt-cinq provinces, subdivisées en départements. Les conseils municipaux sont élus.

Le Parti démocrate-chrétien, celui du président Eduardo Frei, est au pouvoir depuis 1964. A sa droite, le Parti national qui a préparé la tentative de coup d'Etat d'octobre dernier, et le Parti indépendant Alessandriste du « libéral » Jorge Alessandri. A gauche, où le Parti communiste du Chili est le plus influent, le Parti socialiste, le Parti social-démocrate, le Parti radical, le Mouvement d'Action populaire unifiée issu de la gauche démo-chrétienne, l'Action populaire indépendante...

L'unité syndicale de la classe ouvrière est réalisée dans la Centrale unique des Travailleurs du Chili (C. U. T. Ch.) présidée par le communiste Figueroa.

La NC signale

Le premier tome d'une L'élite du pouvoir monumentale

biographie de Léon Tolstoï, due à Victor Chklovski dont on sait le rôle qu'il a joué parmi les « Formalistes Russes » (Gallimard, *Collection Leurs Figures*).

Mills, le célèbre sociologue américain dénonce le mécanisme du pouvoir dans la société et l'état américain, avec ce non-conformisme qui ne sort pas des limites du conformisme américain, pour qui la lutte des classes n'existe pas. (Maspero.)

Chrétiens sans églises

Essai très original sur les hérésies du XVI^e au XVIII^e siècle en Europe centrale où l'auteur note avec beaucoup de finesse la quasi-impossibilité pour un catholique de vivre « sans église » (= communauté, discipline, hiérarchie, insertion dans le temporel). (Gallimard)

Un nouveau recueil de Michaux

intitulé *Façons d'endormi, Façons d'éveillé* (Gallimard).

L'œuvre d'art et sa signification

Série d'études du plus grand, peut-être, des historiens classiques de l'art : Panofski. C'est toute une époque de cette discipline qui est représentée ici avec grandeur. On notera en particulier l'étude sur Poussin. (Gallimard)

Une analyse méticuleuse du romancier Fitzgerald,

ou plutôt de deux de ses œuvres principales, *Gatsby* et *Le Magnifique* et *Tendre est la nuit*, par quatre universitaires français, Bernard Poli, André Le Vot, Geneviève et Michel Fabre (Armand Colin, *Collection U*).

Dans une nouvelle collection

intitulée *Les Sentiers de la Création* (Skira), *La mise en mots* d'Elsa Triolet et *Je n'ai jamais appris à écrire ou les incipit*, d'Aragon, méditation sur le travail de l'écrivain. Parus aussi : un texte de Ionesco et un de Butor.

Un « manuel d'histoire contemporaine »

d'un genre un peu particulier : le texte est de notre camarade René Andrieu et les illustrations (nombreuses) de Jean Effel. L'ensemble s'appelle *En feuilletant l'Histoire de France du Front Populaire à nos jours* (Albin Michel).

Trois siècles de luttes ouvrières

dans les Ardennes, luttes corporatives et locales au départ puis rejoignant le grand courant du combat de classes. Titre : *Des luttes ardennaises*. Auteur : Henri Manceau (Editions Sociales).

Le tome 3 de l'Histoire littéraire de la France

entreprise par un collectif aux Editions Sociales, sous la direction de Pierre Abraham, Roland Desné et Michèle Duchet. Ce tome 3 va de 1715 à 1789.

Une correspondance d'Antonin Artaud

publiée sous le titre *Lettres à Jessica Athanasiou* (Gallimard).

Les Éditions Sociales présentent :

Léon LAVALLÉE

POUR UNE PROSPECTIVE MARXISTE

Pour une prospective marxiste de Léon Lavalée (collection « Problèmes »)

La vitesse croissante du développement de la société fait de la prévision sociale ou prospective une nécessité.

"Problèmes"

EDITIONS SOCIALES

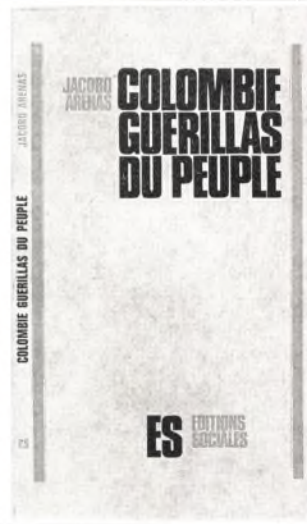
le volume 10,50 F



La résistance, c'était cela aussi de Roger Pestourié (collection « Souvenir »)

Si tant de jeunes Français furent engagés dans la bataille, c'est à des organisateurs tenaces, efficaces et courageux que nous le devons.

le volume 15,70 F



Colombie, guérillas du peuple de Jacobo Arenas (préface de Rol Tanguy)

Pour l'homme de la rue, la guérilla fait partie d'un certain folklore, mais pour qui le veut bien - l'histoire répond.

le volume 8,00 F

Demandez-les en Librairie !

Pour MM. Les Libraires : ODEON-DIFFUSION
24, rue Racine - PARIS-VI^e

Bon pour recevoir gratuitement notre catalogue

NOM ADRESSE
PRENOM DEPT

(à retourner aux Editions Sociales - 168, rue du Temple, PARIS 3^e)



NC théâtre

Un regain d'intérêt pour Brecht :

Quatre de ses pièces ont été programmées dans la région parisienne depuis la rentrée. Ce n'est pas toujours l'aspect le plus convaincant ni le plus combattif du théâtre de Brecht qui est mis en évidence dans les spectacles présentés. *Happy end* (seuls les *songs* de *Happy end* sont signés de Brecht. La pièce est signée Dorothy Lane, selon toute vraisemblance, un pseudonyme de Elizabeth Hauptmann, la secrétaire de Brecht), et *l'Opéra de quat'sous* présentés respectivement au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis et au Théâtre de l'Est Parisien, ont quelque peu vieilli même si les *songs* et la peinture truculente des bas-fonds arrivent à divertir un public friand de l'évocation des années 1930.

Jean-Pierre Vincent, ancien co-directeur de la compagnie Patrice Chéreau a affronté avec succès le public du Théâtre de la Ville, avec *Tambours et Trompettes* de Brecht, une adaptation de la pièce de Farquhar *Le sergent recruteur*. Renouant avec la tradition du XVIII^e, il en a fait une comédie de mœurs éblouissante de drôlerie, où la peinture du peuple, si précise chez Brecht, s'estompe quelque peu devant les numéros d'acteurs. C'est également lui qui a monté au cours de la saison dernière, *la Noce chez les petits bourgeois*, qui est partie à travers la France pour une tournée de cent vingt représentations.

La dernière création de la saison, sera vraisemblablement *Turandot ou le congrès des blanchisseurs* mis en scène par George Wilson au T.N.P.

Nouveau théâtre américain et inspiration religieuse :

Deux troupes new yorkaises L'Open Theater et le Bread and Puppet Theater, ont fait escale à Paris au cours d'une tournée à travers la France. Elles ont toutes deux joué à

Bordeaux dans le cadre de la semaine S.I.G.M.A., puis à Paris au théâtre de la cité universitaire et à la salle Wagram. Elles témoignent à un degré différent de la mauvaise conscience américaine et puisent largement leur inspiration dans la Bible. Toutes deux manifestent la même volonté de restituer un rituel quasi liturgique en recherchant la participation des spectateurs à travers une communion (Le Bread and Puppet offre du pain, l'Open Theater des pommes). Les pièces présentées à Paris apportent un témoignage intéressant des dilemmes dont la société américaine est la proie.

Une saison Roger Planchon au théâtre Montparnasse Gaston-Baty

Depuis 1964, le Théâtre de la Cité n'avait pas fait le voyage de Villeurbanne à Paris. Roger Planchon a ouvert la saison avec une pièce insolite, *La contestation et la mise en pièces de la plus illustre des tragédies françaises*, *Le Cid* de Pierre Corneille, suivies d'une cruelle mise à mort de l'auteur dramatique et d'une distribution gracieuse de

diverses conserves culturelles. Vaste collage de coupures de presses, où les gags et les allusions se succèdent à une allure vertigineuse, cette pièce démonte tout ce qu'on a pu dire sur le théâtre après les événements de mai. *L'infâme* de Planchon, *Bérénice* de Racine et *le coup de Trafalgar* complèteront la saison. En tous cas, le coup d'essai est un coup de maître !

Un courageux effort de décentralisation au Havre :

Désireux d'impulser et de promouvoir la vie culturelle locale et de rencontrer les préoccupations d'un public de masse, Bernard Mounier, directeur de la Maison de la Culture du Havre a tenté un pas dans l'inconnu de l'animation culturelle. Il a monté avec une jeune troupe du Havre, le Théâtre de la Salamandre, un spectacle, *Apollo 69 65 29*, à partir du film de la NASA sur le vol d'Apollo XI, *le cosmonaute agricole* de Obaldia et *l'importance d'être d'accord* de Brecht. Jouant pour des foyers de jeunes, des comités d'entreprise, des lycées, dans des lieux dépourvus de tout équi-

pement, ils ont créé les premiers liens avec un public vierge. L'expérience sera poursuivie au mois de décembre dans la région d'Elbeuf.

Une pièce (inachevée) de Boris Pasternak,

La belle aveugle. Dans cette pièce écrite à la fin de sa vie, le grand poète russe voulait peindre une fresque de son pays de 1830 à 1900 et, selon la prière d'insérer, « le heurt entre une quête individualiste et le bouleversement d'une vague révolutionnaire ». (Gallimard, *Collection « Théâtre du monde entier »*.)

Une pièce de Pablo Neruda,

Splendeur et mort de Joaquín Murieta (Gallimard, *Collection Théâtre du monde entier*). Sorte de cantate poétique et dramatique. « Evocation, sur un mode lyrique, de la vie et de la mort d'un Chilien émigré en Amérique du Nord, en butte à l'hostilité des racistes yankees », écrit Jacques Arnault (*Journal de voyage en Amérique Latine*, Tome 1, p. 97) qui a vu la pièce au Chili.

Une exploration des multiples domaines de l'aliénation:

Ronald D. Laing

LA POLITIQUE DE L'EXPERIENCE

essai

“Ce qu'exige le présent est identique à ce que n'a pas su faire le passé, c'est-à-dire rendre compte de l'homme d'une manière humaine, à la fois lucide et critique. Personne, aujourd'hui, ne peut commencer à penser, à sentir, à agir autrement qu'à partir de sa propre aliénation.” R.D. LAING



stock

D'UN COUP D'ŒIL... Informer de tout ce qui se déroule dans le domaine des Arts et de la Culture: Expositions, théâtre, concerts, recherche, qu'il s'agisse des nombreux et actifs Centres Culturels, MJC; ou d'organismes à caractère privé, c'est ce que permettra chaque mois « **L'AFFICHE N. C.** » répondant au double besoin, d'information pour un public de choix, et pour les organisations culturelles de publier judicieusement leurs programmes.

Musée d'Art et d'Histoire
de **Saint-Denis** - 6, place
de la Légion d'Honneur

Peintures et dessins

d'OTTAVIANO

« **GRANDS ENSEMBLES** »

Exposition ouverte jusqu'au
1^{er} février 1970, tous les jours
sauf mardi et dimanche matin
de 9 h à 12 h et de 14 h à
18 h.

« **COMMENT MONSIEUR MOCKINPOTT
Fut libéré de ses tourments** »

de Peter Weiss - mise en scène par Gabriel Garran
au

THEATRE DE LA COMMUNE D'AUBERVILLIERS

à partir du 30 janvier 1970

2, rue Ed.-Poisson - 93 AUBERVILLIERS - 352.63.95

Galerie Municipale - M. T. DOUET - 23, av. Jean-Moulin
MONTREUIL-93 - dir. MIC FABRE (flèches dep. la mairie)

— jeudi, samedi, dimanche — 10, 12 h — 14, 18 h —

Du 28 janvier au 15 mars 1970

« *Les peintres naïfs* »

Du Douanier ROUSSEAU à nos jours

287.49.49

Théâtre Gérard-Philippe
de **Saint-Denis**

HAPPY END

de D. LAME, BRECHT,
et Kurt WEILL

—
mise en scène
JOSE VALVERDE

—
EN RAISON du SUCCES
reprise exceptionnelle du
30 janvier au 1^{er} mars 1970

ADRESSEZ VOS ORDRES
de publicité
à **L'AGENCE R. P.**
44, rue de la Chaussée
d'Antin - PARIS 9^e
LAM. 13.68

GALERIE
DU CENTRE CULTUREL
du 6 décembre au 31 janvier

MATTA

« La révolution
est architecture »
77 - **VILLEPARISIS**

CENTRE CULTUREL
COMMUNAL
BOBIGNY

Programmation 1970

- Jean DEWASNE
- Femmes d'Hier et d'aujourd'hui
- Irène et Frédéric JOLIOT CURIE
- Saint Pol ROUX « Le Magnifique »
- Le T N P
- XENAKIS

DRANCY

ŒDIPE ROI
de (Jean COCTEAU)
avec Jean MARAIS
et Madeleine SOLOGNE
Dimanche 19 janvier 1970
15 h, salle des fêtes

DRANCY

FESTIVAL DE JAZZ
14 février 1970
de 14 h à 0 h
Salle des fêtes
Parc de la Mairie

THEATRE-IVRY

Salle des conférences
9, rue Marat.

Métro : Mairie d'Ivry

Samedi 17 janvier, 21 h

Le Centre Culturel présente :
L'AMERIQUE EST BLANCHE

Création collective
du Théâtre de l'Unité
Direction : J. LIVCHINE
Assisté de : G. CZAPKA
et A. ILAN
Billets en vente
au Centre Culturel
Tél. 482.24.00

Un numéro d' « Action Poétique »

Situation de "Tel quel"...

On connaît assez la place de la revue *Action poétique* dans la vie culturelle d'aujourd'hui, sa part dans la difficile diffusion de la jeune poésie, pour que son dernier numéro « *Situation de Tel Quel et problèmes de l'avant-garde* » mérite attention. Une telle entreprise, avec les interrogations et l'expectative qu'elle reconnaît, les désaccords qu'elle affirme, est en elle-même le signe d'une « situation » plus générale, caractéristique de ces dernières années : la mise en question d'une pratique dominante de la littérature par une réflexion critique et autocritique sur sa nature, sa fonction idéologique, politique et sociale, les complicités qu'elle dissimule consciemment ou inconsciemment avec un certain ordre établi. Ce qui suppose un choix, celui — pour aller vite — de la participation de l'écrivain au combat pour le socialisme et donc d'une pratique spécifique dans son propre domaine.

S'agissant de *Tel Quel*, dont le rôle parmi les ferments de la recherche actuelle n'est plus à souligner, *Action Poétique* a tenu à se garder d'un certain nombre de dangers, tout particulièrement du refus agacé. C'est là malheureusement une attitude fréquente, mais assez vaine, en tout cas bien peu probante, devant la volonté de formalisation théorique et l'intransigeance doctrinale du groupe. Là où s'imposent une attention soutenue et une connaissance vraie des derniers acquis scientifiques, conditions du débat nécessaire sur une problématique qui le mérite, on en arrive alors à l'invective simplificatrice, au non pur et simple, voire à la calomnie, attitudes dont le seul résultat est d'entraîner les uns et les autres dans des querelles subalternes de personnes, de groupes et de chapelles. De telles querelles ont l'art de mouiller la poudre et de permettre à l'idéologie bourgeoise qui n'en espérait pas tant, la réduction d'une entreprise particulièrement significative à une inoffensive bataille de lutrins. *La Nouvelle Critique* a une autre conception des débats intellectuels et c'est pourquoi nous savons gré à Deluy d'avoir, dans sa présentation, cherché à éviter ce genre de pratique, et notamment d'avoir voulu écarter les amalgames. Il circonscrit ainsi le champ de la réflexion engagée par *Action Poétique* :

« *Tel Quel* est attaqué par la droite classique (*Le Figaro littéraire*) et par le

libéralisme non moins classique (*La Quinzaine littéraire*) — voir l'article de Bernard Pingaud, symptomatique de l'impossibilité dans laquelle se trouve la bourgeoisie libérale de concevoir le rapport avant-garde littéraire — organisation politique révolutionnaire autrement que sur le mode du juge, du bafoué, de l'angoissé ou (et nous ne nous en félicitons pas), du pendu. Il est également exact que les contacts établis entre *La Nouvelle Critique* et *Tel Quel* ont donné le signal à des attaques plus violentes encore, tant il est vrai que la bourgeoisie cultive les intellectuels de gauche et parfois même ceux qui sont membres du Parti Communiste mais qu'elle ne va pas jusqu'à tolérer ceux qui interviennent dans les organes du parti sans au moins en critiquer la ligne politique et les options fondamentales... »

Et plus loin :

« Le dialogue implique que les partenaïres disent tout ce qu'ils pensent et c'est par là-même qu'il fomenté la haine chez ceux qui confondent discussion avec des alliés potentiels et révisionnisme abject (les « *enragés de Montgeron* » : à la pointe séduction du « *dialogue* » on reconnaît l'ultime déguisement de la répression-récupération »).

Il était bon de fixer ainsi le lieu du débat au moment même de l'engager.

L'ensemble des textes qui constituent cette première approche — il y aura une suite — de la démarche théorique de *Tel Quel*, confirment-ils cette position de principe et les promesses sont-elles tenues ? « Nous allons essayer d'y voir clair », écrit simplement Deluy. « Nous partons de nous. » C'est là sans doute l'une des principales difficultés rencontrées par les rédacteurs de ce numéro, contenue dans le projet même qui les anime. Dès lors qu'on a situé correctement la volonté d'ancrage sur le matérialisme dialectique affirmée par *Tel Quel*, apparaît inmanquablement le problème des critères au nom desquels cette recherche va être appréciée. Aussi avons-nous affaire, plus à des affirmations individuelles, qu'à une réponse théorique fondamentale. Pouvait-il en être autrement et peut-on en faire le reproche aux collaborateurs d'*Action Poétique* ? Certainement pas. Ce premier ensemble contient certes plus de questions que de réponses, on pourra parfois regretter que l'information retarde sur l'état réel des travaux de *Tel Quel*, mais on retiendra entre autres une contribution qui appelle une réponse, celle de Pierre Lussion et Jacques Roubaud sur la formalisation mathématique

utilisée par J. Kristéva dans son article *Sémiologie des paragrammes* (T. Q. N° 29, l'étude d'Elisabeth Roudinesco sur *l'inscription de Freud dans l'histoire*, une intéressante table ronde rassemblant cinq jeunes étudiants ou écrivains. Quant au sottisier commis par un auteur soviétique on voit assez mal son intérêt dans un tel numéro.

Il ressort de cette publication une volonté de clarification qui est positive, un souci marqué de traiter de problèmes complexes sans céder à la tentation de polémiques faciles mais vaines. *Action poétique* apporte ainsi sa part à une discussion qui est loin d'être achevée. Que dépassant la situation du seul groupe *Tel Quel*, la revue pose le problème de la situation de l'avant-garde, a aussi son intérêt. La notion d'avant-garde a-t-elle encore beaucoup de sens aujourd'hui ? On peut s'interroger là-dessus et on suivra avec attention les prochains numéros d'*Action poétique*.

Notons enfin que le présent numéro contient, outre le dossier *Tel Quel*, des textes de M. Regnaud, B. Vargaftig, H. Deluy et P. Macris.

M. A.

B. Plongeron

conscience religieuse en révolution

Ces regards sur l'historiographie religieuse de la Révolution française nous apprennent beaucoup sur les mentalités, les attitudes, les conflits et les recherches dans une société où l'Eglise fut sommée de repenser sa mission et son existence, en chacun des siens.

Ce livre est aussi de ceux qui nous aident à mieux comprendre les problèmes posés aujourd'hui même à la conscience du chrétien, en un monde qui est et qui n'est pas le sien. Et nous devons, parfois, résister aux tentations d'un comparatisme sommaire.

B. Plongeron s'est donné pour fin, l'étude d'une conscience religieuse en révolution dans ses composantes sociales, dans ses affirmations spirituelles et temporelles, dans ses aspirations idéologiques. Il nous invite à nous interroger sur le sens du vocable « déchristianisation », et observe qu'il est erroné de réduire la déchristianisation révolutionnaire à la phase terroriste. Chemin faisant, il est conduit à critiquer les travaux antérieurs.

Même si on ne le suit pas toujours, on reconnaît les mérites de l'ana-

lyse et la portée de certaines conclusions. On apprécie plusieurs mises au point. Par exemple sur le massacre des prêtres aux Carmes en septembre 1792 ; le témoignage de l'abbé Saurin fait justice de la tradition qui, depuis Barruel, inscrivaient ces ecclésiastiques au martyrologe de la foi. En réalité, leur mort ne fut pas l'effet d'un refus du « serment ». Nous avons lu avec un vif intérêt le chapitre sur les Ecclésiologies (politique ecclésiastique et théologie politique ; « l'hérésie » ou le statut socio-culturel de l'ecclésiologie : voir notamment le développement sur le constituant Camus ; l'ecclésiologie traditionnelle devant les réalités révolutionnaires, etc.).

Les conclusions de B. Plongeron (sur les rapports entre Evangile et Révolution) appelleront, nous semble-t-il, un long débat.

Intéressante orientation bibliographique.

G. B.

« Couples » roman de John Updike

Une petite ville paisible, « résidentielle », à moins d'une heure de Boston. Topographie minutieusement décrite, comme chez Faulkner, et aisément reconstituable : la rivière Musquenomee et son embouchure dans l'Atlantique, à Tarbox Bay, des églises, un chemin de fer, une fabrique de jouets, un terrain de base-ball, le drugstore de Cogswell, des arbres, des dunes, un marais. Dix couples de la « middle class », les femmes ne travaillent pas et s'ennuient, les hommes s'ennuient bien qu'ils travaillent : entrepreneur, dentiste, courtier en bourse, pilote de ligne, ingénieur électronicien, employé de banque.

L'ennui, la saturation, l'idéologie pseudo-libertaire mènent à l'échange des partenaires selon un schéma que les placards publicitaires de l'édition allemande mettent sous le nez du lecteur (il faut bien vendre !) A/B' ; B/A' ; A/C' ; D/E' ; E/D' ; A/F' ; G/F' ; H/G' ; G/H' ; A/G'. Comme on peut voir certains adultères sont « vengés » (ou « compensés »), d'autres non et A (un entrepreneur d'origine néerlandaise, Piet Hannema) est le sujet masculin le plus favorisé dans ces échanges. Le *New York Times*, son homologue de Los Angeles, *Life*, le *Book World* ont applaudi, ce qui peut être le signe de cette pseudo-libération sexuelle est facilement « récupérable », comme Marcuse l'a fort bien montré dans une de ses pages les

plus lucides. Updike s'est fait le chroniqueur précis, sur le mode naturaliste, de cette civilisation et de cette classe malades où il est lui-même emprisonné. Son roman a tout ce qu'il faut pour être un best-seller : il le sera puisque sa traduction a paru ou est annoncée déjà au Brésil, au Danemark, en Finlande, en France, en Israël, au Japon, en Norvège, en Suède et en Yougoslavie. L'écriture en est facile, souvent teintée de « poésie » mélancolique, la forme traditionnelle du roman est sauvegardée, la dénonciation peut parfaitement passer inaperçue. Elle s'exprime pourtant, sous forme d'une ironie presque imperceptible mais amère. La trajectoire de « A » s'achève dans le conformisme d'un remariage qui ne détruit aucune des valeurs précédemment acceptées et consolide au contraire l'intégration dans le système en place. Sans que l'auteur l'ait sans doute tout à fait voulu, *Couples* constitue, avec moins de force que chez Bellow ou chez Mailer et dans un langage infiniment moins original et destructeur que chez Styron ou les Français Butor et Bourgeade, un *document* accusateur sur certains aspects de l'« homo americanus » (bourgeois et blanc).

C. P.

(Gallimard. Traduit de l'américain par Anne-Marie Soulac.)

L'orthographe

Claire Blanche-Benveniste et André Cheruel plaident pour une révolution orthographique et non une réforme : donner au français une orthographe fondée sur la langue parlée. Le dossier linguistique et l'analyse des motivations culturelles et sociales de la résistance aux réformes orthographiques est excellent, encore que le rôle spécifique de l'école primaire en ce domaine soit presque passé sous silence et en tout cas mal compris. De même certains arguments pour cette révolution orthographique sont pour le moins peu scientifiques : exaltation de la spontanéité et invocation du bonheur de l'enfant. On est cependant largement convaincu en ce qui concerne la situation immédiate, mais inévitablement la langue parlée évoluera à nouveau et une certaine stabilité orthographique est cependant nécessaire. Alors ? Les auteurs n'évoquent pas les réformes périodiques, par exemple, celles de la Roumanie.

Enfin, il vaut mieux rire que s'indigner de certaines phrases qui parsèment çà et là (éditeur oblige

sans doute) cet ouvrage par ailleurs fort compétent : le silence sur l'orthographe) de l'Internationale, puis du parti de Guesde et de Jaurès, puis du Parti communiste naissant ou adulte, n'est qu'un des aspects du grand renoncement du prolétariat français depuis cent ans, et qui, dans les événements majeurs de notre histoire le place derrière la petite bourgeoisie !! Pas moins !

M. H.
(Maspero)

Dans le numéro de novembre des " Cahiers du cinéma "

un éditorial de Jean-Louis Comolli et Jean Narboni, *D'une critique à son point critique*, qui répond sur le fond au n° de *Cinéthique 5* signalé dans notre n° 28. Réponse qui se situe à un *haut niveau*, redirai-je en employant une expression dont l'usage ne peut signifier *en aucune façon* que l'on avalise tout ce qui est écrit dans *aucun des travaux* ainsi apprécié (et *moins encore que l'on approuve l'usage d'allusions dissimulant des attaques de caractère personnel*. C'est simplement reconnaître et signaler que le débat qui se dégage ici aborde un certain nombre de problèmes essentiels qui nous intéressent directement. La principale réserve de fond que l'on peut émettre pour l'instant, c'est que, de manière du reste inégale mais trop fréquente, l'exigence théorique risque de glisser au « théoricisme » : le lien entre la « théorie » et les « œuvres » à critiquer ou à faire, apparaît souvent comme un lien mécaniste de *cause à effet*, ce qui n'est ni dialectique ni, par suite, léniniste.

Pour parler des *Cahiers du Cinéma*, on sait le conflit qui oppose à leurs « bailleurs de fond » des rédacteurs de la revue. Ce numéro de novembre est peut-être le dernier. Nous retiendrons que dans l'article précité, Comolli et Narboni rejettent comme diffamatoire l'accusation d'anticommunisme — attitude courageuse dans la situation où ils se trouvent. En tout cas, sans préjuger des débats théoriques présents et à venir, notre soutien va sans restrictions à la lutte qu'ils ont entreprise pour avoir le droit de poursuivre leurs recherches.

C. P.



la NC a vu

Le tournage d'un film sur la fusillade de la Ricamarie

le domaine de la production. Dans ses locaux de la rue Villeroy, Bernard Chardère a réuni une impressionnante masse de documents sur l'histoire du septième art, il joue un rôle déterminant dans l'organisation du C.I.C.I. qui, cette année encore va tenir sa session au château de Goutelas, centre culturel créé à l'initiative d'un groupe d'avocats lyonnais. A tout cela il faut ajouter la publication des plaquettes de *Premier plan* et l'animation du meilleur ciné-club de Lyon.

C'est finalement autour de cette entreprise, que s'est organisée, à la Ricamarie, la commémoration de la fusillade. L'aide de toute la population n'a pas fait défaut aux cinéastes. Il suffisait qu'ils paraissent aux côtés du maire, notre camarade Montagnon, pour que les bonnes volontés se manifestent, l'un apportant des documents, l'autre des souvenirs, d'autres encore offrant leur concours en tant que figurants bénévoles. Cette collaboration des militants ouvriers, de la population, des hommes de cinéma, des intellectuels a trouvé son plein épanouissement au cours de « la semaine Michel Rondet » du 16 au 22 juin dernier. Dans la petite ville décorée, on avait rénové la statue du leader syndical, autrefois payée par une souscription populaire. Plusieurs conférences, la présentation de *Montserrat* et un montage sur les événements de 1869 dû au groupe artistique *Germinal* ont été offerts à la population et, le dimanche 22 juin une grande manifestation présidée par Achille Blondeau et Henri Krasucki a marqué la fin des festivités.



Grève des Mineurs en Mars 1890 — Tableau G. de la Touche Petit journal illustré (Snark)

C'est dans la fameuse « tranchée rouge », lieu du massacre, que s'est déroulé le dernier acte de cette célébration. Après le meeting, un long cortège alla se recueillir dans la campagne presque gaie qui s'infiltra entre les crassiers. Pendant une minute de silence en l'honneur des victimes de l'Empire et des Compagnies minières (comme le proclame une humble plaque de marbre apposée sur un lavoir), tandis que s'inclinaient les drapeaux rouges, on n'entendit plus que le ronronnement des caméras. Le film de Chardère, reliant le passé au présent, intègrera en effet les moments les plus émouvants de cette célébration.

Avec la coopérative *Le Galion*, animée par Bernard Chardère, Lyon offre un cas sans doute unique de décentralisation cinématographique. A son actif il faut compter une série de courts métrages de valeur tels que *Autrefois les Canuts* (évoquant des deux révoltes des tisseurs de soie de Lyon en 1831 et 1834); *sous-titre anglais* (promenade tendre et ironique dans les rues de Londres); *Rotterdam, Amsterdam, Hambourg* (une série poétique sur les grands ports de la mer du Nord). Aux côtés de Chardère, le caméraman André Collombet et André Ottavi chargé de la musique et du son, assument la responsabilité de ces productions...

L'activité de cette jeune équipe au service du cinéma déborde largement

Actuellement, Chardère et son équipe terminent le montage d'un film sur la fusillade de la Ricamarie. Grâce à une subvention de la municipalité communiste de la petite ville minière, le tournage a pu commencer dès la fin de l'année dernière, dans les décors naturels du XIX^e siècle qui vont bientôt disparaître puisque les houillères vendent les terrains sur lesquels sont bâtis les anciens corons dignes de *Germinal*. Le film, entrepris sur la suggestion de notre collaborateur Maurice Moissonnier, évoquera la vie des mineurs, les premières luttes syndicales, la belle figure du militant Michel Rondet et le massacre perpétré contre les grévistes en juin 1869, voici cent ans, par les soldats du capitaine Gausserand.

Le jour même du massacre, s'adressant au général Cousin Montauban, comte de Palikao et gouverneur militaire de la région lyonnaise, le maréchal Niel, ministre de la guerre, dans une lettre qui paraîtra à l'écran, écrivait : « Il ne suffit pas de réclamer des renforts militaires, encore faut-il savoir s'en servir. »

On peut se demander, si en dépit des apparences, Cousin Montauban a bien su mettre au service de la bourgeoisie les soldats du capitaine Gausserand, décoré quelques mois plus tard de la Légion d'Honneur en raison de ce haut fait d'armes de la lutte des classes...

Crise du cinéma, Quelle crise?



ouverture du débat

Jean-André Fieschi, Jean-Patrick Lebel, Bernard Stora

Le texte qui suit est le premier jalon d'une série de questions systématiques sur les problèmes actuels (industriels, idéologiques, professionnels, esthétiques, culturels, techniques) du cinéma.

Son but est de favoriser la discussion et d'ouvrir un large débat entre professionnels et non-professionnels, communistes et non communistes.

La façon de poser certaines questions — celle notamment concernant ce qu'il est convenu d'appeler la « crise du cinéma » — pourra sembler paradoxale, et prendre le problème à l'envers par rapport à un certain nombre d'idées acquises. Mais il doit être clair que nous ne visons pas ici à admettre — et entériner — simplement un fait accompli (la « crise ») dont la responsabilité incombe entièrement au pouvoir des monopoles (ici comme ailleurs : les problèmes du cinéma ne sauraient être envisagés à part dans la politique économique et culturelle de ce pouvoir) ; Nous voudrions plutôt montrer qu'en prenant pour seul point de départ ladite « crise », on s'expose à mal engager la chaîne de nos réflexions ultérieures. Il ne s'agit pas de s'en tenir à ce sujet sur une ligne défensive mais, considérant la totalité des problèmes et la réalité présente de leur inscription dans un certain nombre de faits dont plusieurs apparaissent d'ores et déjà comme irréversibles, d'adopter un point de vue offensif conséquent, mettant en cause la politique du pouvoir et préparant, à court et à long terme, des solutions viables et réalistes, une politique nouvelle de l'audio-visuel dans son ensemble.

Il est évident que dans ce domaine, la politique outrageusement anti-démocratique du gouvernement des monopoles porte une écrasante responsabilité. C'est ce qui doit nous retenir, de toutes façons, d'envisager le déclin du mode de consommation-cinéma comme définitif, c'est aussi ce qui met le plus l'accent sur la dépendance du cinéma par rapport aux lignes de forces essentielles d'une *politique* générale. En d'autres termes, — et l'exemple des pays socialistes nous donne un précieux enseignement sur ce point — le cinéma est-il vraiment mort ? Ne pourrait-il revivre dans le cadre d'une *autre* politique du travail, de la culture, des loisirs ? Le maintien, et l'épanouissement du spectacle collectif de masse que le cinéma fut, par la force des choses, à l'époque où il était le *seul* art de masse, ne trouveront de réponse que par le changement radical des conditions présentes de vie.

Il va s'en dire que ce premier survol des problèmes, et les réponses rudimentaires, ou embryons de réponses, qui sont esquissés plus haut, n'ont pas d'autre but que d'engager dans ces colonnes, pour les mois à venir, une direction générale de recherche collective, que nous pensons pouvoir être fructueuse. Le cinéma, ne serait-ce que par la complexité des thèmes de réflexion qu'il met à jour, et par la profondeur des contradictions actuelles qu'il révèle, ne peut plus être la seule affaire des cinéastes. C'est pourquoi cinéastes et hommes de télévision d'une part, mais aussi économistes, sociologues, responsables syndicaux, responsables d'organisations culturelles, etc. seront largement mis à contribution.

Ainsi reviendrons-nous systématiquement sur chacun des points envisagés dans cette première note, enrichis d'apports extérieurs, et engageons-nous la recherche sur d'autres points fondamentaux n'ayant pas trouvé place dans cette ouverture.

Ceci une fois admis, on peut poser comme suit une tentative de définition objective de la situation actuelle, définition susceptible d'engager notre recherche sur des voies nouvelles : il existe des *objets audio-visuels* dont la *diffusion* peut s'exercer indifféremment par l'un ou l'autre des *moyens techniques* dont on dispose actuellement : Cinéma ; Télévision ; Cassettes (disques cinématographiques).

C'est-à-dire qu'en admettant l'existence d'un *besoin* : celui de consommer des objets audio-visuels, restent différentes manières de les consommer dont l'origine, la fonc-

tion et la nécessité sociales restent à préciser.

Il convient donc, dès à présent, en fonction de ce besoin, de fixer au moins un *ordre de grandeur* des volumes respectifs de *consommation* et de *production* des objets audio-visuels. Or, c'est un fait indéniable : la consommation française en heures de programmes audio-visuels s'est développée au cours des vingt dernières années dans des proportions considérables. Dans l'attente de chiffres précis, scientifiquement vérifiés, on peut toutefois avancer les réflexions suivantes, témoignant du sens général de l'évolution en cours :

a) de 1952 à 1969, le cinéma a perdu plus de 150 000 000 de spectateurs (soit près de la moitié). Dans le même temps, la *consommation globale* d'objets audio-visuels a été multipliée par 25.

b) En 1968, les Français absorbaient en *une semaine* de télévision la même quantité d'objets audio-visuels qu'en *une année* de cinéma.

c) En 1952, la part de la télévision dans la consommation d'objets audio-visuels représentait le dixième de la part du cinéma.

d) En 1968, la part de la télévision est cinquante fois supérieure à celle du cinéma.

Or, en ce qui concerne la *production* globale de ces objets, une première estimation permet d'avancer que, de 1952 à 1968, elle aurait environ doublé. Cette progression serait due en majorité à l'accroissement du nombre d'heures de programme diffusé par l'O. R. T. F., et particulièrement à l'adjonction de la 2^e chaîne qui aurait à elle seule provoqué un accroissement du tiers de la production.

L'écart qui sans cesse se creuse entre une consommation multipliée par 25 et une production multipliée par 2 dans le même temps, constitue un problème important réclamant, pour être résolu, des bases économiques sérieuses. Ce problème comporte certainement des aspects spécifiques à l'audio-visuel, mais doit également se rattacher à une étude d'ensemble sur la notion de « produit culturel » en régime capitaliste, sur les modes de production et de circulation de ces produits, et sur la façon dont la production influe sur la *demande*, et réciproquement.

Les indications précédentes semblent montrer, non pas une crise mais, bien au contraire, un prodigieux développement du phénomène *audio-visuel*.



Quel est donc le sens de la formule : « La crise du cinéma » ?

Que veut-on dire lorsque l'on redoute « la disparition de notre cinéma national » ?

Veut-on parler d'une désaffection du public pour l'objet audio-visuel ? Certainement pas, puisque la consommation ne cesse de croître. Et encore se base-t-on uniquement sur la *consommation réelle*, non sur les *besoins de consommation*. Le développement de la télévision en tant que mode de diffusion des objets audio-visuels fait que l'évolution de la consommation est plus étroitement liée qu'auparavant à l'évolution du volume de ce qui est donné à consommer, et ne permet donc pas de juger de ce qu'un pays serait susceptible de consommer.

Veut-on dire que l'expression nationale par l'image et le son est menacée ou en régression ? Non puisque :

— la production d'objets audio-visuels ne cesse de se développer.

— le nombre de créateurs associés à cette production ne cesse de croître.

— le nombre de techniciens, ouvriers, acteurs participant à cette production ne cesse d'augmenter.

Veut-on dénoncer le retard du taux de croissance de la production par rapport au taux de croissance de la consommation ? Ce retard est effectivement préjudiciable car :

— la production ne peut satisfaire les besoins de la consommation.

— la production ne peut répondre aux volontés de création dans le domaine audio-visuel.

Or, la croissance de ces volontés de création est en rapport étroit avec la croissance de la *consommation*. Malgré ce dernier point, on peut dire que si l'on fait du terme « cinéma » un équivalent du terme « audio-visuel » (ou, si l'on veut, une partie d'un *tout* que la notion d'audio-visuel englobe et dépasse : il s'agit désormais de ne pas confondre la partie et le tout, de ne pas croire que la partie « cinéma » — le mode de diffusion « cinéma » des objets

audio-visuels — reste économiquement et culturellement *prioritaire*) rien ne permet de conclure à l'existence *objective* d'une « crise du cinéma », rien, surtout, ne permet de redouter la « disparition de notre cinéma national ».

Il s'agit, plutôt, d'une *redistribution* générale des données, à partir de laquelle il nous faudra définir le rôle particulier (spécifique) du phénomène-cinéma. Il faut donc en conclure que la crise dont on parle est celle d'un mode particulier de consommation des objets audio-visuels, que la disparition qu'on redoute est celle de ce mode particulier de consommation : le mode de consommation « cinéma ».



Mode de consommation « cinéma » des objets audio-visuels

Ce mode de consommation particulier (qu'on a pu longtemps tenir pour le seul, qu'on continue encore, souvent, à tenir pour le plus important, pour le plus riche de virtualités diverses...), quel est-il ? Une définition précise reste à trouver (la suite de cette recherche s'y emploiera). On peut toutefois en indiquer déjà, sommairement, quelques caractères constitutifs.

C'est une consommation collective, c'est une consommation simultanée, c'est la consommation d'un même produit audio-visuel par un public spécialement réuni à cet effet.

Parallèlement à la recherche d'une définition satisfaisante, une description de ce mode de consommation doit être entreprise.

— Où les films sont-ils projetés ?

— Dans quelles conditions ?

— A quel rythme ?

— Comment le public est-il informé des spectacles ?

— Comment se déroule une séance de cinéma ? etc.

Il est nécessaire, également, de se livrer à l'historique de ce mode de consommation :

— évolution du nombre de salles

- implantation des salles
- qualité technique et renouvellement des installations
- nombre de spectateurs, etc.

Y a-t-il eu des modifications notables dans la manière dont l'objet audio-visuel est présenté au public à l'intérieur de ce mode de consommation ? Il semble qu'en dehors des mouvements :

- ciné-clubs
- salles d'art et essai
- cinémathèques

dont il convient de faire la description, l'historique et le bilan, rien n'est venu fondamentalement modifier les rapports entre le public et le produits qui lui était proposé, et ce, depuis les projections du « Grand Café », en 1896.

En l'état actuel des choses, c'est-à-dire :

- le mode de consommation « cinéma » étant ce qu'il est
- la télévision ayant atteint le stade de développement qu'elle connaît actuellement

— la diffusion par cassettes laissant envisager les perspectives que l'on sait (et la prochaine mise en circulation du procédé E.V.R. indiquant l'urgence d'une prise en considération de ce nouveau moyen de diffusion).

Existe-t-il une raison déterminante, impérative, sur le plan de la demande sociale, d'aller au cinéma plutôt que de rester devant son poste de télévision ? Plutôt, demain, que de choisir une cassette et de visionner le programme de son choix ? Ou, pour poser la question d'une manière dont la crudité ne doit pas être imputée au seul goût du paradoxe :



Pourquoi y a-t-il encore des spectateurs dans les salles de cinéma ?

a) Pour des raisons de commodité ? (C'est-à-dire : parce qu'il serait plus « facile » d'aller au cinéma ?). Au contraire, l'augmentation des ca-

dences qui aggrave la fatigue, l'éloignement de l'habitat par rapport au lieu de travail, l'inadaptation des transports en commun, le sous-équipement des ensembles modernes en salles de cinéma, le prix prohibitif des places et de nombreuses autres raisons font que le « spectacle chez soi » apparaît à l'heure actuelle comme la forme la plus adaptée de distraction et de culture.

b) Pour la qualité des programmes ?

La qualité « moyenne » des programmes de cinéma reste à apprécier, mais en ce qui concerne la télévision, il faut remarquer (même si, étant soumise au contrôle politique que l'on sait, elle exerce dans sa *masse* une fonction sociale de propagation de l'idéologie dominante) qu'elle offre par semaine un nombre appréciable d'émissions de bonne tenue artistique, de grande valeur culturelle. Il ne faut pas négliger, dans ce domaine, l'influence déterminante que les organisations démocratiques peuvent jouer pour *contraindre* la télévision à devenir l'incomparable outil d'information, de culture et d'éducation qu'elle peut et doit être.

c) Pour profiter de spectacles que la télévision leur interdirait pour raisons de censure ? L'argument peut jouer, pourrait jouer pour certaines formes très particulières de spectacles, par exemple les spectacles érotiques. Encore convient-il de préciser que la cassette apportera un aliment bien plus satisfaisant aux appétits érotiques de ce public, réduisant par-là même les audaces cinématographiques actuelles à de doux enfantillages. Reste l'aspect politique de la censure. En liaison avec le point précédent, il semble que la censure — entendons par-là l'ensemble du phénomène : auto-censure, pré-censure, refus de production, censure proprement dite, etc. — rencontre plus de difficultés à s'exercer à la télévision qu'au cinéma.

A ce sujet, remarquons, d'ores et déjà, que le refus pur et simple de production constitue dans ce régime la manifestation la plus courante, la plus importante (quoique la moins spectaculaire, la moins mesurable) et la plus efficace du phénomène censure. Il joue au cinéma comme à la télé, à ceci près que l'homme de cinéma se retrouve isolé, alors que la télévision est une grande entreprise, et une entreprise nationalisée, deux caractères qui donnent aux travailleurs des possibilités de lutte qu'ils se doivent d'utiliser, y compris pour peser sur la nature de la production.

d) Pour le plaisir spécifique du spectacle collectif ? C'est un point

d'une grande importance. Sans parler du fait que certaines émotions — le comique, la peur — demandent partage pour exercer pleinement leurs vertus, il est probable qu'il existe un besoin social de fête, de cérémonie collective, etc. Ces notions, et la manière dont elles jouent ou pourraient jouer sur le cinéma, sont également à étudier.

On peut toutefois noter que l'atmosphère actuelle des salles de cinéma, la laideur de leur décoration, leur aspect le plus souvent désertique, ne créent en rien les conditions favorables au plaisir spécifique du spectacle cinématographique. Quant à l'aspect « fête » ou « cérémonie », l'option choisie par la majorité des exploitants, qui consiste à fonctionner « en permanent », les séances se culbutant l'une l'autre au point que le spectateur a toutes chances d'arriver et de repartir dans le noir, il semble qu'en l'état actuel des choses il soit à peu près inexistant.

Les raisons qui semblent encore conserver au cinéma 200 millions de spectateurs sur les 400 millions qu'il avait il y a dix ans seraient surtout périphériques.

— Au premier rang de celles-ci, la non-possession d'un poste de télévision, touchant surtout les catégories sociales les plus défavorisées, les travailleurs immigrés, etc. La ville de Montreuil, par exemple, ne dispose plus que d'une seule salle pour 100 000 habitants, et cette salle est fréquentée en majorité par des travailleurs immigrés.

— Grand spectacle (cinérama, relief, ou encore très belles salles de cinéma pouvant attirer du monde).

— Le cinéma, occasion de sortie (on va au cinéma en famille pour les fêtes).

— Le cinéma occasion de rencontre pour les jeunes qui ne tiennent pas à regarder la télévision en famille). (On a pu remarquer, cependant, que les jeunes sortaient parfois de chez eux, où il y avait la télévision, pour rencontrer des amis au dehors, et aller ensuite en bande... regarder la télévision au foyer de jeunes.)

— Attraction des vedettes dont on veut voir la dernière prestation : le « dernier » De Funès, le « dernier » Bourvil, etc.

— Méfiance du public dit cultivé pour la télévision considérée comme un divertissement populaire. (Encore cette attitude est-elle en nette régression. Et se rappeler qu'aux débuts du cinéma, une partie des intellectuels manifesta la même défiance).

— Souci d'érudition des ciné-

philes (mais ce souci d'érudition les contraint de plus en plus à regarder aussi la télévision)

— enfin, une certaine « vitesse acquise » du cinéma, impliquant un attachement sentimental non négligeable (mais il faut contrebalancer cette remarque par la constatation de la perte de plus en plus effective, par le cinéma, de son « public automatique » : public du samedi soir, public des quartiers).

Au total, s'il reste, même en l'état actuel des choses, un certain nombre de raisons de se rendre au cinéma, aucune ne semble assez déterminante pour renverser dans l'immediat la tendance à la baisse du nombre de spectateurs dans les salles.



Pourquoi une catégorie de créateurs d'objets audio-visuels se définissent-ils comme cinéastes ?

En effet, il semblerait que la diffusion par la télévision devrait être considérée comme un objectif prioritaire par tous les créateurs d'objets audio-visuels, la diffusion par le cinéma n'ayant aucune chance, tout au moins pour une certaine catégorie de films, de rassembler un aussi vaste public. Il faut sans doute y voir la survivance d'une croyance, jamais sérieusement démontrée, dans les « spécificités » respectives des deux média. Il faut y voir également la conséquence du prestige social et culturel qui s'attache encore à toutes les activités liées au cinéma. Il est certain qu'un réalisateur de cinéma jouit, dans notre société, d'une position, de possibilités, qu'un réalisateur de télévision ne saurait connaître, malgré les centaines d'heures de programmes réalisés, malgré la qualité de ses œuvres.

Enfin, les créateurs d'objets audio-visuels peuvent craindre que la télévision ne limite leurs œuvres au public français ou de langue française, de même qu'ils peuvent craindre que leur œuvre, diffusée un seul soir, ne

connaisse pas de rediffusion et tombe dans l'oubli. Autrement dit, la diffusion prioritaire par la télévision semblerait, en l'état actuel des choses, priver l'œuvre d'art de deux caractères qui lui sont traditionnellement attachés : l'universalité et la pérennité. Une fois encore, ces différentes raisons paraissent purement transitoires, circonstancielles.

Pour clore provisoirement cette chaîne de problèmes, on peut poser l'ultime question :

Le cinéma a-t-il un avenir ? Faut-il se battre pour l'avenir du cinéma ?

50 F

C'EST
L'ÉCONOMIE
QUE VOUS
RÉALISEREZ
EN VOUS
ABONNANT
POUR UN AN

aux
LETTRES FRANÇAISES
directeur
ARAGON

•
LES LETTRES
FRANÇAISES
5, rue du Fg-Poissonnière
Paris (9^e)
C. C. P. Paris 152-25
ou chèque bancaire

•
Abonnement 1 an : 90 F
6 mois : 50 F
3 mois : 30 F

Gramsci et Rosa Luxemburg

Une lettre de Gilbert Badia

Dans le numéro 28 de *la N.C.*, François Ricci, parlant de « Gramsci, théoricien politique », rappelle un jugement porté par Gramsci sur Rosa Luxemburg (p. 19). A la lecture, j'ai eu l'impression que certaines formulations étaient peu satisfaisantes, voire inexactes.

Je ne discuterai pas si Gramsci est « luxemburgiste » ou non (p. 20). Qu'est-ce d'ailleurs que le luxemburgisme ? Pour une part, une théorie créée après la mort de Rosa Luxemburg et qui tend, sur plus d'un point, à « gauchir » sa pensée. Faute de pouvoir en peu de lignes régler cette question, laissons-là à l'écart pour l'instant.

Il me paraît beaucoup plus grave de mettre la même étiquette (anarcho-syndicalisme) sur Georges Sorel et Rosa Luxemburg, fut-ce avec des précautions de forme. Ricci écrit : « L'économisme peut [...] conduire à traiter la politique comme le domaine de l'irrationnel [...]. C'est ce que l'on constate dans le courant anarcho-syndicaliste, notamment chez Georges Sorel. Et aussi, bien qu'avec plus de nuances, chez Rosa Luxemburg. » (p. 19, 1^{re} colonne.)

Je crois qu'une telle affirmation est inexacte. Pour Rosa Luxemburg, la politique n'est pas le domaine de l'irrationnel. Tout le passage qui suit ne s'applique nullement à Rosa Luxemburg. Jamais elle ne s'en remet à « l'élan vital », à « l'énergie spirituelle ». Jamais — à ma connaissance du moins — « elle n'élimine l'analyse rationnelle au profit de l'intuition, du mythe global seul capable de susciter l'initiative, de mobiliser l'énergie des masses » (p. 19, 1^{re} colonne). Il suffit de relire ses œuvres principales, *Réforme sociale ou révolution; Grève de masses, parti et syndicats; La crise de la social-démocratie; L'accumulation du capital etc, etc*, même ses notes sur la révolution russe

de 1917, pour constater le contraire. Ces textes constituent tous des analyses cohérentes, rigoureuses, rationnelles, d'une situation donnée ou d'une conception politique. On peut en contester légitimement les prémices ou les conclusions; on ne peut parler, à leur propos, ni d'intuition, ni de mythe global. On me dira que le développement s'applique surtout à Sorel. Mais, ou bien il vaut un peu pour Rosa Luxemburg, et il faudrait alors formuler les preuves avec plus de précision, ou bien il ne vaut que pour Sorel et alors l'amalgame Sorel-Luxemburg, même avec la restriction que j'ai reproduite, me paraît dangereux.

La discussion peut se situer sur un terrain plus solide à partir du moment où Ricci reproduit les quelques phrases où Gramsci s'en prend à l'ouvrage de Rosa Luxemburg : *Grève de masses, parti et syndicats*. On sait que, dans cette brochure publiée à l'automne de 1906 et rédigée en Russie, Rosa Luxemburg retrace la révolution russe de 1905 à laquelle elle vient de participer et essaie d'en tirer des enseignements valables, à son sens, pour le socialisme international et en particulier pour la social-démocratie allemande, au sein de laquelle elle milite.

La comparaison du texte de Rosa Luxemburg avec le jugement que Lénine porte à la même époque sur la même révolution révèle des analogies considérables. Le fait n'est pas surprenant. Pendant la révolution russe, Rosa Luxemburg, jusqu'alors plutôt favorable aux mencheviks, en vient à critiquer violemment leurs prises de position¹ et adopte la même position que Lénine, en particulier sur le boycott de la Douma. J'incline même à penser que Rosa Luxemburg contribue, à cette époque, au revirement que l'on observe alors chez Kautsky et qui vaut à celui-ci l'approbation chaleureuse, dithyrambique de Lénine².

Lénine et Rosa Luxemburg en sont venus à porter sur les événements de 1905, séparément, des jugements qui concordent sur beaucoup de points. Mais leur communauté de vues est renforcée lorsqu'ils se rencontrent à Saint-Petersbourg où Rosa Luxemburg se rend en juillet 1906. N. Kroupskaïa nous raconte que Rosa rencontrait très fréquemment Zinoviev, Kamenev, Bogdanov et Lénine dans le petit appartement que celui-ci sous-louait à la famille Leiteisen³.

Au lendemain de l'assassinat de Rosa Luxemburg, G. Zinoviev dira devant le Soviet de Pétersbourg : « La pre-

mière qui, sur le plan théorique, entreprit de faire le bilan de cette révolution (de 1905); le premier théoricien marxiste à comprendre ce que nos Soviets étaient déjà en 1905 [...]; le premier marxiste européen à se représenter clairement le rôle qui devait échoir aux soulèvements des masses révolutionnaires en relation avec l'insurrection armée, ce fut Rosa Luxemburg. »⁴

Venons-en maintenant à ce que dit Gramsci du livre de Rosa Luxemburg sur la révolution russe de 1905. Il lui fait grief de « théoriser un peu rapidement les expériences historiques de 1905 ». Il ajoute : « Rosa en effet néglige les éléments « volontaires » et d'organisation qui, dans ces événements, furent beaucoup plus répandus et efficaces que n'est portée à le croire Rosa, victime d'un certain préjugé économiste et spontanéiste. » (*N.C.* p. 19, 3^e col.). Je précise d'abord que Rosa Luxemburg jugeait « sur pièces ». Sa brochure, elle l'écrivit sur la base de son expérience personnelle et à partir des journaux russes qu'elle a dépouillés. Mais le mieux est de se reporter au texte⁵.

Pour expliquer la révolution du mouvement des masses en 1905, Rosa Luxemburg remonte à 1896 et retrace, par le menu, les grèves qui se sont succédé depuis cette date. Elle montre que l'explosion récente ne s'explique que par les actions précédentes⁶. Consi-

1. *La démonstration est facile mais excéderait les limites de cette lettre. On peut se reporter à la correspondance de Rosa Luxemburg* : Brief an Karl und Luise Kautsky, Berlin, 1923, p. 91, 95 et surtout 96-97, etc. Cf. également P. Nettl, Rosa Luxemburg (édit. allemande) Cologne-Berlin, 1967, pp. 346-347.

2. Cf. Lénine, Œuvres, t. 10, pp. 140-144, 199, 398, 477-78, alors qu'il le critiquait quelques mois auparavant (t. 9, p. 106, p. 145).

3. N. Kroupskaïa, Erinnerungen an Lenin, Berlin 1960, p. 168.

4. G. Zinoviev. Deux grandes pertes, Pétersbourg, 1920, p. 16 et suiv.

5. On le trouvera intégralement dans les deux volumes de morceaux choisis parus à Berlin-Est. R. Luxemburg : *Ausgewählte Reden und Schriften*, Dietz, 1955 (abréviation ARS) t. 1 p. 157-257 et en traduction française, Rosa Luxemburg, Œuvre, I, Paris, Maspero, 1969, p. 92-174. Nous-mêmes en avons reproduit de larges extraits dans le volume publié aux Editions Sociales, Rosa Luxemburg, Textes p. 112-141.

6. ARS, I, p. 169-170; Œuvres, I, p. 104-105.

dérons la grève de 1896. Un événement fortuit la provoquera. Son explosion fut « élémentaire »⁷. Mais le mouvement fut le fruit « d'une agitation menée pendant plusieurs années par la social-démocratie », ce furent les « propagandistes social-démocrates qui prirent la tête du mouvement, en assurèrent la direction et l'utilisèrent pour développer leur agitation révolutionnaire »⁸.

Si les mots ont un sens, on verra que Rosa Luxemburg insiste sur l'importance du rôle de la social-démocratie, élément organisateur, et qu'il est difficile de parler de préjugé économiste et spontanéiste.

Un peu plus loin, on peut lire : « C'est bien le prolétariat qui est appelé à renverser l'absolutisme en Russie, mais le prolétariat a besoin pour ce faire d'atteindre un haut niveau d'éducation politique, de conscience de classe et d'organisation (souligné par moi G.B.). Tout cela [...] il ne l'acquerra que dans la lutte et par la lutte »⁹. Et encore : « Les grèves, chaotiques en apparence, et l'action révolutionnaire « désorganisée » qui a suivi la grève générale de janvier, constituent le point de départ d'un févrique *travail d'organisation* (c'est Rosa Luxemburg qui souligne) [...] De la tourmente et de l'orage, des batailles de rue émergent, comme Vénus surgissant de l'écume des mers, frais, jeunes, vigoureux et vivants... des syndicats »¹⁰.

Je ne prétendrai pas qu'il n'y ait pas, à côté de ces phrases fort claires, dans la brochure de Rosa Luxemburg, des formulations plus ambiguës.

Le terme « spontané » y revient à plusieurs reprises. Mais si elle a insisté sur le caractère élémentaire de l'action des masses, sur l'impossibilité — évidente — de prévoir le déroulement de la révolution, ou d'une grande grève dans tous ses détails, si elle s'est moquée du fétichisme de l'organisation, c'est évidemment en raison et en fonction de ses adversaires. Elle combat, dans cet ouvrage, les positions de la majorité des dirigeants syndicaux allemands qui refusent catégoriquement, en 1905-1906, qu'on évoque la possibilité d'une grève générale, qui considèrent que tout mouvement de masse est dangereux, même s'il est purement revendicatif ; néfaste, s'il est politique.

Il est exact qu'elle a — plus ailleurs que dans cette brochure — sous-estimé le rôle de l'organisation ; sans cesser toutefois d'insister sur le rôle de direction du Parti, ce que Gramsci, sauf erreur, appelle ici « les éléments « volontaires » ». « La social-

démocratie a pour vocation d'assurer la direction *politique* (c'est Rosa Luxemburg qui souligne). Donner à la lutte ses mots d'ordre et son orientation, préciser la *tactique* de la lutte politique de façon à mettre en œuvre, à chaque phase, toute la somme d'énergie existante et déjà libérée par le prolétariat et à l'exprimer dans l'attitude combattive du parti, veiller à ce que la résolution, la vigueur de la social-démocratie ne se situent jamais *en-dessous* du rapport de forces réel, mais devançant ce rapport de forces, telle est la tâche la plus importante de la « direction » en période de grève de masse »¹¹.

Quelques pages plus haut, Rosa Luxemburg précisait que « l'initiative (du mouvement) et la direction des opérations ultérieures incombent tout naturellement au noyau »¹² organisé, à la fraction la plus éclairée du prolétariat : la social-démocratie »¹³. Il est vrai qu'elle note que le parti ne peut pas déclencher un mouvement n'importe où et n'importe quand (mais qui songerait à le nier ?) : « Initiative et direction consistent, non pas à donner des ordres arbitraires, mais à s'adapter le plus habilement possible à chaque situation et à garder le contact le plus étroit possible avec la masse »¹⁴.

Bref, il me semble que cette appréciation de Gramsci sur la brochure de Rosa Luxemburg méritait d'être nuancée. Prise au pied de la lettre, elle trahit, me semble-t-il, légèrement la pensée de Rosa Luxemburg.

La deuxième partie du jugement de Gramsci nous paraît beaucoup plus contestable encore. Citons : « C'était une sorte de déterminisme économique implacable, avec cette circonstance aggravante que les effets en étaient conçus comme très rapides dans le temps et dans l'espace ; aussi s'agissait-il d'un véritable mysticisme historique, de l'attente d'une sorte de fulguration mystérieuse. »

Dans *Grève de masse, parti et syndicats*, et dans d'autres textes, Rosa Luxemburg semble parfois verser dans un déterminisme mécaniste. Reprenant une expression très courante dans le vocabulaire social-démocrate d'alors, elle parle à propos de phénomènes historiques, de *nécessité naturelle* (*Naturnotwendigkeit*). Au début de *Grève de masse*, elle écrit : « La grève de masse n'est ni « fabriquée » artificiellement, ni « décidée » ou « propagée » comme ça, en l'air, mais elle constitue un phénomène historique qui se produit à un moment donné [...] sous l'effet de la nécessité historique »¹⁵.

Dans d'autres chapitres, elle précise un peu sa pensée. Soucieuse de se démarquer des anarchistes et de leur conception de la grève générale — acte unique et soudain qui permettrait comme par miracle de renverser le régime bourgeois et de lui substituer du jour au lendemain le pouvoir des prolétaires — elle insiste toujours sur un point : on ne peut déclencher une grève de masse quand on veut et où on veut « comme on tire un coup de revolver »¹⁶. Il faut que les circonstances s'y prêtent et il faut que le prolétariat ait atteint un niveau de conscience de classe qui lui permette de se lancer dans la bataille avec quelque chance de succès. « La force du prolétariat se fonde sur sa conscience de classe [...] et sur la politique autonome, résolue et consécutive de la social-démocratie qui seule peut libérer cette énergie des masses et en faire le facteur déterminant de la vie politique »¹⁷.

Peut-on encore parler, dans ces conditions, de « déterminisme historique implacable » ?¹⁸ Certes il est vrai qu'au moment de la polémique contre Bernstein, plusieurs années avant d'écrire *Grève de masses*, Rosa Luxemburg

7. *ARS I*, p. 171 ; *Œuvres I*, p. 105. La traduction française dit explosion « spontanée » ; le terme allemand est « élémentaire ».

8. *Ibidem*.

9. *ARS I*, p. 182. Rosa Luxemburg, *Textes* (Édit. Soc.) p. 123-124.

10. *ARS I*, p. 188 ; *Textes*, p. 124-125.

11. *ARS I*, p. 208 ; *Textes*, p. 131.

12. La traduction française utilise le mot partie. Le texte allemand comporte un terme plus précis qui signifie noyau.

13. *ARS I*, p. 205 ; *Œuvres I*, p. 135.

14. *ARS I*, p. 206 ; *Textes* p. 129.

15. *ARS I*, p. 165 ; *Textes* p. 120.

16. Expression qui revient sans cesse.

17. *Gesammelte Werke* (abréviation G. W.) publiées en 1925-28 par les soins de P. Frölich, t. IV, p. 372.

18. Dans *Grève de masse*, elle écrit : « Tant d'éléments dont on ne saurait avoir une vue d'ensemble, éléments économiques, politiques et sociaux, généraux et locaux, matériels et psychiques concourent à chaque acte particulier de la lutte qu'aucun de ces actes ne peut être déterminé et réglé comme un problème d'arithmétique » *ARS I*, p. 206 ; *Œuvres I*, p. 135 (traduction précisée).

a soutenu la théorie de la « catastrophe », de l'effondrement inéluctable du régime capitaliste miné par ses contradictions internes. En 1898, elle combat le protectionnisme parce que les barrières douanières ralentissent l'évolution capitaliste, retardant ainsi « l'instant de l'effondrement de l'économie actuelle¹⁹ ». Encore faut-il signaler qu'à la même époque déjà, Rosa Luxemburg insiste parallèlement sur la nécessité pour le parti « d'intervenir consciemment » dans la « lutte politique » pour hâter la marche des événements²⁰. En tout cas, à aucune époque, croyons-nous, on ne trouverait chez Rosa Luxemburg l'expression d'un « déterminisme implacable » qui s'en remettrait à l'action de l'histoire, aux choses. Rosa Luxemburg insiste toujours sur le rôle des hommes. Au point qu'on l'a accusée souvent de volontarisme. Mais, à notre sens, les deux accusations s'excluent l'une l'autre.

Quant à la dernière partie du jugement de Gramsci, j'avoue qu'il me paraît totalement inexplicable. Si je n'ai jamais trouvé chez Rosa Luxemburg « la fulguration mystérieuse » dont il parle, j'ai toujours lu au contraire que les effets de la lutte, quand la situation serait venue à maturité, ne seraient pas « très rapides ». Autrement dit, Rosa Luxemburg met en garde contre l'illusion que la révolution est un acte unique et bref. La grève de masse n'est pour elle qu'un moment de la révolution qui s'étend nécessairement sur une longue période. Au Congrès de fondation du Parti communiste allemand, à la fin de 1918, elle développe cette idée, montre que la révolution du 9 novembre n'a été qu'un début, qu'il faut maintenant porter la lutte dans les usines, à la campagne ; gagner les soldats à la cause révolutionnaire, développer le système des conseils ouvriers, etc.²¹. « La conquête du pouvoir ne se fera pas en une fois, elle sera progressive [...] Décrit ainsi, le processus (de conquête du pouvoir) semble peut-être de plus longue durée, qu'on n'inclinerait à se le représenter dans le premier moment [...] Je ne me chargerai pas de prédire le temps que ce processus requerra [...] pourvu que notre vie soit assez longue pour le réaliser²². » Dans le programme de la Ligue spartakiste, Rosa Luxemburg écrivait encore : « La révolution prolétarienne ne peut accéder à une totale lucidité et maturité qu'en gravissant par degrés, pas à pas, l'amer Golgotha de ses propres expériences, en passant par bien des défaites et bien des victoires²³. »

Pour Rosa Luxemburg nous sommes entrés dans la période révolutionnaire ; le renversement de la domination bourgeoise est à l'ordre du jour ; mais ce changement sera *long et difficile*. Le jugement de Gramsci ne saurait reposer que sur une lecture incomplète des œuvres de Rosa Luxemburg.

Peut-être pourrait-on se demander quels textes Gramsci avait à sa disposition ? A-t-il lu Rosa Luxemburg dans le texte ou en traduction ? Et qu'a-t-il lu ? Aujourd'hui encore, de nombreux écrits de Rosa Luxemburg sont difficilement accessibles. Qu'en était-il en Italie à l'époque où Gramsci formule son jugement ?²⁴

Ce que nous nous sommes proposé, c'était simplement de préciser un certain nombre d'idées de Rosa Luxemburg. Pendant toute une période, on a parlé de luxemburgisme sans vérifier en détail ce que ce pavillon commode, mais flou, recouvrait. Peut-être le moment est-il venu de remplacer le concept de luxemburgisme — qui est souvent un cliché, une formule imprécise et inexacte — par l'étude de la pensée de Rosa Luxemburg.

*

Cette « lettre » était terminée lorsque nous avons pu retrouver, dans les *Œuvres choisies* de Gramsci, les passages où il parle de Rosa Luxemburg. Le nom y revient à cinq reprises²⁵. Dans les deux premières citations, Gramsci commente un article de Rosa sur le marxisme, paru en 1903. Malgré certaines réserves, il trouve sa pensée « utile et féconde » (p. 99). Dans la dernière, il écrit que, parce qu'ils ont été des militants ouvriers, « Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont plus grands que les plus grands saints du Christ » (p. 325).

S'agissant ailleurs de la théorie de Trotzki sur la révolution permanente, Gramsci écrit qu'elle « peut être comparée [...] à la théorie de Rosa dans l'opuscule traduit par Alessandri » (on notera la prudence, justifiée à notre sens, de la formulation). Il ajoute : « L'opuscule et les théories de Rosa ont, du reste, influencé certains syndicalistes français comme le montrent certains articles de Rosmer sur l'Allemagne dans la *Vie ouvrière* » (p. 268).

Vient enfin le jugement reproduit dans l'article de François Ricci. A le considérer dans son contexte, on s'aperçoit que la fin de la citation (« véritable mysticisme historique, attente d'une sorte de fulguration mystérieuse » (p. 265) est si éloignée du début (p. 264)

qu'on peut se demander si elle porte exclusivement sur les théories de Rosa Luxemburg développées dans *Grève de masse* ou si elle ne vise pas plutôt tout un courant de pensée...

Rien en tout cas, dans le contexte, ne permet d'affirmer qu'il s'agit là « implicitement, d'une critique du spartakisme²⁶ ». Avant et après, Gramsci parle de la guerre de 1914-1918, de l'opposition Lénine-Trotzki. Rien ne l'empêchait de faire une allusion *explicite* au spartakisme, s'il l'avait voulu.

Pour éviter toute équivoque, précisons pour conclure à quel souci répondent ces lignes. Il ne s'agit nullement de défendre Rosa Luxemburg contre Gramsci²⁷, ni de comparer ses idées à celles de Trotzki. Il importe d'abord de lire ce qu'elle a écrit, ensuite de préciser, de cerner sa pensée, enfin de la situer historiquement, en ne perdant pas de vue l'adversaire contre lequel elle polémique sans arrêt et qui, à partir de 1907-1908, est toujours, ou presque, la direction réformiste du parti social-démocrate allemand.

19. G. W., t. III, p. 154.

20. G.W., t. III, p. 139.

21. *A ce sujet, on peut signaler que l'on trouve chez Gramsci, sur ces Conseils et sur les syndicats en 1919, des formulations voisines de celles de Rosa Luxemburg. Cf. notamment Gramsci, opère, t. IX, p. 126 et 134.*

22. *ARS, t. II, p. 686-688 ; Œuvres, t. II, p. 127-128 (traduction précisée).*

23. *Textes, Edit. Soc. p. 238.*

24. *Dans les Œuvres choisies, Gramsci parle essentiellement de deux brochures de Rosa Luxemburg : un article sur le marxisme publié en 1903 (cf. Gramsci, p. 86) et la brochure Grève de masse qu'il a lue dans la traduction d'Alessandri faite non à partir de l'original allemand, mais de la version française (cf. p. 264). Au cours de ces deux traductions successives, certaines expressions ont pu être déformées et certaines nuances escamotées.*

25. p. 86, 99, 264, 269, 325.

26. N. C. p. 19.

27. Pour porter un jugement plus fondé sur les affinités idéologiques, ou les oppositions entre Gramsci et Rosa Luxemburg, il faudrait évidemment commencer par répertorier tous les passages où il est question de celle-ci dans les Œuvres complètes du dirigeant communiste italien.

L'engagement des professeurs de philosophie

Une lettre de F. Licciardi et J.-G. Gisclon

Que l'enseignement soit mis en question, c'est un fait. Que ses agents (les professeurs) aient été accusés, c'est également un fait. Il nous semble pourtant que l'on n'a pas assez montré avec une clarté suffisante les rapports existant entre cet enseignement et ses propres agents. Rapport bien spécial d'ailleurs puisqu'il s'agit de montrer en effet la récupération d'un choix politique, donc d'une pratique politique, par un système d'apparence homogène ; puisqu'il s'agit de montrer précisément l'écart, la distorsion et par conséquent la contradiction entre deux pratiques théoriquement inséparables : la prise de position politique et son application dans un lieu de travail déterminé : l'enseignement.

L'explicitation de ce rapport constitue l'objet même de ces remarques. Nous tenons à préciser à ce sujet que notre choix de la philosophie comme exemple ne relève pas d'un parti pris, mais de la qualité exemplaire de la philosophie telle qu'elle est enseignée.

On ne peut plus douter que la société actuelle veuille identifier l'homme à sa fonction sociale ; mieux encore : à sa fonction sociale actuelle prise comme immuable et éternelle. Qu'est-ce qu'un professeur de philosophie aujourd'hui sinon un marchand de philosophie ? Cela signifie deux choses.

Premièrement : dans la mesure où précisément il parvient à être ce marchand de philosophie, il s'intègre au système qui lui permet d'exister et nécessite son existence.

Deuxièmement : il doit se plier à la conception que le système en question (la société) se fait de la philosophie. Il ne s'agit pas d'entrer dans le détail d'une telle conception que les critiques antérieures de l'enseignement ont souvent fort bien mis à jour. Rappelons toutefois que « ce n'est pas la

conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience » (Marx). Rappelons-nous donc que, l'enseignement étant actuellement aux mains des classes dirigeantes, l'Etat étant un « fournisseur de culture » (ce qui est très différent d'être un éducateur), l'enseignement ne saurait qu'être soumis à l'idéologie de la bourgeoisie, et sachons bien que la philosophie telle qu'elle est enseignée n'est précisément qu'un reflet de cette idéologie ; mieux : elle n'est qu'un élément constitutif de cette idéologie inculquée hégémoniquement aux classes dominées.

Nous pouvons donc affirmer ceci, que le professeur de philosophie qui se laisse englober par son être-marchand de philosophie se trouve dans une position pratique nécessairement non critique dans la mesure exacte où il accepte la situation que la bourgeoisie lui impose et se soumet aux fins que celle-ci poursuit, fins qui se ramènent toutes à son maintien comme classe dominante. Mais l'acceptation même de cette situation a pour corrélatif nécessaire la diffusion, non seulement de l'idéologie bourgeoise, mais aussi de la politique capitaliste. Certes le marchand de philosophie, si d'un autre côté il milite au P.C. par exemple, peut à juste titre se poser comme non-militant en faveur de la bourgeoisie. Mais cette auto-position n'est que le signe d'une contradiction manifeste.

En effet, le professeur de philosophie peut essayer d'échapper à l'identification contraignante et aliénante de lui-même avec sa fonction sociale : c'est ce que traduit un choix politique. Car mener une lutte dans une optique marxiste, c'est essentiellement dire non à un état de fait et mettre tout en œuvre pour le détruire. Etre marxiste, sur ce plan, signifie, entre autre, prendre conscience de cette tentative d'enfermement dont nous parlions plus haut et militer, tant sur le plan théorique que pratique contre cet enfermement lui-même, contre l'aliénation du travail des hommes et pour leur libération. En d'autres termes cela signifie adopter une position critique. Par critique il faut entendre non seulement une réfutation théorique mais aussi, et surtout, une pratique qui aille à l'encontre de la pratique existante pour l'anéantir. En conséquence, l'homme dont la ligne politique est marxiste ne saurait être qu'un homme qui milite ouvertement contre l'ordre social actuel, l'homme dont la pratique politique justifie la théorie par son opposition concrète à cette société en question.

Dire qu'une fonction sociale ne saurait être modifiée que de l'extérieur, c'est-à-dire que par cette politique, est vrai en partie. Mais admettre cette formule sans restriction, c'est méconnaître un fait essentiel : c'est que l'enseignement pour un professeur de philosophie (qui se veut marxiste) est précisément le lieu de son travail. Un philosophe marxiste qui accepterait de lui-même la scission entre son activité strictement politique et son travail, son métier, ferait preuve d'ignorance du marxisme pour lequel l'être de l'homme, c'est précisément son travail, et opérerait par-là même une « désubstantialisation » qui agirait dans le même sens que le projet d'enfermement bourgeois. Il s'accepterait donc comme être aliéné dans et par sa profession, c'est-à-dire dans ce qui fait son être.

Lutter contre son aliénation de l'extérieur seulement ne suffit pas, précisément parce que l'enseignement est le lieu de travail du professeur de philosophie. Comment se présente cette scission ? En d'autres termes en quoi y a-t-il contradiction entre le choix politique et la pratique professionnelle ?

Nous avons déjà parlé d'enseignement soumis à l'idéologie de la classe dominante. Cette soumission se traduit de trois façons :

— La soumission aux exigences des concours et examens, c'est-à-dire dispenser un amas de connaissances qui se traduit chez l'élève par un avoir dans lequel il peut puiser sans distinction ;

— Enumérer des thèses en les coupant de leur propre historicité et de la nôtre, c'est-à-dire les séparer de toute pratique, de toute insertion dans la praxis, faire donc un discours sur un discours, faire une pseudo-critique au sein d'un univers fermé à toute possibilité d'action sur l'état de fait actuel ;

— Dénaturer les exposés (qu'ils soient de philosophes marxistes ou d'élèves sur ces philosophes) en ramenant leur caractère polémique et incisif à une passivité compatible avec les exigences des concours et examens, bref : les exigences de l'idéologie bourgeoise.

Nous pouvons donc déceler deux contradictions :

Premièrement : le hiatus entre la pratique dite politique et la pratique professionnelle ne peut être accepté dans la mesure où une pratique politique marxiste est la négation de la politique gouvernementale actuelle, que l'enseignement récupère et diffuse. Accepter et dispenser cet enseignement est contradictoire.

Deuxièmement : il existe une

la NC en direct...

contradiction plus profonde encore. Un professeur de philosophie marxiste connaît justement le rôle du conditionnement social et de l'éducation. Il sait que l'enseignement est constitué en vue d'inculquer aux étudiants les normes de pensée bourgeoise. Il sait d'autre part que ces étudiants seront les « cadres » à venir de la société capitaliste. Par conséquent dans la mesure où le professeur de philosophie ne lutte pas lui-même directement sur le lieu de son travail, contre ce conditionnement, et dans la mesure où il ne démystifie pas lui-même la culture, véhicule de l'idéologie bourgeoise, il forme à son tour les bourgeois à venir. Plus encore : il est une force neutralisante pour l'action des véritables militants marxistes.

Un choix politique marxiste ne tolère pas d'exceptions. Cela signifie que la lutte entreprise par les militants communistes doit porter sur tous les plans. Leur lieu de travail n'échappe pas à cette exigence : bien au contraire.

Ne pas entreprendre une lutte démystificatrice à l'intérieur du domaine professionnel, c'est-à-dire une lutte active, en attendant (ce que refuse à tort le gauchisme) les conditions favorables à une révolution prolétarienne (que peut amener pour sa part cette lutte en question) n'est pas seulement un acte de démission par rapport à soi-même et aux objectifs qu'on s'est fixés, mais aussi et surtout le signe d'une trahison inacceptable des intérêts du prolétariat.

Philosophe et marxiste

Jacques Milhau répond

Nos correspondants, que nous remercions d'adresser leur point de vue à cette revue effectivement engagée qu'est la Nouvelle Critique, soulèvent une question réelle à laquelle aucun philosophe marxiste n'a pu échapper à un moment ou à un autre, singulièrement lorsque son en-

gagement politique lui a fait remettre en question le type de formation universitaire et la conception traditionnelle de la philosophie et de son enseignement selon lesquelles il a été instruit.

C'est un fait que le monopole de l'idéalisme sur l'enseignement philosophique, que le contenu et les limites des programmes, comme le contexte social et politique de la pédagogie, retirent à la philosophie l'auréole de cette discipline intemporelle et désintéressée, objective et critique, et par-là même libératrice, qu'elle prétend avoir. La philosophie scolaire et universitaire est par principe conçue comme le couronnement des études et le parachèvement de toute formation culturelle par l'élaboration d'une conception du monde. Dans les faits, elle est surtout la confiscation de la connaissance scientifique par l'idéalisme rationnel ou mystique, à des fins politiques effectivement visées, mais sans cesse masquées dans un discours de Raison et au moyen des formes spéculatives de ce discours.

Sans doute un philosophe marxiste s'accommoderait-il à trop bon compte d'une conciliation sophistique des contraires, de type proudhonien, c'est-à-dire petit-bourgeois, s'il acceptait d'être marxiste en politique et adepte consentant des écoles idéalistes en philosophie, comme chercheur et comme enseignant. Chose qui n'est pas en soi impossible car les contradictions de la conscience peuvent, ainsi que le remarquait Lénine, faire bon ménage. La subjectivité ruse bien souvent et inconsciemment avec la lutte objective des contraires !

Il faut donc trancher cette question du rapport entre le choix politique du communiste et la profession du philosophe enseignant ; ne pas l'esquiver par conséquent, ce qui reviendrait autrement à rallier, par manque de rigueur ou par opportunisme, l'idéologie bourgeoise et ses fonctions politiques dans les tâches d'enseignement. Mais ne pas lui donner non plus la fausse réponse de la substitution d'un travail de propa-

gande et d'agitation politique au cours de philosophie, entreprise que la bourgeoisie tient, non sans quelque argument, pour une provocation à laquelle elle répond sans aménité, mais avec l'apparence du droit de défense de la philosophie, contre ses imprudents fossoyeurs. Et pas davantage cette réponse unilatérale — demi-mesure équivoque entre le refus de l'enseignement philosophique et la rhétorique politique — : la réduction de nos tâches d'enseignants soit à la simple critique idéologique des philosophies selon leurs bases de classe, soit à la présentation didactique des thèses du marxisme, comme s'il était construit sur une table rase, sans aucun héritage, aucune source historique ni le moindre rapport avec les acquis objectivement fondés, quoique partiels, de courants philosophiques qui lui sont contemporains.

Il faut donc se garder d'une réponse immature, en dépit des bonnes intentions politiques qui animeraient le dessein légitime d'une synthèse militante entre le choix révolutionnaire et la vie professionnelle. Il convient plutôt de procéder avec méthode et, me permettra-t-on de dire, selon les principes marxistes les mieux éprouvés d'analyse des idéologies, et de l'idéologie philosophique en particulier, pour tenter de déterminer une démarche justifiée politiquement et théoriquement à la fois ; une démarche qui tienne donc compte des exigences politiques mais aussi de celles qui sont propres à la philosophie et parvienne, si faire se peut, à assumer politiquement les exigences de la philosophie et théoriquement ses exigences politiques dans l'enseignement philosophique.

L'idéologie philosophique implique une spécificité théorique qu'il faut distinguer, mais non séparer, de sa fonction politique. Toute confusion entre les deux ou, plus encore, toute réduction de la philosophie à la politique, sous la forme d'un système d'idées mystificatrices et renforçatrices de la base économique, jetterait par-dessus bord la nécessité théorique de la philosophie dans la

la NC en direct...

société, qu'il s'agisse de la théorie de la connaissance idéaliste dont se sert la bourgeoisie ou de la théorie de la connaissance matérialiste sur laquelle la classe ouvrière appuie théoriquement son action. Spécifique, quelles que soient ses attaches à la politique, l'idéologie philosophique est contradictoire comme en témoigne séculièrement l'opposition du matérialisme et de l'idéalisme : contradiction historique autant que théorique, ce qui signifie que les deux courants opposés entretiennent des rapports antagoniques mouvants dont la mobilité est déterminée d'un côté par le progrès des sciences et, d'un autre côté surtout, par la lutte des classes et le changement du rapport de forces entre les classes en présence dont ils expriment, au niveau théorique le plus élevé et sur la question fondamentale de la philosophie, les intérêts contraires.

De ce dernier point de vue, je ne puis partager l'opinion de nos lecteurs, qui me paraît singulièrement mécaniste et approximative : s'il est vrai que l'institution de l'enseignement philosophique a été par définition instaurée pour « la diffusion non seulement de l'idéologie bourgeoise mais aussi de la politique capitaliste », il est beaucoup moins justifié d'affirmer qu'à notre époque notre enseignement philosophique soit exclusivement le reflet de cette idéologie et de cette politique. Il serait d'abord plus convenable de parler d'idéologies philosophiques de la bourgeoisie — de la grande, de la petite et de la moyenne —, avec leurs variétés respectives et les interférences multiples dont elles sont l'objet. Mais aussi et surtout l'enseignement philosophique — comme l'activité philosophique, quoique sous d'autres formes — est le lieu d'un affrontement de ces idéologies, affrontement dans lequel le marxisme, comme théorie philosophique d'un type nouveau, intervient désormais de plus en plus, en ralliant ou devant s'efforcer de rallier autour de lui, tous les courants qui, sur une base de classe déterminable, développent des tendances matérialistes en théorie, dialectique ou méthodologie, par-

fois les deux dans leur implication réciproque ou encore des tendances rationalistes en épistémologie, démocratiques et progressistes en éthique. Certaines de ces idéologies s'affirment ainsi, avec plus ou moins de cohérence, contre les spéculations des écoles idéalistes les plus réactionnaires, adversaires des sciences, auxiliaires avouées du fidéisme religieux et hostiles à la démocratie et au socialisme, quand elles ne sont pas tout simplement nihilistes ou fascisantes.

Que nos interlocuteurs réfléchissent sur les raisons actuelles des attaques réitérées dont la philosophie est la victime depuis quelques années, de la part de l'oligarchie au pouvoir et de ses agents idéologiques, colporteurs du technocratisme, du bureaucratisme et d'un néopositivisme, théoriquement indigent, mais politiquement pernicieux. Qu'ils prennent conscience que des luttes théoriques d'importance se développent aujourd'hui et permettent d'estimer qu'il y a quelque utilité à en faire découvrir aux élèves les implications, comme à leur faire connaître les réponses que, non seulement les marxistes, mais aussi les structuralistes et les épistémologues des sciences, donnent aux questions en débat, dont beaucoup sont loin d'être étrangères aux programmes d'enseignement, même si elles n'y ont malheureusement pas toute la place qui leur revient. Jusque et y compris dans le domaine de la morale, des conceptions nouvelles et progressistes en dépit de leur poids d'idéologie, contribuent à la lutte contre les dernières inventions mystificatrices de la classe au pouvoir et méritent quelque intérêt pédagogique nullement contradictoire avec l'obligation d'en faire la critique théorique en raison même de leurs principes idéologiques de base.

C'est en favorisant les prises de conscience de la signification théorique et politique de ces luttes d'idées que l'on peut faciliter le cheminement des esprits, depuis des formes de pensée conservatrices, acquises dans le milieu familial, jusqu'à des positions démocratiques et progressistes, voire même marxistes, chez

ceux qui sont capables de pousser jusqu'au bout la critique de l'idéalisme, qu'il faudra avoir commencé par leur faire concevoir. Evolution possible dont on peut trouver les causes dans la transformation actuelle des rapports de classe et dans la lutte de plus en plus large contre le pouvoir, autant que dans la compétence d'enseignants aptes à faire comprendre ces luttes philosophiques et à donner les moyens d'en juger selon des raisons théoriques et pas seulement selon des affinités politiques ; car si ces dernières devaient seules compter, le siège serait fait d'avance et le professeur de philosophie ne serait pas d'un grand secours !

Mais ceci nous conduit à l'autre point. La philosophie n'est pas affaire d'improvisation. Il faut apprendre — et donc enseigner — à penser les concepts mis en œuvre dans les systèmes, à suivre les déductions et à juger des principes ou fondements réels et apparents des doctrines ; il est nécessaire de savoir se repérer dans le dédale des idéologies philosophiques, relier leurs démonstrations à des problématiques implicites et explicites et rapporter celles-ci à la base sociale correspondante, sans perdre de vue les médiations scientifiques, juridiques ou artistiques, sinon politiques ou religieuses, que traverse la démarche des philosophes.

La théorie de la connaissance, qu'elle soit hypostasiée en œuvre métaphysique ou au contraire maintenue fermement sur le terrain matérialiste d'une histoire du passage de l'ignorance à la connaissance, n'est pas un luxe que l'on pourrait escamoter. Des raisons impératives, quoiqu'antagoniques ou simplement distinctes, puisqu'elles sont politiques et scientifiques à la fois, fondent cette activité théorique dans la vie sociale. La tâche s'impose donc, au professeur de philosophie, d'apprendre à ses élèves comment procèdent les auteurs, quel est le rapport de ses concepts à la science, à la culture et à la réalité sociale de son temps. Et plus encore il lui appartient de leur faire acquérir, pour leur propre

la NC en direct...

compte, la rigueur nécessaire, dans l'exposition écrite et orale d'un enchaînement d'idées, pouvant avoir valeur d'universalité ou de nécessité relative sinon absolue. Cependant l'on sait bien par expérience qu'une pauvre année d'enseignement ne suffit guère pour la simple initiation à cette pensée théorique abstraite. Ce pourquoi les communistes font la proposition, dans leur projet de réforme de l'enseignement, d'une extension de l'enseignement philosophique aux premiers cycles de toutes les facultés.

Aussi me paraissent peu recevables les trois contraintes de l'enseignement philosophique que nos correspondants dénoncent d'une manière trop absolue, même si ce qu'ils écrivent est partiellement vrai. Certes les examens et concours sont à réexaminer de près en leurs principes, certes les structures de l'enseignement philosophique favorisent l'exposition non historique des doctrines et des problèmes, certes la pression de classe pousse au silence sur les conceptions matérialistes, les luttes philosophiques réelles et favorise l'émasculature des doctrines les plus ardentes. Mais encore une fois, dans le contexte actuel, ces contraintes ont leurs limites, et s'enferme dans leur cercle qui veut bien s'y soumettre intégralement.

Préparer aux examens et concours, ce n'est pas bourrer les têtes de façon anarchique mais ramener à l'essentiel les débats philosophiques, conduire dans l'ordre ces débats et susciter l'aptitude à la réflexion sur leur enjeu. Et chacun sait que le baccalauréat, voire les épreuves philosophiques des concours d'entrée dans les grandes écoles ne sont point affaire d'érudition abstraite et sans limites. Il s'agit bien plutôt de juger des capacités mises en jeu pour dominer les questions, tirer les conséquences des prises de position et soulever les difficultés qu'elles peuvent engendrer.

Quant à la manière d'enseigner la philosophie, les marxistes sont les derniers, lorsqu'ils ont du moins la pleine maîtrise de leurs principes théoriques et méthodologiques, à pouvoir être accusés de ramener

l'étude des doctrines à la spéculation délirante ou, au contraire, au sociologisme plat. Sans fausse modestie, on peut dire que beaucoup leur envient la façon qu'ils ont de faire revivre les philosophies du passé dans leurs dimensions théoriques et historiques, d'actualiser les questions et de montrer le progrès des élaborations philosophiques, tout en marquant les limites des auteurs et leurs causes ou la fonction politique de leurs pensées. S'il est vrai, comme le disait déjà Spinoza, que tout ce qui existe mérite d'être conçu, un philosophe marxiste ne redoute pas de parler de Platon ou de Saint-Thomas autant que des philosophes matérialistes, tant il paraît que l'analyse marxiste peut rendre compte des uns et des autres et faire comprendre dans les faits ce qu'est la conception marxiste de la philosophie. L'historien peut aussi bien montrer ce qu'est la lutte des classes en étudiant le régime réactionnaire de Napoléon III, que la grande geste de la Commune de Paris, et il est de son devoir de le faire dans les deux cas. De même en philosophie ! Et à comparer la méthode des marxistes à l'exposé désincarné de beaucoup, la démonstration est faite quant à la technique qui rend le mieux compte de ce qui a été pensé, comment et pourquoi il l'a été.

Enfin, loin d'aplatir les doctrines dans un plat exposé positiviste, il est toujours possible de faire apparaître la lutte philosophique telle qu'elle a été menée, consciemment par les philosophes, de mettre à jour les tentatives incessantes de replâtrage de l'idéalisme, au rythme des développements scientifiques qui ont bousculé les systèmes métaphysiques apparemment les plus cohérents et exhaustifs, jusqu'à mettre en cause radicalement la métaphysique non seulement négativement mais aussi positivement, avec la naissance et le développement de ce type nouveau de philosophie que constitue le marxisme.

Il va de soi qu'un professeur communiste ne peut parfaire ainsi sa pédagogie qu'au prix d'une étude toujours plus approfondie des auteurs

et des doctrines, d'une assimilation poussée toujours plus loin du marxisme qui ne supporte ni le schématisme, masque de l'ignorance, ni l'absence d'application différenciée de ses principes à ces objets d'étude concrète que sont les philosophies du passé et du présent. Nous savons tous, par expérience personnelle, qu'il faut du temps, et une reprise critique de soi-même pour dépasser le stade de la négation abstraite et nihiliste de la philosophie bourgeoise et atteindre celui de la réévaluation critique, sans concessions théoriques et politiques, mais aussi sans dédain, de ce qu'elle a produit. Un peu de marxisme, dirions-nous en pastichant Jaurès, éloigne de la philosophie, beaucoup de marxisme rapproche de la philosophie.

Contrairement à ce qu'écrivent nos amis, il faut donc accepter l'enseignement philosophique et le dispenser. Le dispenser en marxistes conscients de la spécificité et de la nécessité de la philosophie et parfaitement lucides quant à sa conception bourgeoise qu'il faut réfuter dans les faits et à laquelle il faut surtout parvenir à substituer la conception marxiste. Celle-ci n'a rien à redouter de la rencontre avec tout ce qui a été pensé et comme il l'a été ; on attend plutôt d'elle qu'elle fasse ses preuves en assumant, selon ses propres principes, tous les objets de la philosophie. Bref il faut être philosophe marxiste, c'est-à-dire philosophe et marxiste et se battre sur le terrain de la philosophie avec les outils de la philosophie marxiste, à partir des positions politiques des communistes mais sans oublier que, dans la circonstance, la position de classe s'exprime dans une démarche philosophique. Il convient certes de démystifier la philosophie ; les moyens de la politique ne sauraient y suffire ; la critique idéologique pas davantage. C'est la critique philosophique marxiste qui doit être ici mise en chantier.

Du reste, quelle conception nos interlocuteurs mettent-ils derrière les mots de « réfutation théorique » et « surtout » de « lutte active » en philosophie ? Faute de précision dans

la **NC** en direct...

leur lettre, je crains un vide dangereux, porte ouverte, selon le contexte de leur étude, à des interprétations sectaires. Car le gauchisme auquel ils font politiquement allusion pourrait bien être également théorique, si l'on n'y prend pas garde. Il ne peut y avoir d'autre réfutation théorique percutante que l'analyse marxiste des questions et doctrines philosophiques. La simple polémique portant sur leurs racines sociales ne peut en tenir lieu. Et si la lutte active devait signifier, je crains de devoir la comprendre ainsi, la critique politique au lieu et place de l'enseignement philosophique, alors on se tromperait tout simplement d'adresse.

De surcroît, il ne faut pas, ici encore, surestimer les pouvoirs pédagogiques de cette critique politico-idéologique sur des élèves issus pour la plupart des milieux bourgeois et petit-bourgeois, auprès desquels il y a chance que la « pédagogie » de leur environnement social l'emporte sur celle des écoles. Ne tombons pas dans l'utopisme révolu de la révolution par la pédagogie, et plus encore par la pédagogie politico-idéologique. Sans doute aura-t-on plus de succès en ayant fait découvrir la force propre des moyens d'analyse du marxisme justement appliqués à la philosophie.

Peut-être, et même sûrement, de jeunes élèves manifesteront sur-le-champ un enthousiasme pour la bousculade philosophique. Feu de paille sans lendemain si, privés des armes théoriques que nous leur aurons refusées, ils retombent, lors de leur intégration sociale comme « cadres », dans le giron de la bourgeoisie dont nous les aurons momentanément distraits. Mais peut-être beaucoup d'entre eux nous reprocheront-ils rétrospectivement de ne pas leur avoir donné la formation théorique et philosophique au concept à laquelle ils ont droit. En tout cas, s'ils n'en prennent jamais conscience, nous aurons nous-mêmes à nous reprocher de les voir si mal penser, et par pensée déficiente, devenir la proie de ces tenaces mystifications idéologiques qui retardent le mûrissement des conditions subjectives de la révolution.

Marx rappelait dès le Manifeste que ce sont les intellectuels sachant s'élever jusqu'à la compréhension théorique du mouvement social qui rallient les positions du prolétariat révolutionnaire. Notre tâche essentielle est sans conteste d'apporter aux jeunes les moyens de cette compréhension théorique. Cela ne peut être fait sans l'économie du détour par l'enseignement philosophique. Raison d'être enthousiaste dans la profession que nous avons choisie et qui concorde si bien avec notre choix de toujours.

Un dernier mot enfin concernant la corporation à laquelle nous appartenons, et à l'égard de laquelle nous avons des responsabilités théoriques et politiques. Le refus d'assumer comme il se doit les tâches d'enseignement aurait pour effet immédiat de nous couper de nos collègues, d'isoler les marxistes dans le ghetto fictif de l'antiphilosophie et d'affaiblir le front de lutte que nous devons tenir ensemble contre l'agression dont notre enseignement est l'objet. Si nos correspondants veulent bien lire l'article que nous avons écrit sur les luttes et les alliances en philosophie, ils trouveront des raisons que nous ne développerons pas ici (N° 29).

Nous avons un patrimoine commun à défendre et à faire fructifier, même si les lectures sont différentes. Mais la grande majorité des professeurs de philosophie est, comme on sait, politiquement située à gauche. Et dans la défense de la philosophie, il s'impose à nous de favoriser leur confrontation avec le marxisme, de les aider à se libérer de l'idéologie philosophique de droite qui les anime en général, de les faire avancer dans le sens qui est le nôtre. Faisons-le en ne perdant jamais de vue, comme le rappelait Guy Besse au comité central d'Argenteuil, que nous cohabitons dans l'enseignement philosophique de la France démocratique puis socialiste et que nous devons donc continuer le travail unitaire que depuis plus de vingt ans nous menons dans cette Association des professeurs de philosophie, issue faut-il le rappeler, de la Résistance. Telle est la raison, soit dit en pas-

sant, pour laquelle nous ne pouvons partager certaines idées soutenues par un de nos camarades dans un article récent de la revue de cette Association. Vues personnelles qui donnent de nous à nos collègues une image où nous ne saurions nous-mêmes nous reconnaître. Mais sur ce point, le débat est pour ainsi dire ouvert.

Nous remercions nos amis d'avoir posé toutes ces questions de fond. Ils connaissent maintenant notre avis. La discussion collective sur une base de principes ne pourra que rectifier ce qu'il pourrait avoir d'insuffisant ou de rapide et dont nous avons conscience.

Jacques Milhau.

Un escamotage du « Monde »

Une lettre de J.-B. Marcellesi

J.-B. Marcellesi a adressé à Aimé Guedj la lettre suivante :

A la suite de ton article concernant le Monde et publié par la N.C. je voudrais faire quelques remarques que je t'autorise à publier. L'appel d'universitaires de Nanterre auquel tu fais allusion et dont fait état le Monde daté du dimanche 5 et lundi 6 juin 1968 est l'appel dit « des 54 » « pour une Université Critique ». La réunion du 3 mai à laquelle tu fais allusion avait été organisée par un certain nombre de professeurs et d'assistants du S.N.E.Sup. auxquels s'étaient joints des militants du S.G.E.N. puis d'autres. A l'origine il y avait G. Michaud, J. Levaillant, P. Ricœur, A. Touraine, H. Lefebvre et d'autres. Il y avait un nombre non négligeable de militants communistes. On notait aussi la présence de B. Girod de l'Ain et de A. Geismar qui avaient été invités par les organisateurs. Effectivement ce jour-là, un certain nombre d'universitaires, sous la pression des événements, eurent tendance à faire leur

la NC en direct

mea-culpa (c'était le jour des premiers matraquages au quartier latin, et Nanterre venait d'être fermé). Mais il y eut, au moins en aussi grand nombre, des interventions mettant en cause la politique gouvernementale et le régime. Grande fut la surprise des participants, le lendemain, de voir la falsification à laquelle *le Monde* s'était livré, par simple omission. Une mise au point fut hâtivement rédigée, à l'initiative d'un militant du S.G.E.N., signée de la plupart des participants et envoyée à B.G.A. Je n'ai pas souvenir que le journal l'ait publiée. Peut-être pourras-tu vérifier au cours de tes recherches. Tout cela pour te dire à quel point ton analyse de la méthode du *Monde* est juste (choix des faits corroborant une certaine idéologie, élimination des autres) et combien tu es toi-même un témoin de l'efficacité de certaines falsifications : tu n'as pas vu, il me semble, que *le Monde* escamotait la moitié de la réalité.

gauchisme et psychologie

M. Mignoni nous écrit :

Lecteur de *La N.C.* depuis plus d'un an, je me permets de vous faire parvenir quelques réflexions sur un sujet qui m'a semblé insuffisamment traité : le développement d'un certain gauchisme. En effet si j'adhère pleinement à l'analyse proposée par Lénine dans son livre, toujours actuel, *La maladie infantile du communisme*, il n'empêche que j'aurais aimé pouvoir lire une analyse plus particulièrement psychologique du phénomène gauchiste. Je m'explique.

Etant actuellement éducateur de jeunes dits « Délinquants », l'objet de mon travail consiste à découvrir dans l'adolescent ce qui l'a amené à commettre son acte délictueux. Pour ce faire, il est nécessaire de répertorier les facteurs endogènes poussant l'individu à la délinquance compte tenu des facteurs exogènes — ces derniers ayant en

définitive la plus grande place dans l'évolution des personnalités, dans l'histoire de l'humain-social. L'examen effectué, l'éducateur doit trouver, de façon bien empirique je l'avoue, des moyens qui permettront à l'individu temporairement inadapté à intégrer une organisation sociale de type traditionnel. Le cheminement intellectuel proposé à l'adolescent se situe dans une relation d'aide qui souvent, hélas, est modifiée, voire viciée, par la présence beaucoup trop « verticaliste », aliénante de l'éducateur.

Je reviens aux gauchistes pour dire combien leurs motivations sont semblables à celles des adolescents qualifiés de délinquants. Le passage à l'acte gauchiste est en fait un passage à l'acte délictueux, à ceci près qu'il paraît motivé (en superficie tout au moins et compte tenu des schémas mentaux des intéressés) par un idéal politique. Cette notion d'idéal est évidemment inexistante chez le délinquant normal, mais je pense qu'elle est sur-ajoutée au comportement gauchiste.

En effet, dans les deux cas, il s'agit de sujets fortement perturbés sur le plan affectif et souffrant de frustrations multiples (d'autant qu'ils sont issus de familles bourgeoises et petites-bourgeoises où l'autorité paternelle est incontestée !). Il est symptomatique par exemple de découvrir les similitudes existant entre les potentiels affectifs d'une bande de quartier et ceux d'un groupuscule. Les degrés de réflexions ne sont évidemment pas les mêmes dans les deux cas, mais les causes premières profondes trouvent la même racine : une situation personnelle vécue en tant qu'échec et nécessitant un rattrapage, un oubli, un dévouement par l'agressivité libérée pour un « noble idéal ». Je n'aborde pas le point précis qui revient à démontrer que cet état d'esprit est bien entendu exploité par des intrigants au service du capitalisme, par contre je me permets d'émettre quelques réflexions sur ceux qui sont leurs jouets.

Ceci pour dire qu'avec les gauchistes, il n'est pas du tout besoin, je crois, d'entamer un dialogue sur ce qui n'est, en fait, qu'une échappatoire pour eux : je veux parler de l'action révolutionnaire. Pour eux, en effet, elle ne peut être qu'un acte purement personnel et artistique (dans le sens qu'utilise l'artiste lorsqu'il veut projeter sur la matière son univers, sa perplexité intérieure).

Mais nous savons bien qu'il n'y a de politique que « scientifique » et qu'en aucune façon il ne faut retenir des actions aventureuses et typiquement éphémères parce que pulsionnelles (je prends pour exemple certains éléments verbalement révolutionnaires en mai 68 mais incapables de s'intégrer dans une action quotidienne à long terme).

Il est bien certain que l'action gauchiste n'a qu'un but : s'attaquer au Parti communiste. Si je viens de dire combien est grande leur perturbation personnelle, il convient d'ajouter qu'elle réside souvent dans le conflit Père-Enfant, Autorité-Sujet, Maître-Elève. Le conflit intime se manifeste par un sentiment d'infériorité de l'individu face à un autre individu, ou face à une organisation à laquelle il peut mettre un visage particulièrement castrateur, satisfaisant ainsi sa psychose. Et là, Lénine a vu juste en qualifiant le gauchisme de « maladie infantile ».

Pour ma part, je suis convaincu qu'en aucune façon cette maladie ne peut se soigner si on entre dans le jeu du malade, si on valide ce qu'il dit ou fait en faisant croire qu'on le prend au sérieux. En fait, il est nécessaire de faire une analyse objective de tous les éléments qui amènent un individu à passer de l'acte gauchiste (après qu'il ait d'ailleurs vécu un état d'« éjaculation verbale »).

Mettre un gauchiste en prison, le matraquer, c'est répondre à son attente. Le mettre en contradiction avec lui-même sur le plan intellectuel est aussi répondre à son attente dans la mesure où il fait tout pour se faire humilié et alimenter ainsi son désir de vengeance pour de futurs combats.

La seule solution est celle qui résulte d'une discussion entre quatre yeux, sans auditoire, sans possibilités pour l'individu de jouer une attitude devant un groupe. Ceci posé, je crois qu'il faut passer ensuite à une analyse des facteurs qui l'amènent à concevoir son qualificatif d'« infantile » et à découvrir avec lui le blocage qui l'empêche de vivre une vie de façon (disons) plus adulte (bien que certains soient d'un âge relativement avancé !).

La mobilisation de tous les camarades que cette analyse demande doit se faire sur un autre terrain que celui de la revendication quotidienne. Aussi je m'empresse d'ajouter que d'autres ur-

gences priment sur le gauchisme et que ce dernier ne mérite une attention que dans la mesure où il sert le capitalisme.

Claude Prévost répond :

la démonstration pratique

Effectivement, il y a sans doute des similitudes réelles entre les milieux de jeunes que vous fréquentez de par vos obligations professionnelles et certains groupes gauchistes. Il est hors de doute qu'au niveau individuel des motivations très apparentées se retrouvent chez les uns et les autres et, à ce niveau, je souscris à l'essentiel de vos analyses.

Mais il me semble que lorsqu'on traite du « gauchisme » on ne peut s'en tenir à ce niveau (et ce n'est sans doute pas votre intention) : le gauchisme ne s'identifie pas avec les « groupuscules ». Ce qu'il nous faut examiner, ce sont les raisons qui permettent plus d'une fois aux « groupuscules » d'enclencher leurs « thèmes » sur des masses relativement importantes de jeunes étudiants surtout. A ce niveau, les explications de type psychologique, si nécessaires soient-elles, ne me paraissent plus suffisantes : j'ai essayé de le montrer dans mon article récent de La N. C. (n° 29, décembre 1969) et je serais heureux d'avoir votre opinion à ce sujet.

Je suis d'accord : nous, marxistes conséquents, nous ne devons pas « entrer dans le jeu » du gauchisme, c'est-à-dire que nous devons nous placer sur un autre terrain. Mais pour l'entraîner sur ce terrain, celui de la science, celui de l'analyse matérialiste-dialectique du mouvement historique, il faut le prendre là où il est, venir l'y chercher, c'est-à-dire discuter. Pas tellement, d'ailleurs, chercher à le mettre en contradiction avec lui-même : sa « vision du monde » est en effet cohérente, ou plutôt il a réponse à tout et assume sans sourciller ce qui nous paraît contradiction criarde. Mais, dans

un premier temps, il n'est pas inutile de démonter, moins pour lui que pour ceux qu'il séduit et impressionne, cette « cohérence » trompeuse.

On ne peut s'en tenir là. Je ne pense d'ailleurs pas que la discussion « entre quatre yeux » soit, à l'égard des gauchistes, le seul moyen. Il faut aussi leur infliger la démonstration pratique que leur « philosophie » ne leur permet aucune prise sur le réel et conduit toutes leurs actions à l'échec et au renforcement de la domination monopoliste. Pour cela, il faut que nous participions à l'organisation de luttes réelles, entraînant de larges masses du milieu concerné, à partir des « revendications quotidiennes », sans nous confiner à celles-ci. C'est, je pense, la « dure école de la réalité », où « les faits sont têtus », comme on sait, qui permet de guérir les « maladies infantiles ».

M. Mathieu Casimiri nous écrit

L'abstrait et le concret en Hongrie

Le dossier « Hongrie 69 » m'a beaucoup intéressé, mais je m'interroge sur la relation d'un fait et sur le commentaire dont votre collaborateur assortit ce fait. Il est écrit en effet page 51 : « Les enfants dont les parents appartenaient aux classes les plus privilégiées — capitalistes, paysans riches, propriétaires fonciers — ont dû attendre 1963 pour accéder librement — sur le seul critère du savoir et des possibilités intellectuelles — à l'université ; attendre que soient résolus certains problèmes posés dans le cours des luttes de classes menées sur le plan idéologique et politique, avant comme après la contre-révolution de 1956. Et votre rédacteur d'ajouter : « il n'existe pas de justice abstraite ».

Je vous avoue n'avoir pas compris grand-chose à ces propos qui glissent avec désinvolture sur un fait

grave et surtout peu intelligible par suite d'un escamotage. Ainsi quels sont ces problèmes posés avant comme après 1956 ?

Là git l'explication certainement, mais où est-elle ? Est-il encore tout à fait légitime de parler de contre-révolution de 1956 sans se souvenir que 1956 a été aussi un mouvement de masses protestant contre une caricature de socialisme ?

Je dois donc admettre qu'avant 1963, certains enfants, et s'il s'agissait des catégories indiquées cela devait représenter du monde, je dois donc admettre que ces enfants étaient pénalisés pour leur origine sociale.

... Bref si je réclame la justice pour tous je suis abstrait. Mais si je la donne à certains en l'enlevant à d'autres, là, je suis concret.

Jacques De Bonis répond

Révolution ou contre-révolution

Commençons par l'essentiel. Oui, il est et il restera légitime de parler de contre-révolution de 1956 en Hongrie dans la mesure où à la fin du mois d'octobre et au début du mois de novembre de cette année, l'alternative était : démocratie populaire ou fascisme, marche du socialisme ou restauration du capitalisme, donc révolution ou contre-révolution.

1956 a été aussi un mouvement de masses protestant contre une caricature de socialisme ? Soyons plus précis. Il ne pouvait évidemment pas s'agir de « caricature du socialisme », puisque d'une part, celui-ci n'était encore qu'en voie d'édification et que, d'autre part, sans « modèle », il ne peut exister de caricature. En fait, les lourdes fautes, la politique sectaire des dirigeants du Parti Hongrois d'alors, puis la trahison en des jours décisifs du groupe droitier d'Imre Nagy (faut-il rappeler que celui-ci fit appel à l'O.N.U.,

la NC en direct...

c'est-à-dire, dans les circonstances, aux troupes de l'O.T.A.N.), ont permis aux forces intérieures de la contre-révolution, encouragées et aidées de l'extérieur, de trouver, pendant quelques temps, une relative base de masse. Celle-ci eût-elle été plus large encore que, se gardant de confondre les événements avec la conscience que certains peuvent en avoir, on serait toujours fondé à parler de contre-révolution.

En ce qui concerne la justice, on sait que, pour les marxistes, il ne s'agit pas d'une notion morale abstraite, mais que dans une société où s'exerce la lutte des classes, (le cas de la société hongroise) la justice est tributaire de celle-ci. Les problèmes posés à l'Université, avant comme après 1956, consistaient notamment à en favoriser l'accès aux couches fondamentales du régime populaire, ouvriers et paysans (évidemment handicapés au départ par rapport aux enfants de la bourgeoisie, comme nul enseignant n'ignore).

La notion de pénalisation n'a rien à voir à l'affaire, encore moins le principe du talion. A ce propos, et à quelques autres, il est utile de se reporter au passionnant témoignage de Sándor Négrádi, avant 1956 (Éditions du Pavillon), où l'on trouve l'anecdote suivante : « il y a de cela quelques années, quand, pour l'admission aux Universités et Ecoles supérieures, nous supprimâmes les critères d'origine sociale, quelqu'un me dit : « Hein, alors là aussi, il a fallu remettre les choses à leur place, là aussi, les gens de Rakosi l'avaient mal fait ». Je lui répondis : premièrement, ce n'est pas Rakosi, mais la juste politique du parti qui a largement ouvert les portes des Ecoles et Universités aux enfants d'ouvriers et de paysans, deuxièmement, cela n'a pas été si mal fait, car, ce faisant, nous avons un peu accéléré le processus historique de la justice. Car il était grand temps — chose qui se produisit dans la première moitié des années 50 — non seulement de donner quelque chose du trésor de la culture, du savoir et des sciences aux enfants des classes travailleuses, mais aussi de leur rendre ce qui pouvait l'être en quelques années de ces possibilités dont ils avaient jusqu'ici été spoliés. Quant aux discriminations selon les origines sociales, si nous les avons supprimées, ce n'est pas tant parce qu'elles avaient été une faute, mais parce qu'entre temps l'évolution du socialisme les avait rendues caduques. »

COMMUNIQUE

plus souvent, plus vite plus net

Les responsables des collectivités savent que le rythme des communications s'accélère : Il leur faut être équipés d'un matériel moderne, rapide et sûr. Les nouveaux duplicateurs Gestetner (stencil et offset) ajoutent à ces qualités, une très grande simplicité de manœuvre : un opérateur, même novice, peut "sortir" des copies impeccables après quelques quarts d'heure d'entraînement.

Voulez-vous être complètement informé sur les récents progrès de la duplication, et en particulier sur la gravure automatique des stencils ? - Demandez à GESTETNER sa documentation n° 128 - 71, rue Camille-Groult à Vitry - tél. 482-47-85.

LES ÉDITIONS DU PAVILLON

Directeur-Gérant : Roger MARIA,
5, rue Rollin, Paris-5°. Tél. 326-84-29

En souscription

LE MATÉRIALISME HISTORIQUE DANS L'ÉTUDE DU DROIT

par Georges SAROTTE

Préface de Maurice BOUVIER-AJAM, Directeur de l'Institut de Droit Appliqué

- Un volume de 312 pages (format 23 × 15).
- Prix de souscription (port et frais d'emballage à la charge de l'éditeur) 27 F
- L'ouvrage sera mis en vente à 33 F en librairie.
- Il sera envoyé aux souscripteurs dans les huit jours qui suivront la réception du versement.
- Prière d'employer le bulletin de souscription ci-dessous.

Georges Sarotte est l'un des avocats honoraires les plus âgés de France et il porte allègrement ses 92 ans. Martiniquais très cultivé, il est au service des syndicats ouvriers depuis le début du siècle avec une constance qui ne s'est jamais démentie.

Ce gros ouvrage qu'il offre à la réflexion des hommes d'aujourd'hui est le premier et le seul travail de fond en langue française où se trouve étudiée la philosophie du droit à la lumière du marxisme.

Je, soussigné,

Nom (en capitales) : Prénom :

Adresse :

Déclare souscrire à exemplaire (s) du livre « Le matérialisme historique dans l'étude du Droit », de Georges Sarotte.

Ci-joint un chèque postal trois volets (Les Editions du Pavillon, 5, rue Rollin, Paris 5°, n° 10 865-02) ou bancaire (prière d'éviter tout autre mode paiement) de représentant le montant de ma souscription.

Date

Signature :

1969 : INDEX ALPHABÉTIQUE

ACZEL György <i>Problèmes de la culture en Hongrie</i> 25 44 <i>Le marxisme et les sciences sociales (dossier « Hongrie 69 »)</i> 28 59	CHOMBART DE LAUWE P. H. <i>Besoins et aspirations dans les sociétés modernes</i> 26 11	GIRAULT Jacques <i>Aux origines du P.C.F.</i> 20 30
ANSART GUSTAVE <i>Stratégie des luttes de classes en France</i> 29 4	CLAUDE Catherine <i>Pour une lecture de « Tombeau pour cinq cent mille soldats » de Pierre Guyotat</i> 25 54 <i>Un roman résolument idéologique : « Les multiples aventures du général Francoquin »</i> 27 38	GLUCKSMANN Christine <i>A propos d'Althusser</i> 23 38
APEL-MULLER Michel <i>Les mots pèsent lourd... « Ecoutez-voir »</i> 28 66	COHEN Marcel <i>Sur les discussions actuelles en linguistique</i> 27 51	GODELIER Maurice <i>Rôle et fonction des structures dans les divers types de société</i> 21 25
ARNAULT Jacques <i>Entretien sur « L'heure des brasiers »</i> 28 73	COHEN Marcel <i>Sur les discussions actuelles en linguistique</i> 27 51	GOLDRING Maurice <i>Réflexions sur le dynamitage des barrières culturelles</i> 28 62
AUCUY Jean-Marc <i>Trois voix sur « Théorème »</i> 24 28	CUECO <i>La Parole aux créateurs</i> 21 31	GOZLAN Gérard <i>Entretien sur « L'heure des brasiers »</i> 28 73
BACKES Catherine <i>Réflexions sur Lévi-Strauss</i> 24 10	DAQUIN Louis <i>Petite suite sur le langage filmique</i> 20 56	GUEDJ Aimé <i>« Le Monde » en mai-juin 1968, I</i> 28 21 <i>« Le Monde » et l'idéologie de l'objectivité, II</i> 29 16
BARRAUD Hervé <i>La mythologie d'Astérix</i> 26 35	DEBONIS Jacques <i>Les intellectuels, le public, le pouvoir (dossier « Hongrie 69 »)</i> 28 49 <i>Les créateurs et l'Etat socialiste (dossier « Hongrie 69 »)</i> 28 54 <i>Entretien sur « L'heure des brasiers »</i> 28 85	GUILLEVIC <i>L'Union des Ecrivains (entretien avec « La N.C. »)</i> 25 51
BERQUE Jacques <i>Culture et Islam</i> 22 28	DEMARCY Richard <i>Mythe, théâtre, représentation et histoire</i> 20 50 <i>Lecture de « Cérémonie secrète »</i> 26 49 <i>Les clowns... entre l'existential et le social</i> 29 35	HAROCHE Charles <i>« Les Chambres » poème du temps qui ne passe pas</i> 29 68
BILLOUX François <i>Etre communiste aujourd'hui</i> 21 2	DETRAZ Colette <i>Black Power?</i> 26 28 <i>Harold Pinter et l'ambiguïté</i> 27 54	HINCKER François <i>Aux origines du P.C.F.</i> 20 30
BOMBEL Gérard <i>Qui parle dans le scandale du « Concile d'Amour » ?</i> 26 44	DUCCLOS Jacques <i>Souvenirs sur la III^e Internationale</i> 27 10	JOUARY Jean-Paul <i>Qui parle dans le scandale du « Concile d'Amour » ?</i> 26 44
BORDIER Roger <i>L'Union des Ecrivains (entretien avec « La N.C. »)</i> 25 51	DUMAS André <i>Les théologiens de la mort de Dieu</i> 24 16	JOURDAIN Henri <i>Stratégie des luttes de classes en France</i> 29 4
BURLES Jean <i>La question du centrisme démocratique</i> 25 7	FAYE Jean-Pierre <i>L'Union des Ecrivains (entretien avec « La N.C. »)</i> 25 51	JUQUIN Pierre <i>Sur l'Université de classe</i> 23 7 <i>Enseignement et recherche : « Un piège »</i> 29 40
CASANOVA Antoine <i>Sens et portée du dialogue avec les chrétiens</i> 21 18 <i>Trois voix sur « Théorème »</i> 24 28 <i>L'évolution des idées chez les intellectuels salariés</i> 25 12 <i>Parti et société (dossier « Hongrie 69 »)</i> 28 30	FIESCHI Jean-André <i>Naissances et morts du cinéma</i> 21 46 <i>Cinéma parallèle</i> 22 68 <i>Entretien sur « L'heure des brasiers »</i> 28 73 <i>La blouse blanche de Murnau</i> 29 59	KANAPA Jean <i>De l'usage des citations de Lénine</i> 20 19 <i>Juin prochain à Moscou</i> 24 44
CAZELLE Philippe <i>Existe-t-il une science des décisions ?</i> 24 20 II 25 29	FRANCASTEL Pierre <i>Champ figuratif et histoire</i> 22 22	KARDELJ Edouard <i>La bureaucratie est-elle une classe ?</i> 23 46
CERVONI Albert <i>Affaire de cinéma, d'argent, d'économie, de politique (Japon, Suisse, Bolivie)</i> 29 60	GAUDY René <i>Entretien avec Arthur Adamov</i> 24 35	LAFON Claude <i>Le cerveau</i> 26 54
CHAMBAZ Jacques <i>N.C. Supplément culture : pourquoi ?</i> 22 80		LAURENT Serge <i>La dévaluation et la crise du capitalisme</i> 27 2
CHARLES Jean <i>Aux origines du P.C.F.</i> 20 30		LECLERC Jacques <i>Le théâtre et la rue</i> 23 68
		LERROY Roland <i>Sens et portée du dialogue avec les chrétiens</i> 21 18 <i>De quelques questions posées à l'activité théâtrale</i> 23 2

1969 : INDEX ALPHABÉTIQUE

<p>MAHON John <i>Bilan du gouvernement travailliste</i> 20 <i>Les racines d'une politique de droite. Bilan du gouvernement travailliste</i> 21</p> <p>MARCENAC Jean <i>Apollinaire ou le droit de dire et de prédire</i> 21</p> <p>MARCHAIS Georges <i>Juin prochain à Moscou</i> 24 <i>La Conférence Internationale et l'unité du mouvement communiste</i> 28</p> <p>MARIA Roger <i>Rencontre avec Georg Lukacs</i> 20 <i>Trois voix sur « Thèorème »</i> 24</p> <p>MESCHONNIC Henri <i>Parole Rencontre</i> 24</p> <p>METZGER Joë <i>Conscience et situation des ingénieurs et cadres</i> 23</p> <p>MILHAU Jacques <i>La stratégie du gaullisme</i> 20 <i>Sens et portée du dialogue avec les chrétiens</i> 21 <i>Les chrétiens aujourd'hui</i> 27 <i>Les luttes et les rapports d'alliance en philosophie</i> 29</p> <p>MOISSONNIER Maurice <i>Aux origines du P.C.F. Anarchismes d'hier et d'aujourd'hui</i> 24</p> <p>MONTANE F.-M. <i>Propos sur la « classe étudiante »</i> 23</p> <p>MONTANIER <i>La Parole aux créateurs</i> 25</p> <p>MORANGE Claude <i>Y a-t-il des gorilles progressistes ?</i> 23</p> <p>MOYNOT Jean-Louis <i>La C.G.T. et les luttes de classes</i> 22</p> <p>MULDWOLF Bernard <i>Contestation et morale sexuelle</i> 23</p> <p>OULD AOUDIA M. <i>Malnutrition. Recherches fondamentales et biologie appliquée</i> 28</p> <p>PASQUARELLI Nicolas <i>Dix ans d'activité du C. E. R. M.</i> 24</p> <p>PAVOLINI Luca <i>Perspectives de luttes en Italie</i> 25</p>	<p>PERCEVAL Louis <i>Les paysans</i> 22</p> <p>PIERRE Rolland <i>La démarche poétique de Guillevic</i> 24 <i>La parole à Tchinguiz Aïmatov</i> 27</p> <p>PINGAUD Bernard <i>L'Union des Ecrivains (Entretien avec « la N. C. »)</i> 25</p> <p>PIQUET René <i>Les communistes et la jeunesse</i> 20</p> <p>PLAISANCE Eric <i>Jazz, champ esthétique et idéologique</i> 26</p> <p>PREVOST Claude <i>Les « Antimémoires » ou le dialogue avec l'invisible</i> 20 <i>Lénine, Brest - Litovsk, gauchisme</i> 27 <i>Nouvelles réflexions sur l'idéologie gauchiste étudiante</i> 29</p> <p>RAVIS Georges <i>L'anthropologie et l'histoire (Réflexions sur Lévi Strauss, II)</i> 25</p> <p>RICCI François <i>Gramsci, théoricien politique</i> 28</p> <p>RONY Jean <i>« Le Populaire » à travers les événements de mai-juin 68</i> 21 <i>Réalité du Parti socialiste</i> 26</p> <p>SALINI Laurent <i>Guy Mollet ou les chances du socialisme</i> 24 <i>Stratégie des luttes de classes en France</i> 29</p> <p>SCARPETTA Guy <i>Brecht et Artaud</i> 25</p> <p>SEDE S. de <i>La Mythologie d'Astérix</i> 26</p> <p>SEKOU TOURE <i>Les luttes de classes en Guinée</i> 24</p> <p>SIMON Michel <i>Luttes de masse et unité</i> 26</p> <p>STIL André <i>Le Pavillon des Cancéreux</i> 22</p> <p>STORA Bernard <i>Naissances et morts du cinéma</i> 21 <i>Cinéma parallèle</i> 22</p> <p>VENTURINI Joseph <i>Le champ du cinéma</i> 21</p>	<p><i>Le radieux « Assommoir » de Zola</i> 23</p> <p>VERLEY Etienne <i>« Marxisme et théorie de la personnalité » de Lucien Sève</i> 26</p> <p>VERNAY Claude <i>Où en est l'économie hongroise ?</i> 28</p> <p>WILLARD Claude <i>Aux origines du P.C.F.</i> 20</p> <p>WURMSER André <i>Le Saint de glace</i> 22</p> <p>XXX <i>Combats d'Espagne</i> 22</p> <p>LA N. C. <i>La N. C. a vingt ans</i> 20 <i>La marche au socialisme et la marche du socialisme</i> 22 <i>Mai 68, mai 69</i> 25 <i>Editorial</i> 28 <i>Editorial</i> 29</p> <p style="text-align: center;"><i>Documents :</i></p> <p><i>Les problèmes de l'intégration économique dans les pays socialistes</i> 22 <i>Dessins d'Espagne</i> 23 <i>Tchécoslovaquie : bilan de l'année 68 (Comité central du P.C.T.)</i> 24 <i>Le « Manifeste culturel panafricain »</i> 27 <i>Ho Chi Minh : Intervention au Congrès de Tours et discours à l'école théorique du Parti</i> 28 <i>Le socialisme développé (document de la Conférence de Moscou)</i> 28 <i>La lutte des classes en Hongrie (Janos Kadar)</i> 28 <i>Du rôle dirigeant du Parti (Bela Biszku)</i> 28 <i>Une coopérative de la région de Pecs</i> 28 <i>Miklos Jancso sur la sellette</i> 28</p> <p>Ont collaboré aux notes de lecture :</p> <p>Henri Alleg, Michel Apel-Muller, Antoine Casanova, Philippe Cazelle, Francis Cohen, Marie-Elisa Cohen, Lucien Curzi, Colette Detraz, Georges Fournial, Jacques Girault, François Hincker, Monique Hincker, Jacques Milhau, Maurice Moissonnier, Claude Prévost, Alain Roux, Joseph Venturini.</p>
--	---	--

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



le

LITTRÉ

la seule édition intégrale du célèbre
DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

"Une extraordinaire réussite, ce Littré"

JEAN PAULHAN
de l'Académie Française

"C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire"

MAURICE GARÇON
de l'Académie Française

"Cadeau royal et précieux"

FRANÇOIS MAURIAC
de l'Académie Française

"Bravo pour le Littré! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où déborde le mot cherché, la reliure, tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire"

MARCEL JOUHANDEAU

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce *"trésor de notre langue"* (Le Figaro), cette *"bible de l'homme cultivé"* (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition Gallimard Hachette, *la vraie!* la seule reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc...

Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles offertes par la Librairie Pilote :

10 mensualités de 46 fr. ou 420 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 140 fr. sans augmentation de prix). Rien à payer d'avance. Il suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec droit de retour. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la "NOUVELLE CRITIQUE" 19, rue Saint Georges - PARIS 9^e

Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai : comptant à réception des volumes : 420 Fr. en 3 versements mensuels de : 140 Fr. en 10 versements mensuels de : 46 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 5 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire Banque

..... Signature

Valable seulement pour la France
Métropolitaine

NC